



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VIENNE

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°86-2016-046

PUBLIÉ LE 14 AVRIL 2016

Sommaire

Direction départementale des territoires

86-2016-04-13-002 - 2016-DDT-624 (2 pages)	Page 5
86-2016-04-13-003 - 2016-DDT-625 (2 pages)	Page 8
86-2016-04-13-004 - 2016-DDT-626 (2 pages)	Page 11
86-2016-04-13-005 - 2016-DDT-627 (2 pages)	Page 14
86-2016-04-13-006 - 2016-DDT-628 (2 pages)	Page 17
86-2016-04-13-007 - 2016-DDT-629 (2 pages)	Page 20
86-2016-04-13-001 - 2016-DDT-630 (2 pages)	Page 23
86-2016-04-13-008 - Arrêté 618 portant prescriptions à déclaration relative au lotissement "le Clos Yvette" à Cissé (4 pages)	Page 26
86-2016-03-30-009 - Arrêté cadre interdépartemental délimitant les zones d'alertes et définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau agricole du 1er avril au 30 septembre 2016 sur le bassin versant de la Charente où COGEST'EAU est désigné en tant que OUGC (17 pages)	Page 31
86-2016-03-30-007 - Arrêté définissant les zones d'alerte et les mesures de limitation ou de suspension provisoires des usages de l'eau du 4 avril au 3 octobre 2016 pour les bassins Veude et Négron, de la Creuse, de la Gartempe et de l'Anglin (16 pages)	Page 49
86-2016-03-25-050 - arrêté inter-départemental délimitant des zones d'alerte et définissant les mesures de limitation provisoire de l'eau bassin versant du Marais Poitevin face à menace ou sécheresse (13 pages)	Page 66
86-2016-03-30-008 - Arrêté interdépartemental définissant les zones d'alerte et les mesures de limitation ou de suspension provisoires des usages de l'eau du 4 avril au 3 octobre 2016 bassin de la Vienne département Vienne et Charente (22 pages)	Page 80
86-2016-03-30-005 - arrêté Interdépartemental définissant les zones d'alerte et les mesures de limitation ou suspension des usages de l'eau du 4 avril au 3 octobre 2016 pour la Dive du Nord dans la Vienne et les Deux Sèvres (14 pages)	Page 103
86-2016-03-30-006 - arrêté interdépartemental définissant les zones d'alertes et les mesures de limitation ou de suspension provisoires des usages de l'eau du 4 avril 2016 au 3 octobre 2016 pour le bassin du Clain et de la nappe de l'infratoarcien dans la Vienne, les Deux-Sèvres, la Charente (32 pages)	Page 118
86-2016-04-07-016 - CP026-20160413131839 (1 page)	Page 151
86-2016-04-04-008 - CP030-20160404145122 (3 pages)	Page 153
86-2016-04-04-009 - CP030-20160405103813 (3 pages)	Page 157
86-2016-04-12-001 - CP030-20160412144841 (3 pages)	Page 161
86-2016-04-07-017 - GAEC L'AGE BOURGET (1 page)	Page 165

PREFECTURE de la VIENNE

86-2016-04-13-009 - AP 134 du 13 04 2016 propregeant la DUP de la ZAC de la Marmoure à Naintré (2 pages)	Page 167
--	----------

86-2016-04-11-002 - APC modificatif de la CSS de SEI le Vigeant en date du 11 avril 2016 (2 pages)	Page 170
86-2016-03-31-012 - Arrêté 2016/CAB/112 du 31/03/2016 instituant un Comité Opérationnel de lutte contre le Racisme et l'Antisémitisme (CORA) (2 pages)	Page 173
86-2016-03-16-011 - Arrêté 2016/CAB/85 du 16/03/2016 portant autorisation de modifier un système de vidéo-protection Parking EFFIA- 2 boulevard Sadi Carnot- 86100 CHATELLERAULT (4 pages)	Page 176
86-2016-03-17-013 - Arrêté 2016/CAB/87 du 17/03/2016 autorisant l'installation d'un nouveau système de vidéo-protection Direction départementale des Finances Publiques de la Vienne- 1 avenue Treuille- 86100 CHATELLERAULT (4 pages)	Page 181
86-2016-03-17-012 - Arrêté 2016/CAB/88 autorisant le renouvellement d'un système de vidéo-protection Parfumerie MARIONNAUD n°2527- 6 place Emile Zola- 86100 CHATELLERAULT (4 pages)	Page 186
86-2016-03-17-011 - Arrêté 2016/CAB/89 du 17/03/2016 autorisant l'installation d'un nouveau système de vidéo-protection CRÉDIT AGRICOLE TOURAINE -POITOU- 60 rue Germaine, Tillion- 86440 MIGNÉ AUXANCES (4 pages)	Page 191
86-2016-03-18-005 - Arrêté 2016/CAB/90 du 18/03/2016 autorisant l'installation d'un nouveau système de vidéo-protection SAS LA PETITE FRANCE- 42 rue de Saumur- 86440 MIGNÉ AUXANCES (4 pages)	Page 196
86-2016-03-18-004 - Arrêté 2016/CAB/91 du 18/03/2016 autorisant l'installation d'un nouveau système de vidéo-protection INPOST FRANCE- 2 rue Lafayette- 86000 POITIERS (4 pages)	Page 201
86-2016-03-18-003 - Arrêté 2016/CAB/92 du 18/03/2016 autorisant le renouvellement d'un système de vidéo-protection Société Ancien établissement BRANGER- Rue des Landes- 86000 POITIERS (4 pages)	Page 206
86-2016-03-18-002 - Arrêté 2016/CAB/93 du 18/03/2016 autorisant le renouvellement d'un système de vidéo-protection Finances publiques de la Vienne- 15 rue de Slovénie- 86000 POITIERS (4 pages)	Page 211
86-2016-03-21-014 - Arrêté 2016/CAB/94 du 21/03/2016 portant autorisation de modifier un système de vidéo-protection Parking EFFIA- 2 boulevard Pont Achard- 86000 POITIERS (4 pages)	Page 216
86-2016-03-21-013 - Arrêté 2016/CAB/95 du 21/03/2016 autorisant l'installation d'un nouveau système de vidéo-protection SARL Sub Poitiers Demi-Lune- SUBWAY- 12 route de Parthenay- 86000 POITIERS (4 pages)	Page 221
86-2016-03-21-012 - Arrêté 2016/CAB/96 du 21/03/2016 autorisant le renouvellement d'un système de vidéo-protection Parfumerie MARIONNAUD n°2525- 58 rue de la Marne- 86000 POITIERS (4 pages)	Page 226
86-2016-03-21-011 - Arrêté 2016/CAB/97 du 21/03/2016 autorisant le renouvellement d'un système de vidéo-protection Parfumerie MARIONNAUD n°2511- Cc LECLERC- 93 route de Gencay- 86000 POITIERS (4 pages)	Page 231

86-2016-03-22-030 - Arrêté 2016/CAB/98 du 22/03/2016 autorisant l'installation d'un nouveau système de vidéo protection- ERTECO FRANCE- CARREFOUR- 350 avenue Jacques Cœur- ZAC du Patis- 86000 POITIERS (4 pages)	Page 236
86-2016-03-22-029 - Arrêté 2016/CAB/99 du 22/03/2016 autorisant l'installation d'un nouveau système de vidéo-protection sur le site de ALLIANCE ACCES- Mode prêt à porter- PARFOIS- 250 avenue du 8 mai 1945- 86000 POITIERS (4 pages)	Page 241
86-2016-04-14-003 - Arrêté autorisant l'organisation d'une présentation d'aéromodélisme le 17 avril 2016 sur la base d'aéromodélisme de Rouillé (6 pages)	Page 246
86-2016-04-07-018 - Arrêté n°2016/CAB/118 du 07/04/2016 portant désignation d'un responsable unique de sécurité (RUS) Hôtel de Police- 38 rue de la Marne- 86000 POITIERS (1 page)	Page 253
86-2016-04-14-002 - Arrêté portant autorisation d'une course cycliste intitulée "20ème prix de la foire de Saint-Georges-les-Baillargeaux" (6 pages)	Page 255
86-2016-04-14-001 - Arrêté portant autorisation d'une course pédestre intitulée "15ème foulées de Nieuil l'Espoir" et organisée le 17 avril 2016 (7 pages)	Page 262

Direction départementale des territoires

86-2016-04-13-002

2016-DDT-624

Approuvant l'agenda d'accessibilité programmée n° ADAP 086 085 16 A0001 déposé par monsieur le maire de la commune de Coussay, dans le cadre de la mise en accessibilité de 6 établissements et de 2 installations ouvertes au public situés à COUSSAY (86)

PRÉFÈTE DE LA VIENNE

**ARRÊTÉ APPROUVANT UN AGENDA D'ACCESSIBILITÉ PROGRAMMÉE
ADAP 086 085 16 A0001**

ARRETE N° 2016-DDT- 624
en date du 13 avril 2016

**Direction Départementale des Territoires
de la Vienne**

La Préfète de la Vienne
Chevalier de la Légion d'Honneur

Approuvant l'agenda d'accessibilité programmée
n° ADAP 086 085 16 A0001 déposé par monsieur
le maire de la commune de Coussay, dans le cadre
de la mise en accessibilité de 6 établissements et de
2 installations ouvertes au public situés à
COUSSAY (86)

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L111-7 à L111-8-4 et R 111-19-7 à R-111-19-47 ;

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2014-789 du 10 juillet 2014 habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

Vu l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2015-988 du 5 août 2015 ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

Vu le décret n° 2014-1327 du 5 novembre 2014 relatif à l'agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ;

Vu l'Arrêté du 27 avril 2015 relatif aux conditions d'octroi d'une ou deux périodes supplémentaires et à la demande de prorogation des délais de dépôt et d'exécution pour les agendas d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public

Vu la demande d'approbation d'un agenda d'accessibilité programmée, n° ADAP 086 085 16 A0001, déposée le 10 mars 2016 par monsieur le maire de la commune de Coussay, dans le cadre de la mise en accessibilité de 6 établissements et de 2 installations ouvertes au public situés à COUSSAY (86) ;

Considérant que la demande d'approbation d'un agenda d'accessibilité programmée porte sur 6 établissements et 2 installations ouvertes au public, sur deux périodes de 3 années, soit 6 ans, que l'estimation financière globale est de 39 465 € ;

Considérant que la demande est conforme aux conditions réunies à l'article L 111-7-7 du Code de la Construction et de l'habitation concernant la durée d'exécution de l'agenda d'accessibilité programmée, et conforme à l'article R 111-19-38 du Code de la Construction et de l'habitation concernant la programmation des travaux ;

Vu l'avis favorable de la sous-commission départementale d'accessibilité émis le 7 avril 2016 ;

Arrête

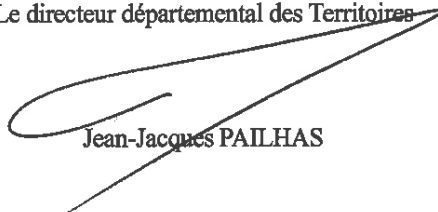
Article 1 : L'agenda d'accessibilité programmée déposé par monsieur le maire de la commune de Coussay, dans le cadre de la mise en accessibilité de 6 établissements et de 2 installations ouvertes au public situés à COUSSAY (86) est approuvé selon l'engagement n° ADAP 086 085 16 A0001. Les travaux et actions de mise en accessibilité prévus par l'agenda doivent aboutir à une mise en conformité complète des établissements vis-à-vis des règles d'accessibilité aux personnes handicapées édictées par les articles R111-19-7 à R111-19-11 du Code de la Construction et de l'Habitation. Un point de situation sur la mise en œuvre de l'agenda à l'issue de la première année, un bilan des travaux et actions réalisés à la moitié de la durée de l'agenda et une attestation à l'achèvement de l'agenda devront être transmises à la Direction Départementale des Territoires de la Vienne (pour la Préfète) par pli recommandé avec demande d'avis de réception, et copie pour chacune des communes concernées (conformément aux articles R111-19-45 et R111-19-46 du CCH).

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Vienne et un exemplaire sera notifié au secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, au Chef du SIRACED-PC, au Directeur départemental des Territoires et au pétitionnaire.

Article 3 : Cet acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de sa notification conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative. Un timbre fiscal de 35 € doit être acquitté pour l'engagement d'une procédure devant les juridictions judiciaire et administrative au titre de la contribution de l'aide juridique.

Article 4 : Le secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, le Chef du SIRACED-PC, le Directeur départemental des Territoires et le pétitionnaire sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la Préfète, et par délégation
Le directeur départemental des Territoires



Jean-Jacques PAILHAS

Direction départementale des territoires

86-2016-04-13-003

2016-DDT-625

Approuvant l'agenda d'accessibilité programmée n° ADAP 086 164 16 A0001 déposé par monsieur le maire de la commune de Monthoiron, dans le cadre de la mise en accessibilité de 4 établissements et de 2 installations ouvertes au public situés à MONTHOIRON (86)

PRÉFÈTE DE LA VIENNE

ARRÊTÉ APPROUVANT UN AGENDA D'ACCESSIBILITÉ PROGRAMMÉE ADAP 086 164 16 A0001

ARRETE N° 2016-DDT- 625
en date du 13 avril 2016

**Direction Départementale des Territoires
de la Vienne**

La Préfète de la Vienne
Chevalier de la Légion d'Honneur

Approuvant l'agenda d'accessibilité programmée
n° ADAP 086 164 16 A0001 déposé par monsieur
le maire de la commune de Monthoiron, dans le
cadre de la mise en accessibilité de 4
établissements et de 2 installations ouvertes au
public situés à MONTHOIRON (86)

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L111-7 à L111-8-4 et R 111-19-7 à R-111-19-47 ;

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2014-789 du 10 juillet 2014 habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

Vu l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2015-988 du 5 août 2015 ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

Vu le décret n° 2014-1327 du 5 novembre 2014 relatif à l'agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ;

Vu l'Arrêté du 27 avril 2015 relatif aux conditions d'octroi d'une ou deux périodes supplémentaires et à la demande de prorogation des délais de dépôt et d'exécution pour les agendas d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public

Vu la demande d'approbation d'un agenda d'accessibilité programmée, n° ADAP 086 164 16 A0001, déposée le 23 février 2016 par monsieur le maire de la commune de Monthoiron, dans le cadre de la mise en accessibilité de 4 établissements et de 2 installations ouvertes au public situés à MONTHOIRON (86) ;

Considérant que la demande d'approbation d'un agenda d'accessibilité programmée porte sur 4 établissements et 2 installations ouvertes au public, sur une seule période de 3 années, que l'estimation financière globale est de 20 900 € ;

Considérant que la demande est conforme aux conditions réunies à l'article L 111-7-7 du Code de la Construction et de l'habitation concernant la durée d'exécution de l'agenda d'accessibilité programmée, et conforme à l'article R 111-19-38 du Code de la Construction et de l'habitation concernant la programmation des travaux ;

Vu l'avis favorable de la sous-commission départementale d'accessibilité émis le 7 avril 2016 ;

Arrête

Article 1 : L'agenda d'accessibilité programmée déposé par monsieur le maire de la commune de Monthoiron, dans le cadre de la mise en accessibilité de 4 établissements et de 2 installations ouvertes au public situés à MONTHOIRON (86) est approuvé selon l'engagement n° ADAP 086 164 16 A0001. Les travaux et actions de mise en accessibilité prévus par l'agenda doivent aboutir à une mise en conformité complète des établissements vis-à-vis des règles d'accessibilité aux personnes handicapées édictées par les articles R111-19-7 à R111-19-11 du Code de la Construction et de l'Habitation. Une attestation à l'achèvement de l'agenda devra être transmise à la Direction départementale des Territoires de la Vienne (pour la Préfète) par pli recommandé avec demande d'avis de réception, et copie pour chacune des communes concernées (conformément aux articles R111-19-45 et R111-19-46 du CCH).

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Vienne et un exemplaire sera notifié au secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, au Chef du SIRACED-PC, au Directeur départemental des Territoires et au pétitionnaire.

Article 3 : Cet acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de sa notification conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative. Un timbre fiscal de 35 € doit être acquitté pour l'engagement d'une procédure devant les juridictions judiciaire et administrative au titre de la contribution de l'aide juridique.

Article 4 : Le secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, le Chef du SIRACED-PC, le Directeur départemental des Territoires et le pétitionnaire sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la Préfète, et par délégation
Le directeur départemental des Territoires



Jean-Jacques PAILHAS

Direction départementale des territoires

86-2016-04-13-004

2016-DDT-626

Approuvant l'agenda d'accessibilité programmée n° ADAP 086 207 16 A0001 déposé par madame le maire de la commune de la Roche-Posay, dans le cadre de la mise en accessibilité de 10 établissements et de 2 installations ouvertes au public situés à LA ROCHE-POSAY (86)

PRÉFÈTE DE LA VIENNE

**ARRÊTÉ APPROUVANT UN AGENDA D'ACCESSIBILITÉ PROGRAMMÉE
ADAP 086 207 16 A0001**

ARRETE N° 2016-DDT- 626
en date du 13 avril 2016

**Direction Départementale des Territoires
de la Vienne**

La Préfète de la Vienne
Chevalier de la Légion d'Honneur

Approuvant l'agenda d'accessibilité programmée
n° ADAP 086 207 16 A0001 déposé par madame le
maire de la commune de la Roche-Posay, dans le
cadre de la mise en accessibilité de 10
établissements et de 2 installations ouvertes au
public situés à LA ROCHE-POSAY (86)

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L111-7 à L111-8-4 et R 111-19-7 à R-111-19-47 ;

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2014-789 du 10 juillet 2014 habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

Vu l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2015-988 du 5 août 2015 ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

Vu le décret n° 2014-1327 du 5 novembre 2014 relatif à l'agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ;

Vu l'Arrêté du 27 avril 2015 relatif aux conditions d'octroi d'une ou deux périodes supplémentaires et à la demande de prorogation des délais de dépôt et d'exécution pour les agendas d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public

Vu la demande d'approbation d'un agenda d'accessibilité programmée, n° ADAP 086 207 16 A0001, déposée le 4 janvier 2016 par madame le maire de la commune de la Roche-Posay, dans le cadre de la mise en accessibilité de 10 établissements et de 2 installations ouvertes au public situés à LA ROCHE-POSAY (86) ;

Considérant que la demande d'approbation d'un agenda d'accessibilité programmée porte sur 10 établissements et 2 installations ouvertes au public, sur deux périodes de 3 années, soit 6 ans, que l'estimation financière globale est de 791 671,50 € ;

Considérant que la demande est conforme aux conditions réunies à l'article L 111-7-7 du Code de la Construction et de l'habitation concernant la durée d'exécution de l'agenda d'accessibilité programmée, et conforme à l'article R 111-19-38 du Code de la Construction et de l'habitation concernant la programmation des travaux ;

Vu l'avis favorable de la sous-commission départementale d'accessibilité émis le 7 avril 2016 ;

Arrête

Article 1 : L'agenda d'accessibilité programmée déposé par madame le maire de la commune de la Roche-Posay, dans le cadre de la mise en accessibilité de 10 établissements et de 2 installations ouvertes au public situés à LA ROCHE-POSAY (86) est approuvé selon l'engagement n° ADAP 086 207 16 A0001. Les travaux et actions de mise en accessibilité prévus par l'agenda doivent aboutir à une mise en conformité complète des établissements vis-à-vis des règles d'accessibilité aux personnes handicapées édictées par les articles R111-19-7 à R111-19-11 du Code de la Construction et de l'Habitation. Un point de situation sur la mise en œuvre de l'agenda à l'issue de la première année, un bilan des travaux et actions réalisés à la moitié de la durée de l'agenda et une attestation à l'achèvement de l'agenda devront être transmise à la Direction Départementale des Territoires de la Vienne (pour la Préfète) par pli recommandé avec demande d'avis de réception, et copie pour chacune des communes concernées (conformément aux articles R111-19-45 et R111-19-46 du CCH).

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Vienne et un exemplaire sera notifié au secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, au Chef du SIRACED-PC, au Directeur départemental des Territoires et au pétitionnaire.

Article 3 : Cet acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de sa notification conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative. Un timbre fiscal de 35 € doit être acquitté pour l'engagement d'une procédure devant les juridictions judiciaire et administrative au titre de la contribution de l'aide juridique.

Article 4 : Le secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, le Chef du SIRACED-PC, le Directeur départemental des Territoires et le pétitionnaire sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la Préfète, et par délégation
Le directeur départemental des Territoires


Jean-Jacques PAILHAS

Direction départementale des territoires

86-2016-04-13-005

2016-DDT-627

Approuvant l'agenda d'accessibilité programmée n° ADAP 086 062 16 A0001 déposé par la société Quality Hôtel Alisée, dans le cadre de la mise en accessibilité d'un établissement recevant du public situé à CHASSENEUIL-DU-POITOU (86)

PRÉFÈTE DE LA VIENNE

**ARRÊTÉ APPROUVANT UN AGENDA D'ACCESSIBILITÉ PROGRAMMÉE
ADAP 086 062 16 A0001**

ARRETE N° 2016-DDT- 627
en date du 13 avril 2016

**Direction Départementale des Territoires
de la Vienne**

Approuvant l'agenda d'accessibilité programmée
n° ADAP 086 062 16 A0001 déposé par la société
Quality Hôtel Alisée, dans le cadre de la mise en
accessibilité d'un établissement recevant du public
situé à CHASSENEUIL-DU-POITOU (86)

La Préfète de la Vienne
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L111-7 à L111-8-4 et R 111-19-7 à R-111-19-47 ;

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2014-789 du 10 juillet 2014 habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

Vu l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2015-988 du 5 août 2015 ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

Vu le décret n° 2014-1327 du 5 novembre 2014 relatif à l'agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ;

Vu l'Arrêté du 27 avril 2015 relatif aux conditions d'octroi d'une ou deux périodes supplémentaires et à la demande de prorogation des délais de dépôt et d'exécution pour les agendas d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public

Vu la demande d'approbation d'un agenda d'accessibilité programmée, n° ADAP 086 062 16 A0001, déposée le 22 mars 2016 par la société Quality Hôtel Alisée, dans le cadre de la mise en accessibilité d'un établissement recevant du public situé à CHASSENEUIL-DU-POITOU (86) ;

Considérant que la demande d'approbation d'un agenda d'accessibilité programmée porte sur un établissements recevant du public, sur deux périodes de 3 années, soit 6 ans, que l'estimation financière globale est de 95 750 € ;

Considérant que la demande est conforme aux conditions réunies à l'article L 111-7-7 du Code de la Construction et de l'habitation concernant la durée d'exécution de l'agenda d'accessibilité programmée, et conforme à l'article R 111-19-38 du Code de la Construction et de l'habitation concernant la programmation des travaux ;

Vu l'avis favorable de la sous-commission départementale d'accessibilité émis le 7 avril 2016 ;

Arrête

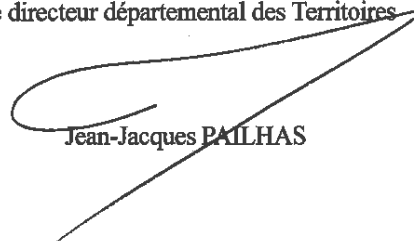
Article 1 : L'agenda d'accessibilité programmée déposé par la société Quality Hôtel Alisée, dans le cadre de la mise en accessibilité d'un établissement recevant du public situé à CHASSENEUIL-DU-POITOU (86) est approuvé selon l'engagement n° ADAP 086 062 16 A0001. Les travaux et actions de mise en accessibilité prévus par l'agenda doivent aboutir à une mise en conformité complète des établissements vis-à-vis des règles d'accessibilité aux personnes handicapées édictées par les articles R111-19-7 à R111-19-11 du Code de la Construction et de l'Habitation. Un point de situation sur la mise en œuvre de l'agenda à l'issue de la première année, un bilan des travaux et actions réalisés à la moitié de la durée de l'agenda et une attestation à l'achèvement de l'agenda devront être transmises à la Direction Départementale des Territoires de la Vienne (pour la Préfète) par pli recommandé avec demande d'avis de réception, et copie pour chacune des communes concernées (conformément aux articles R111-19-45 et R111-19-46 du CCH).

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Vienne et un exemplaire sera notifié au secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, au Chef du SIRACED-PC, au Directeur départemental des Territoires et au pétitionnaire.

Article 3 : Cet acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de sa notification conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative. Un timbre fiscal de 35 € doit être acquitté pour l'engagement d'une procédure devant les juridictions judiciaire et administrative au titre de la contribution de l'aide juridique.

Article 4 : Le secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, le Chef du SIRACED-PC, le Directeur départemental des Territoires et le pétitionnaire sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la Préfète, et par délégation
Le directeur départemental des Territoires



Jean-Jacques PAILHAS

Direction départementale des territoires

86-2016-04-13-006

2016-DDT-628

Approuvant l'agenda d'accessibilité programmée n° ADAP 086 111 16 A0001 déposé par le camping Petit Trianon, dans le cadre de la mise en accessibilité de 7 établissements et d'une installation ouvertes au publi situés à INGRANDES (86)

PRÉFÊTE DE LA VIENNE

**ARRÊTÉ APPROUVANT UN AGENDA D'ACCESSIBILITÉ PROGRAMMÉE
ADAP 086 111 16 A0001**

**Direction Départementale des Territoires
de la Vienne**

La Préfète de la Vienne
Chevalier de la Légion d'Honneur

ARRETE N° 2016-DDT- 628
en date du 13 avril 2016

Approuvant l'agenda d'accessibilité programmée
n° ADAP 086 111 16 A0001 déposé par le camping
Petit Trianon, dans le cadre de la mise en
accessibilité de 7 établissements et d'une
installation ouvertes au publi situés à
INGRANDES (86)

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L111-7 à L111-8-4 et R 111-19-7 à R-111-19-47 ;

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2014-789 du 10 juillet 2014 habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

Vu l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2015-988 du 5 août 2015 ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

Vu le décret n° 2014-1327 du 5 novembre 2014 relatif à l'agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ;

Vu l'Arrêté du 27 avril 2015 relatif aux conditions d'octroi d'une ou deux périodes supplémentaires et à la demande de prorogation des délais de dépôt et d'exécution pour les agendas d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public

Vu la demande d'approbation d'un agenda d'accessibilité programmée, n° ADAP 086 111 16 A0001, déposée le 17 mars 2016 par le camping Petit Trianon, dans le cadre de la mise en accessibilité de 7 établissements et d'une installation ouverte au public situés à INGRANDES (86) ;

Considérant que la demande d'approbation d'un agenda d'accessibilité programmée porte sur 7 établissements et une installation ouverte au public, sur une seule période de 3 années, que l'estimation financière globale est de 41 950 € ;

Considérant que la demande est conforme aux conditions réunies à l'article L 111-7-7 du Code de la Construction et de l'habitation concernant la durée d'exécution de l'agenda d'accessibilité programmée, et conforme à l'article R 111-19-38 du Code de la Construction et de l'habitation concernant la programmation des travaux ;

Vu l'avis favorable de la sous-commission départementale d'accessibilité émis le 7 avril 2016 ;

Arrête

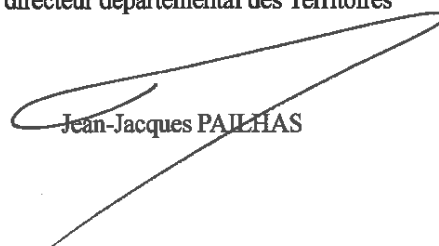
Article 1 : L'agenda d'accessibilité programmée déposé par le camping Petit Trianon, dans le cadre de la mise en accessibilité de 7 établissements et d'une installation ouverte au public situés à INGRANDES (86) est approuvé selon l'engagement n° ADAP 086 111 16 A0001. Les travaux et actions de mise en accessibilité prévus par l'agenda doivent aboutir à une mise en conformité complète des établissements vis-à-vis des règles d'accessibilité aux personnes handicapées édictées par les articles R111-19-7 à R111-19-11 du Code de la Construction et de l'Habitation. Une attestation à l'achèvement de l'agenda devra être transmise à la Direction départementale des Territoires de la Vienne (pour la Préfète) par pli recommandé avec demande d'avis de réception, et copie pour chacune des communes concernées (conformément aux articles R111-19-45 et R111-19-46 du CCH).

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Vienne et un exemplaire sera notifié au secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, au Chef du SIRACED-PC, au Directeur départemental des Territoires et au pétitionnaire.

Article 3 : Cet acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de sa notification conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative. Un timbre fiscal de 35 € doit être acquitté pour l'engagement d'une procédure devant les juridictions judiciaire et administrative au titre de la contribution de l'aide juridique.

Article 4 : Le secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, le Chef du SIRACED-PC, le Directeur départemental des Territoires et le pétitionnaire sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la Préfète, et par délégation
Le directeur départemental des Territoires



Jean-Jacques PAILHAS

Direction départementale des territoires

86-2016-04-13-007

2016-DDT-629

Approuvant l'agenda d'accessibilité programmée n° ADAP 086 207 16 0002 déposé par la SAS La Roche-Posay Soins, dans le cadre de la mise en accessibilité de 2 établissements recevant du public situés à LA ROCHE-POSAY (86)

PRÉFÈTE DE LA VIENNE

**ARRÊTÉ APPROUVANT UN AGENDA D'ACCESSIBILITÉ PROGRAMMÉE
ADAP 086 207 16 A0002**

ARRETE N° 2016-DDT- 629
en date du 13 avril 2016

**Direction Départementale des Territoires
de la Vienne**

Approuvant l'agenda d'accessibilité programmée
n° ADAP 086 207 16 0002 déposé par la SAS La
Roche-Posay Soins, dans le cadre de la mise en
accessibilité de 2 établissements recevant du public
situés à LA ROCHE-POSAY (86)

La Préfète de la Vienne
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L111-7 à L111-8-4 et R 111-19-7 à R-111-19-47 ;

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2014-789 du 10 juillet 2014 habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

Vu l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2015-988 du 5 août 2015 ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

Vu le décret n° 2014-1327 du 5 novembre 2014 relatif à l'agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ;

Vu l'Arrêté du 27 avril 2015 relatif aux conditions d'octroi d'une ou deux périodes supplémentaires et à la demande de prorogation des délais de dépôt et d'exécution pour les agendas d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public

Vu la demande d'approbation d'un agenda d'accessibilité programmée, n° ADAP 086 207 16 A0002, déposée le 11 mars 2016 par la SAS La Roche-Posay Soins, dans le cadre de la mise en accessibilité de 2 établissements recevant du public situés à LA ROCHE-POSAY (86) ;

Considérant que la demande d'approbation d'un agenda d'accessibilité programmée porte sur 2 établissements recevant du public, sur une seule période de 3 années, que l'estimation financière globale est de 36 100 € ;

Considérant que la demande est conforme aux conditions réunies à l'article L 111-7-7 du Code de la Construction et de l'habitation concernant la durée d'exécution de l'agenda d'accessibilité programmée, et conforme à l'article R 111-19-38 du Code de la Construction et de l'habitation concernant la programmation des travaux ;

Vu l'avis favorable de la sous-commission départementale d'accessibilité émis le 7 avril 2016 ;

Arrête

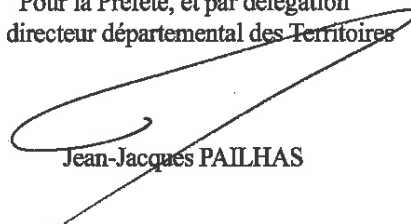
Article 1 : L'agenda d'accessibilité programmée déposé par la SAS La Roche-Posay Soins, dans le cadre de la mise en accessibilité de 2 établissements recevant du public situés à LA ROCHE-POSAY (86) est approuvé selon l'engagement n° ADAP 086 207 16 A0002. Les travaux et actions de mise en accessibilité prévus par l'agenda doivent aboutir à une mise en conformité complète des établissements vis-à-vis des règles d'accessibilité aux personnes handicapées édictées par les articles R111-19-7 à R111-19-11 du Code de la Construction et de l'Habitation. Une attestation à l'achèvement de l'agenda devra être transmise à la Direction départementale des Territoires de la Vienne (pour la Préfète) par pli recommandé avec demande d'avis de réception, et copie pour chacune des communes concernées (conformément aux articles R111-19-45 et R111-19-46 du CCH).

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Vienne et un exemplaire sera notifié au secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, au Chef du SIRACED-PC, au Directeur départemental des Territoires et au pétitionnaire.

Article 3 : Cet acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de sa notification conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative. Un timbre fiscal de 35 € doit être acquitté pour l'engagement d'une procédure devant les juridictions judiciaire et administrative au titre de la contribution de l'aide juridique.

Article 4 : Le secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, le Chef du SIRACED-PC, le Directeur départemental des Territoires et le pétitionnaire sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la Préfète, et par délégation
Le directeur départemental des Territoires

A large, stylized handwritten signature in black ink, appearing to be 'JPAILHAS', written over the printed name.

Jean-Jacques PAILHAS

Direction départementale des territoires

86-2016-04-13-001

2016-DDT-630

Approuvant l'agenda d'accessibilité programmée n° ADAP 086 194 15 A0037 déposé par monsieur Frédéric DELACROIX, SEM Habitat du Pays Châtelleraudais, dans le cadre de la mise en accessibilité de 21 établissements recevant du public situés sur le territoire de la Vienne (86)

PRÉFÈTE DE LA VIENNE

ARRÊTÉ APPROUVANT UN AGENDA D'ACCESSIBILITÉ PROGRAMMÉE ADAP 086 194 15 A0037

ARRETE N° 2016-DDT- 630
en date du 13 avril 2016

**Direction Départementale des Territoires
de la Vienne**

La Préfète de la Vienne
Chevalier de la Légion d'Honneur

Approuvant l'agenda d'accessibilité programmée
n° ADAP 086 194 15 A0037 déposé par monsieur
Frédéric DELACROIX, SEM Habitat du Pays
Châtelleraudais, dans le cadre de la mise en
accessibilité de 21 établissements recevant du
public situés sur le territoire de la Vienne (86)

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L111-7 à L111-8-4 et R 111-19-7 à R-111-19-47 ;

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2014-789 du 10 juillet 2014 habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

Vu l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2015-988 du 5 août 2015 ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

Vu le décret n° 2014-1327 du 5 novembre 2014 relatif à l'agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ;

Vu l'Arrêté du 27 avril 2015 relatif aux conditions d'octroi d'une ou deux périodes supplémentaires et à la demande de prorogation des délais de dépôt et d'exécution pour les agendas d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public

Vu la demande d'approbation d'un agenda d'accessibilité programmée, n° ADAP 086 194 15 A0037, déposée le 22 décembre 2015 par monsieur Frédéric DELACROIX, SEM Habitat du Pays Châtelleraudais, dans le cadre de la mise en accessibilité de 21 établissements recevant du public situés sur le territoire de la Vienne (86) ;

Considérant que la demande d'approbation d'un agenda d'accessibilité programmée porte sur 21 établissements recevant du public, sur une période de 3 années, que l'estimation financière globale est de 260 545 € ;

Considérant que la demande est conforme aux conditions réunies à l'article L 111-7-7 du Code de la Construction et de l'habitation concernant la durée d'exécution de l'agenda d'accessibilité programmée, et conforme à l'article R 111-19-38 du Code de la Construction et de l'habitation concernant la programmation des travaux ;

Vu l'avis favorable de la sous-commission départementale d'accessibilité émis le 7 avril 2016 ;

Arrête

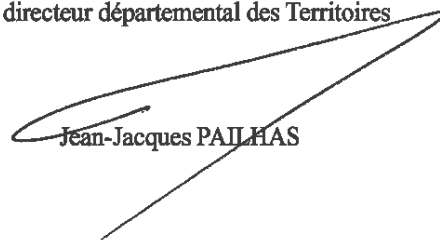
Article 1 : L'agenda d'accessibilité programmée déposé par monsieur Frédéric DELACROIX, SEM Habitat du Pays Châtelleraudais, dans le cadre de la mise en accessibilité de 21 établissements recevant du public situés sur le territoire de la Vienne (86) est approuvé selon l'engagement n° ADAP 086 194 15 A0037. Les travaux et actions de mise en accessibilité prévus par l'agenda doivent aboutir à une mise en conformité complète des établissements vis-à-vis des règles d'accessibilité aux personnes handicapées édictées par les articles R111-19-7 à R111-19-11 du Code de la Construction et de l'Habitation. Un point de situation sur la mise en œuvre de l'agenda à l'issue de la première année, un bilan des travaux et actions réalisés à la moitié de la durée de l'agenda et une attestation à l'achèvement de l'agenda devront être transmises à la Direction Départementale des Territoires de la Vienne (pour la Préfète) par pli recommandé avec demande d'avis de réception, et copie pour chacune des communes concernées (conformément aux articles R111-19-45 et R111-19-46 du CCH).

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Vienne et un exemplaire sera notifié au secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, au Chef du SIRACED-PC, au Directeur départemental des Territoires et au pétitionnaire.

Article 3 : Cet acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de sa notification conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative. Un timbre fiscal de 35 € doit être acquitté pour l'engagement d'une procédure devant les juridictions judiciaire et administrative au titre de la contribution de l'aide juridique.

Article 4 : Le secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, le Chef du SIRACED-PC, le Directeur départemental des Territoires et le pétitionnaire sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la Préfète, et par délégation
Le directeur départemental des Territoires



Jean-Jacques PAILHAS

Direction départementale des territoires

86-2016-04-13-008

Arrêté 618 portant prescriptions à déclaration relative au
lotissement "le Clos Yvette" à Cissé



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Arrêté n° 2016 – DDT – SEB – 618

En date du **13 AVR. 2016**

**Direction Départementale des Territoires
de la Vienne**

Préfète de la Vienne
Chevalier de la Légion d'honneur

portant prescriptions spécifiques à déclaration en application de l'article L214-3 du code de l'environnement relative au lotissement « le clos Yvette ».

Commune de Cissé

Vu la directive 2000/60/CE du parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code civil et son article 640 ;

Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de Madame Marie-Christine Dokhélar, préfète de la Vienne ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral du 18 novembre 2015 approuvant le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Loire-Bretagne 2016-2021 ;

Vu l'arrêté n°2016-SG-SCAADE-15 en date du 4 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Jacques Pailhas, directeur départemental des territoires, sur toutes les décisions et correspondances entrant dans le champ de compétences du Directeur Départemental des Territoires de la Vienne ;

Vu la demande de déclaration au titre de l'article L214-3 du code de l'environnement reçue le 6 avril 2016, par la SARL EURO-FAMILY, enregistrée sous le n°86-2016-00009 et relative au lotissement « le clos Yvette » ;

Vu les pièces du dossier et notamment l'étude d'incidence Natura 2000 ;

Vu l'avis du déclarant concernant les prescriptions spécifiques sollicité par courrier en date 7 avril 2016 ;

Considérant que les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement sont garantis par les prescriptions de l'arrêté ci-après ;

Considérant que l'opération projetée est compatible avec les orientations et dispositions du SDAGE Loire-Bretagne ;

Considérant que l'évaluation des incidences réalisée au titre de Natura 2000 et les prescriptions du présent arrêté permettent la compensation des impacts notables et dommageables sur les espèces ciblées ;

Considérant que le propriétaire a émis un avis favorable sur le projet du présent arrêté qui lui a été transmis ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;

Arrête

Titre I : OBJET DE LA DECLARATION

Article 1^{er} : Objet de la déclaration

Il est donné acte à la SARL EURO-FAMILY – 8 rue de la Gannerie – 86170 Cissé, représentée par son président, de sa déclaration en application de l'article L214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant le lotissement « le clos Yvette » situé sur la commune de Cissé.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	4,24 ha Déclaration
3.2.3.0	Plans d'eau permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3ha (A) 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D)	0,15 ha Déclaration

Titre II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Article 2 : Prescriptions spécifiques

- A – Eaux pluviales

Pour réduire l'impact lié à l'augmentation de l'imperméabilisation, le projet prévoit la création d'ouvrages de rétention/infiltration. Pour la définition et le calcul des ouvrages, le dossier a distingué les eaux provenant des espaces publics et celles issues des espaces privés.

Gestion des eaux provenant des espaces publics

Sur les espaces publics la gestion des eaux pluviales sera réalisée par des ouvrages dimensionnés pour un niveau de protection vicennale. Ces ouvrages seront réalisés sous forme de noues et de bassins d'infiltration traités sous forme paysagère (« espaces verts »). Ces ouvrages seront répartis sur les deux sous-bassins-versants délimités sur l'emprise du projet.

Les eaux de ruissellement des espaces publics seront :

- dépolluées dans les noues et les bassins par filtration et par phytoremédiation ;
- retenues dans les bassins d'infiltration avant rejet dans le sous-sol.

Les caractéristiques des bassins sont présentées ci-après.

bassins	n°1	n°2
surface totale (m ²)	673	285
surface de fond (m ²)	245	125
pente des talus	1/4	1/4
profondeur (m)	1,5	0,4
volume du bassin (m ³)	227	39

Gestion des eaux provenant des espaces privés

Sur les espaces privés, la gestion des eaux pluviales sera réalisée à la parcelle par infiltration et les ouvrages seront calculés pour stocker une pluie vicennale pour une durée d'une heure, soit un stockage de 8 m³ pour 100 m² de surface imperméabilisée par lot. Le volume de stockage sera à adapter pour une surface imperméabilisée supérieure.

- B – Natura 2000

Le projet est situé à proximité du site Natura 2000- ZPS « Plaines du Mirebalais et du Neuvilleois ». Afin de compenser l'impact sur la ZPS, les mesures suivantes seront réalisées :

- maintenir 15 % de surface d'espaces verts entretenus par fauche tardive ;
- planter des arbres et arbustes d'essences locales et adaptées aux conditions pédoclimatiques ;
- aucune espèce ou variété de frêne ne devra être implantée afin d'éviter l'introduction de la chalarose dans le département de la Vienne ;
- une haie arborée d'un mètre de large devra être implantée sur l'espace public du lotissement, en limite nord-est des lots 27 à 33, afin de créer une zone de transition entre l'espace urbanisé et la zone de plaines, habitats d'espèces d'intérêt communautaire. Cette haie sera composée d'essences arborées et arbustives locales et gérée favorablement vis-à-vis de l'avifaune.

Article 3 : Modifications des prescriptions

Si le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui statue alors par arrêté.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

Titre III – DISPOSITIONS GENERALES

Article 4 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, objet du présent arrêté sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande de déclaration non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportées aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Article 5 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 7 : Publication et information des tiers

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, ainsi que sur son site internet pendant une durée d'un an au moins.

Il est affiché pendant au moins un mois à la mairie de la commune de Cissé. L'accomplissement de cette formalité est certifié par procès-verbal dressé par les soins du maire et adressé au service chargé de la police de l'eau.

Article 8 : Voies et délais de recours

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs dans un délai de deux mois par le pétitionnaire et dans un délai d'un an par les tiers dans les conditions des articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 9 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, le directeur départemental des territoires, le maire de la commune de Cissé et le chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au propriétaire.

Fait à Poitiers,

Le Directeur Départemental
des Territoires

Jean Jacques PAILHAS

Direction départementale des territoires

86-2016-03-30-009

Arrêté cadre interdépartemental délimitant les zones d'alertes et définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau agricole du 1er avril au 30 septembre 2016 sur le bassin versant de la Charente où COGEST'EAU est désigné en tant que OUGC



PRÉFET DE
LA CHARENTE

PRÉFET DE
LA CHARENTE-MARITIME

PRÉFET DES
DEUX -SEVRES

PRÉFÈTE DE
LA VIENNE

Direction Départementale des Territoires de la Charente
Direction Départementale des Territoires de la Charente-Maritime
Direction Départementale des Territoires des Deux-Sèvres
Direction Départementale des Territoires de la Vienne

Arrêté Cadre Interdépartemental

Délimitant les zones d'alertes et définissant les mesures de limitation
ou de suspension provisoire des usages agricoles de l'eau
du 1^{er} avril 2016 au 30 septembre 2016
sur le **bassin versant de la CHARENTE** où **COGEST'EAU**
est désigné en tant qu'Organisme Unique de Gestion Collective (OUGC)

LE PRÉFET DE
LA CHARENTE,

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national
du Mérite

LE PRÉFET DE LA
CHARENTE-MARITIME,

Chevalier de l'ordre national
du Mérite

LE PRÉFET DES
DEUX-SEVRES,

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national
du Mérite

LA PRÉFÈTE DE
LA VIENNE,

Chevalier de la Légion d'honneur

- Vu le code de l'environnement et notamment les articles R 211-66 à 70 concernant la gestion de crise ;
Vu le code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi n°84-512 du 29 juin 1984, relative à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles ;
Vu le décret n°87-154 du 27 février 1987, relatif à la coordination interministérielle et à l'organisation de l'administration du domaine de l'eau ;
Vu le décret n°94-354 du 29 avril 1994 modifié par le décret n°2003-869 du 11 septembre 2003 relatif aux zones de répartition des eaux ;
Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
Vu le décret n°2005-636 du 30 mai 2005 relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du préfet coordonnateur de bassin ;
Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement ;
Vu l'arrêté du 11 décembre 2009 du Préfet de la Région Midi-Pyrénées, Préfet coordonnateur du bassin Adour-Garonne, portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Adour-Garonne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral n°2013351-0012 du 17 décembre 2013 portant désignation de Cogest'eau en tant qu'Organisme Unique de Gestion Collective de l'eau pour l'irrigation agricole sur les sous- bassins du Son-Sonnente, de l'Argenton-Izonne, de la Péruse, du Bief, de l'Aume-Couture, de la Charente-Amont, de l'Auge, de l'Argence, de la Nouère, du Sud-Angoumois, de la Charente-Aval (de Vindelle à la limite départementale entre la Charente et la Charente-Maritime), du Né et sur la nappe de la Bonnardelière ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 mai 1995 fixant la liste des communes incluses dans les zones de répartition des eaux dans le département de la Charente ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 juillet 1995 fixant la liste des communes incluses dans les zones de répartition des eaux dans le département des Deux-Sèvres ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2003 fixant la liste des communes incluses dans les zones de répartition des eaux dans le département de la Charente-Maritime ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 avril 2011 modifiant l'arrêté du 30 décembre 2010 fixant la liste des communes incluses dans les zones de répartition des eaux dans le département de la Vienne ;

Considérant le courrier du préfet coordinateur du bassin Adour-Garonne en date du 9 novembre 2011, notifiant les volumes prélevables ;

Considérant que les dispositions de limitations des usages de l'eau sont susceptibles d'être rendues nécessaires pour la préservation de la santé, de la salubrité publique, de l'alimentation en eau potable des populations, des écosystèmes aquatiques et pour la protection des ressources en eau ;

Considérant la nécessité d'harmoniser les dispositions réglementaires mises en œuvre pour assurer une gestion équilibrée de la ressource en eau et faire face à une menace ou aux conséquences d'une sécheresse ou un risque de pénurie d'eau ;

Considérant les remarques déposées lors de la consultation du public qui s'est déroulée du 22 février au 13 mars 2016 ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Charente,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Charente-Maritime,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vienne,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : OBJET

Cet arrêté a pour objet :

- ⇒ de définir les zones d'alerte, unités hydrographiques cohérentes au sein du périmètre de gestion de l'OUGC Cogest'eau, où s'appliquent des mesures de limitation ou de suspension de prélèvements pour irrigation dans les eaux superficielles et/ou souterraines, pour faire face à une menace de sécheresse ou à un risque de pénurie ;
- ⇒ d'établir les plans d'alertes par zone, se référant à des indicateurs (débitométriques, piézométriques, milieux) et basés sur des seuils d'alertes, qui fixent les modalités correspondantes de limitation ou de suspension des prélèvements d'eau pour irrigation ;

On entend par « prélèvement » tout puisement d'eau réalisé dans la ressource naturelle ou artificielle à savoir cours d'eau, cours d'eau réalimentés, nappes d'accompagnement, canaux, sources, plans d'eau non déconnectés du milieu, retenues remplies partiellement ou totalement par pompage, dérivation ou par les eaux de ruissellement entre le 1er avril et le 30 septembre 2016.

ARTICLE 2 : PÉRIODES D'APPLICATION

Ce plan d'alerte s'applique sur deux périodes distinctes :

Période de Printemps	Période d'été
du 1 ^{er} avril à 8H00 au 15 juin à 8H00	du 15 juin à 8H00 au 30 septembre à 24H00

2/17

ARTICLE 3 : UNITÉS HYDROGRAPHIQUES

Dans le périmètre de l'OUGC Cogest'eau sont définies treize (13) zones d'alerte hydrographiquement cohérentes sur les départements de la Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres et Vienne, listées à l'article 6 et dans lesquelles sont susceptibles d'être prises des mesures de limitation provisoire ou de suspension des prélèvements d'eau.

Les prélèvements en nappe rattachés à l'indicateur "Jarriges" et situés sur les départements des Deux-Sèvres et de la Vienne sont gérés selon les modalités du présent arrêté cadre.

Une liste des communes concernées par ces zones est annexée au présent arrêté (annexe 1).

Le Préfet de la Charente est désigné Préfet-référent sur le périmètre de l'OUGC Cogest'eau ; il coordonne et propose, à ce titre, les mesures de limitation pour chaque zone d'alerte inter-départementale du périmètre de l'OUGC, excepté le sous-bassin Charente -Aval sous coordination du Préfet de la Charente-Maritime.

ARTICLE 4 : PLAN D'ALERTE ET MESURES DE LIMITATION

4.1 : Période de printemps

La réglementation des prélèvements est basée sur deux seuils :

Seuil d'Alerte Printanier	Seuil de Coupure Printanier
Interdiction d'irriguer 3 jours/7 lundi, mercredi et vendredi	Interdiction d'irrigation

Les valeurs des seuils pour cette période sont indiquées dans les tableaux de l'article 6.1

Mise en œuvre des mesures :

Un arrêté préfectoral met en œuvre la mesure de limitation ou coupure prévue au plan d'alerte et précise le champ d'application, dès que le débit ou le niveau piézométrique moyen journalier observé passe en dessous du seuil fixé dans les tableaux de l'article 6.2 **pendant deux (2) jours consécutifs**.

4.2 : Période d'été

La réglementation des prélèvements est basée sur trois seuils :

- ⇒ un seuil "Alerte Estivale"
- ⇒ un seuil "Alerte Renforcée"
- ⇒ un seuil "Coupure"

Toutes les unités hydrographiques sont gérées par volumes hebdomadaires

Les valeurs des seuils, pour cette période, sont indiquées dans les tableaux de l'article 6.2

Le volume autorisé pendant la période d'été est défini à l'article 7.2

Les taux hebdomadaires sont proposés par l'OUGC pour la semaine avant chaque début de période hebdomadaire ; la semaine hebdomadaire débute le mercredi à 8H00. Les taux hebdomadaires sont plafonnés selon les valeurs définies dans le tableau ci-après, en fonction des seuils atteints.

TAUX HEBDOMADAIRES MAXIMUM / SEMAINE			
Hors Alerte	Alerte Estivale	Alerte Renforcée	Coupure
	Modalités de gestion particulière ou 7 % du volume autorisé estival	5 % du volume autorisé estival	Interdiction d'irrigation

Les taux hebdomadaires proposés par l'OUGC font l'objet d'une validation du service de police de l'eau et sont signifiés le mercredi de chaque semaine soit par notification de la DDT(M), soit par arrêté préfectoral.

Des modalités de gestion particulière, telles que tours de prélèvement ou autres, **seront proposées sur l'ensemble des unités hydrographiques** par l'Organisme Unique de Gestion Collective, **avant le début de la période d'été**, pour validation par les services de Police de l'eau de la DDT

Dès le franchissement du seuil "**Alerte Estivale**", des modalités de gestion particulière pourront, à l'initiative de l'Organisme Unique de Gestion Collective et après validation par les services de Police de l'eau de la DDT, se substituer au taux hebdomadaire maximum de 7 % du volume autorisé estival.

A défaut, la limitation concernant le taux hebdomadaire de 7 % maximum sera maintenu pour ce seuil.

Dès le franchissement du seuil "**Alerte Renforcée**", les modalités de gestion particulière, définies par l'OUGC, seront applicables en complément du taux de 5 % du volume autorisé estival, en particulier sur les unités hydrographiques suivantes :

⇒ **Argence, Auge, Aume-Couture, Bief, Né et Nouère**

Des mesures de gestion particulière pourront être instituées dès le déclenchement de la mesure sous le seuil "**Alerte Renforcée**" à l'initiative du Préfet, sur les unités hydrographiques, après avoir recueilli l'avis de la cellule de prévention prévue à l'article 10.

Mise en œuvre des mesures :

Les mesures de limitation éventuelles sont définies avant le commencement d'une nouvelle période hebdomadaire.

Un arrêté préfectoral met en œuvre la mesure de limitation ou coupure prévue au plan d'alerte et précise le champ d'application, au commencement d'une nouvelle période hebdomadaire, si le débit ou le niveau piézométrique moyen journalier observé est passé **pendant deux (2) jours consécutifs** en dessous du seuil fixé dans les tableaux de l'article 6.2

Les volumes autorisés définis sur une période hebdomadaire sont maintenus pour la durée de la période en cours **sauf en cas de franchissement du seuil de coupure.**

ARTICLE 5 : LEVÉE DES MESURES

5.1 : Période de printemps

La levée des mesures des seuils pour la période de printemps s'effectue selon les critères suivants :

⇒ **Levée du "seuil Alerte Printanier"** lorsque la valeur mesurée est au-dessus du seuil "Alerte Printanier" et ce pendant au moins sept (7) jours consécutifs.

⇒ **Levée du "seuil Coupure Printanier"** lorsque la valeur mesurée est au-dessus du seuil "Coupure Printanier" et ce pendant au moins sept (7) jours consécutifs.

5.2 : Transition entre période de printemps et période d'été

A l'approche du passage à la période d'été, pour laquelle les seuils de gestion réglementaires sont différents de ceux du printemps, si certains sont en situation d'interdiction de prélèvements d'eau du fait du franchissement des seuils de coupure printaniers, il sera examiné en cellule de crise la possibilité de lever ou non cette limitation totale des prélèvements au regard des indicateurs "eau" et "milieux" suivants :

- ⇒ situation de la production d'eau potable,
- ⇒ état de vidange des nappes (et modèles prédictifs lorsqu'ils existent),
- ⇒ débits des cours d'eau,
- ⇒ assecs et situation de la population piscicole,
- ⇒ remplissage des barrages,
- ⇒ pluviométrie

ainsi que la probabilité d'atteindre les niveaux de crise en période d'été en fonction de différents scénarios pluviométriques au regard de la prolongation de tendance des courbes de débit et de piézométrie.

5.3 : Période d'été

Aucune levée de mesure ne sera effectuée pour une période hebdomadaire en cours.

La levée des mesures pour chaque seuil d'été s'effectue au commencement d'une nouvelle période hebdomadaire selon les critères suivants :

⇒ **Levée du "seuil Alerte Estivale"** lorsque la valeur mesurée est au-dessus du seuil "Alerte Estivale" et ce pendant au moins sept (7) jours consécutifs.

⇒ **Levée du "seuil Alerte Renforcée"** lorsque la valeur mesurée est au-dessus du seuil "Alerte Estivale" et ce pendant au moins cinq (5) jours consécutifs.

⇒ **Levée du "seuil Coupure"** lorsque la valeur mesurée est au-dessus du seuil "Alerte Renforcée" et ce pendant au moins deux (2) jours consécutifs.

ARTICLE 6 : STATIONS DE RÉFÉRENCE ET SEUILS DE LIMITATION

PAR UNITÉS HYDROGRAPHIQUES

L'état de la ressource de chaque zone d'alerte est fourni par l'indication des données relatives à une station de type débitmétrique, limnimétrique ou piézométrique (niveau de la nappe).

6.1 - Période de Printemps

Zones d'Alerte	Dépt.	Indicateurs de référence	Seuils de restriction de printemps	
			Alerte Printemps	Coupure
Aume - Couture	16-17-79	Aigre (Piézo <i>Saint-Maixant</i>) et Station Moulin de Gouge	-1,80 m	-2,00 m et 150 l/s
Charente-Amont <i>Fleuve Charente de sa source à Angoulême et certains affluents</i>	16-79-86	Vindelle Station <i>La Côte</i>	du 30/03 au 15/05 : 7,0 m³/s du 16/05 au 17/06 : 4,5 m³/s	3,3 m³/s
Charente-Amont <i>Prélèvements en nappe rattachés à l'indicateur de la Bonnardelière</i>	86	Saint-Pierre-d'Exideuil Piézo <i>Bonnardelière</i>	-10 m	-11 m
Charente-Aval <i>Fleuve Charente à l'aval d'Angoulême</i>	16-17	Chaniers Station <i>Pont de Beillant</i>	du 30/03 au 15/05 : 39,4 m³/s du 16/05 au 17/06 : 28,0 m³/s	17 m³/s
Né	16-17	Salle d'Angles Station <i>Les Perceptiers</i>	700 l/s	450 l/s
Péruse + <i>Prélèvements en nappe rattachés à l'indicateur des Jarriges</i>	16-79	Sauzé-Vaussais Piezo. <i>Les Jarriges</i>	-12,5 m	-15 m
Argentor - Izone	16	Station Poursac	150 l/s	120 l/s
Son - Sonnette	16	Saint-Front Station <i>Le Bourdelais</i>	230 l/s	190 l/s
Sud-Angoumois <i>Anguienne, Boème, Charraud, Claix, Eaux Claires</i>	16	Voeuil-et-Giget Station <i>Pont-Neuf (La Charraud)</i>	100 l/s	80 l/s
Argence	16	Balzac Piézo <i>Vouillac</i>	-2,55 m	-2,65 m
Auge	16	Montigné Piézo <i>Le Coup de la Vache</i>	-2,98 m	-3,50 m
Bief	16	Charmé Piézo <i>Bellicou</i>	-8,10 m	-8,35 m
Nouère	16	Saint-Saturnin Piézo <i>Lunesse</i>	-1,10 m	-1,27 m

6.2 - Période d'été

Zones d'alerte	Dépt.	Indicateurs de référence	Seuils de restriction d'été		
			Alerte Estivale	Alerte Renforcée	Coupure
Aume-Couture	16-17-79	Aigre (<i>Piézo Saint-Maixant</i>) et Station Moulin de Gouge	-2,00 m et 125 l/s	-2,30 m et 100 l/s	-2,40 m et 70 l/s
Charente-Amont <i>Fleuve Charente de sa source à Angoulême et certains affluents</i>	16-79-86	Vindelle <i>Station La Côte</i>	3,3 m³/s	3,0 m³/s	2,7 m³/s
Charente-Amont <i>Prélèvements en nappe rattachés à l'indicateur de la Bonnardelière</i>	86	Saint-Pierre-d'Exideuil <i>Piézo Bonnardelière</i>	-11,50 m	-11,80 m	-12,50 m
Charente-Aval <i>Fleuve Charente à l'aval d'Angoulême</i>	16-17	Chaniers <i>Station Pont de Beillant</i>	17 m³/s	13 m³/s	10 m³/s
Né	16-17	Salle d'Angles <i>Station Les Perceptiers</i>	450 l/s	325 l/s	225 l/s
Péruse <i>+ Prélèvements en nappe rattachés à l'indicateur des Jarriges</i>	16-79	Sauzé-Vaussais <i>Piézo Les Jarriges</i>	-15,00 m	-15,5 m	-19 m
Argentor - Izone	16	Station Poursac	120 l/s	80 l/s	50 l/s
Son-Sonnette	16	Saint-Front <i>Station Le Bourdelais</i>	190 l/s	150 l/s	110 l/s
Sud-Angoumois <i>Anguienne, Boême, Charraud, Claix, Eaux Claires</i>	16	Voeuil-et-Giget <i>Station Pont-Neuf (La Charraud)</i>	80 l/s	67 l/s	50 l/s
Argence	16	Balzac <i>Piézo Vouillac</i>	-2,65 m	-2,79 m	-2,95 m
Auge	16	Montigné <i>Piézo Le Coup de la Vache</i>	-3,50 m	-3,99 m	-4,50 m
Bief	16	Charmé <i>Piézo Bellicou</i>	-8,35 m	-9,10 m	-9,40 m
Nouère	16	Saint-Saturnin <i>Piézo Lunesse</i>	-1,27 m	-1,37 m	- 1,44 m

ARTICLE 7 : GESTION VOLUMÉTRIQUE

7.1 : Période de printemps

Sur les unités hydrographiques de **Charente-Amont**, **Charente-Aval** et **Né**, un volume additionnel de printemps peut être attribué conformément aux modalités définies dans le protocole d'accord du 21 juin 2011. **Ce volume n'est pas reportable sur la période d'été.**

L'attribution de ce volume additionnel de printemps est conditionnée aux valeurs décrites dans le tableau ci-dessous :

Unités hydrographiques	Indicateurs de référence	Débit moyen ou valeur mesurée
Charente-Amont <i>Fleuve Charente de sa source à Angoulême et certains affluents</i>	Station Vindelle - <i>La Côte</i> et Piézo Ruffec	> 20 m ³ /s au 15 mars et > -3,00 m au 15 mars
Charente-Amont <i>Prélèvements en nappe rattachés à l'indicateur de la Bonnardelière</i>	Piézo St-Pierre-d'Exideuil <i>Bonnardelière</i>	> -7,00 m au 15 mars
Charente-Aval <i>Fleuve Charente à l'aval d'Angoulême</i>	Station Chaniers <i>Pont de Beillant</i>	> 40 m ³ /s au 15 mars
Né	Station Salles d'Angles <i>Les Perceptiers</i>	> 2 700 l/s au 15 mars

Le volume autorisé pendant la période de printemps est soumis aux mesures de limitation définies à l'article 4.1

7.2 : Période d'été

Le volume autorisé pendant la période d'été résulte de la différence entre le volume autorisé pour chaque exploitant dans son arrêté d'autorisation temporaire individuel 2015, et le volume utilisé sur la période du 1^{er} avril au 15 juin 2016.

Pour les unités hydrographiques concernées par l'attribution d'un volume additionnel de printemps, le volume autorisé pendant la période d'été résulte de la différence entre le volume autorisé pour chaque exploitant dans son arrêté d'autorisation temporaire individuel 2016, et le volume utilisé en supplément du volume additionnel de printemps sur la période du 1^{er} avril au 15 juin 2016.

Chaque exploitant répartit le volume autorisé, déduction faite du volume utilisé au printemps du 1^{er} avril au 15 juin 2016, selon les taux hebdomadaires définis pour la période hebdomadaire et suivant les mesures de limitation définies à l'article 4.2

7.3 : Comptage individuel des prélèvements

La somme des volumes prélevés sur les périodes de printemps et d'été doit rester inférieure ou égale au volume autorisé.

Chaque irrigant doit relever et consigner les index du ou des compteurs sur des imprimés d'enregistrement fournis par l'administration :

- ⇒ pour la période de printemps : le 1^{er} avril et 15 juin, avant 12H00 ;
- ⇒ Pour la période d'été : du 15 juin au 30 septembre, chaque irrigant doit relever et consigner dans le carnet d'irrigation les index du ou des compteurs et le volume hebdomadaire autorisé, le mercredi avant 12H00 à chaque notification de taux hebdomadaire ;
- ⇒ Pour la fin de campagne : le 30 septembre avant 24H00.

Ces imprimés doivent être transmis au service chargé de la Police de l'eau de la DDT(M) dont les coordonnées sont spécifiées dans l'arrêté d'autorisation individuelle de prélèvement délivré à chaque irrigant, après chaque début et fin de période, et **avant le 15 avril, 30 juin et 15 octobre 2016 même en cas de non consommation.**

ARTICLE 8 : MESURES DÉROGATOIRES

Les cultures dérogatoires sont celles qui peuvent, sous certaines conditions, continuer à être irriguées une fois le seuil de coupure franchi, alors que les prélèvements sont interdits pour les autres cultures. Une culture dérogatoire étant entendue comme une culture à forte valeur ajoutée et cultivée sur une superficie sensiblement inférieure à celles des grandes cultures. Les volumes sont plafonnés à l'hectare.

En Poitou-Charentes, ces cultures sont les suivantes :

- ⇒ Pépinières ;
- ⇒ Cultures arboricoles ;
- ⇒ Cultures ornementales, florales et horticoles ;
- ⇒ Cultures maraîchères ;
- ⇒ Cultures aromatiques et médicinales ;
- ⇒ Cultures fruitières ;
- ⇒ Cultures légumières ;
- ⇒ Trufficulture ;
- ⇒ Tabac ;
- ⇒ Broches de vigne.

La vocation du volume attribué à une telle liste est de se réduire d'année en année.

Les cultures de semences, les semis et les îlots expérimentaux peuvent également faire l'objet de dérogation, tout en étant placées en tête des cultures qui devraient être sous garantie de ressource (stockage, bassin réalimenté permettant la sécurisation de l'irrigation). Dès que les ouvrages de stockage seront en service, aucune dérogation ne pourra être accordée pour la couverture des besoins de ces cultures.

Les dérogations concernant les cultures de semences seront soumises à autorisation préalable par les services de l'État, sur les secteurs réalimentés de **Charente-Amont** ou les unités hydrographiques susceptibles de garantir la ressource : **Argenton-Izonne** et **Son-Sonnette**.

L'autorisation d'irriguer des cultures dérogatoires sera conditionnée par :

⇒ le dépôt au service de "Police de l'eau" de la DDT(M), **avant le 15 mai 2016**, par chaque irrigant sous peine de ne pas être pris en considération, d'une déclaration comportant la nature des cultures, l'estimation des besoins en eau (volumes, débit), la localisation des points de prélèvement, l'identification des îlots concernés (références cadastrales), la localisation des points de prélèvement, les pièces justificatives (contrats de production, ...) ;

⇒ une obligation d'affichage "terrain" informant du caractère dérogatoire de la culture.

En cas d'atteinte du débit ou de la piézométrie de crise sur une unité hydrographique, l'irrigation des cultures dérogatoires pourra être suspendue sur le périmètre de cette unité. Une exception peut exister pour les cultures dérogatoires équipées de matériels d'irrigation économes en eau (goutte-à-goutte et micro-aspiration). Dans les cas exceptionnels, notamment lors de risque sur la rupture d'alimentation en eau potable, l'irrigation de ces dernières pourra également être suspendue.

Par ailleurs, comme le prévoit l'article 11, lors d'une sécheresse jugée exceptionnelle, chaque préfet est en mesure de prendre les dispositions exceptionnelles qui s'imposeraient, notamment dans le cadre de la préservation de l'alimentation des élevages.

Afin de quantifier la réelle pression exercée sur le milieu superficiel par ces cultures dérogatoires, un récapitulatif de la surface dérogatoire et des types de culture sera fourni au service de "Police de l'Eau" par l'OUGC, pour chaque unité hydrographique, avant le début de la période d'été.

ARTICLE 9 : PRÉLÈVEMENT DANS LES NAPPES SOUTERRAINES PROFONDES, EAUX STOCKÉES EN RETENUES COLLINAIRES ET PLANS D'EAU

Les prélèvements par des forages en eaux souterraines pour les besoins de l'irrigation peuvent être limités pour préserver l'alimentation en eau potable.

En cas de risque de pénurie, des mesures de restriction sont imposées. Ces mesures sont prises au cas par cas après examen de chaque situation spécifique et mise en œuvre par arrêté préfectoral.

Le remplissage des retenues identifiées "eaux stockées" est autorisé conformément aux arrêtés préfectoraux réglementant la manœuvre des vannes sur les cours d'eau en vigueur dans chaque département, nonobstant les limitations de prélèvement qui peuvent intervenir en cours d'année et sous réserve du maintien du débit réservé des cours d'eau (Article L214-18 du Code de l'Environnement).

⇒ Pour une retenue identifiée "eaux stockées" en dérivation de cours d'eau, la vanne d'alimentation devra être maintenue fermée à compter de la date de l'arrêté préfectoral de manœuvre de vannes en vigueur dans chaque département.

⇒ Pour un plan d'eau identifié "eaux stockées" en barrage de cours d'eau, le débit entrant du cours d'eau devra être totalement restitué à l'aval de la retenue par les eaux de fond à compter de la date de l'arrêté préfectoral de manœuvre de vannes en vigueur dans chaque département.

Mesure exceptionnelle :

Les plans d'eau identifiés "Eaux Stockées" non conformes à la réglementation en vigueur, notamment les articles L. 214-18, R. 214-53 à 54 du code de l'environnement, pour la période entre le 1^{er} avril et le 30 septembre 2015, sont soumis aux arrêtés préfectoraux limitant les usages de l'eau en période de sécheresse conformément aux mesures définies dans le présent arrêté cadre. La non conformité du plan d'eau est notifiée dans l'arrêté d'autorisation individuelle de prélèvement délivré à l'irrigant pour la campagne 2016.

ARTICLE 10 : CELLULE DE PRÉVENTION

Pour les eaux superficielles, en dehors des mesures planifiées, et dans l'objectif de prévention des atteintes à l'environnement, une cellule de concertation à caractère technique, appelée cellule de-prévention, est mise en place dès le franchissement du seuil d'alerte renforcée.

Son rôle est de suivre les étiages, d'établir un diagnostic et d'analyser la situation afin de faire émerger des propositions d'actions.

Cette cellule, réunie à l'initiative du directeur départemental des territoires, est composée de la direction départementale des territoires (DDT), du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA), des partenaires inter-départementaux, de la chambre départementale d'agriculture et du représentant de l'OUGC et de (des) l'unité(s) hydrographique(s) concernée(s).

ARTICLE 11 : MESURES EXCEPTIONNELLES

En dehors des mesures planifiées et en cas d'événement exceptionnel susceptible d'entraîner une pénurie, le préfet, au vu de l'analyse des indicateurs de niveaux de nappes et débit de rivières, qui peut être complété par l'analyse de l'état des milieux superficiels au regard des réseaux de suivi des écoulements de l'ONEMA, peut prendre toutes mesures exceptionnelles de limitation d'usages agricoles, domestiques ou industriels nécessaires à la préservation de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

Les prélèvements en eaux souterraines et superficielles pour les besoins du chantier de la ligne à grande vitesse Sud-Europe Atlantique sont gérés conformément aux prescriptions :

⇒ de l'arrêté inter-préfectoral n°2012363-0002 du 28 décembre 2012 portant autorisation des installations de la ligne à grande vitesse Sud-Europe Atlantique (LGV-SEA) au titre de la loi sur l'eau (articles L. 214-1 à L214-11 du code de l'environnement) sur le versant de la Charente ;

⇒ de l'arrêté inter-préfectoral n°2013016-0003 du 16 janvier 2013 de prescriptions complémentaires à l'arrêté inter-préfectoral du 28 février 2012 portant autorisation des installations de la ligne à grande vitesse Sud Europe Atlantique (LGV-SEA) au titre de la loi sur l'eau (articles L. 214-1 à L214-11 du code de l'environnement) sur le versant de la Dordogne.

En cas d'événement exceptionnel et au vu des impacts potentiels de ces prélèvements sur l'état de la ressource, des mesures complémentaires à ces prescriptions pourront être imposées au concessionnaire. Un représentant de COSEA est associé aux réunions de l'observatoire de l'eau pendant la durée du chantier.

ARTICLE 12 : CONTRÔLES ET SANCTIONS

Les dispositions applicables en matière de contrôles administratifs et de sanctions administratives sont mentionnées aux articles L.171-1 à L.173-12 du Code de l'environnement.

Un plan de contrôle des dispositions du présent arrêté et des dispositions globales de la loi sur l'eau est mis en œuvre par les personnels assermentés compétents en matière de police de l'eau et des milieux aquatiques. Il ne doit donc pas être mis obstacle ou entrave à l'exercice des missions de contrôle confiées aux agents assermentés mentionnés à l'article L.172-1 du Code de l'Environnement sous peine de poursuites judiciaires réprimées par l'article L.173-4

Le non-respect des mesures de limitation des usages de l'eau, prescrites par le présent arrêté et ses annexes, sera puni de la peine d'amende prévue à l'article R.216-9 du Code de l'Environnement (contraventions de 5^{ème} classe).

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, cette sanction pourra être accompagnée d'une mise en demeure de respecter le présent arrêté en application des articles L 171-7 et L 171-8 du Code de l'Environnement. Le non-respect d'une mesure de mise en demeure expose l'irrigant à la suspension provisoire de son autorisation de prélèvement et constitue un délit prévu et réprimé par l'article L 173-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 13 : PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures concernées et adressé au maire de chaque commune concernée pour affichage en mairie pour une durée minimale d'un mois et tenu à la disposition du public au-delà de la durée d'affichage. Mention en est insérée en caractères apparents dans des journaux régionaux ou locaux diffusés dans chaque département concerné.

ARTICLE 14 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification d'un recours gracieux auprès du préfet et/ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Poitiers.

ARTICLE 15 : EXÉCUTION

Le présent arrêté concerne les quatre départements de Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres et Vienne.

Les secrétaires généraux des préfectures et les sous-préfets, les maires, les directeurs départementaux de la sécurité publique, les commandants des groupements départementaux de gendarmerie, les directeurs départementaux des territoires, les directeurs généraux des agences régionales de santé, les chefs des services départementaux des Offices Nationaux de l'Eau et des Milieux Aquatiques et les chefs des services départementaux de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures, et adressé pour information au préfet coordonnateur du bassin Adour Garonne.

A Angoulême, le 30 mars 2016
Le Préfet de la Charente



Salvador PÉREZ

Le Préfet de la Charente-Maritime



Éric JALON

Le Préfet des Deux-Sèvres



Jérôme GUTTON

La Préfète de la Vienne



Marie-Christine DOKHÉLAR

PRÉFET DE
LA CHARENTE

PRÉFET DE
LA CHARENTE-MARITIME

PRÉFET DES
DEUX -SEVRES

PRÉFÈTE DE
LA VIENNE

ANNEXE 1 à l'arrêté cadre

Listes des communes par zones d'alerte

1. ARGENCE

DEPARTEMENT DE LA CHARENTE		
ANAI	CHAMPNIERS	VAR
BALZAC	JAULDES	VILLEJOUBERT
BRIE	TOURRIERS	

2. ARGENTOR-IZONNE

DEPARTEMENT DE LA CHARENTE		
BENEST	LE VIEUX-CERIER	SAINT-LAURENT DE CERIS
BIOUSSAC	POURSAC	TAIZE-AIZIE
CHAMPAGNE-MOUTON	SAINT-COUTANT	VERTEUIL-SUR-CHARENTE
LE BOUCHAGE	SAINT-GEORGES	VIEUX-RUFFEC
NANTEUIL-EN-VALLEE (Aizecq - Messeux - Moutardon - Pougne - Saint-Gervais)		

3. AUGÉ

DEPARTEMENT DE LA CHARENTE		
ANVILLE	GOURVILLE	MONTIGNE
AUGÉ-SAINT-MEDARD	MARCILLAC-LANVILLE	ROUILLAC
BONNEVILLE	MONS	

4. BIEF

DEPARTEMENT DE LA CHARENTE		
CHARME	LONNES	TUZIE
COURCOME	LUXE	VILLEFAGNAN
JUILLE	RAIX	
LIGNE	SALLES DE VILLEFAGNAN	

5. AUME-COUTURE

DEPARTEMENT DE LA CHARENTE		
AIGRE	LONGRE	SOUVIGNE
AMBERAC	LUPSAULT	THEIL-RABIER
BARBEZIERES	MARCILLAC-LANVILLE	TUSSON
BRETTES	MONS	VERDILLE
EBREON	ORADOUR-D'AIGRE	VILLEFAGNAN
EMPURE	PAIZAY-NAUDOUIN-EMBOURIE	VILLEJESUS
FOUQUEURE	RANVILLE-BREUILLAUD	
LES GOURS	SAINT-FRAIGNE	
DEPARTEMENT DE LA CHARENTE-MARITIME		
CHIVES	ROMAZIERES	VILLIERS-COUTURE
LES EDUTS	SALEIGNES	VINAX
DEPARTEMENT DES DEUX-SEVRES		
ARDILLEUX	COUTURE-D'ARGENSON	MELLERAN
AUBIGNE	CREZIERES	LOUBILLE
LA BATAILLE	GOURNAY-LOIZE	PIOUSSAY
BOUIN	HANC	PAISAY-LE-CHAPT
CHEF-BOUTONNE	LOUBIGNE	VILLEMEIN

6. CHARENTE-AVAL

DEPARTEMENT DE LA CHARENTE		
ANGEAC CHARENTE	GENSAC-LA-PALLUE	SIGOGNE
BASSAC	GONDEVILLE	SIREUIL
BIRAC	GRAVES-SAINT-AMANT	ST-BRICE
BOURG-CHARENTE	JARNAC	SAINT-LAURENT DE COGNAC
BOUTEVILLE	JAVREZAC	SAINT-MEME LES CARRIERES
BOUTIERS SAINT-TROJEAN	JULIENNE	SAINT-MICHEL
CHAMPMILLON	LES METAIRIES	SAINT-PREUIL
CHASSORS	LINARS	SAINT-SATURNIN
CHATEAUBERNARD	MAINXE	SAINT-SIMEUX
CHATEAUNEUF-SUR-CHARENTE	MERIGNAC	SAINT-SIMON
CHERVES-RICHEMONT	MERPINS	SAINT-YRIEIX-SUR-CHARENTE
COGNAC	MESNAC	TRIAAC-LAUTRAIT
ECHALLAT	MOSNAC	TROIS-PALIS
ERAVILLE	MOULIDARS	VAL-DES-VIGNES
FLEAC	NERSAC	VAUX-ROUILLAC
FLEURAC	NERSAC	VIBRAC
FOUSSIGNAC	SEGONZAC	

7. CHARENTE-AMONT

DEPARTEMENT DE LA CHARENTE		
ALLOUE	HIESSE	SAUVAGNAC
AMBERAC	LA CHAPELLE	SAINT-AMANT DE BOIXE
AMBERNAC	LA PERUSE	SAINT-CIERS-SUR-BONNIEURE
ANGOULEME	LE LINDOIS	SAINT-GENIS D'HIERSAC
ANSAC/VIENNE	LES ADJOTS	SAINT-GEORGES
AUNAC	LESIGNAC-DURAND	SAINT-GOURSON
AUSSAC-VADALLE	LICHERES	SAINT-GROUX
BALZAC	LIGNE	SAINT-LAURENT DE CERIS
BARRO	LUXE	SAINT-QUENTIN/CHARENTE
BAYERS	MAINE-DE-BOIXE	SAINT-CYBARDEAUX
BENEST	MANSLE	SAINT-YRIEIX-SUR-CHARENTE
BIOUSSAC	MARCILLAC-LANVILLE	SURIS
CELLETES	MARSAC	TAIZE-AIZIE
CHATEAUNEUF-SUR-CHARENTE	MASSIGNAC	VARS
CHENOMMET	MONTIGNAC	VERNEUIL
CHENON	MOUTON	VERTEUIL-SUR-CHARENTE
CONDAC	MOUTONNEAU	VERVANT
COULONGES	MOUZON	VILLEGATS
EPENEDE	NANTEUIL-EN-VALLEE	VILLEJOUBERT
EXIDEUIL	PLEUVILLE	VILLOGNON
FONTCLAIREAU	POURSAC	VINDELLE
FONTENILLE	PRESSIGNAC	VOUHARTE
FOUQUEURE	PUYREAUX	XAMBES
GENAC-BIGNAC	ROUMAZIERES-LOUBERT	RUFFEC
GOND-PONTOUVRE		
DEPARTEMENT DES DEUX-SEVRES		
PLIBOUX	LIMALONGES	MONTALEMBERT
SAUZE-VAUSSAIS		
DEPARTEMENT DE LA VIENNE		
ASNOIS	LIZANT	VOULEME
CHARROUX	SAINT-PIERRE-D'EXIDEUIL	GENOUILLE
CHATAIN	SAINT SAVIOL	SURN
CIVRAY	SAVIGNE	

8. BONNARDELIERE

DEPARTEMENT DE LA VIENNE		
ASNOIS	CHAUNAY	SAINT SAVIOL
BLANZAY	GENOUILLE	SAVIGNE
BRUX	LA CHAPELLE-BATON	SURIN
CHAMPAGNE-LE-SEC	LINAZAY	VOULEME
CHAMPNIERS	SAINT-GAUDENT	
CHARROUX	SAINT-PIERRE-D'EXIDEUIL	

9. NE

DEPARTEMENT DE LA CHARENTE		
AIGNES-ET-PUYPEROUX	DEVIAT	SAINT-AULAIS-LA-CHAPELLE
AMBLEVILLE	ERAVILLE	SAINT-BONNET
ANGEAC-CHAMPAGNE	ETRIAC	MONTMOREAU-SAINT-CYBARD
ANGEDUC	GENTE	SAINTE-SOULINE
ARS	GIMEUX	SAINT-EUTROPE
BARBEZIEUX	GUIMPS	SAINT-FELIX
BARRET	JUILLAC-LE-COQ	SAINT-FORT-SUR-LE-NE
BECHERESSE	LACHAISE	SAINT-LEGER
BERNEUIL	LADIVILLE	SAINT-MEDARD-DE-BARBEZIEUX
BESSAC	LAGARDE-SUR-LE-NE	SAINT-PALAIS-DU-NE
BIRAC	LIGNIERES-SONNEVILLE	SAINT-PREUIL
BLANZAC-PORCHERESSE	MALAVILLE	SALLES D'ANGLES
BONNEUIL	MERPINS	SALLES DE BARBEZIEUX
BRIE-SOUS-BARBEZIEUX	NONAC	SEGONZAC
CHADURIE	NONAVILLE	TOUZAC
CHALLIGNAC	ORIOLES	VAL-DES-VIGNES
CHAMPAGNE-VIGNY	PASSIRAC	VERRIERES
CHILLAC	PERIGNAC	VIGNOLLES
CONDEON	PLASSAC-ROUFFIAC	VIVILLE
CRESSAC-SAINT-GENIS	POULLIGNAC	VOULGEZAC
CRITEUIL-LA-MAGDELEINE	REIGNAC	
DEPARTEMENT DE LA CHARENTE-MARITIME		
ARCHIAC	ECHEBRUNE	SAINT-EUGENE
CELLES	GERMINIAC	SAINT-MARTIAL-SUR-NE
CIERZAC	JARNAC-CHAMPAGNE	SAINTE-LEURINE
COULONGE	LONZAC	SALIGNAC-SUR-CHARENTE

10. NOUERE

DEPARTEMENT DE LA CHARENTE		
ASNIERES-SUR-NOUERE	GOURVILLE	SAINT-AMANT DE NOUERE
DOUZAT	HIERSAC	SAINT-CYBARDEAUX
ECHALLAT	LINARS	SAINT-GENIS D'HIERSAC
FLEAC	MONTIGNE	SAINT-SATURNIN
GENAC-BIGNAC	ROUILLAC	TROIS-PALIS

11. PERUSE

DEPARTEMENT DE LA CHARENTE		
BERNAC	LA FORET DE TESSE	RUFFEC
CONDAC	LA MAGDELEINE	SAINT-MARTIN DU CLOCHER
EMPURE	LES ADJOTS	VILLIERS LE ROUX
LA CHEVRERIE	LONDIGNY	
LA FAYE	MONTJEAN	
DEPARTEMENT DES DEUX-SEVRES		
CLUSSAIS-LA-POMMERAIE	LORIGNE	PIOUSSAY
LA CHAPELLE-POUILLOUX	MAIRE-L'EVESCAULT	PLIBOUX
HANC	MELLERAN	SAUZE-VAUSSAIS
LIMALONGES	MONTALEMBERT	

12. SUD-ANGOUMOIS

DEPARTEMENT DE LA CHARENTE		
<u>ANGUIENNE</u>	<u>BOEME</u>	<u>CLAIX</u>
ANGOULEME	BOISNE-LA-TUDE	CLAIX
DIRAC	CHADURIE	ROULLET- SAINT- ESTEPHE
GARAT	FOUQUEBRUNE	
PUYMOYEN	LA COURONNE	<u>LES EAUX-CLAIRES</u>
SOYAUX	MAGNAC-LAVALETTE	ANGOULEME
	MOUTHIERS-sur-BOEME	DIGNAC
<u>LA CHARRAUD</u>	NERSAC	DIRAC
DIGNAC	PLASSAC-ROUFFIAC	LA COURONNE
FOUQUEBRUNE	ROULLET-SAINT-ESTEPHE	PUYMOYEN
LA COURONNE	VOULGEZAC	SAINT-MICHEL
MAGNAC-LAVALETTE		TORSAC
MOUTHIERS/BOEME		VOEUIL ET GIGET
SAINT-MICHEL		
TORSAC		
VOEUIL ET GIGET		

13. SON-SONNETTE

DEPARTEMENT DE LA CHARENTE		
AUNAC	MOUTON	SAINT-GOURSON
BEAULIEU-SUR-SONNETTE	NANTEUIL EN VALLEE	SAINT-LAURENT DE CERIS
CELLEFROUIN	NIEUIL	SAINT-SULPICE DE RUFFEC
CHASSIECQ	PARZAC	TURGON
COUTURE	ROUMAZIERES-LOUBERT	VALENCE
LA TACHE	SAINT-CLAUD	VENTOUSE
LE GRAND-MADIEU	SAINT-FRONT	VIEUX-CERIER

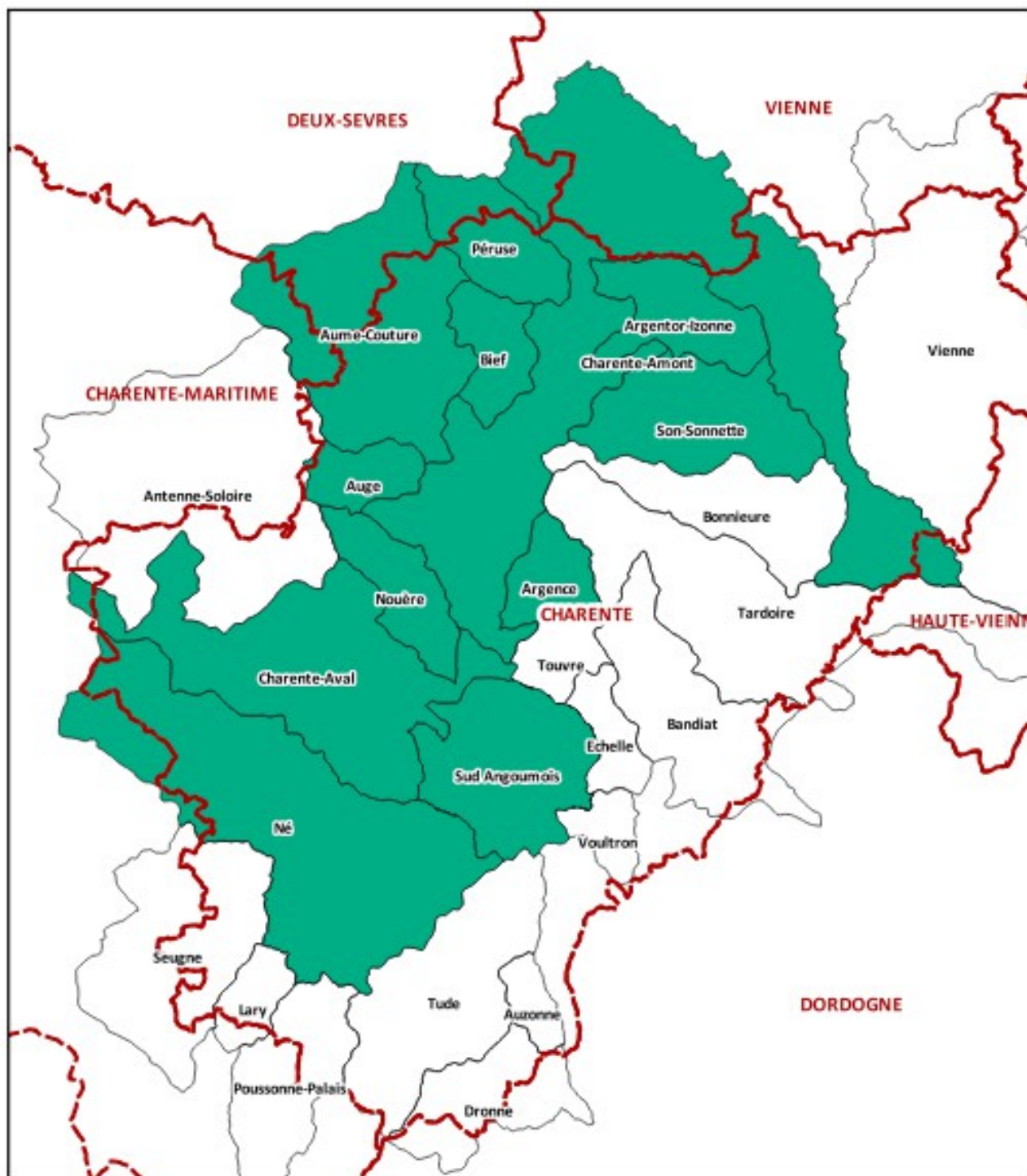
PRÉFET DE
LA CHARENTE

PRÉFET DE
LA CHARENTE-MARITIME

PRÉFET DES
DEUX-SEVRES

PRÉFÈTE DE
LA VIENNE

ANNEXE 2 à l'arrêté cadre
Carte des zones de gestion de l'OUGC Cogest'Eau



Direction départementale des territoires

86-2016-03-30-007

Arrêté définissant les zones d'alerte et les mesures de limitation ou de suspension provisoires des usages de l'eau du 4 avril au 3 octobre 2016 pour les bassins Veude et Négron, de la Creuse, de la Gartempe et de l'Anglin



PRÉFÈTE DE LA VIENNE

ARRETE 2016_DDT_SEB_N° 543

en date du

**Direction Départementale des Territoires
de la Vienne**

définissant les zones d'alerte et les mesures de limitation ou de suspension provisoires des usages de l'eau du **4 avril au 3 octobre 2016** pour les bassins versants hydrologiques de la **Veude et du Négron, de la Creuse, de la Gartempe et de l'Anglin** situés dans le département de la Vienne

La Préfète de la Vienne

Chevalier de la Légion d'honneur

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu le Code Civil et notamment les articles 640 à 645 ;

Vu le Code pénal ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2215-1 et L 2212-2 ;

Vu le décret n°62-1448 du 24 novembre 1962 et n° 87-154 du 27 février 1987 relatifs à la coordination interministérielle, à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et à la police des eaux ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n°2005-636 du 30 mai 2005 relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du préfet coordonnateur de bassin ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L214-1 à 6 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2015 du préfet de la Région Centre, coordonnateur du bassin Loire-Bretagne approuvant le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme de mesures ;

Vu l'arrêté N°2010/DDT/SEB/974 en date du 30 décembre 2010 fixant dans le département de la Vienne la liste des communes incluses dans la zone de répartition des eaux (Z.R.E.) modifié par l'arrêté n°2011/DDT/SEB/1723 du 5 avril 2011 ;

Vu la circulaire du 18 mai 2011 relative aux mesures exceptionnelles de limitation ou de suspension des usages de l'eau en période de sécheresse ;

Considérant les propositions de la réunion du comité de suivi des usages de l'eau du département de la Vienne en date du 3 mars 2016 ;

Considérant que des dispositions de limitation des usages de l'eau sont susceptibles d'être rendues nécessaires pour la préservation de la santé, de la salubrité publique, de l'alimentation en eau potable de la population, des écosystèmes aquatiques et pour la protection des ressources en eau, compte tenu de la précarité des écoulements superficiels et des réserves en eau du sol et du sous-sol ;

Considérant qu'une connaissance permanente des niveaux de certaines nappes et des débits de certains cours d'eau est rendue possible par le suivi piézométrique de l'Observatoire Régional de l'Environnement, par le suivi hydrométrique du service de prévision des crues Vienne Charente Atlantique de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Poitou-Charentes ainsi que par le suivi du Service Départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA) ;

Considérant la nécessité d'une action préventive sur les atteintes à l'environnement conformément à l'article L.110-1 paragraphe II du Code de l'Environnement ;

Considérant la nécessité d'harmoniser les dispositions réglementaires mises en œuvre pour assurer une gestion équilibrée de la ressource en eau et faire face à une menace ou aux conséquences d'une sécheresse ou d'un risque de pénurie d'eau ;

Considérant les remarques déposées lors de la consultation du public qui s'est déroulée du 22 février 2016 au 13 mars 2016 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne ;

ARRETE

Article 1er - Objet

Le présent arrêté applicable à l'ensemble du bassin versant hydrogéologique de la Veude et du Négron, Creuse, de la Gartempe et de l'Anglin dans le département de la Vienne en 2016 a pour objet :

➤ dans le cadre de la gestion volumétrique, de définir les règles de suivi **des prélèvements d'eau dans le milieu naturel, hors prélèvements domestiques et hors production d'eau potable.**

➤ de définir les unités de gestion où s'appliquent des mesures de limitation ou d'interdiction de prélèvements dans les eaux superficielles et souterraines, en cas de sécheresse ou de pénurie de la ressource en eau ;

➤ d'établir les plans d'alertes par unité de gestion, basés sur des seuils de débits pour les rivières et/ou des niveaux de nappes pour les eaux souterraines ;

➤ de fixer pour chaque plan d'alerte les mesures correspondantes de limitation des prélèvements d'eau non domestiques et hors production d'eau potable.

Dans cet arrêté, on entend par « prélèvement » tout puisement d'eau dans la ressource naturelle ou dans une ressource artificielle qui serait alimentée par la ressource naturelle (forage, dérivation, surverse,...) entre le 4 avril et le 3 octobre 2016.

Article 2 – Période d'application des plans d'alerte

Ces plans d'alerte s'appliquent du lundi 4 avril au lundi 3 octobre 2016, et comprennent deux périodes distinctes :

- la gestion de printemps du lundi 4 avril au dimanche 19 juin 2016 ;
- la gestion estivale du lundi 20 juin au lundi 3 octobre 2016.

Article 3 - Zones de gestion

La zone concernée par le présent arrêté est le bassin versant hydrogéologique de la Veude et du Négron, de la Creuse, de la Gartempe et de l'Anglin, sur le département de la Vienne. Dans ces bassins hydrologiquement et hydrogéologiquement cohérents, sont susceptibles d'être prises des mesures de limitation provisoire des usages de l'eau précisées par sous-bassins/unités de gestion.

Les communes des prélèvements concernées par ces bassins figurent dans les fiches (par zone d'alerte) annexées au présent arrêté.

Sur ces zones départementales est désigné un Préfet pilote qui coordonne et propose les mesures de restrictions.

Bassin versant	En correspondance avec le département voisin	Préfet pilote
Bassin de la Veude et du Négron	86	Préfète de la Vienne
Bassin de la Creuse	86	Préfète de la Vienne
Bassin de la Gartempe et de l'Anglin	86	Préfète de la Vienne

Article 4 - Plans d'alerte et mesures de limitation

4.1 – Dispositifs utilisés pour les plans d'alerte par bassin de gestion

Les règles générales et particulières s'appliquant à chacun des plans d'alerte par zone de gestion figurent dans les tableaux de l'annexe 2 au présent arrêté.

– Ces règles fixent :

- la liste des communes ou parties de communes sur lesquelles sont localisés des prélèvements qui sont incluses dans la zone d'alerte,
- le bassin hydrographique auquel la zone de gestion est rattachée et le point nodal fixé par le SDAGE en tant qu'indicateur des mesures générales de limitation à appliquer sur l'ensemble du bassin en fonction de l'état de la ressource,
- le ou les points de référence, choisis comme indicateurs particuliers caractéristiques de la zone de gestion, indiquant en fonction de l'état de la ressource, les mesures particulières de limitation à appliquer,
- pour chaque point nodal et chaque point de référence, les seuils d'alerte et de coupure fixés, ainsi que les réductions volumétriques correspondantes pour la période printanière et la période estivale.

Pour chaque sous-bassin/unité de gestion, sont définis 5 seuils de gestion :

- deux seuils pour la période de printemps (du 4 avril au 19 juin 2016) :
 - un seuil d'alerte de printemps
 - un seuil de coupure de printemps,

➤ trois seuils pour la période d'été (du 20 juin au 3 octobre 2016) :

- Un seuil d'alerte d'été, dont le franchissement traduit un fléchissement de la ressource annonciateur d'une possible situation de crise et nécessite une adaptation des prélèvements par une diminution de 30% du volume hebdomadaire autorisé.
- un seuil d'alerte renforcé d'été, ce dernier est le signal d'un risque de crise probable. Son franchissement nécessite, par anticipation, une réduction de 50% du volume hebdomadaire autorisé (correspondant au VHR en Vienne),
- un seuil de coupure d'été, au-delà duquel tous les prélèvements sont interdits sauf dérogation ; les seuils de coupures d'été seront définis de telle sorte que les débits ou les piézométries de crise fixés dans les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ne soient pas franchis. Ils seront donc supérieurs aux seuils de crise des SDAGE en tenant compte de la quantification des cultures dérogoires.

• Ces seuils d'alerte et de coupure sont intitulés comme suit pour les sites hydrométriques :

Période printanière 4 avril au 19 juin 2016 ;	Période estivale du 20 juin au 3 octobre 2016
	DSA : Débit Seuil d'Alerte
DSAP : Débit Seuil d'Alerte de Printemps	DSAR : Débit Seuil d'Alerte Renforcé de l'été
DCP : Débit de Coupure de Printemps	DC : Débit de Coupure de l'été

• Ces seuils d'alerte et de coupure sont intitulés comme suit pour les piézomètres :

Période printanière 4 avril au 19 juin 2016 ;	Période estivale du 20 juin au 3 octobre 2016 :
	PSA : Piézométrie Seuil d'Alerte
PSAP : Piézométrie Seuil d'Alerte de Printemps	PSAR : Piézométrie Seuil d'Alerte Renforcé de l'été
PCP : Piézométrie de Coupure de Printemps	PC : Piézométrie de Coupure de l'été

4.2 - Prise de mesures de limitation ou de coupure

La donnée instantanée du jour j est le débit ou le niveau piézométrique moyen mesuré le jour j de 0 heure à minuit et transmis le jour j+1.

Le déclenchement d'une mesure, de limitation ou de suspension nécessite l'observation d'un débit moyen journalier ou d'un niveau de nappe inférieur, pendant **deux jours consécutifs**, aux valeurs de seuil fixées dans les fiches par zone d'alerte annexées au présent arrêté.

Le dépassement d'un seuil d'alerte est constaté par un arrêté préfectoral et la mesure mise en œuvre est précisée par ce même arrêté.

En cas d'observation de difficultés d'écoulement sur les ruisseaux dans le cadre du suivi effectué par l'ONEMA, le préfet pourra appliquer ponctuellement des mesures de limitation ou de coupure sur l'ensemble des prélèvements effectués sur ces ruisseaux en difficulté.

4.2.1 - Application des arrêtés de limitation ou de coupure

Les mesures de limitation sont prises le jeudi par arrêté, sur la base des données instantanées transmises le mercredi et/ou le jeudi. Les limitations resteront en application du lundi suivant à 8 heures, jusqu'à leur abrogation qui intervient dans les mêmes conditions.

L'interdiction totale des prélèvements intervient, dès l'atteinte des seuils de coupure, à tout moment sur la base des données instantanées. L'arrêté de coupure est appliqué dès le surlendemain du calcul de la donnée instantanée jusqu'à son abrogation qui intervient dans les mêmes conditions.

4.2.1.1 - Limitations volumétriques ou coupure

La somme des volumes hebdomadaires prélevés doit être inférieure ou égale au volume autorisé sur l'année.

Le principe est de réduire le volume hebdomadaire utilisable. Le volume hebdomadaire correspond à 10 % de l'autorisation individuelle de prélèvement notifiée individuellement à chaque irrigant.

En cas de franchissement du 1^{er} seuil d'alerte d'été, le volume hebdomadaire prélevé pendant la semaine concernée ne devra pas dépasser 70 % du volume hebdomadaire (réduction de 30 % des prélèvements).

En cas de franchissement du seuil d'alerte de printemps ou d'alerte renforcée d'été, le volume hebdomadaire prélevé doit être inférieur ou égal à 50 % du volume hebdomadaire autorisé (correspondant au VHR en Vienne).

En cas de franchissement des seuils de coupure : Les prélèvements sont interdits (coupure).

Prélèvement de printemps :

Prélèvement en rivière ou nappe alluviale	Prélèvement en eaux souterraines
Si le débit mesuré est \leq au DSAP, le volume hebdomadaire prélevable est \leq à 50 % du volume hebdomadaire autorisé (VHR en Vienne)	Si le niveau mesuré est \leq au PSAP, le volume hebdomadaire prélevable est \leq à 50 % du volume hebdomadaire autorisé (VHR en Vienne)
Si le débit mesuré est \leq au DCP, arrêt total des prélèvements	Si le niveau mesuré est \leq au PCP, arrêt total des prélèvements

Prélèvement estival :

Prélèvement en rivière ou nappe alluviale	Prélèvement en eaux souterraines
Si le débit mesuré est \leq au DSA, le volume hebdomadaire prélevable est \leq au Volume hebdomadaire réduit de 30%	Si le niveau mesuré est \leq au PSA, le volume hebdomadaire prélevable est \leq au Volume hebdomadaire réduit de 30%
Si le débit mesuré est \leq au DSAR, le volume hebdomadaire prélevable est \leq à 50 % du volume hebdomadaire autorisé (VHR en Vienne)	Si le niveau mesuré est \leq PSAR, le volume hebdomadaire prélevable est \leq à 50 % du volume hebdomadaire autorisé (VHR en Vienne)
Si le débit mesuré est \leq au DC, arrêt total des prélèvements	Si le niveau mesuré est \leq au PC, arrêt total des prélèvements

4.2.1.2 - Restrictions horaires

En cas d'activation du niveau de l'alerte orange du plan canicule dans le département, ou si la situation locale le justifie, le préfet pourra prendre des mesures de restrictions horaires aux heures les plus chaudes de la journée.

Article 5 – Levée des mesures de restriction

5.1 - Levée des mesures de coupure

- Période de printemps

La levée de la coupure pourra s'effectuer après 7 jours consécutifs au-dessus du seuil de coupure.

- Période d'été

La levée de la coupure pourra s'effectuer après 5 jours consécutifs au-dessus du seuil d'alerte renforcée.

La levée des mesures pour chaque seuil d'été s'effectue au commencement d'une nouvelle période hebdomadaire.

5.2 - Levées ou assouplissement des restrictions horaires

En cas de levée de l'alerte canicule niveau orange, ou si les conditions locales le justifient, la Préfète pourra lever ou assouplir les restrictions horaires.

5.3 - Transition entre gestion de printemps et gestion d'été

A l'approche du passage à la gestion d'été pour laquelle les seuils de gestion réglementaires diffèrent de ceux du printemps, si certains bassins sont en situation d'interdiction de prélèvements d'eau du fait du franchissement des seuils de coupure printaniers, il sera examiné en cellule de vigilance la possibilité de lever ou non cette limitation totale des prélèvements au regard des indicateurs « eau » et « milieux » suivants : situation de la production d'eau potable, état de vidange des nappes (et modèles prédictifs lorsqu'ils existent), débits des cours d'eau, assecs et situation en matière de population piscicole, remplissage des barrages, pluviométrie ainsi que la probabilité d'atteindre les niveaux de crise en période estivale en fonction de différents scénarios pluviométriques au regard de la prolongation de tendance de courbes (débit/temps) et (niveau piézométrique/temps).

Article 6 - Dispositions particulières suivant les usages

6.1 – Cultures spéciales

Les cultures dérogatoires sont celles qui peuvent sous certaines conditions continuer à être irriguées, une fois le seuil de coupure franchi, alors que les prélèvements sont interdits pour les autres cultures. Une culture dérogatoire étant entendue comme une culture à forte valeur ajoutée et cultivée sur une superficie sensiblement inférieure à celles des grandes cultures. Les volumes sont plafonnés à l'hectare.

Sur le bassin, la liste des cultures dérogatoires est la suivante :

- pépinières ;
- cultures arboricoles ;
- cultures ornementales, florales et horticoles ;
- cultures maraîchères ;
- cultures aromatiques et médicinales ;
- cultures fruitières ;
- cultures légumières ;
- trufficultures ;
- tabac ;
- broches de vignes.

La vocation du volume attribué à une telle liste est de se réduire d'année en année. Les cultures de semences, les semis et les îlots expérimentaux peuvent également faire l'objet de dérogation en 2016 tout en étant placées en tête de liste des cultures qui devraient être placées sous garantie de ressource.

L'autorisation d'irriguer des cultures dérogatoires est conditionnée par :

Le dépôt au service de police de l'eau de la Direction Départementale des Territoires de la Vienne, avant le **22 avril 2016** par chaque irrigant d'une déclaration comportant : la nature et surface des cultures, l'estimation des besoins en eau (volume et débit), la localisation des points de prélèvement, toutes autres pièces justificatives.

Aucune autorisation ne sera délivrée en l'absence de cette déclaration préalable.

En cas d'atteinte du débit ou de la piézométrie de crise d'un point nodal, l'irrigation de ces cultures dérogatoires pourra être suspendue. Une exception peut exister pour les cultures dérogatoires équipées de matériels d'irrigation économes en eau (goutte-à-goutte et micro-aspiration). Dans les cas exceptionnels, notamment lors de risque sur la rupture d'alimentation en eau potable, l'irrigation de ces dernières pourra également être suspendue.

Par ailleurs, lors d'une sécheresse jugée exceptionnelle, chaque préfet est en mesure de prendre les dispositions exceptionnelles qui s'imposeraient, notamment pour les éleveurs.

En cas d'atteinte du seuil de coupure sur l'indicateur du bassin où est effectué le prélèvement, des dispositions spécifiques de suspension temporaire de celui-ci peuvent être prises.

Le volume dérogatoire hebdomadaire après coupure pour l'irrigation de ces cultures spéciales sera précisé à chaque demandeur. Il sera établi notamment en fonction de la somme des demandes par unité de gestion, sur la base du volume hebdomadaire réduit (correspondant au VHR en Vienne) et des surfaces de cultures dérogatoires.

Sans réponse de l'administration, la demande est considérée comme rejetée.

6.2- Irrigation à partir de réserves d'eau

Le remplissage des réserves à usage d'irrigation est réglementé de la manière suivante :

- dans le cas d'un bassin tampon de faible volume et de réserve d'eau ne possédant qu'un compteur en sortie, le remplissage doit respecter les arrêtés « sécheresse » en vigueur : interdiction en coupure ou respect du volume hebdomadaire limité à 70 % ou à 50 % respectivement en alerte ou en alerte renforcée ;
- dans le cas de réserve en substitution totale, un arrêté individuel ou collectif précise les conditions de remplissage qui doivent être respectées indépendamment de toute autre réglementation ;
- dans le cas de stockage partiel, un volume est attribué pour le remplissage hivernal (Vh). Pour la campagne d'irrigation, sont attribués un volume total ainsi qu'un volume hebdomadaire réduit (VHR). Pour ce cas, le prélèvement sur la ressource en eau doit être équipé impérativement d'un compteur. Le remplissage de la réserve doit respecter les arrêtés « sécheresse » : interdiction en coupure et respect des limitations en alerte et en alerte renforcée. L'irrigation est toutefois possible en période d'alerte et de coupure à hauteur du volume total (Vh) de la réserve mais sans prélèvement direct sur la ressource en eau.

6.3 - Usages Industriels

Les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) doivent limiter leurs prélèvements au strict débit nécessaire à leurs activités, conformément à leurs arrêtés d'autorisation. Il peut leur être imposé par arrêtés préfectoraux complémentaires :

- des mesures de réduction de volumes prélevés ;
- une surveillance accrue de la qualité de leurs rejets pouvant entraîner leur diminution, voire leur rétention temporaire.

Les ICPE devront respecter les dispositions prévues en cas de sécheresse définies dans les arrêtés individuels complémentaires.

Les prélèvements autorisés nécessaires aux travaux liés à la Ligne à Grande Vitesse Sud Europe Atlantique LGV SEA devront respecter les plans d'alerte et mesures de limitation qui seront pris conformément à l'arrêté-cadre.

6.4 - Autres usages publics ou privés prélevant directement sur le milieu

Le remplissage des plans d'eau à usage de loisirs fait l'objet d'un arrêté spécifique pris en fonction de l'état de la ressource.

Dès lors que le seuil de coupure est atteint sur une ressource significative des bassins versants de la Veude et du Négron, de la Creuse, de la Gartempe et de l'Anglin, les usages publics ou privés suivants, prélevant **directement** dans les cours d'eau par pompage ou dans les eaux souterraines par forage (les usages à partir du réseau d'eau potable ne sont pas concernés par cet arrêté ; ils relèvent de la police du maire) :

pourront être limités ou interdits :

- le lavage des véhicules hors des stations professionnelles sauf pour les véhicules ayant une obligation réglementaire (sanitaire, alimentaire), technique (bétonnière, etc.) ou liée à la sécurité ;
- le remplissage des piscines de particuliers existantes à l'exception des chantiers en cours ;
- le lavage des voies et trottoirs, sauf impératif sanitaire ou de sécurité ;
- le nettoyage des façades et terrasses ne faisant pas l'objet de travaux ;
- l'arrosage des terrains de golf (sauf green) ;
- l'arrosage des terrains de sport (sauf homologués) ;
- l'arrosage des espaces verts publics ou privés ;

pourra être interdit entre 10h et 18h :

- l'arrosage des potagers.

Article 7 - Comptage des prélèvements

Toute personne physique ou morale, dénommée ci-après l'exploitant, effectuant des prélèvements d'eau non domestique et hors production d'eau potable dans le milieu naturel, doit être munie d'une autorisation de prélèvement délivrée par la Direction Départementale des Territoires de la Vienne.

7.1 - Préambule

Pour la période du 4 avril au 3 octobre 2016, sont définis pour chaque exploitant :

- un volume annuel autorisé ;
- un volume hebdomadaire ;
- un volume hebdomadaire réduit (appelé VH 70 % en Vienne), à utiliser en période de restriction (alerte d'été), correspondant à 70 % du volume hebdomadaire autorisé.
- un volume hebdomadaire réduit (appelé VHR en Vienne), à utiliser en période de restriction (alerte de printemps ou alerte renforcée d'été) correspondant à 50 % du volume hebdomadaire autorisé,
- l'unité de gestion et/ou le ou les indicateurs de suivi.

Ces éléments d'autorisation sont indiqués à chaque exploitant sur l'autorisation de prélèvement.

7.2 - Relevé des compteurs d'enregistrement des prélèvements en gestion volumétrique

Un relevé des index de compteurs sera effectué tous les lundis du 4 avril au 3 octobre 2016. Les relevés seront reportés sur un formulaire mis à la disposition de l'exploitant. L'exploitant doit impérativement porter sur le formulaire toutes les valeurs relevées chaque lundi même si la consommation de la semaine précédente a été nulle.

Ce formulaire devra être adressé impérativement à la DDT de la Vienne, en une seule fois et avant le **14 octobre 2015** :

DDT 86 - service eau et biodiversité - 20, rue de la Providence - BP 80523 - 86020 Poitiers cedex,

L'administration est susceptible de procéder à tout type de contrôles portant sur la bonne application des règles de gestion définies dans le présent arrêté et sur la bonne application des mesures techniques nécessaires au bon fonctionnement du dispositif de comptage existant.

Conformément à l'article R.214-57 du Code de l'Environnement, toute installation comprenant un ou plusieurs ouvrages permettant de prélever des eaux souterraines à des fins non domestiques doit être munie d'un dispositif efficace permettant de mesurer les volumes prélevés. Ce dispositif est un instrument de mesure homologué.

Toute panne de compteur doit être signalée immédiatement auprès de la DDT de la Vienne et dans tous les cas, dans un délai n'excédant pas 7 jours. L'exploitant dispose d'un délai d'un mois pour réparer son compteur et informer l'administration de cette réparation. Le cas échéant, l'irrigant devra

demander de manière argumentée, à la DDT, la validation d'un autre moyen de mesure du volume prélevé fiable pendant la période transitoire avant la réparation du compteur.

Dans tous les cas sans système de comptage en état de marche, l'exploitant suspendra tout prélèvement jusqu'à réparation du compteur.

Article 8 - Mesures exceptionnelles

Mesures conservatoires pour la préservation de l'Alimentation en Eau Potable (AEP) ou des milieux aquatiques :

En cas de pénurie sur un captage d'eau potable pouvant être occasionnée par des prélèvements en rivière ou dans des forages agricoles voisins, des mesures de restrictions peuvent être imposées. Ces mesures seront prises d'une manière spécifique et après examen de la situation, à la demande des responsables des organismes chargés de la production et de la distribution d'eau potable et pourront conduire à l'interdiction provisoire des prélèvements agricoles concernés.

Des mesures conservatoires analogues pourront être prises localement si la salubrité, la vie piscicole ou les milieux aquatiques sont gravement menacés notamment en s'appuyant sur les réseaux d'observation des services départementaux de l'ONEMA et des FDAAPPMA concernées sur des points d'observation tels que des sources.

Dans l'objectif de prévention des atteintes à l'environnement, il est créé, pour l'ensemble du département concerné, une cellule de vigilance. Elle est composée de, entre autres :

- la Direction Départementale des Territoires,
- l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques,
- la Fédération Départementale des Associations Agréées pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique,
- La profession agricole représentée par la chambre d'agriculture de la Vienne et les associations des irrigants,
- toute personne ou organisme concerné par les problématiques liées aux usages de l'eau dans le département dont l'association aux cellules de vigilance se fera au cas par cas en fonction des problématiques présentes (tension sur l'AEP notamment).

Cette cellule de vigilance est réunie en tant que de besoin et son rôle est d'assurer une concertation entre les acteurs afin de suivre les étiages, d'établir un diagnostic et d'analyser la situation pour faire émerger des propositions d'actions.

Article 9 - Contrôles et sanctions

Les infractions au présent arrêté seront passibles des peines d'amendes prévues aux articles L 171-7, L 171-8 et L 173-1 du code l'environnement.

Tout irrigant est tenu de présenter ses registres de relevés d'index de compteur volumétrique à toute personne habilitée à effectuer les contrôles. L'obstacle mis à l'exercice des fonctions de contrôle (recherche et constatation d'infraction) confiées aux agents est puni des peines prévues aux articles L 171-7, L 171-8 et L 173-1 du code l'environnement.

Le non-respect des mesures de limitation des usages de l'eau, prescrites par le présent arrêté et ses annexes, sera puni de la peine d'amende prévue à l'article R 216-9 du Code de l'Environnement (contravention de 5^{ème} classe).

Cette sanction pourra être accompagnée d'une mise en demeure de respecter le présent arrêté en application de l'article L 173-1 du Code de l'Environnement. Le non-respect d'une mesure de mise en demeure expose l'irrigant à la suspension provisoire de son autorisation de prélèvement et constitue un délit prévu par l'article L 171-8 du Code de l'Environnement.

Article 10 - Voies et délais de recours

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture du département de la Vienne, et affiché dès réception dans les mairies concernées.

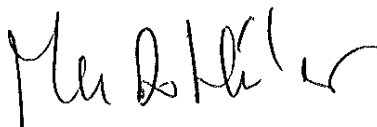
Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication, d'un recours gracieux auprès du préfet, et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Poitiers. L'éventuel recours gracieux n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

Article 11 - Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de la Vienne,
Les Sous-Préfets de Châtelleraut et de Montmorillon,
Les maires des communes concernées dans le département de la Vienne,
Le directeur départemental des territoires de la Vienne,
Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Poitou-Charentes,
Le directeur général de l'agence régionale de la santé de la région Poitou-Charentes,
Le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection de la population de la Vienne,
Le directeur départemental de la sécurité publique de la Vienne,
le commandant de groupement de gendarmerie de la Vienne,
Le chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques de la Vienne,
Le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage de la Vienne,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

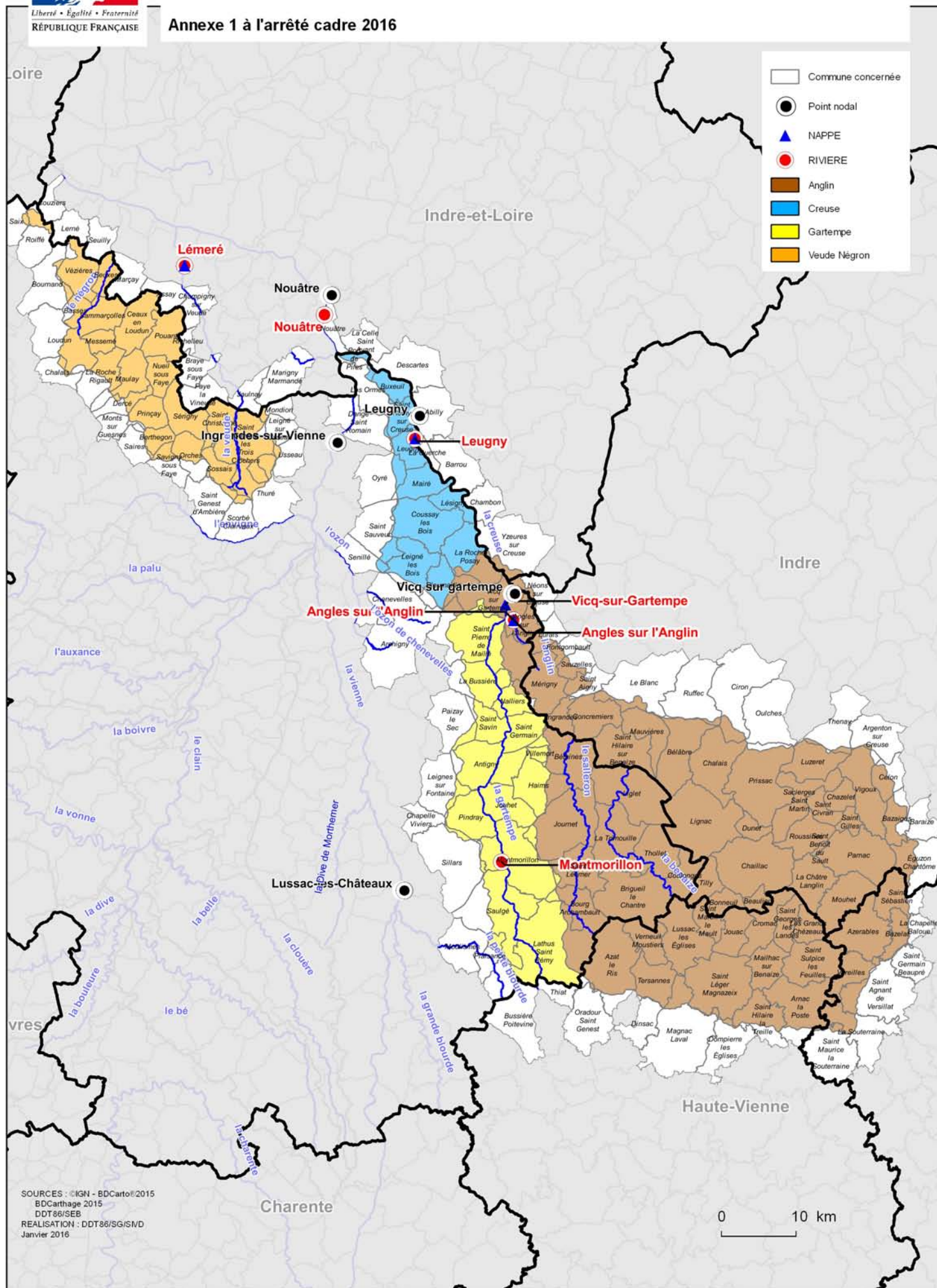
A Poitiers, le
La Préfète



Marie-Christine DOKHÉLAR

Annexe 1 : carte des bassins versants hydrogéologiques de la Veude Négron, de la Creuse et de la Gartempe Anglin en gestion volumétrique

Annexe 2 : plans d'alerte et mesures de restriction



Plan d'alerte et mesures de restriction par zones de gestion

1. Veude et Négron
2. Gartempe et Anglin
3. Creuse

Bassin de la VEUDE et du NEGRON

Périmètre concerné : Bassin hydrographique du Négron, de la Veude et de leurs affluents.

Communes concernées :

Léméré	
prélèvements en rivière	prélèvements en nappes
DERCE ORCHES POUANT SAINT-GERVAIS-LES-TROIS-CLOCHERS THURE	BERTHEGON BEUXES CEAUX-EN-LOUDUN MESSEME NUEIL-SOUS-FAYE ORCHES PRINCAY SAMMARCOLLES VEZIERES

Prélèvements concernés : prélèvements en rivière et en nappe rattachés à l'indicateur **Léméré** précisé sur le registre d'autorisation individuelle.

MESURES GENERALES au point nodal : Vn1 du bassin Veude-Négron à Nouâtre (37) sur la Vienne		
SDAGE Loire-Bretagne		
DOE : Débit Objectif d'étiage : 34 m³/s		
NIVEAU D'ALERTE	DEBIT	DISPOSITIONS
DSA	29 m³/s	Déclenchement de mesures correctives
Débit de crise	24 m³/s	Prélèvements interdits

Mesures particulières au point de référence : Site hydrométrique de Léméré			
Prélèvements rattachés à l'indicateur de Léméré			
	Seuils	DEBIT	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 4/04/16 au 19/06/16	DSAP	0,45 m³/s	Respecter le volume hebdomadaire réduit de 50 % (VHR en Vienne)
	DCP	0,33 m³/s	- Prélèvements interdits en rivière* - Respecter le volume hebdomadaire déduit de 50 % (VHR en Vienne) pour les prélèvements en nappes**
Gestion estivale Du 20/06/16 au 03/10/16	DSA	0,34 m³/s	30% de réduction du volume hebdomadaire
	DSAR	0,33 m³/s	Respecter le volume hebdomadaire réduit de 50 % (VHR en Vienne)
	DC	0,15 m³/s	- Prélèvements interdits en rivière* - Respecter le volume hebdomadaire réduit de 50 % (VHR en Vienne) pour les prélèvements en nappes**

* Les prélèvements en nappes situés dans une bande de 200 m de part et d'autre du réseau hydrographique sont gérés comme des prélèvements en rivière.

** en attendant une gestion harmonisée de l'ensemble des points de prélèvements en nappes du sous-bassin avec le département limitrophe d'Indre-et-Loire

Arrêté-cadre Veude-Négron, Creuse, Gartempe, Anglin 2016 - 1

Bassin de la GARTEMPE et de l'ANGLIN

Périmètre concerné : Bassin hydrographique de la Gartempe et de l'Anglin et leurs affluents.

Communes concernées :

GARTEMPE	
prélèvements en nappes	prélèvements en rivière
ANGLES SUR L'ANGLIN	JOUHET
ANTIGNY	LA ROCHE POSAY
HAIMS	MONTMORILLON
JOUHET	PINDRAY
LATHUS SAINT REMY	SAINT GERMAIN
LIGLET	SAINT PIERRE DE MAILLE
MONTMORILLON	SAULGE
NALLIERS	VICQ SUR GARTEMPE
PINDRAY	
SAINT GERMAIN	
SAINT PIERRE DE MAILLE	
SAINT SAVIN	

ANGLIN	
prélèvements en nappes	prélèvements en rivière
BETHINES	LIGLET
JOURNET	BETHINES
LA TRIMOUILLE	
LIGLET	
VILLEMORT	

Prélèvements concernés : Prélèvements en nappe et en rivière rattachés aux indicateurs de Montmorillon et Angles-sur-l'Anglin précisés sur le registre d'autorisation individuelle

Mesures générales au point nodal : Gr du bassin de la Gartempe à Vicq sur Gartempe		
SDAGE Loire-Bretagne		
DOE : Débit Objectif d'étiage : 4.4 m ³ /s		
NIVEAU D'ALERTE	DEBIT	DISPOSITIONS
DSA	3.3 m ³ /s	Déclenchement de mesures correctives
Débit de crise DCR	2.5 m ³ /s	Prélèvements interdits

Mesures particulières au point de référence : Site hydrométrique de Vicq sur Gartempe sur la Gartempe			
Prélèvements en rivière et en nappes des bassins de la Gartempe et de l'Anglin			
	Seuils	DEBIT	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 4/04/16 au 19/06/16	DSAP	7 m ³ /s	50% de réduction du volume hebdomadaire pour (VHR en Vienne)
	DCP	3,3 m ³ /s	prélèvements interdits
Gestion estivale Du 20/06/16 au 3/10/16	DSA	3,4 m ³ /s	30% de réduction du volume hebdomadaire
	DSAR	3,3 m ³ /s	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
	DC	2,5 m ³ /s	prélèvements interdits

Arrêté-cadre Veude-Négron, Creuse, Gartempe, Anglin 2016 - 2

Mesures particulières au point de référence : Site hydrométrique de Montmorillon sur la Gartempe			
Prélèvements en rivière rattachés à l'indicateur de Montmorillon - bassin de la Gartempe			
	Seuils	DEBIT	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 4/04/16 au 19/06/16	DSAP	5 m³/s	50% de réduction du volume hebdomadaire pour (VHR en Vienne)
	DCP	3,3 m³/s	prélèvements interdits
Gestion estivale du 20/06/16 au 3/10/16	DSA	3,35 m³/s	30% de réduction du volume hebdomadaire
	DSAR	3,3 m³/s	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
	DC	2,2 m³/s	prélèvements interdits

Mesures particulières au point de référence : Site hydrométrique d' Angles-sur-l'Anglin sur l'Anglin			
Prélèvements en rivière rattachés à l'indicateur d' Angles-sur-l'Anglin – bassin de l'Anglin			
	Seuils	DEBIT	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 4/04/16 au 19/06/16	DSAP	1,9 m³/s	50% de réduction du volume hebdomadaire pour (VHR en Vienne)
	DCP	1,3 m³/s	prélèvements interdits
Gestion estivale du 20/06/16 au 3/10/16	DSA	1,32 m³/s	30% de réduction du volume hebdomadaire
	DSAR	1,3 m³/s	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
	DC	0,81 m³/s	prélèvements interdits

Bassin de la CREUSE

Périmètre concerné : Bassin hydrographique de la Creuse et ses affluents.

Communes concernées :

prélèvements en rivière	prélèvements en nappes
BUXEUIL LES ORMES LESIGNY LEUGNY MAIRE PORT-DE-PILES SAINT REMY SUR CREUSE	COUSSAY LES BOIS

Prélèvements concernés : prélèvements en nappe et rivière rattachés à l'indicateur **Leugny** précisé sur le registre d'autorisation individuelle.

MESURES GENERALES au point nodal : Cr1 du bassin de la Creuse à Leugny sur la Creuse		
SDAGE Loire-Bretagne		
DOE : Débit Objectif d'étiage : 11,2 m³/s		
NIVEAU D'ALERTE	DEBIT	DISPOSITIONS
DSA	10 m³/s	Déclenchement de mesures correctives
Débit de crise DCR	6 m³/s	Prélèvements interdits

Mesures particulières au point de référence : Site hydrométrique de Leugny sur la Creuse			
Prélèvements en rivière et nappes du bassin de la Creuse			
	Seuils	DEBIT	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 4/04/16 au 19/06/16	DSAP	15 m³/s	50% de réduction du volume hebdomadaire pour (VHR en Vienne)
	DCP	10 m³/s	prélèvements interdits
Gestion estivale Du 20/06/16 au 3/10/16	DSA	10,5 m³/s	30% de réduction du volume hebdomadaire
	DSAR	10 m³/s	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
	DC	6 m³/s	prélèvements interdits

Arrêté-cadre Veude-Négron, Creuse, Gartempe, Anglin 2016 - 3

Direction départementale des territoires

86-2016-03-25-050

arrêté inter-départemental délimitant des zones d'alerte et
définissant les mesures de limitation provisoire de l'eau
bassin versant du Marais Poitevin face à menace ou
sécheresse



DIRECTION
DÉPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES des Deux-Sèvres
Service Eau et Environnement

DIRECTION
DÉPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES de la Vienne
Service Eau et Biodiversité

DIRECTION
DÉPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES ET DE LA MER de Charente-Maritime
Service Eau Biodiversité et Développement Durable

ARRETE INTER-DEPARTEMENTAL
du 25 mars 2016

délimitant des zones d'alerte et définissant les mesures de limitation
ou de suspension provisoire des usages de l'eau
dans le bassin versant du Marais Poitevin
situé en région Aquitaine – Limousin – Poitou-Charentes
pour faire face à une menace ou aux conséquences d'une sécheresse
ou à un risque de pénurie

Le Préfet des Deux-Sèvres
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

La Préfète de la Vienne
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Le Préfet de Charente-Maritime
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu le Code Civil et notamment les articles 640 à 645;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-1 et L.2212-2, L.2213-29 et L.2215-1;

Vu les décrets n°62-1448 du 24 novembre 1962 et n°87-154 du 27 février 1987 relatifs à la coordination interministérielle, à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et à la police des eaux;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements;

Vu le décret n°2005-636 du 30 mai 2005 relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du préfet coordonnateur de bassin;

Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement,

Vu la circulaire DEVL1112870C du 18 mai 2011 relative aux mesures exceptionnelles de limitation

Arrêté-cadre interdépartemental Marais Poitevin en région Aquitaine Limousin Poitou-Charentes 2016 - 1 /13

ou de suspension des usages de l'eau en période de sécheresse ;

Vu le décret n°2011-912 du 29 juillet 2011 relatif à la création de l'établissement public pour la gestion de l'eau et de la biodiversité du Marais poitevin dénommé « Établissement Public du Marais Poitevin » (EPMP) ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2015 du Préfet coordonnateur du bassin Loire-Bretagne approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux 2016-2021 ;

Vu l'arrêté du 12 octobre 2012 relatif à la définition du périmètre de l'Établissement Public du Marais Poitevin ;

Considérant que des dispositions de limitation des usages de l'eau sont susceptibles d'être rendues nécessaires pour la préservation de la santé, de la salubrité publique, de l'alimentation en eau potable de la population, des écosystèmes aquatiques et pour la protection des ressources en eau.

Considérant qu'une connaissance permanente des niveaux de certaines nappes et des débits de certains cours d'eau est rendue possible par le suivi piézométrique de l'Observatoire Régional de l'Environnement et du Conseil Départemental de Vendée, les suivis hydrométriques du Service de Prévision des Crues Vienne-Charente-Atlantique de la DREAL Aquitaine Limousin Poitou-Charentes et le suivi du réseau de l'observatoire national de suivi des étiages (ONDE) par l'ONEMA.

Considérant la nécessité d'une action préventive sur les atteintes à l'environnement conformément à l'article L.110-1 paragraphe II du Code de l'Environnement;

Considérant la nécessité d'harmoniser les dispositions réglementaires mises en œuvre pour assurer une gestion équilibrée de la ressource en eau et faire face à une menace ou aux conséquences d'une sécheresse ou d'un risque de pénurie d'eau;

Considérant que le territoire du bassin versant du Marais Poitevin en Deux-Sèvres, Charente-Maritime et Vienne est défini par les limites géographiques des Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la Vendée et de la Sèvre Niortaise - Marais Poitevin;

Considérant la désignation de l'Établissement Public du Marais Poitevin comme Organisme Unique de Gestion Collective (OUGC) par l'article 158 de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 ;

Considérant les remarques déposées lors de la consultation du public qui s'est déroulée du 22 février au 13 mars 2016

ARRESENT

Article 1 : Objet

Le présent arrêté, dénommé arrêté-cadre sécheresse Marais Poitevin en région Aquitaine – Limousin – Poitou-Charentes, a pour objet de :

- définir et délimiter les zones d'alerte sur lesquelles peuvent s'appliquer des mesures de limitation ou d'interdiction temporaires des prélèvements en cas de sécheresse ou de pénurie de la ressource en eau ;

- définir les plans d'alertes comprenant différents seuils de référence en dessous desquels des mesures de limitation ou d'interdiction temporaire des prélèvements s'appliquent ;

- définir les mesures de limitation ou d'interdiction temporaire applicables aux prélèvements dès lors que les seuils de référence sont atteints.

Arrêté-cadre interdépartemental Marais Poitevin en région Aquitaine Limousin Poitou-Charentes 2016 - 2 / 13

Le présent arrêté s'applique à tout prélèvement localisé dans la zone d'alerte, qu'il soit réalisé à partir des eaux superficielles ou des eaux souterraines, à l'exception des zones MP5.2, 5.3, 5.4 et 8 qui ne concernent que les prélèvements superficiels et MP14 qui ne concerne que les prélèvements souterrains.

NB : Le présent arrêté ne s'applique pas aux prélèvements à partir d'un stockage d'eau pluviale ou d'une retenue d'eau étanche déconnectée du milieu en période d'étiage et remplie entre le 1^{er} novembre 2015 et le 31 mars 2016 (retenue de substitution, etc).

Article 2 : Aire géographique d'application et définition des zones d'alerte

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent au bassin du Marais Poitevin situé en région Aquitaine – Limousin – Poitou-Charentes.

Le périmètre d'application du présent arrêté-cadre contient 12 zones d'alerte. On entend par zone d'alerte une zone qui intègre les caractéristiques hydrologiques et hydrogéologiques de la ressource en eau et en particulier les relations entre les nappes et les rivières.

Pour chaque zone d'alerte inter-départementale à cheval entre plusieurs départements, est désigné un Préfet pilote qui coordonne et propose les mesures de restrictions et de limitation à mettre en œuvre.

N°	Zone d'alerte	Départements concernés	Préfet pilote
MP 1	Sèvre Niortaise amont	Vienne et Deux-Sèvres	Préfet des Deux-Sèvres
MP 2	Sèvre Niortaise moyenne	Deux-Sèvres	Préfet des Deux-Sèvres
MP 3	Lambon	Deux-Sèvres	Préfet des Deux-Sèvres
MP 4	Sèvre Niortaise réalimentée	Deux-Sèvres	Préfet des Deux-Sèvres
MP 5.2	Marais - Vendée	Charente-Maritime, Vendée	Préfet de la Vendée
MP 5.3	Marais - Sèvre Niortaise	Deux-sèvres, Vendée, Charente-Maritime	Préfet des Deux-Sèvres
MP 5.4	Marais - Nord Aunis	Charente-Maritime	Préfet de Charente-Maritime
MP 6	Curé - Sèvre	Charente-Maritime	Préfet de Charente-Maritime
MP 7	Mignon-Courance	Charente-Maritime et Deux-Sèvres	Préfet des Deux-Sèvres
MP 8	Autizes superficiel	Deux-Sèvres, Vendée	Préfet de la Vendée
MP 9	Vendée	Deux-Sèvres, Vendée	Préfet de la Vendée
MP 14	Autizes nappes	Deux-Sèvres, Vendée	Préfet de la Vendée

Le préfet pilote de chacune des zones met en place une structure de concertation préalable aux décisions de restriction ou de coupure.

La carte de localisation de ces zones d'alerte figure en annexe au présent arrêté.

Article 3 : Période d'application

Le présent arrêté-cadre s'applique du **vendredi 1^{er} avril au dimanche 23 octobre 2016**. Il comprend deux périodes distinctes :

- la période de printemps : du **vendredi 1^{er} avril au dimanche 19 juin 2016**,
- et la période estivale : du **lundi 20 juin au dimanche 23 octobre 2016**.

Article 4 : Les différents usages

4.1 Les usages prioritaires :

Sont exclus des mesures de restriction faisant l'objet du présent arrêté, les prélèvements d'eau destinés aux usages suivants :

- les prélèvements pour l'adduction en eau potable,
- l'abreuvement des animaux,
- les prélèvements pour la protection civile et militaire, en particulier pour la défense incendie,
- les prélèvements industriels des installations classées soumises à Autorisation ou Enregistrement au titre du Code de l'Environnement (en tant que prélèvements soumis aux conditions fixées par leur arrêté d'autorisation)
- et tous autres prélèvements indispensables aux exigences de la santé, de la salubrité publique et de la sécurité civile.

4.2 Les usages domestiques et secondaires :

En cas d'étiage sévère, le préfet peut limiter ou interdire les prélèvements d'eau publics ou privés, effectués directement dans le milieu naturel ou provenant d'un réseau public d'alimentation en eau potable, destinés notamment aux usages suivants :

- le lavage des véhicules hors des stations professionnelles, hors objectif sanitaire et de sécurité,
- le remplissage de piscines à usage privé, hors chantiers en cours et hors contraintes de maintenance (maintien du niveau d'eau),
- le lavage des bâtiments et voiries, hors objectif sanitaire et de sécurité et hors chantiers en cours,
- l'arrosage des espaces verts publics ou privés : pelouses, massifs, terrains de sport (hors green des golfs), potagers, etc,
- l'alimentation des fontaines et des jets d'eau en l'absence d'un dispositif de recyclage de l'eau,
- les prélèvements industriels des installations classées non soumises à Autorisation ou Enregistrement au titre de Code de l'Environnement (sauf présentation d'un plan de gestion de la ressource en eau permettant de démontrer les efforts mis en place).

4.3 Les usages agricoles :

Pour les usages agricoles, sont définis 3 types de seuils de limitation ainsi qu'un seuil de crise.

- Un seuil de niveau 1 : alerte, dont le franchissement traduit un fléchissement de la ressource annonciateur d'une possible situation de crise. Il correspond au débit (ou niveau piézométrique) à partir duquel il existe un risque de non respect des objectifs du SDAGE (DOE - Débit d'Objectif d'Étiage ou POE - Piézométrie d'Objectif d'Étiage) ou des objectifs des SAGE (NOE - Niveau d'Objectif d'Étiage), si aucune mesure de limitation des prélèvements n'est prise.

Il nécessite la mise en place d'un dispositif de limitation des prélèvements des irrigants via le protocole de l'EPMP en tant qu'OUGC.

- Un seuil de niveau 2 : alerte renforcée, dont le franchissement est le signal d'un risque de crise probable.

Il nécessite, par anticipation, une réduction de moitié des prélèvements agricoles.

Toute manœuvre d'ouvrages (vannage, clapet mobile, déversoir mobile...), de moulins ou de retenues au fil de l'eau, qui sont susceptibles d'influencer le débit ou le niveau d'eau, est alors interdite (sauf dérogation préfectorale).

- Un seuil de niveau 3 : coupure, strictement supérieur au Débit de Crise, à la Piézométrie de Crise ou au Niveau de Crise, dès lors que ces derniers sont définis.

Il entraîne l'interdiction de tous les prélèvements agricoles. Seuls les usages listés aux articles 4.1, 4.2 et 4.4, ainsi que les prélèvements relevant des dispositions particulières définies à l'article 10 du présent arrêté, restent autorisés.

Les manœuvres d'ouvrages demeurent, quant-à-elles, strictement interdites (sauf dérogation préfectorale).

- Un seuil de niveau 4 : crise, défini au point nodal conformément au SDAGE Loire-Bretagne et au SAGE Sèvre Niortaise - Marais poitevin, au-delà duquel tous les prélèvements agricoles sont interdits.

Seuls les usages prioritaires, listés dans l'article 4.1, restent autorisés, ainsi que les prélèvements relevant des dispositions particulières définies à l'article 10 du présent arrêté.

4.4 Cas des cultures éligibles à dérogation

Les cultures dérogatoires sont celles qui peuvent, sous certaines conditions, continuer à être irriguées une fois le seuil de coupure franchi, alors que les prélèvements sont interdits pour les autres cultures.

Ces dérogations sont examinées et accordées au cas par cas par le préfet. Leur objectif est de laisser le temps aux agriculteurs de réaliser les installations nécessaires à la sécurisation de leur approvisionnement en eau. En conséquence les demandes de dérogations sont strictement limitées en volume.

La liste des cultures susceptibles de bénéficier d'une dérogation est la suivante :

- pépinières ;
- cultures arboricoles ;
- cultures ornementales, florales et horticoles ;
- cultures maraîchères ;
- cultures aromatiques et médicinales ;
- cultures fruitières ;
- cultures légumières ;
- trufficultures ;
- tabac ;
- broches de vignes

La vocation du volume attribué à une telle liste est de se réduire d'année en année. Les cultures de semences, les semis et les îlots d'expérimentation peuvent exceptionnellement faire l'objet de dérogation en 2016. Elles doivent cependant être placées en tête de liste des cultures nécessitant à l'avenir une garantie de ressource (stockage).

L'étude de la possibilité d'octroi d'une dérogation est conditionnée à l'envoi à l'OUGC par chaque irrigant d'une demande comportant :

- la nature des cultures,
- les parcelles et la surface totale concernée,
- une estimation du volume nécessaire,
- la localisation des points de prélèvement,

Arrêté-cadre interdépartemental Marais Poitevin en région Aquitaine Limousin Poitou-Charentes 2016 - 5 /13

- et toutes autres pièces justificatives (contrats notamment).

Sous peine de ne pas être prise en compte, ce courrier doit parvenir au plus tard le **15 avril 2016** à l'OUGC qui transmettra, avant le **30 avril 2016**, pour décision, un tableau synthèse des demandes à la DDT(M) concernée. Une notification d'acceptation éventuelle, contenant le volume attribué, sera alors envoyée à chaque irrigant par la DDT(M) avant le début de la période d'été. En l'absence de notification par l'administration, la demande de dérogation doit être considérée comme rejetée.

Article 5 : Les modalités des restrictions

La gestion volumétrique s'applique sur toutes les zones d'alerte. Les volumes autorisés des irrigants sont notamment basés sur la définition d'un volume annuel et d'un débit horaire dans le plan de répartition de l'EPMP en tant qu'OUGC.

Parallèlement, un protocole est signé entre l'OUGC et les Chambres d'Agriculture du bassin. Outre la gestion des prélèvements liée à la fonction de l'OUGC, ce protocole est rédigé en complémentarité du présent arrêté-cadre.

Il détermine ainsi :

- avant l'alerte renforcée : des modalités spécifiques de limitation des prélèvements qui visent à éviter le passage du seuil d'alerte renforcée,
- en alerte renforcée : des volumes fractionnés à la semaine pour chaque point de prélèvement, volumes sur lesquels s'appliqueront les restrictions d'usages.

<u>Niveau 1</u> Alerte	<u>Niveau 2</u> Alerte renforcée	<u>Niveau 3</u> Coupure	<u>Niveau 4</u> Crise
Seuil à partir duquel de légères mesures de limitation sont applicables	Seuil à partir duquel de fortes mesures de restriction sont applicables	Seuil à partir duquel tous les prélèvements sont interdits (sauf les usages listés aux articles 4.1, 4.2 et 4.4)	Seuil à partir duquel tous les prélèvements sont interdits (sauf les usages prioritaires listés à l'article 4.1)
<u>Conséquences</u>			
Mesures de limitation des prélèvements d'irrigation agricole du protocole de l'EPMP	Réduction de 50 % des volumes fractionnés à la semaine du protocole de l'EPMP	Interdiction totale des usages agricoles (Cf. article 4.3)	Interdiction totale des usages agricoles et non prioritaires (cf. articles 4.2 et 4.3)

Pour la zone MP4 - Sèvre Niortaise réalimentée, réunissant les irrigants ayant contractualisé avec la Compagnie d'Aménagement des Eaux des Deux-Sèvres (CAEDS), les prélèvements étant compensés par les lâchers du barrage de la Touche Poupard, les restrictions précédentes ne s'appliquent pas. Dans le cas où la ressource stockée s'avérerait insuffisante et ne permettrait pas d'assurer les besoins pour l'alimentation en eau potable et le débit réservé, les prélèvements pour l'irrigation seront en revanche réduits par décision préfectorale.

Article 6 : Les seuils de référence

Les sites hydrométriques et les débits de référence correspondant aux trois seuils d'alerte sont présentés dans les tableaux ci-après.

		GESTION DE PRINTEMPS			GESTION ESTIVALE			Modalités d'application	
		Seuil d'alerte	Seuil d'Alerte Renforcée	Seuil de coupure	Seuil d'alerte	Seuil d'Alerte Renforcée	Seuil de coupure		
MP1	SEVRE NIORTAISE AMONT	Azay le Brulé (79)	2500 L/s	/	1300 L/s	1300 L/s	900 L/s	655 L/s	Franchissement des seuils lorsque la station débitmétrique ou les deux piézomètres atteignent la
		Pamproux (79)	130 cm (87,9 mNGF)	/	60 cm (87,2 mNGF)	60 cm (87,2 mNGF)	50 cm (87,1 mNGF)	40 cm (87 mNGF)	
		Saint Coutant (79)	- 340 cm (soit 129,162)	/	- 390 cm (128,662 mNGF)	- 390 cm (128,662 mNGF)	- 405 cm (128,512 mNGF)	- 420 cm (128,362 mNGF)	
		Seuil de crise	La Tiffardière (79) : DSA = 2800 L/s - DCR= 1200 L/s						
		Seuil d'alerte	Seuil d'Alerte Renforcée	Seuil de coupure	Seuil d'alerte	Seuil d'Alerte Renforcée	Seuil de coupure		
MP2	SEVRE NIORTAISE MOYENNE	Azay le Brulé (79)	2500 L/s	/	1300 L/s	1300 L/s	900 L/s	655 L/s	Franchissement des seuils lorsque 1 des indicateurs atteint la valeur.
		Saint Gelais (79)	- 411,1 cm (soit 29,50 mNGF)	/	- 461,1 cm (soit 30 mNGF)	- 411,1 cm (soit 29,50 mNGF)	- 461,1 cm (soit 30 mNGF)	- 561,1 cm (soit 31 mNGF)	
		Seuil de crise	La Tiffardière (79) : DSA = 2800 L/s - DCR= 1200 L/s						
		Seuil d'alerte	Seuil d'Alerte Renforcée	Seuil de coupure	Seuil d'alerte	Seuil d'Alerte Renforcée	Seuil de coupure		
MP3	LAMBON	Niort (79)	- 1 200 cm en mars/avril (24,276 mNGF)	/	- 1 400 cm en mars/avril (22,776 mNGF)	- 1 475 cm (21,526 mNGF)	- 1 550 cm (20,776 mNGF)	- 1 730 cm (18,976 mNGF)	Franchissement des seuils lorsque 1 des indicateurs atteint la valeur.
			- 1 275 cm en mai (23,526 mNGF)		- 1 475 cm en mai (21,526 mNGF)				
			- 1 350 cm en juin (22,776 mNGF)		- 1 550 cm en juin (20,776 mNGF)				
		Margelle du Vivier (79)	0 cm	/	- 50 cm	0 cm	- 50 cm	- 100 cm	
		Seuil de crise	La Tiffardière (79) : DSA = 2800 L/s - DCR= 1200 L/s						
		Seuil d'alerte	Seuil d'Alerte Renforcée	Seuil de coupure	Seuil d'alerte	Seuil d'Alerte Renforcée	Seuil de coupure		
MP6	CURE SEVRE	Forges (17)	- 460 cm (soit 17,16 mNGF) avant le 15 mai	/	- 580 cm (soit 15,96 mNGF)	- 575 cm (soit 16,01 mNGF)	- 635 cm (soit 15,41 mNGF)	- 655 cm (soit 15,21 mNGF)	Franchissement des seuils lorsque 1 des indicateurs atteint la valeur.
			- 500 cm (soit 16,76 mNGF) à partir du 16 mai						
		La Tiffardière (79)	4500 L/s	/	2800 L/s	2800 L/s	1500 L/s	1200 L/s	
		Seuil de crise	La Tiffardière (79) : DSA = 2800 L/s - DCR= 1200 L/s						
		Seuil d'alerte	Seuil d'Alerte Renforcée	Seuil de coupure	Seuil d'alerte	Seuil d'Alerte Renforcée	Seuil de coupure		
MP7	MIGNON COURANCE	Prissé la Charrière (79)	-500 cm (36,299 mNGF)	/	-645 cm (34,849 mNGF)	-600 cm (35,299 mNGF)	-900 cm (32,299 mNGF)	-1100 cm (30,299 mNGF)	Franchissement des seuils lorsque 1 des indicateurs atteint la valeur.
		Le Bourdet (79)	-300 cm (12,222 mNGF)	/	-320 cm (12,022 mNGF)	-300 cm (12,222 mNGF)	-450 cm (10,722 mNGF)	-500 cm (10,222 mNGF)	
		Saint Hilaire la Palud (79)	-430 cm (3,595 mNGF)	/	-460 cm (3,295 mNGF)	-450 cm (3,395 mNGF)	-575 cm (2,145 mNGF)	-640 cm (1,495 mNGF)	
		Seuil de crise	La Tiffardière (79) : DSA = 2800 L/s - DCR= 1200 L/s						

Arrêté-cadre interdépartemental Marais Poitevin en région Aquitaine Limousin Poitou-Charentes 2016 - 7 / 13

		GESTION DE PRINTEMPS			GESTION ESTIVALE			Modalités d'application			
		Seuil d'alerte	Seuil d'Alerte Renforcée	Seuil de coupure	Seuil d'alerte	Seuil d'Alerte Renforcée	Seuil de coupure				
MP8	AUTIZE SUPERFICIELLE	Saint Hilaire des Loges (85)	/	courbe allant de 300 à 70 L/s	280 L/s	160 L/s	70 L/s	Franchissement des seuils lorsque 1 des indicateurs atteint la valeur.			
		La Tiffardière (79)	/	courbe allant de 2800 à 1300 L/s	2800 L/s	1500 L/s	1300 L/s				
	Seuil de crise La Tiffardière (79) : DSA = 2800 L/s - DCR= 1200 L/s										
		Seuil d'alerte	Seuil d'Alerte Renforcée	Seuil de coupure	Seuil d'alerte	Seuil d'Alerte Renforcée	Seuil de coupure				
MP9	VENDEE	Saint Hilaire des Loges (85)	/	courbe allant de 300 à 70 L/s	280 L/s	160 L/s	70 L/s	Franchissement des seuils lorsque 1 des indicateurs atteint la valeur.			
		La Tiffardière (79)	/	courbe allant de 2800 à 1300 L/s	2800 L/s	1500 L/s	1300 L/s				
	Seuil de crise La Tiffardière (79) : DSA = 2800 L/s - DCR= 1200 L/s										
		Seuil d'alerte	Seuil d'Alerte Renforcée	Seuil de coupure	Seuil d'alerte	Seuil d'Alerte Renforcée	Seuil de coupure				
MP14	AUTIZES NAPPE	Oulmes (85)		Courbe allant de 4,6 à 4,1 mNGF	Courbe allant de 3,5 à 2,9 mNGF	Courbe allant de 4,1 à 3 mNGF	Courbe allant de 3,3 à 2,6 mNGF	Courbe allant de 2,9 à 2,5 mNGF	Franchissement des seuils lorsque 1 des indicateurs atteint la valeur.		
		Benet (85)	/	/	1,65 mNGF	/	/	1,65 mNGF			
	Seuil de crise La Tiffardière (79) : DSA = 2800 L/s - DCR= 1200 L/s										
		Seuil d'alerte	Seuil d'Alerte Renforcée	Seuil de coupure	Seuil d'alerte	Seuil d'Alerte Renforcée	Seuil de coupure				
MP5.2	MARAIS VENDEE	La Tiffardière (79)		courbe allant de 2800 à 1500 L/s	2800 L/s	1500 L/s	1300 L/s				
		Seuil de crise La Tiffardière (79) : DSA = 2800 L/s - DCR= 1200 L/s									
		LES POINTS NODAUX DU SAGE SNMP									
			Amont Boule d'or	Aval Boule d'or- La Corde	Aval Boule d'or-Le Gouffre	Marais mouillés de Saint Gemme	Marais mouillés de Nalliers	Canal des 5 Abbés	Vix, Maille, Maillezais	Petit Poitou amont Chevroitière	canal de Champagné - passerelle Pierre Métais
		Seuil 1 (m)	2,3*	1,8*	1,75*	1,65*	1,65*	1,65*	1,4*	1,65*	1,7*
		Seuil 2 (m)	2,1*	1,6*	1,45*	1,45*	1,45*	1,45*	1*	1,45*	1,7*
		Seuil 3 (m)	2	1,5	1,45	1,35	1,35	1,35	0,9	1,35	1,3
		* Le franchissement des seuils s'effectue lorsque le niveau d'eau est 5 cm en dessous de la valeur indiquée									
		GESTION DE PRINTEMPS			GESTION ESTIVALE jusqu'au 5 juillet 2016			GESTION ESTIVALE, à partir du 16 juillet			
		Seuil d'alerte	Seuil d'Alerte Renforcée	Seuil de coupure	Seuil d'alerte	Seuil d'Alerte Renforcée	Seuil de coupure	Seuil d'alerte	Seuil d'Alerte Renforcée	Seuil de coupure	
Franchissement des seuils lorsque la Tiffardière atteint la valeur			Lorsque 5 points nodaux atteignent le seuil 1 ou lorsque La Tiffardière passe le seuil			Lorsque 7 points nodaux atteignent le seuil 1 ou lorsque La Tiffardière passe le seuil			Lorsque 9 points nodaux atteignent le seuil 1 ou lorsque La Tiffardière passe le seuil		
Seuil de crise			Si 1 point nodal atteint le seuil3, les prélèvements non prioritaires sont coupés sur le bief concerné. Si 5 points nodaux passent le seuil 3, les prélèvements non prioritaires sont coupés sur l'intégralité de la zone MP5.2								

Arrêté-cadre interdépartemental Marais Poitevin en région Aquitaine Limousin Poitou-Charentes 2016 - 8 / 13

		GESTION DE PRINTEMPS			GESTION ESTIVALE			Modalités d'application		
		Seuil d'alerte	Seuil d'Alerte Renforcée	Seuil de coupure	Seuil d'alerte	Seuil d'Alerte Renforcée	Seuil de coupure			
MP5.3 MARAIS SEVRE NIORTAISE	La Tiffardière (79)	courbe allant de 7800 à 2800 L/s	/	courbe allant de 2800 à 1500 L/s	2800 L/s	2100 L/s	1500 L/s			
	Seuil de crise La Tiffardière (79) : DSA = 2800 L/s - DCR= 1200 L/s									
	Autres sites de référence : LES POINTS NODAUX DU SAGE SNMP									
		les Bourdettes	Bazoin -Sèvre	le Carreau d'or	l'Aqueduc	le Chateau Vert	Chaban	la Grève	Sazay	Saint Arnault
	Seuil 1 (m)	2,25*	1,9*	1,78*	1,75*	1,86*	6,25*	2,21*	2,6*	2,08*
	Seuil 2 (m)	2,25*	1,7*	1,48*	1,75*	1,66*	6,05*	2,01*	2,4*	2,08*
	Seuil 3 (m)	1,77	1,4	1,28	1,32	1,36	5,75	1,71	2,1	1,68
	* Le franchissement des seuils s'effectue lorsque le niveau d'eau est 5 cm en dessous de la valeur indiquée									
	GESTION DE PRINTEMPS			GESTION ESTIVALE, du 20 juin au 15 juillet 2016			GESTION ESTIVALE, à partir du 16 juillet			
	Seuil d'alerte	Seuil d'Alerte Renforcée	Seuil de coupure	Seuil d'alerte	Seuil d'Alerte Renforcée	Seuil de coupure	Seuil d'alerte	Seuil d'Alerte Renforcée	Seuil de coupure	
Franchissement des seuils lorsque la Tiffardière atteint la valeur			Lorsque 4 points nodaux atteignent le seuil 1 ou lorsque La Tiffardière passe le seuil	Lorsque 6 points nodaux atteignent le seuil 1 ou lorsque La Tiffardière passe le seuil	Lorsque 8 points nodaux atteignent le seuil 1 ou lorsque La Tiffardière passe le seuil	Lorsque 4 points nodaux atteignent le seuil 2 ou lorsque La Tiffardière passe le seuil	Lorsque 6 points nodaux atteignent le seuil 2 ou lorsque La Tiffardière passe le seuil	Lorsque 8 points nodaux atteignent le seuil 2 ou lorsque La Tiffardière passe le seuil		
Seuil de crise Si 1 point nodal atteint le seuil 3, les prélèvements non prioritaires sont coupés sur le bief concerné. Si 4 points nodaux passent le seuil 3, les prélèvements non prioritaires sont coupés sur l'intégralité de la zone MP5.3										
		Seuil d'alerte	Seuil d'Alerte Renforcée	Seuil de coupure	Seuil d'alerte	Seuil d'Alerte Renforcée	Seuil de coupure			
MP5.4 MARAIS NORD AUNIS	La Tiffardière (79)	courbe allant de 7800 à 2800 L/s	/	courbe allant de 2800 à 1500 L/s	2800 L/s	2100 L/s	1500 L/s			
	Seuil de crise La Tiffardière (79) : DSA = 2800 L/s - DCR= 1200 L/s									

Arrêté-cadre interdépartemental Marais Poitevin en région Aquitaine Limousin Poitou-Charentes 2016 - 9 /13

Article 7 : Mise en place des mesures

7.1 Règles de mise en place :

Lorsque le débit ou le niveau piézométrique atteint ou dépasse l'un des seuils (ou bien en application des mesures exceptionnelles décrites à l'article 10 du présent arrêté-cadre) les mesures de restriction correspondantes sont prises par arrêté préfectoral.

Suivant les zones d'alerte, le déclenchement de ces mesures de restriction des usages peut dépendre du franchissement d'un unique indicateur ou de plusieurs indicateurs (multi-critères). La donnée du jour J est le débit ou le niveau piézométrique moyen mesuré le jour J à minuit et transmis le jour J+1 par les structures en charge du suivi des stations de mesure.

Les mesures d'alerte et d'alerte renforcée entrent en application dès le lundi 8h qui suit la prise de l'arrêté préfectoral. Les mesures de coupure ou de crise entrent en application dès le surlendemain de la signature de l'arrêté.

Les mesures de restriction demeurent en vigueur tant que l'observation de l'état de la ressource ne justifie pas de nouvelles mesures plus contraignantes ou bien l'abrogation de l'arrêté. En effet lorsqu'une remontée du débit ou du niveau piézométrique est observée, un arrêté préfectoral peut alors lever les restrictions d'usages en cours, selon le rythme hebdomadaire d'évolution du débit ou niveau piézométrique et à condition que le débit ou le niveau piézométrique s'établisse durablement au-dessus du seuil concerné (7 jours).

NB : en cas de levée de la suspension totale de prélèvement dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, le niveau de restriction reste à minima celui du seuil d'alerte renforcée.

7.2 Dispositions particulières pour le passage de la gestion de printemps à celle d'été :

À l'approche de la période d'été (lundi 20 juin) et du passage des indicateurs calculés à partir des NOEd à ceux calculés à partir des NOEf (15 juillet), si certains bassins se trouvent en situation d'interdiction de prélèvements d'eau du fait du franchissement des seuils de coupure de printemps, le préfet pilote réunira les acteurs concernés pour établir de façon concertée les mesures à prendre au regard du passage aux nouveaux seuils.

Article 8 : Application et contrôles

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aussi bien aux pompes fixes que mobiles. Tout prélèvement doit disposer d'un moyen approprié de mesure ou d'évaluation des volumes prélevés. Lorsque le prélèvement d'eau est réalisé par pompage, la mesure est effectuée au moyen d'un compteur d'eau.

Il est attendu de chacun des irrigants qu'il relève, chaque semaine, le (ou les) index du (des) compteur(s), pour les consigner dans un registre et les transmettre à l'OUGC **avant le 31 octobre 2016**. Ce dernier se charge ensuite de les faire suivre à la DDT(M) (service chargé de la police de l'eau) concernée au plus tard le **15 novembre 2016**.

Article 9 : Sanctions

L'administration est susceptible de procéder à tout type de contrôles portant sur la bonne application des règles de gestion définies par le présent arrêté et sur la bonne application des règles de prélèvement. Il ne doit donc pas être mis obstacle ou entrave à l'exercice des missions de contrôle confiées aux agents assermentés mentionnés à l'article L.172-1 du Code de l'Environnement sous peine de poursuites judiciaires réprimées par l'article L.173-4.

Arrêté-cadre interdépartemental Marais Poitevin en région Aquitaine Limousin Poitou-Charentes 2016 - 10 /13

Le non-respect des mesures de limitation des usages de l'eau prescrites par le présent arrêté sera puni de la peine d'amende prévue à l'article R.216-9 du Code de l'Environnement.

Article 10 : Mesures exceptionnelles

Les règles mentionnées au présent arrêté ne limitent en rien les mesures exceptionnelles qui pourraient être prises pour faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondations ou à un risque de pénurie.

En particulier, si les exigences de l'alimentation en eau potable de la population sont menacées, en cas de pénurie sur un captage d'eau potable lié à des prélèvements en rivière ou dans des forages agricoles voisins, des mesures de restrictions peuvent être imposées. Ces mesures seraient prises d'une manière spécifique et après examen de la situation, à la demande des responsables des organismes chargés de la production et de la distribution d'eau potable et pourraient conduire à l'interdiction provisoire des prélèvements agricoles.

De même, si les exigences de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile, de la vie biologique des milieux aquatiques ou de la conservation et du libre écoulement des eaux sont menacées, des mesures conservatoires analogues pourront être prises localement à partir du suivi des milieux superficiels ONDE par le Service Départemental de l'ONEMA.

Article 11 : Publicité et recours

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des trois départements et affichés dès réception dans les mairies concernées.

Il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.

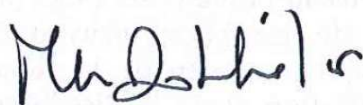
Article 12 : Exécution

Les Secrétaires Généraux des Préfectures des Deux-Sèvres, de Charente-Maritime et de la Vienne,
Les Maires des communes concernées dans les départements des Deux-Sèvres, de Charente-Maritime et de la Vienne,
Les Directeurs Départementaux des Territoires (et de la Mer) des Deux-Sèvres, de Charente-Maritime et de la Vienne,
Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,
Les Directeurs Départementaux de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations des Deux-Sèvres, de Charente-Maritime et de la Vienne,
Les Directeurs Départementaux de la Sécurité Publique des Deux-Sèvres, de Charente-Maritime et de la Vienne,
Les Commandants des Groupements de Gendarmerie des Deux-Sèvres, de Charente-Maritime et de la Vienne,
Le Directeur de l'Établissement Public du Marais Poitevin,
Les Chefs des Services Départementaux de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques des Deux-Sèvres, de Charente-Maritime et de la Vienne,
Les Chefs des Services Départementaux de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage des Deux-Sèvres, de Charente-Maritime et de la Vienne,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Le présent arrêté sera par ailleurs affiché dans les mairies et adressé pour information au Préfet Coordonnateur du Bassin Loire-Bretagne, au Préfet de la région Aquitaine Limousin Poitou-Charentes, au Préfet de la Vendée et aux Présidents des Commissions locales de l'eau des SAGE des bassins de la Sèvre Niortaise - Marais poitevin et de la Vendée.

A Poitiers,
La Préfète



Marie-Christine Dokhélar

À Niort,
Le Préfet



Jérôme GUTTON

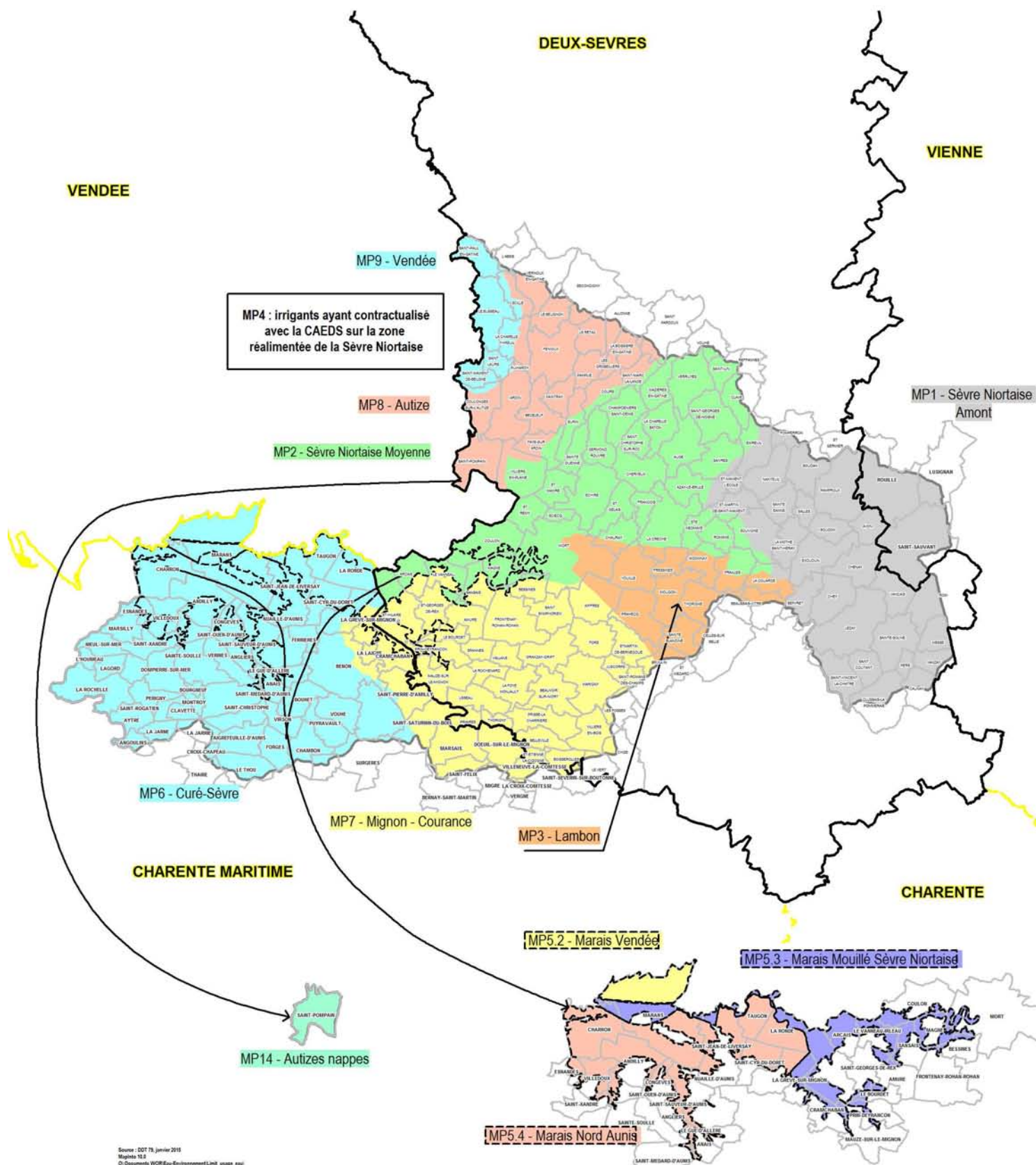
À La Rochelle,
Le Préfet



Eric JALON

Annexe : Carte des zones de gestion où s'appliquent des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau

Zones d'alerte du Marais Poitevin en Aquitaine Limousin Poitou-Charentes où s'appliquent des mesures de limitation ou de suspension des usages de l'eau pour l'année 2016



Arrêté-cadre interdépartemental Marais Poitevin en région Aquitaine Limousin Poitou-Charentes 2016 - 13 /13

Direction départementale des territoires

86-2016-03-30-008

Arrêté interdépartemental définissant les zones d'alerte et les mesures de limitation ou de suspension provisoires des usages de l'eau du 4 avril au 3 octobre 2016 bassin de la Vienne département Vienne et Charente

Direction Départementale
des Territoires de la Charente

Direction Départementale
des Territoires de la Vienne

ARRETE INTERDEPARTEMENTAL 2016_DDT_N° 542

définissant les zones d'alerte et les mesures de limitation ou de suspension provisoires des usages de l'eau du **4 avril au 3 octobre 2016** pour le bassin versant hydrologique de la Vienne situé dans les départements de la Vienne et de la Charente

La Préfète de la Vienne
Chevalier de la Légion d'honneur

Le Préfet de la Charente
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement ;
Vu le Code Civil et notamment les articles 640 à 645 ;
Vu le Code pénal ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2215-1 et L 2212-2 ;
Vu le décret n°62-1448 du 24 novembre 1962 et n° 87-154 du 27 février 1987 relatifs à a coordination interministérielle , à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et à la police des eaux ;
Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
Vu le décret n°2005-636 du 30 mai 2005 relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du préfet coordonnateur de bassin ;
Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L214-1 à 6 du code de l'environnement ;
Vu l'arrêté du 18 novembre 2015 du préfet de la Région Centre, coordonnateur du bassin Loire-Bretagne approuvant le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme de mesures ;
Vu l'arrêté N°2010/DDT/SEB/974 en date du 30 décembre 2010 fixant dans le département de la Vienne la liste des communes incluses dans la zone de répartition des eaux (Z.R.E.) modifié par l'arrêté n°2011/DDT/SEB/1723 du 5 avril 2011 ;
Vu l'arrêté du 8 mars 2013 portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) révisé du bassin de la Vienne,
Vu la circulaire du 18 mai 2011 relative aux mesures exceptionnelles de limitation ou de suspension des usages de l'eau en période de sécheresse ;

Considérant le protocole État-profession agricole du préfet de Région Poitou-Charentes en date du 21 juin 2011 ;

Considérant la note d'instruction de la préfète de Région pour la mise en œuvre de dispositions harmonisées en matière de gestion quantitative de la ressource en eau de Poitou Charentes ;

Considérant les propositions de la réunion du comité de suivi des usages de l'eau du département de la Vienne en date du 3 mars 2016;

Considérant que des dispositions de limitation des usages de l'eau sont susceptibles d'être rendues nécessaires pour la préservation de la santé, de la salubrité publique, de l'alimentation en eau potable de la population, des écosystèmes aquatiques et pour la protection des ressources en eau, compte tenu de la précarité des écoulements superficiels et des réserves en eau du sol et du sous-sol ;

Considérant qu'une connaissance permanente des niveaux de certaines nappes et des débits de certains cours d'eau est rendue possible par le suivi piézométrique de l'Observatoire Régional de l'Environnement, par le suivi hydrométrique du service de prévision des crues Vienne Charente Atlantique de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Aquitaine Limousin Poitou-Charentes ainsi que par le suivi du Service Départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA) ;

Considérant la nécessité d'une action préventive sur les atteintes à l'environnement conformément à l'article L.110-1 paragraphe II du Code de l'Environnement;

Considérant la nécessité d'harmoniser les dispositions réglementaires mises en œuvre pour assurer une gestion équilibrée de la ressource en eau et faire face à une menace ou aux conséquences d'une sécheresse ou d'un risque de pénurie d'eau ;

Considérant les remarques déposées lors de la consultation du public qui s'est déroulée du 22 février au 13 mars 2016 ;

Sur proposition des Secrétaires Généraux de la Préfecture de la Vienne et de la Charente ;

ARRETEMENT

Article 1er - Objet

Le présent arrêté applicable à l'ensemble du bassin versant hydrogéologique de la Vienne dans les départements de la Vienne et de la Charente en 2016 a pour objet :

- dans le cadre de la gestion volumétrique, de définir les règles de suivi **des prélèvements d'eau dans le milieu naturel, hors prélèvements domestiques et hors production d'eau potable.**
- de définir les unités de gestion où s'appliquent des mesures de limitation ou d'interdiction de prélèvements dans les eaux superficielles et souterraines, en cas de sécheresse ou de pénurie de la ressource en eau ;
- d'établir les plans d'alertes par unité de gestion, basés sur des seuils de débits pour les rivières et/ou des niveaux de nappes pour les eaux souterraines ;
- de fixer pour chaque plan d'alerte les mesures correspondantes de limitation des prélèvements d'eau non domestiques et hors production d'eau potable.

Dans cet arrêté, on entend par « prélèvement » tout puisement d'eau dans la ressource naturelle ou dans une ressource artificielle qui serait alimentée par la ressource naturelle (forage, dérivation, surverse...) entre le 4 avril et le 3 octobre 2016 inclus.

Article 2 – Période d'application des plans d'alerte

Ces plans d'alerte s'appliquent du lundi 4 avril au dimanche 3 octobre 2016 inclus, et comprennent deux périodes distinctes :

- la gestion de printemps du lundi 4 avril au dimanche 19 juin 2016 ;
- la gestion estivale du lundi 20 juin au lundi 3 octobre 2016.

Article 3 - Zones de gestion

La zone concernée par le présent arrêté est le bassin versant hydrogéologique de la Vienne, sur les départements de la Vienne et de la Charente. Dans ce bassin hydrologiquement et hydrogéologiquement cohérent, sont susceptibles d'être prises des mesures de limitation provisoire des usages de l'eau précisées par sous-bassins/unités de gestion.

Les communes des prélèvements concernées par ces bassins figurent dans les fiches (par zone d'alerte) annexées au présent arrêté.

Sur cette zone inter-départementale est désigné un Préfet pilote qui coordonne et propose les mesures de restrictions.

Bassin versant	En correspondance avec le département voisin	Préfet pilote
Bassin de la Vienne	86 - 16	Préfète de la Vienne

Article 4 - Plans d'alerte et mesures de limitation

4.1 – Dispositifs utilisés pour les plans d'alerte par bassin de gestion

Les règles générales et particulières s'appliquant à chacun des plans d'alerte par zone de gestion figurent dans les tableaux de l'annexe 2 au présent arrêté.

— Ces règles fixent :

- la liste des communes ou parties de communes sur lesquelles sont localisés des prélèvements qui sont incluses dans la zone d'alerte,
- le bassin hydrographique auquel la zone de gestion est rattachée et le point nodal fixé par le SDAGE en tant qu'indicateur des mesures générales de limitation à appliquer sur l'ensemble du bassin en fonction de l'état de la ressource,
- le ou les points de référence, choisis comme indicateurs particuliers caractéristiques de la zone de gestion, indiquant en fonction de l'état de la ressource, les mesures particulières de limitation à appliquer,
- pour chaque point nodal et chaque point de référence, les seuils d'alerte et de coupure fixés, ainsi que les réductions volumétriques correspondantes pour la période printanière et la période estivale.

Pour chaque sous-bassin/unité de gestion, sont définis **5 seuils de gestion** :

- deux seuils pour la période de printemps (du 4 avril au 19 juin 2016) :
 - un seuil d'alerte de printemps
 - un seuil de coupure de printemps,
- trois seuils pour la période d'été (du 20 juin au 3 octobre 2016) :
 - Un seuil d'alerte d'été, dont le franchissement traduit un fléchissement de la ressource annonciateur d'une possible situation de crise et nécessite une adaptation des prélèvements par une diminution de 30% du volume hebdomadaire autorisé.
 - un seuil d'alerte renforcé d'été, ce dernier est le signal d'un risque de crise probable. Son franchissement nécessite, par anticipation, une réduction de 50% du volume hebdomadaire autorisé (correspondant au VHR en Vienne),
 - un seuil de coupure d'été, au-delà duquel tous les prélèvements sont interdits sauf dérogation ; les seuils de coupures d'été seront définis de telle sorte que les débits ou les piézométries de crise fixés dans les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ne soient pas franchis. Ils seront donc supérieurs aux seuils de crise des SDAGE en tenant compte de la quantification des cultures dérogatoires.

- Ces seuils d'alerte et de coupure sont intitulés comme suit pour **les sites hydrométriques** :

Période printanière 4 avril au 19 juin 2016 :	Période estivale du 20 juin au 3 octobre 2016 :
DSAP : Débit Seuil d'Alerte de Printemps	DSA : Débit Seuil d'Alerte
	DSAR : Débit Seuil d'Alerte Renforcé de l'été
DCP : Débit de Coupure de Printemps	DC : Débit de Coupure de l'été

- Ces seuils d'alerte et de coupure sont intitulés comme suit pour **les piézomètres** :

Période printanière 4 avril au 19 juin 2016 :	Période estivale du 20 juin au 3 octobre 2016 :
PSAP : Piézométrie Seuil d'Alerte de Printemps	PSA : Piézométrie Seuil d'Alerte
	PSAR : Piézométrie Seuil d'Alerte Renforcé de l'été
PCP : Piézométrie de Coupure de Printemps	PC : Piézométrie de Coupure de l'été

4.2 - Prise de mesures de limitation ou de coupure

La donnée instantanée du jour j est le débit ou le niveau piézométrique moyen mesuré le jour j de 0 heure à minuit et transmis le jour j+1.

Le déclenchement d'une mesure, de limitation ou de suspension nécessite l'observation d'un débit moyen journalier ou d'un niveau de nappe inférieur, pendant **deux jours consécutifs**, aux valeurs de seuil fixées dans les fiches par zone d'alerte annexées au présent arrêté.

Le dépassement d'un seuil d'alerte est constaté par un arrêté préfectoral et la mesure mise en œuvre est précisée par ce même arrêté.

En cas d'observation de difficultés d'écoulement sur les ruisseaux dans le cadre du suivi effectué par l'ONEMA, le préfet pourra appliquer ponctuellement des mesures de limitation ou de coupure sur l'ensemble des prélèvements effectués sur ces ruisseaux en difficulté.

4.2.1 - Application des arrêtés de limitation ou de coupure

Les mesures de limitation sont prises le jeudi par arrêté, sur la base des données instantanées transmises le mercredi et/ou le jeudi. Les limitations resteront en application du lundi suivant à 8 heures, jusqu'à leur abrogation qui intervient dans les mêmes conditions.

L'interdiction totale des prélèvements intervient, dès l'atteinte des seuils de coupure, à tout moment sur la base des données instantanées. L'arrêté de coupure est appliqué dès le surlendemain du calcul de la donnée instantanée jusqu'à son abrogation qui intervient dans les mêmes conditions.

4.2.1.1 - Limitations volumétriques ou coupure

La somme des volumes hebdomadaires prélevés doit être inférieure ou égale au volume autorisé sur l'année.

Le principe est de réduire le volume hebdomadaire utilisable. Le volume hebdomadaire correspond à 10 % de l'autorisation individuelle de prélèvement notifiée individuellement à chaque irrigant.

En cas de franchissement du 1^{er} seuil d'alerte d'été, le volume hebdomadaire prélevé pendant la semaine concernée ne devra pas dépasser 70 % du volume hebdomadaire (réduction de 30 % des prélèvements).

En cas de franchissement du seuil d'alerte de printemps ou d'alerte renforcée d'été, le volume hebdomadaire prélevé doit être inférieur ou égal à 50 % du volume hebdomadaire autorisé (correspondant au VHR en Vienne).

En cas de franchissement des seuils de coupure : Les prélèvements sont interdits (coupure).

Prélèvement de printemps :

Prélèvement en rivière ou nappe alluviale	Prélèvement en eaux souterraines
Si le débit mesuré est \leq au DSAP, le volume hebdomadaire prélevable est \leq à 50 % du volume hebdomadaire autorisé (VHR en Vienne)	Si le niveau mesuré est \leq au PSAP, le volume hebdomadaire prélevable est \leq à 50 % du volume hebdomadaire autorisé (VHR en Vienne)
Si le débit mesuré est \leq au DCP, arrêt total des prélèvements	Si le niveau mesuré est \leq au PCP, arrêt total des prélèvements

Prélèvement estival :

Prélèvement en rivière ou nappe alluviale	Prélèvement en eaux souterraines
Si le débit mesuré est \leq au DSA, le volume hebdomadaire prélevable est \leq au Volume hebdomadaire réduit de 30%	Si le niveau mesuré est \leq au PSA, le volume hebdomadaire prélevable est \leq au Volume hebdomadaire réduit de 30%
Si le débit mesuré est \leq au DSAR, le volume hebdomadaire prélevable est \leq à 50 % du volume hebdomadaire autorisé (VHR en Vienne)	Si le niveau mesuré est \leq PSAR, le volume hebdomadaire prélevable est \leq à 50 % du volume hebdomadaire autorisé (VHR en Vienne)
Si le débit mesuré est \leq au DC, arrêt total des prélèvements	Si le niveau mesuré est \leq au PC, arrêt total des prélèvements

4.2.1.2 - Restrictions horaires

En cas d'activation du niveau de l'alerte orange du plan canicule dans le département, ou si la situation locale le justifie, le préfet pourra prendre des mesures de restrictions horaires aux heures les plus chaudes de la journée.

Article 5 – Levée des mesures de restriction

5.1 - Levée des mesures de coupure

- Période de printemps :

La levée de la coupure pourra s'effectuer après 7 jours consécutifs au-dessus du seuil de coupure.

- Période d'été :

La levée de la coupure pourra s'effectuer après 5 jours consécutifs au-dessus du seuil d'alerte renforcée.

La levée des mesures pour chaque seuil d'été s'effectue au commencement d'une nouvelle période hebdomadaire.

5.2 - Levées ou assouplissement des restrictions horaires

En cas de levée de l'alerte canicule niveau orange, ou si les conditions locales le justifient, la Préfète pourra lever ou assouplir les restrictions horaires.

5.3 - Transition entre gestion de printemps et gestion d'été

A l'approche du passage à la gestion d'été pour laquelle les seuils de gestion réglementaires diffèrent de ceux du printemps, si certains bassins sont en situation d'interdiction de prélèvements d'eau du fait du franchissement des seuils de coupure printaniers, il sera examiné en cellule de vigilance la possibilité de lever ou non cette limitation totale des prélèvements au regard des indicateurs « eau » et « milieux » suivants : situation de la production d'eau potable, état de vidange des nappes (et modèles prédictifs lorsqu'ils existent), débits des cours d'eau, assècs et situation en matière de population piscicole, remplissage des barrages, pluviométrie ainsi que la probabilité d'atteindre les niveaux de crise en période estivale en fonction de différents scénarios pluviométriques au regard de la prolongation de tendance de courbes (débit/temps) et (niveau piézométrique/temps).

6.1 – Cultures spéciales

Les cultures dérogatoires sont celles qui peuvent sous certaines conditions continuer à être irriguées, une fois le seuil de coupure franchi, alors que les prélèvements sont interdits pour les autres cultures. Une culture dérogatoire étant entendue comme une culture à forte valeur ajoutée et cultivée sur une superficie sensiblement inférieure à celles des grandes cultures. Les volumes sont plafonnés à l'hectare.

Sur le bassin, la liste des cultures dérogatoires est la suivante :

- pépinières ;
- cultures arboricoles ;
- cultures ornementales, florales et horticoles ;
- cultures maraîchères ;
- cultures aromatiques et médicinales ;
- cultures fruitières ;
- cultures légumières ;
- trufficultures ;
- tabac ;
- broches de vignes.

La vocation du volume attribué à une telle liste est de se réduire d'année en année. Les cultures de semences, les semis et les îlots expérimentaux peuvent également faire l'objet de dérogation en 2016 tout en étant placées en tête de liste des cultures qui devraient être placées sous garantie de ressource.

L'autorisation d'irriguer des cultures dérogatoires est conditionnée par :

Le dépôt au service de police de l'eau de la Direction Départementale des Territoires concernée, avant le **22 avril 2016** par chaque irrigant d'une déclaration comportant : la nature et surface des cultures, l'estimation des besoins en eau (volume et débit), la localisation des points de prélèvement, toutes autres pièces justificatives.

Aucune autorisation ne sera délivrée en l'absence de cette déclaration préalable.

En cas d'atteinte du débit ou de la piézométrie de crise d'un point nodal, l'irrigation de ces cultures dérogatoires pourra être suspendue. Une exception peut exister pour les cultures dérogatoires équipées de matériels d'irrigation économes en eau (goutte-à-goutte et micro-aspiration). Dans les cas exceptionnels, notamment lors de risque sur la rupture d'alimentation en eau potable, l'irrigation de ces dernières pourra également être suspendue.

Par ailleurs, lors d'une sécheresse jugée exceptionnelle, chaque préfet est en mesure de prendre les dispositions exceptionnelles qui s'imposeraient, notamment pour les éleveurs.

En cas d'atteinte du seuil de coupure sur l'indicateur du bassin où est effectué le prélèvement, des dispositions spécifiques de suspension temporaire de celui-ci peuvent être prises.

Le volume dérogatoire hebdomadaire après coupure pour l'irrigation de ces cultures spéciales sera précisé à chaque demandeur. Il sera établi notamment en fonction de la somme des demandes par unité de gestion, sur la base du volume hebdomadaire réduit (correspondant au VHR en Vienne) et des surfaces de cultures dérogatoires.

Sans réponse de l'administration, la demande est considérée comme rejetée.

6.2- Irrigation à partir de réserves d'eau

Le remplissage des réserves à usage d'irrigation est réglementé de la manière suivante :

- dans le cas d'un bassin tampon de faible volume et de réserve d'eau ne possédant qu'un compteur en sortie, le remplissage doit respecter les arrêtés « sécheresse » en vigueur : interdiction en coupure ou respect du volume hebdomadaire limité à 70 % ou à 50 % respectivement en alerte ou en alerte renforcée ;

- dans le cas de réserve en substitution totale, un arrêté individuel ou collectif précise les conditions de remplissage qui doivent être respectées indépendamment de toute autre réglementation ;
- dans le cas de stockage partiel, un volume est attribué pour le remplissage hivernal (Vh). Pour la campagne d'irrigation, sont attribués un volume total ainsi qu'un volume hebdomadaire réduit (VHR). Pour ce cas, le prélèvement sur la ressource en eau doit être équipé impérativement d'un compteur. Le remplissage de la réserve doit respecter les arrêtés « sécheresse » : interdiction en coupure et respect des limitations en alerte et en alerte renforcée. L'irrigation est toutefois possible en période d'alerte et de coupure à hauteur du volume total (Vh) de la réserve mais sans prélèvement direct sur la ressource en eau.

6.3 - Usages industriels

Les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) doivent limiter leurs prélèvements au strict débit nécessaire à leurs activités, conformément à leurs arrêtés d'autorisation. Il peut leur être imposé par arrêtés préfectoraux complémentaires :

- des mesures de réduction de volumes prélevés ;
- une surveillance accrue de la qualité de leurs rejets pouvant entraîner leur diminution, voire leur rétention temporaire.

Les ICPE devront respecter les dispositions prévues en cas de sécheresse définies dans les arrêtés individuels complémentaires.

Les prélèvements autorisés nécessaires aux travaux liés à la Ligne à Grande Vitesse Sud Europe Atlantique LGV SEA devront respecter les plans d'alerte et mesures de limitation qui seront pris conformément à l'arrêté-cadre.

6.4 - Autres usages publics ou privés prélevant directement sur le milieu

Le remplissage des plans d'eau à usage de loisirs fait l'objet d'un arrêté spécifique pris en fonction de l'état de la ressource.

Dès lors que le seuil de coupure est atteint sur une ressource significative du bassin versant de la Vienne, les usages publics ou privés suivants, prélevant **directement** dans les cours d'eau par pompage ou dans les eaux souterraines par forage (les usages à partir du réseau d'eau potable ne sont pas concernés par cet arrêté ; ils relèvent de la police du maire) :

pourront être limités ou interdits :

- le lavage des véhicules hors des stations professionnelles sauf pour les véhicules ayant une obligation réglementaire (sanitaire, alimentaire), technique (bétonnière, etc.) ou liée à la sécurité ;
- le remplissage des piscines de particuliers existantes à l'exception des chantiers en cours ;
- le lavage des voies et trottoirs, sauf impératif sanitaire ou de sécurité ;
- le nettoyage des façades et terrasses ne faisant pas l'objet de travaux ;
- l'arrosage des terrains de golf (sauf green) ;
- l'arrosage des terrains de sport (sauf homologués) ;
- l'arrosage des espaces verts publics ou privés ;

pourra être interdit entre 10h et 18h :

- l'arrosage des potagers.

Article 7 - Comptage des prélèvements

Toute personne physique ou morale, dénommée ci-après l'exploitant, effectuant des prélèvements d'eau non domestique et hors production d'eau potable dans le milieu naturel, doit être munie d'une autorisation de prélèvement délivrée par la Direction Départementale des Territoires concernée.

7.1 - Préambule

Pour la période du 4 avril au 3 octobre 2016 inclus, sont définis pour chaque exploitant :

- un volume annuel autorisé ;
- un volume hebdomadaire ;
- un volume hebdomadaire réduit (appelé VH 70 % en Vienne), à utiliser en période de restriction (alerte d'été), correspondant à 70 % du volume hebdomadaire autorisé.
- un volume hebdomadaire réduit (appelé VHR en Vienne), à utiliser en période de restriction (alerte de printemps ou alerte renforcée d'été) correspondant à 50 % du volume hebdomadaire autorisé,
- l'unité de gestion et/ou le ou les indicateurs de suivi.

Ces éléments d'autorisation sont indiqués à chaque exploitant sur l'autorisation de prélèvement.

7.2 - Relevé des compteurs d'enregistrement des prélèvements en gestion volumétrique

Un relevé des index de compteurs sera effectué tous les lundis du 4 avril jusqu'au 3 octobre 2016. Les relevés seront reportés sur un formulaire mis à la disposition de l'exploitant. L'exploitant doit impérativement porter sur le formulaire toutes les valeurs relevées chaque lundi même si la consommation de la semaine précédente a été nulle.

Ce formulaire devra être adressé impérativement à la DDT concernée, en une seule fois et avant le 14 octobre 2016 :

DDT 86 - service eau et biodiversité - 20, rue de la Providence - BP 80523 - 86020 Poitiers cedex,

DDT 16 – Service Eau Environnement Risques- 7 – 9 rue de la Préfecture – CS 12302 – 16016 ANGOULEME

L'administration est susceptible de procéder à tout type de contrôles portant sur la bonne application des règles de gestion définies dans le présent arrêté et sur la bonne application des mesures techniques nécessaires au bon fonctionnement du dispositif de comptage existant.

Conformément à l'article R.214-57 du Code de l'Environnement, toute installation comprenant un ou plusieurs ouvrages permettant de prélever des eaux souterraines à des fins non domestiques doit être munie d'un dispositif efficace permettant de mesurer les volumes prélevés. Ce dispositif est un instrument de mesure homologué.

Toute panne de compteur doit être signalée immédiatement auprès de la DDT concernée et dans tous les cas, dans un délai n'excédant pas 7 jours. L'exploitant dispose d'un délai d'un mois pour réparer son compteur et informer l'administration de cette réparation. Le cas échéant, l'irrigant devra demander de manière argumentée, à la DDT, la validation d'un autre moyen de mesure du volume prélevé fiable pendant la période transitoire avant la réparation du compteur.

Dans tous les cas sans système de comptage en état de marche, l'exploitant suspendra tout prélèvement jusqu'à réparation du compteur.

Article 8 - Mesures exceptionnelles

Mesures conservatoires pour la préservation de l'Alimentation en Eau Potable (AEP) ou des milieux aquatiques :

En cas de pénurie sur un captage d'eau potable pouvant être occasionnée par des prélèvements en rivière ou dans des forages agricoles voisins, des mesures de restrictions peuvent être imposées. Ces mesures seront prises d'une manière spécifique et après examen de la situation, à la demande des responsables des organismes chargés de la production et de la distribution d'eau potable et pourront conduire à l'interdiction provisoire des prélèvements agricoles concernés.

Des mesures conservatoires analogues pourront être prises localement si la salubrité, la vie piscicole ou les milieux aquatiques sont gravement menacés notamment en s'appuyant sur les réseaux d'observation des services départementaux de l'ONEMA et des FDAAPPMA concernées sur des points d'observation tels que des sources.

Dans l'objectif de prévention des atteintes à l'environnement, il est créé, pour l'ensemble du département concerné, une cellule de vigilance. Elle est composée de, entre autres

- la Direction Départementale des Territoires,
- l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques,
- la Fédération Départementale des Associations Agréées pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique,
- La profession agricole représentée par la chambre d'agriculture de la Vienne et les associations des irrigants,
- toute personne ou organisme concerné par les problématiques liées aux usages de l'eau dans le département dont l'association aux cellules de vigilance se fera au cas par cas en fonction des problématiques présentes (tension sur l'AEP notamment).

Cette cellule de vigilance est réunie en tant que de besoin et son rôle est d'assurer une concertation entre les acteurs afin de suivre les étiages, d'établir un diagnostic et d'analyser la situation pour faire émerger des propositions d'actions.

Article 9 - Contrôles et sanctions

Les infractions au présent arrêté seront passibles des peines d'amendes prévues aux articles L 171-7, L 171-8 et L 173-1 du code de l'environnement.

Tout irrigant est tenu de présenter ses registres de relevés d'index de compteur volumétrique à toute personne habilitée à effectuer les contrôles. L'obstacle mis à l'exercice des fonctions de contrôle (recherche et constatation d'infraction) confiées aux agents est puni des peines prévues aux articles L 171-7, L 171-8 et L 173-1 du code de l'environnement.

Le non-respect des mesures de limitation des usages de l'eau, prescrites par le présent arrêté et ses annexes, sera puni de la peine d'amende prévue à l'article R 216-9 du Code de l'Environnement (contravention de 5^{ème} classe).

Cette sanction pourra être accompagnée d'une mise en demeure de respecter le présent arrêté en application de l'article L 173-1 du Code de l'Environnement. Le non-respect d'une mesure de mise en demeure expose l'irrigant à la suspension provisoire de son autorisation de prélèvement et constitue un délit prévu par l'article L 171-8 du Code de l'Environnement.

Article 10 - Voies et délais de recours

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture du département de la Vienne et de la Charente, et affiché dès réception dans les mairies concernées de chaque département. Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication, d'un recours gracieux auprès du préfet, et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Poitiers. L'éventuel recours gracieux n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

Article 11 - Exécution

Les Secrétaires généraux des préfectures de la Vienne, et de la Charente,
Les Sous-Préfets de Châtelleraut, Montmorillon, Confolens
Les maires des communes concernées dans les départements de la Vienne et de la Charente,
Les directeurs départementaux des territoires de la Vienne et de la Charente,
Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Poitou-Charentes,
Le directeur général de l'agence régionale de la santé de la région Poitou-Charentes,

Les directeurs départementaux de la cohésion sociale et de la protection de la population de la Vienne et de la Charente,
Les directeurs départementaux de la sécurité publique de la Vienne et de la Charente,
les commandants des groupements de gendarmerie de la Vienne et de la Charente,
Les chefs des services départementaux de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques de la Vienne et de la Charente,
Les chefs des services départementaux de l'office national de la chasse et de la faune sauvage de la Vienne et de la Charente,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Poitiers
La Préfète

30 MARS 2016

A Angoulême
Le Préfet


Marie-Christine Dèkhélar

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale,

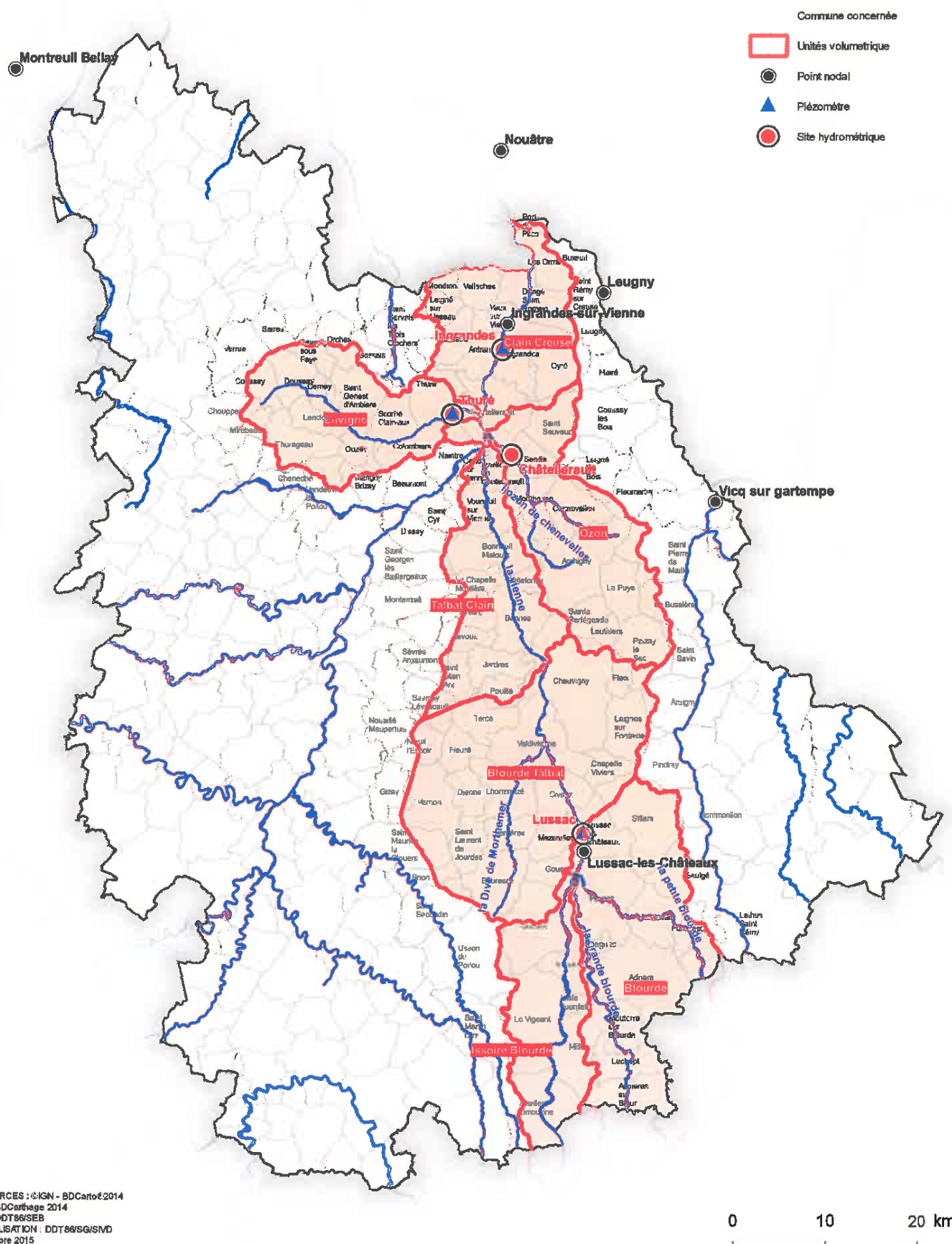


Khalida SELLALI

Annexe 1 : carte du bassin versant hydrogéologique de la Vienne en gestion volumétrique
Annexe 2 : plans d'alerte et mesures de restriction

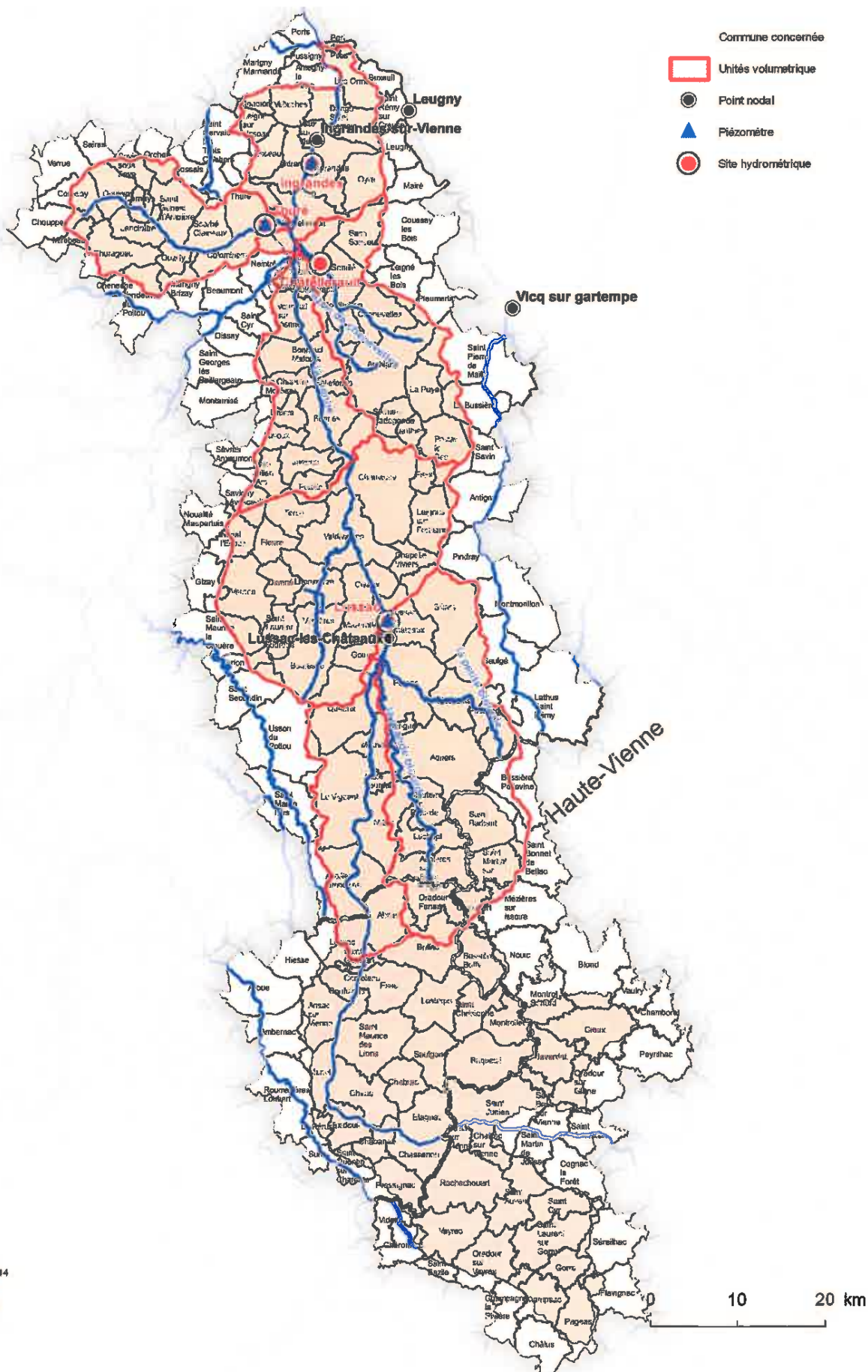
Le bassin de la Vienne en gestion volumétrique en 2016

Annexe 1 à l'arrêté cadre, bassin de la Vienne 2016



Le bassin de la Vienne en gestion volumétrique en 2016

Annexe 1 à l'arrêté cadre, bassin de la Vienne 2016



Annexe 2 à l'arrêté-cadre Vienne 2016

Plan d'alerte et mesures de restriction par zones de gestion



1. Blourde _ Blourde Talbat _ Issoire Blourde _ Vienne Amont (16)
2. Clain Creuse _ Talbat Clain
3. Envigne
4. Ozon

Arrêté-cadre Bassin de la Vienne 2016

Bassin de la VIENNE

Sous-bassins

Blourde

Blourde Talbat

Issoire Blourde

Vienne Amont (département Charente)

Périmètre concerné : Une partie du bassin hydrographique de la Vienne et ses affluents.

Communes concernées :

prélèvements en rivière	prélèvements en nappes	
AVAILLE LIMOUZINE CHAUVIGNY GOUEX LE VIGEANT MILLAC MOUSSAC PERSAC QUEAUX VALDIVIENNE VERRIERES ABZAC (16) ANSAC / VIENNE(16) CHABANAIS(16) CHABRAC(16) CHASSENON(16) CHIRAC(16) CONFOLENS(16) ESSE(16) ETAGNAC(16) EXIDEUIL(16) LESSAC (16) MANOT(16) PRESSIGNAC(16) ST GERMAIN DE CONFOLENS(16) ST MAURICE DES LIONS(16) ST QUENTIN SUR CHARENTE(16)	BOURESSE BRION CHAUVIGNY DIENNE FLEIX FLEURE GIZAY GOUEX LEIGNES-SUR-FONTAINE LE VIGEANT LHOMMAIZE LUSSAC-LES-CHATEAUX NIEUL L'ESPOIR PERSAC PINDRAY POUILLE QUEAUX SAINT-LAURENT-DE-JOURDES SAINT-MAURICE-LA-CLOUERE SAINT-SECONDIN SAULGE SILLARS TERCE VALDIVIENNE VERRIERES	ABZAC (16) LESSAC (16) ORADOUR FANAIS (16) BRILLAC (16) ABZAC (16) ANSAC / VIENNE(16) CHABANAIS(16) CHABRAC(16) CHASSENON(16) CHIRAC(16) CONFOLENS(16) ESSE(16) ETAGNAC(16) EXIDEUIL(16) LESSAC (16) MANOT(16) PRESSIGNAC(16) ST GERMAIN DE CONFOLENS(16) ST MAURICE DES LIONS(16) ST QUENTIN SUR CHARENTE(16)

Prélèvements concernés : prélèvements en nappe et en rivière rattachés aux indicateurs de **Lussac-Les-Châteaux** précisé sur le registre d'autorisation individuelle.

MESURES GENERALES au point nodal : Vn3 du bassin de la Vienne à Lussac-Les-Châteaux		
SDAGE Loire-Bretagne		
DOE : Débit Objectif d'étiage : 15 m³/s		
NIVEAU D'ALERTE	DEBIT	DISPOSITIONS
DSA	13 m³/s	Déclenchement de mesures correctives
DCR	10 m³/s	Prélèvements interdit

Arrêté-cadre bassin de la Vienne 2016 – 1

Mesures particulières au point de référence : Site hydrométrique de Lussac-Les-Châteaux sur la Vienne			
	Seuils	DEBIT	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 4/04/16 au 19/06/16	DSAP	18 m³/s	50% de réduction du volume hebdomadaire pour (VHR en Vienne)
	DCP	13 m³/s	prélèvements interdits
Gestion estivale Du 20/06/16 au 03/10/16	DSA	13,10 m³/s	30% de réduction du volume hebdomadaire
	DSAR	13 m³/s	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
	DC	10 m³/s	prélèvements interdits

Arrêté-cadre bassin de la Vienne 2016 – 1

Bassin de la VIENNE

Sous-bassins

Clain Creuse – Talbat Clain

Périmètre concerné : Une partie du bassin hydrographique de la Vienne et ses affluents.

Communes concernées :

prélèvements en rivière	prélèvements en nappes
ANTRAN AVAILLES EN CHATELLERAULT BONNES BONNEUIL MATOURS CENON SUR VIENNE CHATELLERAULT CHAUVIGNY DANGE SAINT ROMAIN INGRANDES LA CHAPELLE MOULIERE LES ORMES PORT DE PILES VAUX SUR VIENNE VOUNEUIL SUR VIENNE	ANTRAN BONNES BONNEUIL MATOURS CENON SUR VIENNE CHAUVIGNY DANGE SAINT ROMAIN JARDRES LA CHAPELLE MOULIERE LAVOUX LES ORMES POUILLE SAINT JULIEN L'ARS SAVIGNY L'EVECAULT SAVIGNY SOUS FAYE SEVRES ANXAUMONT USSEAU VELLECHES VOUNEUIL SUR VIENNE

Prélèvements concernés : prélèvements en nappe et en rivière rattachés à l'indicateur d'Ingrandes précisé sur le registre d'autorisation individuelle.

MESURES GENERALES au point nodal : Vn2 du bassin de la Vienne à Ingrandes sur Vienne		
SDAGE Loire-Bretagne		
DOE : Débit Objectif d'étiage : 21 m³/s		
NIVEAU D'ALERTE	DEBIT	DISPOSITIONS
DSA	20 m³/s	Déclenchement de mesures correctives
Débit de crise	16 m³/s	Prélèvements interdits

Arrêté-cadre bassin de la Vienne 2016 – 2

**Mesures particulières au point de référence :
Site hydrométrique d' Ingrandes sur la Vienne**

	Seuils d'alerte et de coupure	DEBIT	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 4/04/16 au 19/06/16	DSAP	30 m³/s	Respecter le VHR
	DCP	20 m³/s	Prélèvements interdits
Gestion estivale Du 20/06/16 au 03/10/16	DSA	20,50 m³/s	30% de réduction du volume hebdomadaire
	DSAR	20 m³/s	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
	DC	16 m³/s	Prélèvements interdits

Arrêté-cadre bassin de la Vienne 2016 – 2

Bassin de la VIENNE

Sous-bassin ENVIGNE

Périmètre concerné : Bassin hydrographique de l'Envigne et de ses affluents.

Communes concernées :

prélèvements en rivière	prélèvements en nappes
CHOUPPES COLOMBIERS MARIGNY-BRIZAY ORCHES OUZILLY SAINT-GENEST-D'AMBIERE THURAGEAU VENDOEUVRE DU POITOU	CERNAY DOUSSAY LENCLOITRE MIREBEAU OUZILLY SAVIGNY-SOUS-FAYE SCORBE CLAIRVEAUX THURAGEAU THURE VENDEUVRE DU POITOU

Prélèvements concernés : prélèvements en nappes et en rivière rattachés à l'indicateur de **Thuré** précisé sur le registre d'autorisation individuelle.

MESURES GENERALES au point nodal : Vn2 du bassin de la Vienne à Ingrandes sur Vienne		
SDAGE Loire-Bretagne		
DOE : Débit Objectif d'étiage : 21 m³/s		
NIVEAU D'ALERTE	DEBIT	DISPOSITIONS
DSA	20 m³/s	Déclenchement de mesures correctives
Débit de crise	16 m³/s	Prélèvements interdits

Mesures particulières au point de référence : Site hydrométrique d'Ingrandes sur la Vienne			
	Seuils d'alerte et de coupure	DEBIT	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 4/04/16 au 19/06/16	DSAP	30 m³/s	Respecter le VHR
	DCP	20 m³/s	Prélèvements interdits
Gestion estivale Du 20/06/16 au 03/10/16	DSA	20,50 m³/s	30% de réduction du volume hebdomadaire
	DSAR	20 m³/s	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
	DC	16 m³/s	Prélèvements interdits

Arrêté-cadre bassin de la Vienne 2016 - 3

Mesures paramétriques au point de référence : Site hydrométrique de Thuret sur l'Envalle			
	Seuils	DEBIT	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 4/04/16 au 19/06/16	DSAP	0,08 m³/s	50% de réduction du volume hebdomadaire pour (VHR en Vienne)
	DCP	0,04 m³/s	prélèvements interdits
Gestion estivale Du 20/06/16 au 03/10/16	DSA	0,06 m³/s	30% de réduction du volume hebdomadaire
	DSAR	0,05 m³/s	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
	DC	0,03 m³/s	Prélèvements interdits

Arrêté-cadre bassin de la Vienne 2016 - 3

Bassin de la VIENNE

Sous-bassin OZON

Périmètre concerné : Bassin hydrographique de l'Ozon et de ses affluents

Communes concernées :

prélèvements en rivière	Prélèvements en nappe
ARCHIGNY AVAILLES-EN-CHATELLERAULT CHATELLERAULT CHENEVELLES	CENON SUR VIENNE CHENEVELLES

Prélèvements concernés : prélèvements en rivière rattachés des indicateurs de Châtellerault et d'Ingrandes précisé sur le registre d'autorisation individuelle.

MESURES GENERALES au point nodal : Vn2 du bassin de la Vienne à Ingrandes sur Vienne		
SDAGE Loire-Bretagne		
DOE : Débit Objectif d'étiage : 21 m³/s		
NIVEAU D'ALERTE	DEBIT	DISPOSITIONS
DSA	20 m³/s	Déclenchement de mesures correctives
Débit de crise	16 m³/s	Prélèvements interdits

Mesures particulières au point de référence : Site hydrométrique d'Ingrandes sur la Vienne			
	Seuils d'alerte et de coupure	DEBIT	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 4/04/16 au 19/06/16	DSAP	30 m³/s	Respecter le VHR
	DCP	20 m³/s	Prélèvements interdits
Gestion estivale Du 20/06/16 au 03/10/16	DSA	20,50 m³/s	30% de réduction du volume hebdomadaire
	DSAR	20 m³/s	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
	DC	16 m³/s	Prélèvements interdits

Mesures particulières au point de référence : Site hydrométrique de Châtellerault sur l'Ozon			
	Seuils	DEBIT	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 4/04/16 au 19/06/16	DSAP	0,15 m³/s	50% de réduction du volume hebdomadaire pour (VHR en Vienne)
	DCP	0,10 m³/s	prélèvements interdits
Gestion estivale Du 20/06/16 au 03/10/16	DSA	0,105 m³/s	30% de réduction du volume hebdomadaire
	DSAR	0,10 m³/s	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
	DC	0,08 m³/s	prélèvements interdits

Arrêté-cadre bassin de la Vienne 2016 – 4

Arrêté-cadre bassin de la Vienne 2016 – 4

Direction départementale des territoires

86-2016-03-30-005

arrêté Interdépartemental définissant les zones d'alerte et
les mesures de limitation ou suspension des usages de l'eau
du 4 avril au 3 octobre 2016 pour la Dive du Nord dans la
Vienne et les Deux Sèvres

Direction Départementale
des Territoires de la Vienne

Direction Départementale
des Territoires des Deux-Sèvres

ARRETE INTERDEPARTEMENTAL 2016_DDT_N° 541

définissant les zones d'alerte et les mesures de limitation ou de suspension provisoires des usages de l'eau du **4 avril au 3 octobre 2016** pour le bassin versant hydrogéologique de la **Dive du Nord** situé dans les départements de la Vienne et des Deux-Sèvres.

La Préfète de la Vienne

Chevalier de la Légion d'honneur

Le Préfet des Deux-Sèvres

Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu le Code Civil et notamment les articles 640 à 645 ;

Vu le Code pénal ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2215-1 et L 2212-2 ;

Vu le décret n°62-1448 du 24 novembre 1962 et n° 87-154 du 27 février 1987 relatifs à la coordination interministérielle, à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et à la police des eaux ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n°2005-636 du 30 mai 2005 relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du préfet coordonnateur de bassin ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L214-1 à 6 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2016 du préfet de la Région Centre, coordonnateur du bassin Loire-Bretagne approuvant le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme de mesures ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 19 décembre 2013 portant désignation de la Chambre d'Agriculture de la Vienne en qualité d'Organisme Unique de Gestion pour le bassin de la Dive du Nord ;

Vu l'arrêté N°2010/DDT/SEB/974 en date du 30 décembre 2010 fixant dans le département de la Vienne la liste des communes incluses dans la zone de répartition des eaux (Z.R.E.) modifié par l'arrêté n°2011/DDT/SEB/1723 du 5 avril 2011 ;

Vu la circulaire du 18 mai 2011 relative aux mesures exceptionnelles de limitation ou de suspension des usages de l'eau en période de sécheresse ;

Considérant les propositions de la réunion du comité de suivi des usages de l'eau du département de la Vienne en date du 3 mars 2016;

Considérant que des dispositions de limitation des usages de l'eau sont susceptibles d'être rendues nécessaires pour la préservation de la santé, de la salubrité publique, de l'alimentation en eau potable de la population, des écosystèmes aquatiques et pour la protection des ressources en eau, compte tenu de la précarité des écoulements superficiels et des réserves en eau du sol et du sous-sol ;

Considérant qu'une connaissance permanente des niveaux de certaines nappes et des débits de certains cours d'eau est rendue possible par le suivi piézométrique de l'Observatoire Régional de l'Environnement, par le suivi hydrométrique du service de prévision des crues Vienne Charente Atlantique de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Poitou-Charentes ainsi que par le suivi du Service Départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA) ;

Considérant la nécessité d'une action préventive sur les atteintes à l'environnement conformément à l'article L.110-1 paragraphe II du Code de l'Environnement;

Considérant la nécessité d'harmoniser les dispositions réglementaires mises en œuvre pour assurer une gestion équilibrée de la ressource en eau et faire face à une menace ou aux conséquences d'une sécheresse ou d'un risque de pénurie d'eau ;

Considérant les remarques déposées lors de la consultation du public qui s'est déroulée du 22 février au 13 mars 2016 ;

Sur proposition des Secrétaires Généraux des Préfectures de la Vienne et des Deux-Sèvres ;

ARRESENT

Article 1er - Objet

Le présent arrêté applicable au bassin versant hydrogéologique de la Dive du Nord situé dans les départements des Deux-Sèvres et de la Vienne en 2016 a pour objet :

- dans le cadre de la gestion volumétrique, de définir les règles de suivi **des prélèvements d'eau dans le milieu naturel, hors prélèvements domestiques et hors production d'eau potable.**
- de définir les unités de gestion où s'appliquent des mesures de limitation ou d'interdiction de prélèvements dans les eaux superficielles et souterraines, en cas de sécheresse ou de pénurie de la ressource en eau ;
- d'établir les plans d'alertes par unité de gestion, basés sur des seuils de débits pour les rivières et/ou des niveaux de nappes pour les eaux souterraines ;
- de fixer pour chaque plan d'alerte les mesures correspondantes de limitation des prélèvements d'eau non domestiques et hors production d'eau potable.

Dans cet arrêté, on entend par « prélèvement » tout puisement d'eau dans la ressource naturelle ou dans une ressource artificielle qui serait alimentée par la ressource naturelle (forage, dérivation, surverse,...) entre le 4 avril et le 3 octobre 2016.

Article 2 – Période d'application des plans d'alerte

Ces plans d'alerte s'appliquent du **lundi 4 avril au lundi 3 octobre 2016**, et comprennent deux périodes distinctes :

- la gestion de printemps du **lundi 4 avril au dimanche 19 juin 2016** ;
- la gestion estivale du **lundi 20 juin au lundi 3 octobre 2016**.

Article 3 - Zones de gestion

La zone concernée par le présent arrêté est le bassin versant hydrogéologique de la Dive du Nord, sur les départements de la Vienne et des Deux-sèvres. Dans ce bassin hydrologiquement et hydrogéologiquement cohérent, sont susceptibles d'être prises des mesures de limitation provisoire des usages de l'eau précisées par sous-bassins/unités de gestion.

Les communes de prélèvement concernées par ces bassins figurent dans les fiches (par zone d'alerte) annexées au présent arrêté.

Sur cette zone inter-départementale est désigné un Préfet pilote qui coordonne et propose les mesures de restrictions.

Bassin versant	Département concerné	Préfet pilote
Bassin de la Dive du Nord	86 - 79	Préfète de la Vienne

Article 4 - Plans d'alerte et mesures de limitation

4.1 – Dispositifs utilisés pour les plans d'alerte par bassin de gestion

Les règles générales et particulières s'appliquant à chacun des plans d'alerte par zone de gestion figurent dans les tableaux de l'annexe 2 au présent arrêté.

Ces règles fixent :

- la liste des communes ou parties de communes sur lesquelles sont localisés des prélèvements qui sont inclus dans la zone d'alerte,
- le bassin hydrographique auquel la zone de gestion est rattachée et le point nodal fixé par le SDAGE en tant qu'indicateur des mesures générales de limitation à appliquer sur l'ensemble du bassin en fonction de l'état de la ressource,
- le ou les points de référence, choisis comme indicateurs particuliers caractéristiques de la zone de gestion, indiquant en fonction de l'état de la ressource, les mesures particulières de limitation à appliquer,
- pour chaque point nodal et chaque point de référence, les seuils d'alerte et de coupure fixés, ainsi que les réductions volumétriques correspondantes pour la période printanière et la période estivale.

Pour chaque sous-bassin/unité de gestion, sont définis **5 seuils de gestion** :

- deux seuils pour la **période de printemps** (du 4 avril au 19 juin 2016) :
 - un seuil d'alerte de printemps.
 - un seuil de coupure de printemps.
- trois seuils pour la **période d'été** (du 20 juin au 3 octobre 2016) :
 - Un seuil d'alerte d'été, dont le franchissement traduit un fléchissement de la ressource annonciateur d'une possible situation de crise et nécessite une adaptation des prélèvements par une **diminution de 30% du volume hebdomadaire autorisé**.
 - un seuil d'alerte renforcé d'été, ce dernier est le signal d'un risque de crise probable. Son franchissement nécessite, par anticipation, une **réduction de 50% du volume hebdomadaire autorisé** (correspondant au VHR en Vienne),
 - un seuil de coupure d'été, au-delà duquel **tous les prélèvements sont interdits sauf dérogation** ; les seuils de coupure d'été seront définis de telle sorte que les débits ou les piézométries de crise fixés dans les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ne soient pas franchis. Ils seront donc supérieurs aux seuils de crise des SDAGE en tenant compte de la quantification des cultures dérogatoires.

- Ces seuils d'alerte et de coupure sont intitulés comme suit pour **les sites hydrométriques** :

Période printanière 4 avril au 16 juin 2016 :	Période estivale du 20 juin au 3 octobre 2016 :
	DSA : Débit Seuil d'Alerte
DSAP : Débit Seuil d'Alerte de Printemps	DSAR : Débit Seuil d'Alerte Renforcé de l'été
DCP : Débit de Coupure de Printemps	DC : Débit de Coupure de l'été

- Ces seuils d'alerte et de coupure sont intitulés comme suit pour **les piézomètres** :

Période printanière 4 avril au 16 juin 2016 :	Période estivale du 20 juin au 3 octobre 2016 :
	PSA : Piézométrie Seuil d'Alerte
PSAP : Piézométrie Seuil d'Alerte de Printemps	PSAR : Piézométrie Seuil d'Alerte Renforcé de l'été
PCP : Piézométrie de Coupure de Printemps	PC : Piézométrie de Coupure de l'été

4.2 - Prise de mesures de limitation ou de coupure

La donnée instantanée du jour j est le débit ou le niveau piézométrique moyen mesuré le jour j de 0 heure à minuit et transmis le jour j+1.

Le déclenchement d'une mesure, de limitation ou de suspension nécessite l'observation d'un débit moyen journalier ou d'un niveau de nappe inférieur, pendant **deux jours consécutifs**, aux valeurs de seuil fixées dans les fiches par zone d'alerte annexées au présent arrêté.

Le dépassement d'un seuil d'alerte est constaté par un arrêté préfectoral et la mesure mise en œuvre est précisée par ce même arrêté.

En cas d'observation de difficultés d'écoulement sur les ruisseaux dans le cadre du suivi effectué par l'ONEMA, le préfet pourra appliquer ponctuellement des mesures de limitation ou de coupure sur l'ensemble des prélèvements effectués sur ces ruisseaux en difficulté.

4.2.1 - Application des arrêtés de limitation ou de coupure

Les mesures de limitation sont prises le jeudi par arrêté, sur la base des données instantanées transmises le mercredi et/ou le jeudi. Les limitations resteront en application du lundi suivant à 8 heures, jusqu'à leur abrogation qui intervient dans les mêmes conditions.

L'interdiction totale des prélèvements intervient, dès l'atteinte des seuils de coupure, à tout moment sur la base des données instantanées. L'arrêté de coupure est appliqué dès le surlendemain du calcul de la donnée instantanée jusqu'à son abrogation qui intervient dans les mêmes conditions.

4.2.1.1 - Limitations volumétriques ou coupure

La somme des volumes hebdomadaires prélevés doit être inférieure ou égale au volume autorisé sur l'année.

Le principe est de réduire le volume hebdomadaire utilisable. Le volume hebdomadaire correspond à 10 % de l'autorisation individuelle de prélèvement notifiée individuellement à chaque irrigant.

En cas de franchissement du 1^{er} seuil d'alerte d'été, le volume hebdomadaire prélevé pendant la semaine concernée ne devra pas dépasser 70 % du volume hebdomadaire (réduction de 30 % des prélèvements).

En cas de franchissement du seuil d'alerte de printemps ou d'alerte renforcée d'été, le volume hebdomadaire prélevé doit être inférieur ou égal à 50 % du volume hebdomadaire autorisé (correspondant au VHR en Vienne).

En cas de franchissement des seuils de coupure : Les prélèvements sont interdits (coupure).

Prélèvement de printemps :

Prélèvement en rivière ou nappe alluviale	Prélèvement en eaux souterraines
Si le débit mesuré est \leq au DSAP, le volume hebdomadaire prélevable est \leq 50 % du volume hebdomadaire autorisé (VHR en Vienne)	Si le niveau mesuré est \leq au PSAP, le volume hebdomadaire prélevable est 50 % du volume hebdomadaire autorisé (VHR en Vienne)
Si le débit mesuré est \leq au DCP, arrêt total des prélèvements	Si le niveau mesuré est \leq au PCP, arrêt total des prélèvements

Prélèvement estival :

Prélèvement en rivière ou nappe alluviale	Prélèvement en eaux souterraines
Si le débit mesuré est \leq au DSA, le volume hebdomadaire prélevable est \leq au Volume hebdomadaire réduit de 30%	Si le niveau mesuré est \leq au PSA, le volume hebdomadaire prélevable est \leq au Volume hebdomadaire réduit de 30%
Si le débit mesuré est \leq au DSAR, le volume hebdomadaire prélevable est \leq 50 % du volume hebdomadaire autorisé (VHR en Vienne)	Si le niveau mesuré est \leq PSAR, le volume hebdomadaire prélevable est 50 % du volume hebdomadaire autorisé (VHR en Vienne)
Si le débit mesuré est \leq au DC, arrêt total des prélèvements	Si le niveau mesuré est \leq au PC, arrêt total des prélèvements

4.2.1.2 - Restrictions horaires

En cas d'activation du niveau de l'alerte orange du plan canicule dans le département, ou si la situation locale le justifie, le préfet pourra prendre des mesures de restrictions horaires aux heures les plus chaudes de la journée.

Article 5 – Levée des mesures de restriction

5.1 - Levée des mesures de coupure

- Période de printemps

La levée de la coupure pourra s'effectuer après 7 jours consécutifs au-dessus du seuil de coupure.

- Période d'été

La levée de la coupure pourra s'effectuer après 5 jours consécutifs au-dessus du seuil d'alerte renforcée.

5.2 - Levées ou assouplissement des restrictions horaires

En cas de levée de l'alerte canicule niveau orange, ou si les conditions locales le justifient, la Préfète pourra lever ou assouplir les restrictions horaires.

5.3 - Transition entre gestion de printemps et gestion d'été

A l'approche du passage à la gestion d'été pour laquelle les seuils de gestion réglementaires diffèrent de ceux du printemps, si certains bassins sont en situation d'interdiction de prélèvements d'eau du fait du franchissement des seuils de coupure printaniers, il sera examiné en cellule de vigilance la possibilité de lever ou non cette limitation totale des prélèvements au regard des indicateurs « eau » et « milieux » suivants : situation de la production d'eau potable, état de vidange des nappes (et modèles prédictifs lorsqu'ils existent), débits des cours d'eau, assecs et situation en matière de population piscicole, remplissage des barrages, pluviométrie ainsi que la probabilité d'atteindre les niveaux de crise en période estivale en fonction de différents scénarios pluviométriques au regard de la prolongation de tendance de courbes (débit/temps) et (niveau piézométrique/temps).

Article 6 - Dispositions particulières suivant les usages

6.1 – Cultures spéciales

Les cultures dérogatoires sont celles qui peuvent sous certaines conditions continuer à être irriguées, une fois le seuil de coupure franchi, alors que les prélèvements sont interdits pour les autres cultures. Une culture dérogatoire étant entendue comme une culture à forte valeur ajoutée et cultivée sur une superficie sensiblement inférieure à celles des grandes cultures. Les volumes sont plafonnés à l'hectare.

Sur le bassin, la liste des cultures dérogatoires est la suivante :

- pépinières ;
- cultures arboricoles ;
- cultures ornementales, florales et horticoles ;
- cultures maraîchères ;
- cultures aromatiques et médicinales ;
- cultures fruitières ;
- cultures légumières ;
- trufficultures ;
- tabac ;
- broches de vignes.

La vocation du volume attribué à une telle liste est de se réduire d'année en année. Les cultures de semences, les semis et les îlots expérimentaux peuvent également faire l'objet de dérogation en 2016 tout en étant placées en tête de liste des cultures qui devraient être placées sous garantie de ressource.

L'autorisation d'irriguer des cultures dérogatoires est conditionnée par : l'envoi à l'OUGC (Chambre départementale de la Vienne) au plus tard le **22 avril 2016**, par chaque irrigant d'une déclaration comportant : la nature et surface des cultures, l'estimation des besoins en eau (volume et débit), la localisation des points de prélèvement, toutes autres pièces justificatives.

L'OUGC transmettra la synthèse de ces demandes aux services de police de l'eau des trois DDT concernées avant le **16 mai 2016**.

Aucune autorisation ne sera délivrée en l'absence de cette déclaration préalable.

En cas d'atteinte du débit ou de la piézométrie de crise du point nodal, l'irrigation de ces cultures dérogatoires pourra être suspendue. Une exception peut exister pour les cultures dérogatoires équipées de matériels d'irrigation économes en eau (goutte-à-goutte et micro-aspiration). Dans les cas exceptionnels, notamment lors de risque sur la rupture d'alimentation en eau potable, l'irrigation de ces dernières pourra également être suspendue.

Par ailleurs, lors d'une sécheresse jugée exceptionnelle, chaque préfet est en mesure de prendre les dispositions exceptionnelles qui s'imposeraient, notamment pour les éleveurs.

Le volume dérogatoire hebdomadaire après coupure pour l'irrigation de ces cultures spéciales sera précisé à chaque demandeur. Il sera établi notamment en fonction de la somme des demandes par unité de gestion, sur la base du volume hebdomadaire réduit (correspondant au VHR en Vienne) et des surfaces de cultures dérogatoires.

Sans réponse de l'administration, la demande est considérée comme rejetée.

6.2- Irrigation à partir de réserves d'eau

Le remplissage des réserves à usage d'irrigation est réglementé de la manière suivante :

- dans le cas d'un bassin tampon de faible volume et de réserve d'eau ne possédant qu'un compteur en sortie, le remplissage doit respecter les arrêtés « sécheresse » en vigueur : interdiction en coupure ou respect du volume hebdomadaire limité à 70 % ou à 50 % respectivement en alerte ou en alerte renforcée ;
- dans le cas de réserve en substitution totale, un arrêté individuel ou collectif précise les conditions de remplissage qui doivent être respectées indépendamment de toute autre réglementation ;

- dans le cas de stockage partiel, un volume est attribué pour le remplissage hivernal (Vh). Pour la campagne d'irrigation, sont attribués un volume total ainsi qu'un volume hebdomadaire réduit (VHR). Pour ce cas, le prélèvement sur la ressource en eau doit être équipé impérativement d'un compteur. Le remplissage de la réserve doit respecter les arrêtés « sécheresse » : interdiction en coupure et respect des limitations en alerte et en alerte renforcée. L'irrigation est toutefois possible en période d'alerte et de coupure à hauteur du volume total (Vh) de la réserve mais sans prélèvement direct sur la ressource en eau.

6.3 - Usages industriels

Les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) doivent limiter leurs prélèvements au strict débit nécessaire à leurs activités, conformément à leurs arrêtés d'autorisation. Il peut leur être imposé par arrêtés préfectoraux complémentaires :

- des mesures de réduction de volumes prélevés ;
- une surveillance accrue de la qualité de leurs rejets pouvant entraîner leur diminution, voire leur rétention temporaire.

Les ICPE devront respecter les dispositions prévues en cas de sécheresse définies dans les arrêtés individuels complémentaires.

6.4 - Autres usages publics ou privés prélevant directement sur le milieu

Le remplissage des plans d'eau à usage de loisirs fait l'objet d'un arrêté spécifique pris en fonction de l'état de la ressource.

Dès lors que le seuil de coupure est atteint sur une ressource significative du bassin versant de la Dive du Nord, les usages publics ou privés suivants, prélevant **directement** dans les cours d'eau par pompage ou dans les eaux souterraines par forage (les usages à partir du réseau d'eau potable ne sont pas concernés par cet arrêté ; ils relèvent de la police du maire) :

pourront être limités ou interdits :

- le lavage des véhicules hors des stations professionnelles sauf pour les véhicules ayant une obligation réglementaire (sanitaire, alimentaire), technique (bétonnière, etc.) ou liée à la sécurité ;
- le remplissage des piscines de particuliers existantes à l'exception des chantiers en cours ;
- le lavage des voies et trottoirs, sauf impératif sanitaire ou de sécurité ;
- le nettoyage des façades et terrasses ne faisant pas l'objet de travaux ;
- l'arrosage des terrains de golf (sauf green) ;
- l'arrosage des terrains de sport (sauf homologués) ;
- l'arrosage des espaces verts publics ou privés ;

pourra être interdit entre 10h et 18h :

- l'arrosage des potagers.

Article 7 - Comptage des prélèvements

Toute personne physique ou morale, dénommée ci-après l'exploitant, effectuant des prélèvements d'eau non domestique et hors production d'eau potable dans le milieu naturel, doit être munie d'une autorisation de prélèvement délivrée par la Direction Départementale des Territoires concernée.

7.1 - Préambule

Pour la période du 4 avril au 3 octobre 2016, sont définis pour chaque exploitant dans son autorisation individuelle :

- un volume annuel autorisé ;
- un volume hebdomadaire ;
- un volume hebdomadaire réduit (appelé VH 70 % en Vienne), à utiliser en période de restriction (alerte d'été), correspondant à 70 % du volume hebdomadaire autorisé.
- un volume hebdomadaire réduit (appelé VHR en Vienne), à utiliser en période de restriction (alerte de printemps ou alerte renforcée d'été) correspondant à 50 % du volume hebdomadaire autorisé,
- l'unité de gestion et/ou le ou les indicateurs de suivi

Ces éléments d'autorisation sont indiqués à chaque exploitant sur l'autorisation de prélèvement.

7.2 - Relevé des compteurs d'enregistrement des prélèvements en gestion volumétrique

Un relevé des index de compteurs sera effectué tous les lundis du 4 avril au 3 octobre 2016. Les relevés seront reportés sur un formulaire mis à la disposition de l'exploitant. L'exploitant doit impérativement porter sur le formulaire toutes les valeurs relevées chaque lundi même si la consommation de la semaine précédente a été nulle.

Ce formulaire devra être adressé impérativement à l'OUGC (Chambre d'Agriculture de la Vienne) avant le 14 octobre 2016 pour que ce dernier transmette à chaque DDT concernée, la synthèse des consommations par bassin, en une seule fois et avant le 30 octobre 2016.

L'administration est susceptible de procéder à tout type de contrôles portant sur la bonne application des règles de gestion définies dans le présent arrêté et sur la bonne application des mesures techniques nécessaires au bon fonctionnement du dispositif de comptage existant.

Conformément à l'article R.214-57 du Code de l'Environnement, toute installation comprenant un ou plusieurs ouvrages permettant de prélever des eaux souterraines à des fins non domestiques doit être munie d'un dispositif efficace permettant de mesurer les volumes prélevés. Ce dispositif est un instrument de mesure homologué.

Toute panne de compteur doit être signalée immédiatement à la DDT concernée et dans tous les cas, dans un délai n'excédant pas 7 jours. L'exploitant dispose d'un délai d'un mois pour réparer son compteur et informer l'administration de cette réparation. Le cas échéant, l'irrigant devra demander de manière argumentée, à la DDT concernée, la validation d'un autre moyen de mesure du volume prélevé fiable pendant la période transitoire avant la réparation du compteur.

Dans tous les cas sans système de comptage en état de marche, l'exploitant suspendra tout prélèvement jusqu'à réparation du compteur.

Article 8 - Mesures exceptionnelles

Mesures conservatoires pour la préservation de l'Alimentation en Eau Potable (AEP) ou des milieux aquatiques :

En cas de pénurie sur un captage d'eau potable pouvant être occasionnée par des prélèvements en rivière ou dans des forages agricoles voisins, des mesures de restrictions peuvent être imposées. Ces mesures seront prises d'une manière spécifique et après examen de la situation, à la demande des responsables des organismes chargés de la production et de la distribution d'eau potable et pourront conduire à l'interdiction provisoire des prélèvements agricoles concernés.

Des mesures conservatoires analogues pourront être prises localement si la salubrité, la vie piscicole ou les milieux aquatiques sont gravement menacés notamment en s'appuyant sur les réseaux d'observation des services départementaux de l'ONEMA et des FDAAPPMA concernées sur des points d'observation tels que des sources.

Dans l'objectif de prévention des atteintes à l'environnement, il est créé-dans chaque département concerné, une « **cellule de vigilance** ». Elle est composée entre autre de :

- la Direction Départementale des Territoires,
- l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques,
- la Fédération Départementale des Associations Agréées pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique,
- la profession agricole représentée par la chambre d'agriculture et l'association des irrigants,
- toute personne ou organisme concerné par les problématiques liées aux usages de l'eau dans le département dont l'association aux cellules de vigilance se fera au cas par cas en fonction des problématiques présentes (tension sur l'A.E.P. notamment).

Cette cellule de vigilance est réunie en tant que de besoin et son rôle est d'assurer une concertation entre les acteurs afin de suivre les étiages, d'établir un diagnostic et d'analyser la situation pour faire émerger des propositions d'actions.

Article 9 - Contrôles et sanctions

Les infractions au présent arrêté seront passibles des peines d'amendes prévues aux articles L 171-7, L 171-8 et L 173-1 du code l'environnement.

Tout irrigant est tenu de présenter ses registres de relevés d'index de compteur volumétrique à toute personne habilitée à effectuer les contrôles. L'obstacle mis à l'exercice des fonctions de contrôle (recherche et constatation d'infraction) confiées aux agents est puni des peines prévues aux articles L 171-7, L 171-8 et L 173-1 du code l'environnement.

Le non-respect des mesures de limitation des usages de l'eau, prescrites par le présent arrêté et ses annexes, sera puni de la peine d'amende prévue à l'article R 216-9 du Code de l'Environnement (contravention de 5^{ème} classe).

Cette sanction pourra être accompagnée d'une mise en demeure de respecter le présent arrêté en application de l'article L 173-1 du Code de l'Environnement. Le non-respect d'une mesure de mise en demeure expose l'irrigant à la suspension provisoire de son autorisation de prélèvement et constitue un délit prévu par l'article L 171-8 du Code de l'Environnement.

Article 10 - Voies et délais de recours

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des deux départements de la Vienne et des Deux-Sèvres, et affiché dès réception dans les mairies concernées.

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication, d'un recours gracieux auprès du préfet, et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Poitiers. L'éventuel recours gracieux n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

Article 11 - Exécution

Les Secrétaires généraux des préfectures de la Vienne et des Deux-Sèvres,
Les Sous-Préfets de Châtelleraut, Bressuire, Parthenay,
Les maires des communes concernées dans les départements de la Vienne et des Deux-Sèvres,
Les directeurs départementaux des territoires de la Vienne, et des Deux-Sèvres,
Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Poitou-Charentes,
Le directeur général de l'agence régionale de la santé de la région Poitou-Charentes,
Les directeurs départementaux de la cohésion sociale et de la protection de la population de la Vienne et des Deux-Sèvres,
Les directeurs départementaux de la sécurité publique de la Vienne et des Deux-Sèvres,
les commandants des groupements de gendarmerie de la Vienne et des Deux-Sèvres
Les chefs des services départementaux de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques de la Vienne et des Deux-Sèvres
Les chefs des services départementaux de l'office national de la chasse et de la faune sauvage de la Vienne et des Deux-Sèvres,
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Poitiers,
La Préfète,

3 0 MARS 2016

A Niort,
Le Préfet,

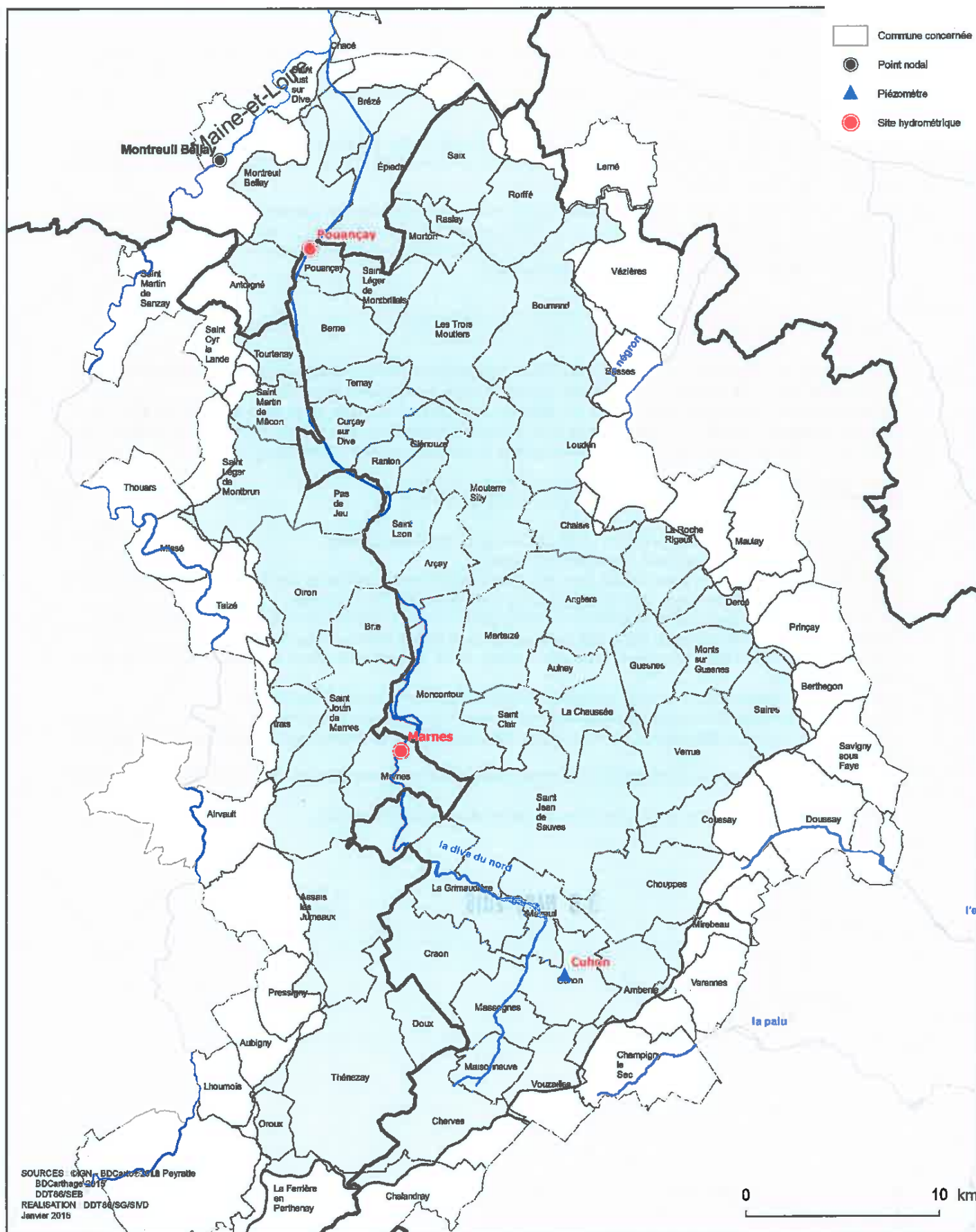

Marie-Christine Dohélar

Annexe 1 : carte du bassin versant hydrogéologique de la Dive du Nord en gestion volumétrique

Annexe 2 : plans d'alerte et mesures de restriction

Le bassin de la Dive du Nord en gestion volumétrique en 2016

Annexe 1 à l'arrêté cadre, bassin Dive du Nord 2016



Annexe 2 à l'arrêté-cadre Dive du Nord 2016

Plan d'alerte et mesures de restriction par zones de gestion

1- Dive du nord

Arrêté-cadre bassin Dive du Nord 2016

Bassin de la Dive du Nord

Périmètre concerné : Bassin hydrographique de la Dive du Nord et de ses affluents (zone 4 en 79) y compris les prélèvements rattachés à l'indicateur de Cuhon 1 (utilisé pour le département de la Vienne).

Communes concernées :

Prélèvements en rivière	Prélèvements en nappes		
Stations de Marnes et Pouançay	Piézomètres de Cuhon 1 et 2		Station de Marnes et Pouançay
ANGLIERS ARCAY BERRIE BOURNAND CURCAY-SUR-DIVE LES TROIS-MOUTIERS MORTON OUZILLY-VIGNOLLES RASLAY SAINT JEAN DE SAUVES TERNAY THENEZAY (79)	AMBERRE ARCAY BASSES BOURNAND CHERVES CHOUPPES CUHON CURCAY-SUR-DIVE GUESNES LES TROIS-MOUTIERS LOUDUN	MAISONNEUVE MASSOGNES MAZEUIL MESSEME MONCONTOUR SAINT-JEAN-DE-SAUVES SAIRES SAMMARCOLLES VERRUE VEZIERES VOUZAILLES	CRAON LA GRIMAUDIERE MASSOGNES MONCONTOUR SAINT-LAON VERRUE ASSAIS LES JUMEAUX (79) BILAZAIS (79) BORCQ SUR AIRVAULT (79) BRIE (79) DOUX (79) MARNES (79) OIRON (79) ST JOUIN DE MARNES (79) THENEZAY (79)

Prélèvements concernés : prélèvements en nappe rattachés aux indicateurs de Cuhon, et de Marnes et prélèvements en rivière rattachés aux indicateurs de Marnes précisé sur le registre d'autorisation individuelle (en Vienne).

MESURES GENERALES au POINT NODAL : Tht – Site hydrométrique de MONTREUIL-BELLAY (49)		
SDAGE Loire-Bretagne		
Débit Objectif d'Étiage (DOE) : 500 l/s		
NIVEAU D'ALERTE	DEBIT	DISPOSITION
DSA	600 l/s	-
Débit de crise	200 l/s	Interdiction totale

MESURES PARTICULIERES au POINT DE RÉFÉRENCE : Site hydrométrique de MARNES (79) sur La DIVE DU NORD		
Prélèvements en nappes et rivières rattachés à l'indicateur de Marnes		
GESTION DE PRINTEMPS, du 04/04/16 au 19/06/16 :		
NIVEAU D'ALERTE	DEBIT	DISPOSITION
Seuil d'Alerte	0,7 m3/s	50% de réduction du volume hebdomadaire
Seuil de Coupure	0,4 m3/s	Prélèvements interdits
GESTION ESTIVALE, du 20/06/16 au 3/10/16 :		
NIVEAU D'ALERTE	DEBIT	DISPOSITION
Seuil d'Alerte	0,65 m3/s	30% de réduction du volume hebdomadaire
Seuil d'Alerte renforcée	0,5 m3/s	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
Seuil de Coupure	0,2 m3/s	Prélèvements interdits

Arrêté-cadre Dive du Nord 2016 – 1

Mesures particulières au point de référence : Site hydrométrique de Pouançay			
	Seuils	DEBIT	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 04/04/16 au 19/06/16	DSAP	1,8 m3/s	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
	DCP	1 m3/s	prélèvements interdits
Gestion estivale du 20/06/16 au 3/10/16	DSA	1,10 m3/s	30% de réduction du volume hebdomadaire
	DSAR	0,8 m3/s	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
	DC	0,5 m3/s	prélèvements interdits

Pour la campagne d'irrigation 2016, le site hydrométrique de Pouançay sera suivi en complément de celui de Marnes mais ne sera utilisé en indicateur de gestion, qu'à compter de la campagne d'irrigation 2017.

Mesures particulières au point de référence : Piézomètre de Cuhon 1 à Cuhon			
Prélèvements en nappes rattachés à l'indicateur de Cuhon			
	Seuils	NIVEAU	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 04/04/16 au 19/06/16	PSAP	-17,60 m	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
	PCP	-19,60 m	prélèvements interdits
Gestion estivale du 20/06/16 au 3/10/16	PSA	-17,8 m	30% de réduction du volume hebdomadaire
	PSAR	-18 m	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
	PC	-20 m	prélèvements interdits

Mesures particulières au point de référence : Piézomètre de Cuhon 2 (Jurassique Supérieur) à Cuhon			
Prélèvements en nappes rattachés à l'indicateur de Cuhon			
	Seuils	NIVEAU	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 04/04/16 au 19/06/16	PSAP	- 5,72 m	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
	PCP	- 6,72 m	prélèvements interdits
Gestion estivale du 20/06/16 au 3/10/16	PSA	- 6,60 m	30% de réduction du volume hebdomadaire
	PSAR	- 6,72 m	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
	PC	-7,72m	prélèvements interdits

Pour la campagne d'irrigation 2016, le piézomètre de Cuhon2 sera suivi en complément de celui de Cuhon1 mais ne sera utilisé en indicateur de gestion, qu'à compter de la campagne d'irrigation 2017.

♦

Direction départementale des territoires

86-2016-03-30-006

arrêté interdépartemental définissant les zones d'alertes et les mesures de limitation ou de suspension provisoires des usages de l'eau du 4 avril 2016 au 3 octobre 2016 pour le bassin du Clain et de la nappe de l'infratoarcien dans la Vienne, les Deux-Sèvres, la Charente

Direction Départementale
des Territoires de la Charente

Direction Départementale
des Territoires de la Vienne

Direction Départementale
des Territoires des Deux-Sèvres

ARRETE INTERDEPARTEMENTAL 2016_DDT_N°540

définissant les zones d'alerte et les mesures de limitation ou de suspension provisoires des usages de l'eau du 4 avril 2016 au 3 octobre 2016 pour le bassin versant hydrogéographique du Clain et de la nappe de l'Infratoarcien (bassin hydrogéologique) situé dans les départements de la Vienne, des Deux-Sèvres et de la Charente

La Préfète de la Vienne
Chevalier de la Légion d'honneur

Le Préfet de la Charente
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Le Préfet des Deux-Sèvres
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement ;
Vu le Code Civil et notamment les articles 640 à 645 ;
Vu le Code pénal ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2215-1 et L 2212-2 ;
Vu le décret n°62-1448 du 24 novembre 1962 et n° 87-154 du 27 février 1987 relatifs à la coordination interministérielle , à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et à la police des eaux ;
Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
Vu le décret n°2005-636 du 30 mai 2005 relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du préfet coordonnateur de bassin ;
Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L214-1 à 6 du code de l'environnement ;
Vu l'arrêté du 18 novembre 2015 du préfet de la Région Centre, coordonnateur du bassin Loire-Bretagne approuvant le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme de mesures ;
Vu l'arrêté préfectoral en date du 19 décembre 2013 portant désignation de la Chambre d'Agriculture de la Vienne en qualité d'Organisme Unique de Gestion pour le bassin du Clain ;
Vu l'arrêté N°2010/DDT/SEB/974 en date du 30 décembre 2010 fixant dans le département de la Vienne la liste des communes incluses dans la zone de répartition des eaux (Z.R.E.) modifié par l'arrêté n°2011/DDT/SEB/1723 du 5 avril 2011 ;
Vu la circulaire du 18 mai 2011 relative aux mesures exceptionnelles de limitation ou de suspension des usages de l'eau en période de sécheresse ;

Considérant la notification des volumes prélevables sur le bassin du Clain du préfet coordonnateur de bassin Loire-Bretagne en date du 16 mai 2012 ;

Considérant les propositions de la réunion du comité de suivi des usages de l'eau du département de la Vienne en date du 3 MARS 2016 ;

Considérant que des dispositions de limitation des usages de l'eau sont susceptibles d'être rendues nécessaires pour la préservation de la santé, de la salubrité publique, de l'alimentation en eau potable de la population, des écosystèmes aquatiques et pour la protection des ressources en eau, compte tenu de la précarité des écoulements superficiels et des réserves en eau du sol et du sous-sol ;

Considérant qu'une connaissance permanente des niveaux de certaines nappes et des débits de certains cours d'eau est rendue possible par le suivi piézométrique de l'Observatoire Régional de l'Environnement, par le suivi hydrométrique du service de prévision des crues Vienne Charente Atlantique de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Aquitaine Poitou-Charentes Limousin ainsi que par le suivi du Service Départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA) ;

Considérant la nécessité d'une action préventive sur les atteintes à l'environnement conformément à l'article L.110-1 paragraphe II du Code de l'Environnement;

Considérant la nécessité d'harmoniser les dispositions réglementaires mises en œuvre pour assurer une gestion équilibrée de la ressource en eau et faire face à une menace ou aux conséquences d'une sécheresse ou d'un risque de pénurie d'eau ;

Considérant les remarques déposées lors de la consultation du public qui s'est déroulée du 22 février au 13 mars 2016 ;

Sur proposition des Secrétaires Généraux des Préfectures de la Vienne, des Deux-Sèvres et de Charente ;

ARRETEMENT

Article 1er - Objet

Le présent arrêté applicable à l'ensemble du bassin versant hydrogéologique du Clain en 2016 a pour objet :

- dans le cadre de la gestion volumétrique, de définir les règles de suivi des prélèvements d'eau dans le milieu naturel, hors prélèvements domestiques et hors production d'eau potable.
- de définir les unités de gestion où s'appliquent des mesures de limitation ou d'interdiction de prélèvements dans les eaux superficielles et souterraines, en cas de sécheresse ou de pénurie de la ressource en eau ;
- d'établir les plans d'alertes par unité de gestion, basés sur des seuils de débits pour les rivières et/ou des niveaux de nappes pour les eaux souterraines ;
- de fixer pour chaque plan d'alerte les mesures correspondantes de limitation des prélèvements d'eau non domestiques et hors production d'eau potable.

Dans cet arrêté, on entend par « prélèvement » tout pulsement d'eau dans la ressource naturelle ou dans une ressource artificielle qui serait alimentée par la ressource naturelle (forage, dérivation, surverse...) entre le 4 avril et le 3 octobre 2016 inclus.

Article 2 – Période d'application des plans d'alerte

Les plans d'alerte s'appliquent du 4 avril et le 3 octobre 2016 inclus, et comprennent deux périodes distinctes :

- la gestion de printemps du lundi 4 avril au dimanche 19 juin 2016 inclus ;
- la gestion estivale du lundi 20 juin au lundi 3 octobre 2016 inclus.

Article 3 - Zones de gestion

La zone concernée par le présent arrêté est le bassin versant hydrogéologique du Clain, sur les départements de la Vienne, des Deux-sèvres et de la Charente. Dans ce bassin hydrologiquement et hydrogéologiquement cohérent, sont susceptibles d'être prises des mesures de limitation provisoire des usages de l'eau précisées par sous-bassins/unités de gestion.

Les communes des prélèvements concernés par ces bassins figurent dans les fiches (par zone d'alerte) annexées au présent arrêté.

Sur cette zone Inter-départementale est désigné un Préfet pilote qui coordonne et propose les mesures de restrictions.

Bassin versant	Département concerné	Préfet pilote
Bassin du Clain	86 – 79 - 16	Préfète de la Vienne

Article 4 - Plans d'alerte et mesures de limitation

4.1 – Dispositifs utilisés pour les plans d'alerte par bassin de gestion

Les règles générales et particulières s'appliquant à chacun des plans d'alerte par zone de gestion figurent dans les tableaux de l'annexe 2 au présent arrêté.

— Ces règles fixent :

- la liste des communes ou parties de communes sur lesquelles sont localisés des prélèvements qui sont inclus dans la zone d'alerte,
- le bassin hydrographique auquel la zone de gestion est rattachée et le point nodal fixé par le SDAGE en tant qu'indicateur des mesures générales de limitation à appliquer sur l'ensemble du bassin en fonction de l'état de la ressource,
- le ou les points de référence, choisis comme indicateurs particuliers caractéristiques de la zone de gestion, indiquant en fonction de l'état de la ressource, les mesures particulières de limitation à appliquer,
- pour chaque point nodal et chaque point de référence, les seuils d'alerte et de coupure fixés, ainsi que les réductions volumétriques correspondantes pour la période printanière et la période estivale.

Pour chaque sous-bassin/unité de gestion, sont définis 5 seuils de gestion :

- deux seuils pour la période de printemps (du 4 avril au 19 juin inclus) :
 - un seuil d'alerte de printemps,
 - un seuil de coupure de printemps.
- trois seuils pour la période d'été (du 20 juin au 3 octobre 2016 inclus) :
 - Un seuil d'alerte d'été, dont le franchissement traduit un fléchissement de la ressource annonciateur d'une possible situation de crise et nécessite une adaptation des prélèvements par une diminution de 30% du volume hebdomadaire autorisé,
 - un seuil d'alerte renforcé d'été, ce dernier est le signal d'un risque de crise probable. Son franchissement nécessite, par anticipation, une réduction de 50% du volume hebdomadaire autorisé (correspondant au VHR en Vienne),
 - un seuil de coupure d'été, au-delà duquel tous les prélèvements sont interdits sauf dérogation ; les seuils de coupure d'été seront définis de telle sorte que les débits ou les piézométries de crise fixés dans les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ne soient pas franchis. Ils seront donc supérieurs aux seuils de crise des SDAGE en tenant compte de la quantification des cultures dérogatoires.

• Ces seuils d'alerte et de coupure sont intitulés comme suit pour les sites hydrométriques :

Période printanière 4 avril au 19 juin 2016 :	Période estivale du 20 juin au 3 octobre 2016 :
DSAP : Débit Seuil d'Alerte de Printemps	DSA : Débit Seuil d'Alerte
	DSAR : Débit Seuil d'Alerte Renforcé de l'été
DCP : Débit de Coupure de Printemps	DC : Débit de Coupure de l'été

• Ces seuils d'alerte et de coupure sont intitulés comme suit pour les piézomètres :

Période printanière 4 avril au 19 juin 2016 :	Période estivale du 20 juin au 3 octobre 2016 :
PSAP : Piézométrie Seuil d'Alerte de Printemps	PSA : Piézométrie Seuil d'Alerte
	PSAR : Piézométrie Seuil d'Alerte Renforcé de l'été
PCP : Piézométrie de Coupure de Printemps	PC : Piézométrie de Coupure de l'été

4.2 - Prise de mesures de limitation ou de coupure

La donnée instantanée du jour j est le débit ou le niveau piézométrique moyen mesuré le jour j de 0 heure à minuit et transmis le jour j+1.

Le déclenchement d'une mesure, de limitation ou de suspension nécessite l'observation d'un débit moyen journalier ou d'un niveau de nappe inférieur, pendant **deux jours consécutifs**, aux valeurs de seuil fixées dans les fiches par zone d'alerte annexées au présent arrêté.

Le dépassement d'un seuil d'alerte est constaté par un arrêté préfectoral et la mesure mise en œuvre est précisée par ce même arrêté.

En cas d'observation de difficultés d'écoulement sur les ruisseaux dans le cadre du suivi effectué par l'ONEMA, le préfet pourra appliquer ponctuellement des mesures de limitation ou de coupure sur l'ensemble des prélèvements effectués sur ces ruisseaux en difficulté.

4.2.1 - Application des arrêtés de limitation ou de coupure

Les mesures de limitation sont prises le jeudi par arrêté, sur la base des données instantanées transmises le mercredi et/ou le jeudi. Les limitations resteront en application du lundi suivant à 8 heures, jusqu'à leur abrogation qui intervient dans les mêmes conditions.

L'interdiction totale des prélèvements intervient, dès l'atteinte des seuils de coupure, à tout moment sur la base des données instantanées. L'arrêté de coupure est appliqué dès le surlendemain du calcul de la donnée instantanée jusqu'à son abrogation qui intervient dans les mêmes conditions.

4.2.1.1 - Limitations volumétriques ou coupure

La somme des volumes hebdomadaires prélevés doit être inférieure ou égale au volume autorisé sur l'année.

Le principe est de réduire le volume hebdomadaire utilisable. Le volume hebdomadaire correspond à 10 % de l'autorisation individuelle de prélèvement notifiée individuellement à chaque irrigant.

En cas de franchissement du 1^{er} seuil d'alerte d'été, le volume hebdomadaire prélevé pendant la semaine concernée ne devra pas dépasser 70 % du volume hebdomadaire (réduction de 30 % des prélèvements).

En cas de franchissement du seuil d'alerte de printemps ou d'alerte renforcée d'été, le volume hebdomadaire prélevé doit être inférieur ou égal à 50 % du volume hebdomadaire autorisé (correspondant au VHR en Vienne).

En cas de franchissement des seuils de coupure : Les prélèvements sont interdits (coupure).

Prélèvement de printemps :

Prélèvement en rivière ou nappe alluviale	Prélèvement en eaux souterraines
Si le débit mesuré est \leq au DSAP, le volume hebdomadaire prélevable est \leq à 50 % du volume hebdomadaire autorisé (VHR en Vienne)	Si le niveau mesuré est \leq au PSAP, le volume hebdomadaire prélevable est \leq à 50 % du volume hebdomadaire autorisé (VHR en Vienne)
Si le débit mesuré est \leq au DCP, arrêt total des prélèvements	Si le niveau mesuré est \leq au PCP, arrêt total des prélèvements

Prélèvement estival :

Prélèvement en rivière ou nappe alluviale	Prélèvement en eaux souterraines
Si le débit mesuré est \leq au DSA, le volume hebdomadaire prélevable est \leq au Volume hebdomadaire réduit de 30%	Si le niveau mesuré est \leq au PSA, le volume hebdomadaire prélevable est \leq au Volume hebdomadaire réduit de 30%
Si le débit mesuré est \leq au DSAR, le volume hebdomadaire prélevable est \leq à 50 % du volume hebdomadaire autorisé (VHR en Vienne)	Si le niveau mesuré est \leq PSAR, le volume hebdomadaire prélevable est \leq à 50 % du volume hebdomadaire autorisé (VHR en Vienne)
Si le débit mesuré est \leq au DC, arrêt total des prélèvements	Si le niveau mesuré est \leq au PC, arrêt total des prélèvements

4.2.1.2 - Restrictions horaires

En cas d'activation du niveau de l'alerte orange du plan canicule dans le département, ou si la situation locale le justifie, le préfet pourra prendre des mesures de restrictions horaires aux heures les plus chaudes de la journée.

4.3 – Application des mesures prises au point nodal sur l'ensemble du bassin du Clain et Gestion couplée nappes/rivières sur le bassin du Clain

En application des dispositions 7E1 à 7E3 du SDAGE Loire-Bretagne, les mesures découlant du franchissement d'un des seuils (DSA, DSAR, DC) au point nodal Poitiers, s'appliquent à l'ensemble des prélèvements en rivières du bassin du Clain.

Compte tenu des études réalisées montrant les relations hydrologiques entre les nappes superficielles et l'écoulement des rivières, pour la campagne 2016, et au-delà de l'application du 4.2, l'ensemble des prélèvements en nappe (à l'exception de l'aquifère de l'infratoarcien) sera réduit (application du VHR) soit sur la base du déclenchement du seuil de coupure du site hydrométrique afférent (l'exception du sous-bassin de la Pallu), soit sur la base du déclenchement du seuil de coupure du point nodal de Poitiers.

Article 5 – Levée des mesures de restriction

5.1 - Levée des mesures de coupure

- Période de printemps

La levée de la coupure pourra s'effectuer après 7 jours consécutifs au-dessus du seuil de coupure.

- Période d'été

La levée de la coupure pourra s'effectuer après 5 jours consécutifs au-dessus du seuil d'alerte renforcée.

La levée des mesures pour chaque seuil d'été s'effectue au commencement d'une nouvelle période hebdomadaire.

5.2 - Levées ou assouplissement des restrictions horaires

En cas de levée de l'alerte canicule niveau orange, ou si les conditions locales le justifient, la Préfète pourra lever ou assouplir les restrictions horaires.

5.3 - Transition entre gestion de printemps et gestion d'été

A l'approche du passage à la gestion d'été pour laquelle les seuils de gestion réglementaires diffèrent de ceux du printemps, si certains bassins sont en situation d'interdiction de prélèvements d'eau du fait du franchissement des seuils de coupure printaniers, il sera examiné en cellule de vigilance la possibilité de lever ou non cette limitation totale des prélèvements au regard des indicateurs « eau » et « milieux » suivants : situation de la production d'eau potable, état de vidange des nappes (et modèles prédictifs lorsqu'ils existent), débits des cours d'eau, assecs et situation en matière de population piscicole, remplissage des barrages, pluviométrie ainsi que la probabilité d'atteindre les niveaux de crise en période estivale en fonction de différents scénarios pluviométriques au regard de la prolongation de tendance de courbes (débit/temps) et (niveau piézométrique/temps).

Article 6 - Dispositions particulières suivant les usages

6.1 – Cultures spéciales

Les cultures dérogatoires sont celles qui peuvent sous certaines conditions continuer à être irriguées, une fois le seuil de coupure franchi, alors que les prélèvements sont interdits pour les autres cultures. Une culture dérogatoire étant entendue comme une culture à forte valeur ajoutée et cultivée sur une superficie sensiblement inférieure à celles des grandes cultures. Les volumes sont plafonnés à l'hectare.

Sur le bassin, la liste des cultures dérogatoires est la suivante :

- pépinières ;
- cultures arboricoles ;
- cultures ornementales, florales et horticoles ;
- cultures maraîchères ;
- cultures aromatiques et médicinales ;
- cultures fruitières ;
- cultures légumières ;
- trufficultures ;
- tabac ;
- broches de vignes.

La vocation du volume attribué à une telle liste est de se réduire d'année en année. Les cultures de semences, les semis et les flots expérimentaux peuvent également faire l'objet de dérogation en 2016 tout en étant placées en tête de liste des cultures qui devraient être placées sous garantie de ressource.

L'autorisation d'irriguer des cultures dérogatoires est conditionnée par : l'envoi à l'OUGC (Chambre départementale de la Vienne) au plus tard le **22 avril 2016**, par chaque irrigant d'une déclaration comportant : la nature et surface des cultures, l'estimation des besoins en eau (volume et débit), la localisation des points de prélèvement, toutes autres pièces justificatives.

L'OUGC transmettra la synthèse de ces demandes aux services de police de l'eau des DDT concernées avant le **16 mai 2016**.

Aucune autorisation ne sera délivrée en l'absence de cette déclaration préalable.

En cas d'atteinte du débit ou de la piézométrie de crise du point nodal, l'irrigation de ces cultures dérogatoires pourra être suspendue. Une exception peut exister pour les cultures dérogatoires équipées de matériels d'irrigation économes en eau (goutte-à-goutte et micro-aspiration). Dans les cas exceptionnels, notamment lors de risque sur la rupture d'alimentation en eau potable, l'irrigation de ces dernières pourra également être suspendue.

Par ailleurs, lors d'une sécheresse jugée exceptionnelle, chaque préfet est en mesure de prendre les dispositions exceptionnelles qui s'imposeraient, notamment pour les éleveurs.

Le volume dérogatoire hebdomadaire après coupure pour l'irrigation de ces cultures spéciales sera précisé à chaque demandeur. Il sera établi notamment en fonction de la somme des demandes par unité de gestion, sur la base du volume hebdomadaire réduit (correspondant au VHR en Vienne) et des surfaces de cultures dérogatoires.

Sans réponse de l'administration, la demande est considérée comme rejetée.

6.2- irrigation à partir de réserves d'eau

Le remplissage des réserves à usage d'irrigation est réglementé de la manière suivante :

- dans le cas d'un bassin tampon de faible volume et de réserve d'eau ne possédant qu'un compteur en sortie, le remplissage doit respecter les arrêtés « sécheresse » en vigueur : interdiction en coupure ou respect du volume hebdomadaire limité à 70 % ou à 50 % respectivement en alerte ou en alerte renforcée ;
- dans le cas de réserve en substitution totale, un arrêté individuel ou collectif précise les conditions de remplissage qui doivent être respectées indépendamment de toute autre réglementation ;
- dans le cas de stockage partiel, un volume est attribué pour le remplissage hivernal (Vh). Pour la campagne d'irrigation, sont attribués un volume total ainsi qu'un volume hebdomadaire réduit (VHR). Pour ce cas, le prélèvement sur la ressource en eau doit être équipé impérativement d'un compteur. Le remplissage de la réserve doit respecter les arrêtés « sécheresse » : interdiction en coupure et respect des limitations en alerte et en alerte renforcée. L'irrigation est toutefois possible en période d'alerte et de coupure à hauteur du volume total (Vh) de la réserve mais sans prélèvement direct sur la ressource en eau.

6.3 - Usages Industriels

Les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) doivent limiter leurs prélèvements au strict débit nécessaire à leurs activités, conformément à leurs arrêtés d'autorisation. Il peut leur être imposé par arrêtés préfectoraux complémentaires :

- des mesures de réduction de volumes prélevés ,
- une surveillance accrue de la qualité de leurs rejets pouvant entraîner leur diminution, voire leur rétention temporaire.

Les ICPE devront respecter les dispositions prévues en cas de sécheresse définies dans les arrêtés individuels complémentaires.

Les prélèvements autorisés nécessaires aux travaux liés à la Ligne à Grande Vitesse Sud Europe Atlantique LGV SEA devront respecter les plans d'alerte et mesures de limitation qui seront pris conformément à l'arrêté-cadre.

6.4 - Autres usages publics ou privés prélevant directement sur le milieu

Le remplissage des plans d'eau à usage de loisirs fait l'objet d'un arrêté spécifique pris en fonction de l'état de la ressource.

Dès lors que le seuil de coupure est atteint sur une ressource significative du bassin versant du Clain, les usages publics ou privés suivants, prélevant **directement** dans les cours d'eau par pompage ou dans les eaux souterraines par forage (les usages à partir du réseau d'eau potable ne sont pas concernés par cet arrêté ; ils relèvent de la police du maire) :

pourront être limités ou interdits :

- le lavage des véhicules hors des stations professionnelles sauf pour les véhicules ayant une obligation réglementaire (sanitaire, alimentaire), technique (bétonnière, etc.) ou liée à la sécurité ;
- le remplissage des piscines de particuliers existantes à l'exception des chantiers en cours ;
- le lavage des voies et trottoirs, sauf impératif sanitaire ou de sécurité ;
- le nettoyage des façades et terrasses ne faisant pas l'objet de travaux ;
- l'arrosage des terrains de golf (sauf green) ;
- l'arrosage des terrains de sport (sauf homologués) ;
- l'arrosage des espaces verts publics ou privés ;

pourra être interdit entre 10h et 18h :

- l'arrosage des potagers.

Article 7 - Comptage des prélèvements

Toute personne physique ou morale, dénommée ci-après l'exploitant, effectuant des prélèvements d'eau non domestique et hors production d'eau potable dans le milieu naturel, doit être munie d'une autorisation de prélèvement délivrée par la Direction Départementale des Territoires concernée.

7.1 - Préambule

Pour la période du 4 avril au 3 octobre 2016 inclus, sont définis pour chaque exploitant dans son autorisation individuelle :

- un volume annuel autorisé ;
- un volume hebdomadaire ;
- un volume hebdomadaire réduit (appelé VH 70 % en Vienne), à utiliser en période de restriction (alerte d'été), correspondant à 70 % du volume hebdomadaire autorisé.
- un volume hebdomadaire réduit (appelé VHR en Vienne), à utiliser en période de restriction (alerte de printemps ou alerte renforcée d'été) correspondant à 50 % du volume hebdomadaire autorisé,
- l'unité de gestion et/ou le ou les indicateurs de suivi.

Ces éléments d'autorisation sont indiqués à chaque exploitant sur l'autorisation individuelle de prélèvement.

7.2 - Relevé des compteurs d'enregistrement des prélèvements en gestion volumétrique

Un relevé des index de compteurs sera effectué tous les lundis du 4 avril au 3 octobre 2016 inclus. Les relevés seront reportés sur un formulaire mis à la disposition de l'exploitant. L'exploitant doit impérativement porter sur le formulaire toutes les valeurs relevées chaque lundi même si la consommation de la semaine précédente a été nulle.

Ce formulaire devra être adressé impérativement à l'OUGC (Chambre d'Agriculture de la Vienne) avant le 14 octobre 2016 pour que ce dernier transmette à chaque DDT concernée, la synthèse des consommations par bassin, en une seule fois et avant le 30 octobre 2016.

L'administration est susceptible de procéder à tout type de contrôles portant sur la bonne application des règles de gestion définies dans le présent arrêté et sur la bonne application des mesures techniques nécessaires au bon fonctionnement du dispositif de comptage existant.

Conformément à l'article R.214-57 du Code de l'Environnement, toute installation comprenant un ou plusieurs ouvrages permettant de prélever des eaux souterraines à des fins non domestiques doit être munie d'un dispositif efficace permettant de mesurer les volumes prélevés. Ce dispositif est un instrument de mesure homologué.

Toute panne de compteur doit être signalée immédiatement à la DDT concernée et dans tous les cas, dans un délai n'excédant pas 7 jours. L'exploitant dispose d'un délai d'un mois pour réparer son compteur et informer l'administration de cette réparation. Le cas échéant, l'irrigant devra demander de manière argumentée, à la DDT concernée, la validation d'un autre moyen de mesure du volume prélevé fiable pendant la période transitoire avant la réparation du compteur.

Dans tous les cas sans système de comptage en état de marche, l'exploitant suspendra tout prélèvement jusqu'à réparation du compteur.

Article 8 - Mesures exceptionnelles

Mesures conservatoires pour la préservation de l'Alimentation en Eau Potable (AEP) ou des milieux aquatiques :

En cas de pénurie sur un captage d'eau potable pouvant être occasionnée par des prélèvements en rivière ou dans des forages agricoles voisins, des mesures de restrictions peuvent être imposées. Ces mesures seront prises d'une manière spécifique et après examen de la situation, à la demande des responsables des organismes chargés de la production et de la distribution d'eau potable et pourront conduire à l'interdiction provisoire des prélèvements agricoles concernés.

Des mesures conservatoires analogues pourront être prises localement si la salubrité, la vie piscicole ou les milieux aquatiques sont gravement menacés notamment en s'appuyant sur les réseaux d'observation des services départementaux de l'ONEMA et des FDAAPPMA concernées sur des points d'observation tels que des sources.

Dans l'objectif de prévention des atteintes à l'environnement, il est créé, dans chaque département concerné une « cellule de vigilance ». Elle est composée entre autre de :

- la Direction Départementale des Territoires,
- l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques,
- la Fédération Départementale des Associations Agréées pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique,
- la profession agricole représentée par la chambre d'agriculture et les associations des irrigants,
- toute personne ou organisme concerné par les problématiques liées aux usages de l'eau dont l'association aux cellules de vigilance se fera au cas par cas en fonction des problématiques présentes (tension sur l'AEP notamment).

Cette cellule de vigilance est réunie en tant que de besoin et son rôle est d'assurer une concertation entre les acteurs afin de suivre les étiages, d'établir un diagnostic et d'analyser la situation pour faire émerger des propositions d'actions.

Article 9 - Contrôles et sanctions

Les infractions au présent arrêté seront passibles des peines d'amendes prévues aux articles L 171-7, L 171-8 et L 173-1 du code l'environnement.

Tout irrigant est tenu de présenter ses registres de relevés d'index de compteur volumétrique à toute personne habilitée à effectuer les contrôles. L'obstacle mis à l'exercice des fonctions de contrôle (recherche et constatation d'infraction) confiées aux agents est puni des peines prévues aux articles L 171-7, L 171-8 et L 173-1 du code l'environnement.

Le non-respect des mesures de limitation des usages de l'eau, prescrites par le présent arrêté et ses annexes, sera puni de la peine d'amende prévue à l'article R 216-9 du Code de l'Environnement (contravention de 5^{ème} classe).

Cette sanction pourra être accompagnée d'une mise en demeure de respecter le présent arrêté en application de l'article L 173-1 du Code de l'Environnement. Le non-respect d'une mesure de mise en demeure expose l'irrigant à la suspension provisoire de son autorisation de prélèvement et constitue un délit prévu par l'article L 171-8 du Code de l'Environnement.

Article 10 - Voies et délais de recours

Le présent arrêté sera publié au **Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des trois départements** et affiché dès réception dans les mairies concernées.

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication, d'un recours gracieux auprès du préfet, et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Poitiers. L'éventuel recours gracieux n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

Article 11 - Exécution

Les **Secrétaires généraux des préfectures de la Vienne, des Deux-Sèvres, et de la Charente,**
Les **Sous-Préfets de Châtelleraut, Montmorillon, Bressuire, Parthenay, Confolens,**
Les **maires des communes concernées dans les départements de la Vienne, des Deux-Sèvres, et de la Charente,**
Les **directeurs départementaux des territoires de la Vienne, des Deux-Sèvres, et de la Charente,**
Le **directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Poitou-Charentes,**
Le **directeur général de l'agence régionale de la santé de la région Poitou-Charentes,**
Les **directeurs départementaux de la cohésion sociale et de la protection de la population de la Vienne, des Deux-Sèvres et de la Charente,**
Les **directeurs départementaux de la sécurité publique de la Vienne, des Deux-Sèvres, et de la Charente,**
Les **commandants des groupements de gendarmerie de la Vienne, des Deux-Sèvres, et de la Charente,**
Les **chefs des services départementaux de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques de la Vienne, des Deux-Sèvres et de la Charente,**
Les **chefs des services départementaux de l'office national de la chasse et de la faune sauvage de la Vienne, des Deux-Sèvres et de la Charente,**
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Poitiers, 30 MARS 2016
La Préfète,


Marie-Christine Dordoir

A Niort,
Le Préfet

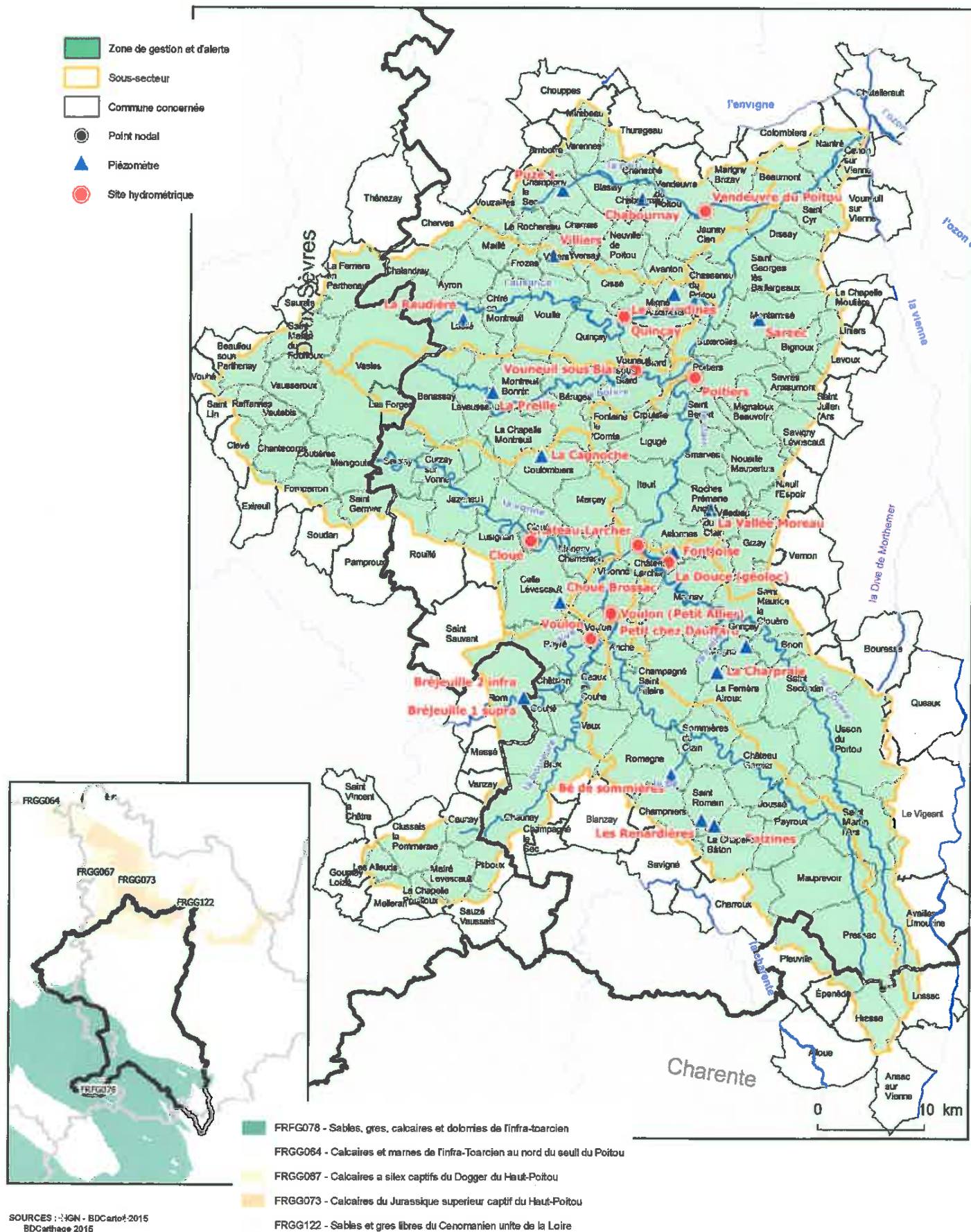
A Angoulême,
Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale,

Khalida SELLALI

Annexe 1 : carte du bassin versant hydrogéologique du Clain en gestion volumétrique
Annexe 2 : plans d'alerte et mesures de restriction

Le bassin du Clain en gestion volumétrique en 2016

Annexe 1 à l'arrêté cadre, bassin du Clain 2016

Annexe 2 à l'arrêté-cadre Clain 2016

Plan d'alerte et mesures de restriction par zones de gestion

1. Clain amont
2. Dive de couhé - Bouleure
3. Clouère
4. Vonne
5. Boivre
6. Auxance
7. Pallu
8. Clain aval
9. Nappes captives de l'Infratoarcien

Arrêté-cadre Clain 2016

Bassin du CLAIN

Sous-bassin CLAIN AMONT

Périmètre concerné : Bassin hydrographique du Clain Amont et de ses affluents.

Communes concernées :

prélèvements en rivière	prélèvements en nappes	
Voulon	Renardières	Bé de Sommières
ANCHE CEAUX-EN-COUHE CHAMPAGNE-SAINT-HILAIRE MAUPREVOIR SOMMIERES-DU-CLAIN VOULON HIESSE (16)	CHAMPNIERS CHATEAU-GARNIER JOUSSE LA CHAPELLE-BATON MAUPREVOIR ROMAGNE SAINT-ROMAIN SOMMIERES-DU-CLAIN	ROMAGNE SAINT-ROMAIN SOMMIERES-DU-CLAIN HIESSE (16)

Prélèvements concernés : prélèvements en nappes rattachés aux indicateurs **Bé de Sommières** et **Renardières** et en rivière rattaché à l'indicateur de **Voulon** (Petit-Allier) précisés sur le registre d'autorisation individuelle.

MESURES GENERALES au point nodal : CI du bassin du Clain à Poitiers		
SDAGE Loire-Bretagne		
DOE : Débit Objectif d'étiage : 3 m ³ /s		
NIVEAU D'ALERTE	DEBIT	DISPOSITIONS
DSA	3 m ³ /s	Déclenchement de mesures correctives**
Débit de crise	1,9 m ³ /s	Prélèvements interdits (en rivière) ou réduits (en nappes)**

Mesures générales au point nodal : Site hydrométrique de POITIERS sur le Clain			
Prélèvements de l'ensemble du bassin du Clain			
	Seuils d'alerte et de coupure	DEBIT	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 04/04/16 au 19/06/16	DSAP	5 m ³ /s	50% de réduction du volume hebdomadaire pour les prélèvements en rivière (VHR en Vienne)
	DCP	4 m ³ /s	50% de réduction du volume hebdomadaire pour les prélèvements en nappes (VHR en Vienne) - Prélèvements interdits en rivière
Gestion estivale du 20/06/16 au 03/10/16	DSA	3,3 m ³ /s	30% de réduction du volume hebdomadaire pour les prélèvements en rivière
	DSAR	3,2 m ³ /s	50% de réduction du volume hebdomadaire pour les prélèvements en rivière (VHR en Vienne)
	DC	1,9 m ³ /s	50% de réduction du volume hebdomadaire pour les prélèvements en nappes (VHR en Vienne) -et prélèvements interdits en rivière

Arrêté-cadre Clain 2016 –1

Mesures particulières au point de référence : Site hydrométrique de VOULON (Petit Allier) sur le Clain			
Prélèvements en rivière rattachés à l'indicateur de Voulon			
	Seuils d'alerte et de coupure	DEBIT	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 04/04/16 au 19/06/16	DSAP	2,1 m³/s	50% de réduction du volume hebdomadaire VHR en Vienne)
	DCP	1,5 m³/s	Prélèvements interdits
Gestion estivale du 20/06/16 au 03/10/16	DSA	1,7 m³/s	30% de réduction du volume hebdomadaire
	DSAR	1,5 m³/s	50% de réduction du volume hebdomadaire VHR en Vienne)
	DC	0,82 m³/s	Prélèvements interdits

Mesures particulières au point de référence : Piézomètre des Renardières à SAINT-ROMAIN			
Prélèvements en nappes rattachés aux indicateurs Renardières et Bé de Sommières			
	Seuils d'alerte et de coupure	NIVEAU	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 04/04/16 au 19/06/16	PSAP	-17,20 m	50% de réduction du volume hebdomadaire VHR en Vienne)
	PCP	-18,70m	Prélèvements interdits
Gestion estivale du 20/06/16 au 03/10/16	PSA	-17,35 m	30% de réduction du volume hebdomadaire
	PSAR	-17,50 m	50% de réduction du volume hebdomadaire VHR en Vienne)
	PC	-19 m	Prélèvements interdits

Le piézomètre du Bé de Sommières fait l'objet d'un suivi particulier, et peut donner lieu à des mesures particulières dès que le niveau piézométrique atteint la valeur de - 8 mètres, pour les prélèvements rattachés à cet indicateur.

Les prélèvements en nappes rattachés aux indicateurs Renardières et Bé de Sommières doivent respecter le VHR dès que le DCP ou le DC sont atteints pour l'indicateur de Voulon.

En application des dispositions 7E2 et 7E3 du SDAGE Loire Bretagne, les mesures de restriction ou de coupure sont également déclenchées sur l'ensemble du bassin du Clain et ses sous-bassins lorsque le débit du Clain (Poitiers) atteint le DSA, le DSAR ou le DC, fixés ci-dessus.

Bassin du CLAIN

Sous-bassin DIVE DE COUHE - BOULEURE

Périmètre concerné : Bassin hydrographique de la Dive de Couhé et de ses affluents (dont la Dive du Sud en 79)

Communes concernées :

Prélèvements en rivière		Prélèvements en nappes d'accompagnement	
Voulon (Petit Allier)	Voulon (Neuil)	Bréjeuille supratoarcien	
ANCHE CEAUX-EN-COUHE VOULON	PAYRE CHATILLON	BRUX CAUNAY (79) CEAUX EN COUHE CHATILLON CHAUNAY CLUSSAIS LA POMMERAIE (79) MAIRE L'EVESCAULT (79)	MESSE (79) PLIBOUX (79) ROM (79) SAINT SAUVANT

Prélèvements concernés : prélèvements en rivière (rattachés aux indicateurs de Voulon - Neuil - et de Voulon - Petit-Allier) et en nappes d'accompagnement (rattachés à l'indicateur Bréjeuille supra).

MESURES GENERALES au point nodal : Cl du bassin du Clain à Poitiers		
SDAGE Loire-Bretagne		
DOE : Débit Objectif d'étiage : 3 m ³ /s		
NIVEAU D'ALERTE	DEBIT	DISPOSITIONS
DSA	3 m ³ /s	Déclenchement de mesures correctives**
Débit de crise	1,9 m ³ /s	Prélèvements interdits (en rivière) ou réduits (en nappes)**

Mesures générales au point nodal : Site hydrométrique de POITIERS sur le Clain			
Tous les prélèvements de l'ensemble du sous-bassin			
	Seuils	DEBIT	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 04/04/16 au 16/06/16	DSAP	5 m ³ /s	50% de réduction du volume hebdomadaire pour les prélèvements en rivière (VHR en Vienne)
	DCP	4 m ³ /s	50% de réduction du volume hebdomadaire pour les prélèvements en nappes et prélèvements interdits en rivière
Gestion estivale Du 20/06/16 au 3/10/16	DSA	3,3 m ³ /s	30% de réduction du volume hebdomadaire pour les prélèvements en rivière
	DSAR	3,2 m ³ /s	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne) pour les prélèvements en rivière
	DC	1,9 m ³ /s	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne) pour les prélèvements en nappes et prélèvements interdits en rivière

Arrêté-cadre Clain 2016 – 2

Mesures particulières au point de référence : Site hydrométrique de Vouilon (Neuil) sur le Clain			
Tous les prélèvements de l'ensemble du sous-bassin			
	Seuils	DEBIT	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 04/04/16 au 16/06/16	DSAP	0,34 m³/s	50% de réduction du volume hebdomadaire pour (VHR en Vienne)
	DCP	0,24 m³/s	prélèvements interdits
Gestion estivale Du 20/06/16 au 3/10/16	DSA	0,3 m³/s	30% de réduction du volume hebdomadaire
	DSAR	0,24 m³/s	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
	DC	0,14 m³/s	prélèvements interdits

Mesures particulières au point de référence : Piézomètre de Bréjeuille supra à Rom (79)			
Prélèvements en nappe d'accompagnement rattachés à l'indicateur de Bréjeuille supra			
	Seuils	NIVEAU	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 04/04/16 au 16/06/16	PSAP	-2,50 m	50% de réduction du volume hebdomadaire pour (VHR en Vienne)
	PCP	-3 m	prélèvements interdits
Gestion estivale Du 20/06/16 au 3/10/16	PSA	-2,75 m	30% de réduction du volume hebdomadaire
	PSAR	-3 m	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
	PC	-5 m	prélèvements interdits

Les prélèvements en nappes rattachés à l'indicateur de Bréjeuille supra doivent respecter la réduction de 50 % du volume hebdomadaire (appelé VHR en Vienne) dès que le DCP ou le DC/PC sont atteints pour l'indicateur de Vouilon (Neuil).

En application des dispositions 7E2 et 7E3 du SDAGE Loire Bretagne, les mesures de restriction ou de coupure sont également déclenchées sur l'ensemble du bassin du Clain et ses sous-bassins lorsque le débit du Clain (Poitiers) atteint le DSA, le DSAR ou le DC, fixés ci-dessus.

Bassin du CLAIN

Sous-bassin CLOUÈRE

Périmètre concerné : Bassin hydrographique de la Clouère et ses affluents.

Communes concernées :

Prélèvements en rivière	Prélèvements en nappes	
Château Larcher	La Charpraie	Petit Chez Dauffard
BRION CHATEAU-LARCHER MARNAY SAINT-MARTIN-L'ARS SAINT-SECONDIN USSON-DU-POITOU	LA FERRIERE-AIROUX MAGNE	BRION CHATEAU-GARNIER GENCAY LA FERRIERE-AIROUX MAGNE MARNAY PAYROUX SAINT-MARTIN-L'ARS SAINT-MAURICE-LA-CLOUERE SAINT-SECONDIN USSON-DU-POITOU

Prélèvements concernés : Prélèvements en rivière rattachés à l'indicateur **Château Larcher** (Le Rozeau) et en nappes rattachés aux indicateurs de la **Charpraie** et **Petit chez Dauffard** précisé sur le registre d'autorisation individuelle.

MESURES GENERALES au point nodal : Cl du bassin du Clain à Poitiers		
SDAGE Loire-Bretagne		
DOE : Débit Objectif d'étiage : 3 m³/s		
NIVEAU D'ALERTE	DEBIT	DISPOSITIONS
DSA	3 m³/s	Déclenchement de mesures correctives**
Débit de crise	1,9 m³/s	Prélèvements interdits (en rivière) ou réduits (en nappes)**

Mesures générales au point nodal : Site hydrométrique de POITIERS sur le Clain			
Prélèvements de l'ensemble du bassin du Clain			
	Seuils	DEBIT	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 04/04/16 au 19/06/16	DSAP	5 m³/s	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne) pour les prélèvements en rivière
	DCP	4 m³/s	Prélèvements interdits en rivière 50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne) pour les prélèvements en nappes
Gestion estivale Du 20/06/16 au 3/10/16	DSA	3,3 m³/s	30% de réduction du volume hebdomadaire pour les prélèvements en rivière
	DSAR	3,2 m³/s	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne) pour les prélèvements en rivière
	DC	1,9 m³/s	Prélèvements interdits en rivière 50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne) pour les prélèvements en nappes

Arrêté-cadre Clain 2016 – 3

Mesures particulières au point de référence : Site hydrométrique de Château Larcher			
Prélèvements en rivière rattachés à l'indicateur de Château Larcher			
	Seuils	DEBIT	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 04/04/16 au 19/06/16	DSAP	1,5 m³/s	50% de réduction du volume hebdomadaire pour (VHR en Vienne)
	DCP	1,2 m³/s	prélèvements interdits
Gestion estivale Du 20/06/16 au 3/10/16	DSA	1 m³/s	30% de réduction du volume hebdomadaire
	DSAR	0,8 m³/s	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
	DC	0,5 m³/s	prélèvements interdits

Mesures particulières au point de référence : Piézomètre du Petit chez Dauffard			
Prélèvements en nappes rattachés à l'indicateur du Petit chez Dauffard			
	Seuils	NIVEAU	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 04/04/16 au 19/06/16	PSAP	-19,95 m	50% de réduction du volume hebdomadaire pour (VHR en Vienne)
	PCP	-21,55 m	prélèvements interdits
Gestion estivale Du 20/06/16 au 3/10/16	PSA	-20,10 m	30% de réduction du volume hebdomadaire
	PSAR	-20,27 m	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
	PC	-21,87 m	prélèvements interdits

Mesures particulières au point de référence : Piézomètre de La Charpraie			
Prélèvements en nappes rattachés à l'indicateur de La Charpraie			
	Seuils d'alerte et de coupure	NIVEAU	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 04/04/16 au 19/06/16	PSAP	-12,04 m	50% de réduction du volume hebdomadaire pour (VHR en Vienne)
	PCP	-12,30 m	prélèvements interdits
Gestion estivale Du 20/06/16 au 3/10/16	PSA	-12,25 m	30% de réduction du volume hebdomadaire
	PSAR	-12,30 m	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
	PC	-12,45 m	prélèvements interdits

Les prélèvements en nappes rattachés aux indicateurs du Petit chez Dauffard et de la Charpraie doivent respecter le VHR dès que le DCP ou le DC sont atteints pour l'indicateur de Château-Larcher.

En application des dispositions 7E2 et 7E3 du SDAGE Loire Bretagne, les mesures de restriction ou de coupure sont également déclenchées sur l'ensemble du bassin du Clain et ses sous-bassins lorsque le débit du Clain (Poitiers) atteint le DSA, le DSAR ou le DC, fixés ci-dessus.

Bassin du CLAIN

Sous-bassin VONNE

Périmètre concerné : Bassin hydrographique de la Vonne et de ses affluents.

Communes concernées :

CELLE-LEVESCAULT
CLOUE
JAZENEUIL
LES FORGES (79)
LUSIGNAN

MARIGNY-CHEMEREAU
ROUILLE
VIVONNE
SAINT GERMIER (79)

Prélèvements concernés : Prélèvements en rivière rattachés à l'indicateur de Cloué (pont de Cloué) précisé sur le registre d'autorisation individuelle (en Vienne). Prélèvements en rivière ou en nappe d'accompagnement (en Deux-Sèvres)

MESURES GENERALES au point nodal : CI du bassin du Clain à Poitiers		
SDAGE Loire-Bretagne		
DOE : Débit Objectif d'étiage : 3 m ³ /s		
NIVEAU D'ALERTE	DEBIT	DISPOSITIONS
DSA	3 m ³ /s	Déclenchement de mesures correctives**
Débit de crise	1,9 m ³ /s	Prélèvements interdits (en rivière) ou réduits (en nappes)**

Mesures générales au point nodal : Site hydrométrique de POITIERS sur le Clain			
Tous les prélèvements de l'ensemble du sous-bassin			
	Seuils	DEBIT	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 04/04/16 au 19/06/16	DSAP	5 m ³ /s	50% de réduction du volume hebdomadaire pour les prélèvements en rivière (VHR en Vienne)
	DCP	4 m ³ /s	50% de réduction du volume hebdomadaire pour les prélèvements en nappes et prélèvements interdits en rivière
Gestion estivale Du 20/06/16 au 3/10/16	DSA	3,3 m ³ /s	30% de réduction du volume hebdomadaire pour les prélèvements en rivière
	DSAR	3,2 m ³ /s	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne) pour les prélèvements en rivière
	DC	1,9 m ³ /s	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne) pour les prélèvements en nappes et prélèvements interdits en rivière

Arrêté-cadre Clain 2016 – 4

Mesures particulières au point de référence : Site hydrométrique de Cloué			
Prélèvements en rivière rattachés à l'indicateur de Cloué			
	Seuils	DEBIT	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 04/04/16 au 19/06/16	DSAP	0,6 m³/s	50% de réduction du volume hebdomadaire pour (VHR en Vienne)
	DCP	0,42 m³/s	prélèvements interdits
Gestion estivale Du 20/06/16 au 3/10/16	DSA	0,50 m³/s	30% de réduction du volume hebdomadaire
	DSAR	0,42 m³/s	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
	DC	0,24 m³/s	prélèvements interdits

En application des dispositions 7E2 et 7E3 du SDAGE Loire Bretagne, les mesures de restriction ou de coupure sont également déclenchées sur l'ensemble du bassin du Clain et ses sous-bassins lorsque le débit du Clain (Poitiers) atteint le DSA, le DSAR ou le DC, fixés ci-dessus.

Bassin du CLAIN

Sous-bassin BOIVRE

Périmètre concerné : Bassin hydrographique de la Boivre et ses affluents.

Communes concernées :

BENASSAY
BERUGES
MONTREUIL-BONNIN
VASLES (79)

Prélèvements concernés : prélèvements en rivière rattachés à l'indicateur de Vouneuil-Sous-Biard précisé sur le registre d'autorisation individuelle (en Vienne). Prélèvements en rivière ou en nappe d'accompagnement (en Deux-Sèvres)

MESURES GENERALES au point nodal : CI du bassin du Clain à Poitiers		
SDAGE Loire-Bretagne		
DOE : Débit Objectif d'étiage : 3 m ³ /s		
NIVEAU D'ALERTE	DEBIT	DISPOSITIONS
DSA	3 m ³ /s	Déclenchement de mesures correctives**
Débit de crise	1,9 m ³ /s	Prélèvements interdits (en rivière) ou réduits (en nappes)**

Mesures générales au point nodal : Site hydrométrique de POITIER 3 sur le Clain			
Tous les prélèvements de l'ensemble du sous-bassin			
	Seuils	DEBIT	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 04/04/16 au 19/06/16	DSAP	5 m ³ /s	50% de réduction du volume hebdomadaire pour les prélèvements en rivière (VHR en Vienne)
	DCP	4 m ³ /s	50% de réduction du volume hebdomadaire pour les prélèvements en nappes et prélèvements interdits en rivière
Gestion estivale Du 20/06/16 au 3/10/16	DSA	3,3 m ³ /s	30% de réduction du volume hebdomadaire pour les prélèvements en rivière
	DSAR	3,2 m ³ /s	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne) pour les prélèvements en rivière
	DC	1,9 m ³ /s	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne) pour les prélèvements en nappes et prélèvements interdits en rivière

Arrêté-cadre Clain 2016 – 5

Mesures particulières au point de référence : Site hydrométrique de Vouneuil-sous-Biard sur la Boivre			
Prélèvements en rivière rattachés à l'indicateur de Vouneuil-sous-Biard			
	Seuils	DEBIT	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 04/04/16 au 19/06/16	DSAP	0,29 m³/s	50% de réduction du volume hebdomadaire pour (VHR en Vienne)
	DCP	0,20 m³/s	prélèvements interdits
Gestion estivale Du 20/06/16 au 3/10/16	DSA	0,25 m³/s	30% de réduction du volume hebdomadaire
	DSAR	0,20 m³/s	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
	DC	0,12 m³/s	prélèvements interdits

En application des dispositions 7E2 et 7E3 du SDAGE Loire Bretagne, les mesures de restriction ou de coupure sont également déclenchées sur l'ensemble du bassin du Clain et ses sous-bassins lorsque le débit du Clain (Poitiers) atteint le DSA, le DSAR ou le DC, fixés ci-dessus.

Bassin du CLAIN

Sous-bassin AUXANCE

Périmètre concerné : Bassin hydrographique de l'Auxance et ses affluents.

Communes concernées :

Prélèvements en rivière	Prélèvements en nappes d'accompagnement	
Station de Quincay	Piézomètre de Villiers	Piézomètre de Lourdines
Pas de prélèvements autorisés sur ce sous-bassin	AYRON CHARRAIS CISSE FROZES LA FERRIERE EN PARTHENAY (79) MAILLE QUINCAY VASLES (79) VILLIERS VOUILLE SAINT MARTIN DU FOUILLOUX (79) YVERSAY	BIARD CHASSENEUIL-DU-POITOU CISSE MIGNE-AUXANCES POITIERS QUINCAY VOUNEUIL-SOUS-BIARD

Prélèvements concernés : Prélèvements en rivière (rattachés à l'indicateur de **Quincay**) et en nappes d'accompagnement (rattachés aux indicateurs de **Villiers** ou des **Lourdines**)

MESURES GENERALES au point nodal : Cl du bassin du Clain à Poitiers		
SDAGE Loire-Bretagne		
DOE : Débit Objectif d'étiage : 3 m ³ /s		
NIVEAU D'ALERTE	DEBIT	DISPOSITIONS
DSA	3 m ³ /s	Déclenchement de mesures correctives**
Débit de crise	1,9 m ³ /s	Prélèvements interdits (en rivière) ou réduits (en nappes)**

Mesures générales au point nodal : Site hydrométrique de POITIERS sur le Clain			
Tous les prélèvements du sous-bassin			
	Seuils	DEBIT	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 04/04/16 au 19/06/16	DSAP	5 m ³ /s	50% de réduction du volume hebdomadaire pour les prélèvements en rivière (VHR en Vienne)
	DCP	4 m ³ /s	50% de réduction du volume hebdomadaire pour les prélèvements en nappes et prélèvements interdits en rivière
Gestion estivale Du 20/06/16 au 3/10/16	DSA	3,3 m ³ /s	30% de réduction du volume hebdomadaire pour les prélèvements en rivière
	DSAR	3,2 m ³ /s	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne) pour les prélèvements en rivière
	DC	1,9 m ³ /s	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne) pour les prélèvements en nappes et prélèvements interdits en rivière

Arrêté-cadre Clain 2016 – 6

Mesures particulières au point de référence : Site hydrométrique de Quinçay sur l'Auxance			
Tous les prélèvements du sous-bassin			
	Seuils	DEBIT	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 04/04/16 au 19/06/16	DSAP	0,66 m³/s	50% de réduction du volume hebdomadaire
	DCP	0,46 m³/s	50% de réduction du volume hebdomadaire pour (VHR en Vienne)
Gestion estivale Du 20/06/16 au 3/10/16	DSA	0,50 m³/s	prélèvements interdits
	DSAR	0,46 m³/s	30% de réduction du volume hebdomadaire
	DC	0,26 m³/s	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)

Mesures particulières au point de référence : Piézomètre de Villiers à Villiers			
Prélèvements en nappes d'accompagnement rattachés à l'indicateur de Villiers			
	Seuils	NIVEAU	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 04/04/16 au 19/06/16	PSAP	-27,60 m	50% de réduction du volume hebdomadaire pour (VHR en Vienne)
	PCP	-29,60 m	prélèvements interdits
Gestion estivale Du 20/06/16 au 3/10/16	PSA	-27,80 m	30% de réduction du volume hebdomadaire
	PSAR	-28 m	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
	PC	-30 m	prélèvements interdits

Mesures particulières au point de référence : Piézomètre des Lourdines à Migné-Auxances			
Prélèvements en nappes d'accompagnement rattachés à l'indicateur des Lourdines			
	Seuils	NIVEAU	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 04/04/16 au 19/06/16	PSAP	-33,60 m	50% de réduction du volume hebdomadaire pour (VHR en Vienne)
	PCP	-35,60 m	prélèvements interdits
Gestion estivale Du 20/06/16 au 3/10/16	PSA	-33,80 m	30% de réduction du volume hebdomadaire
	PSAR	-34 m	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
	PC	-36 m	prélèvements interdits

Les prélèvements en nappes rattachés aux indicateurs de Villiers et des Lourdines doivent respecter la réduction de 50% du volume hebdomadaire (appelée VHR en Vienne) dès que le DCP ou le DC sont atteints pour l'indicateur de Quinçay.

En application des dispositions 7E2 et 7E3 du SDAGE Loire Bretagne, les mesures de restriction ou de coupure sont également déclenchées sur l'ensemble du bassin du Clain et ses sous-bassins lorsque le débit du Clain (Poitiers) atteint le DSA, le DSAR ou le DC, fixés ci-dessus.

Bassin du CLAIN

Sous-bassin PALLU

Périmètre concerné : Bassin hydrographique de la Pallu et de ses affluents.

Communes concernées :

prélèvements en rivière	prélèvements en nappes	
Poitiers	Puzé1	Chabournay
MARIGNY-BRIZAY VENDEUVRE-DU-POITOU	BLASLAY CHAMPIGNY-LE-SEC CHARRAIS LE ROCHEREAU VARENNES VILLIERS VOUZAILLES	AVANTON BLASLAY CHABOURNAY CISSE DISSAY JAUNAY-CLAN MARIGNY-BRIZAY NEUVILLE-DE-POITOU VENDEUVRE-DU-POITOU YVERSAY

Prélèvements concernés: prélèvements en nappes de rattachés aux indicateurs de **Puzé1** et de **Chabournay** et en rivière rattachés à l'indicateur de **Poitiers** précisé sur le registre d'autorisation individuelle.

MESURES GENERALES au point nodal : Cl du bassin du Clain à Poitiers		
SDAGE Loire-Bretagne		
DOE : Débit Objectif d'étiage : 3 m³/s		
NIVEAU D'ALERTE	DEBIT	DISPOSITIONS
DSA	3 m³/s	Déclenchement de mesures correctives**
Débit de crise	1,9 m³/s	Prélèvements interdits (en rivière) ou réduits (en nappes)**

**Les mesures découlant du franchissement des seuils s'appliquent sur l'ensemble de la zone d'influence du point nodal, c'est-à-dire à tous les prélèvements en eaux superficielles mais aussi avec des mesures transitoires aux prélèvements en nappes du supra-toarcien en attente de la fixation des limites dans lesquelles les eaux souterraines sont intégrées à la zone d'influence du point nodal.

Mesures générales au point nodal : Site hydrométrique de POITIERS sur le Clain			
Prélèvements de l'ensemble du bassin du Clain			
	Seuils	DEBIT	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 04/04/16 au 19/06/16	DSAP	5 m³/s	50% de réduction du volume hebdomadaire pour les prélèvements en rivière (VHR en Vienne)
	DCP	4 m³/s	50% de réduction du volume hebdomadaire pour les prélèvements en nappes et prélèvements interdits en rivière
Gestion estivale Du 20/06/16 au 3/10/16	DSA	3,3 m³/s	30% de réduction du volume hebdomadaire pour les prélèvements en rivière
	DSAR	3,2 m³/s	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne) pour les prélèvements en rivière
	DC	1,9 m³/s	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne) pour les prélèvements en nappes et prélèvements interdits en rivière

Arrêté-cadre Clain 2016 – 7

Mesures particulières au point de référence : Piézomètre de Puzé 1 à Champigny le sec			
Prélèvements en nappes rattachés aux indicateurs de Puzé1 et de Chabournay			
	Seuils	NIVEAU	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 04/04/16 au 19/06/16	PSAP	-6,64 m	50% de réduction du volume hebdomadaire pour (VHR en Vienne)
	PCP	-7,44 m	prélèvements interdits
Gestion estivale Du 20/06/16 au 3/10/16	PSA	-6,70 m	30% de réduction du volume hebdomadaire
	PSAR	-6,80 m	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
	PC	-7,60 m	prélèvements interdits

Mesures particulières au point de référence : Piézomètre de Chabournay à Chabournay			
Prélèvements en nappes rattachés aux indicateurs de Puzé1 et de Chabournay			
	Seuils	NIVEAU	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 04/04/16 au 19/06/16	PSAP	-7,74 m	50% de réduction du volume hebdomadaire pour (VHR en Vienne)
	PCP	-8,04 m	prélèvements interdits
Gestion estivale Du 20/06/16 au 3/10/16	PSA	-7,77 m	30% de réduction du volume hebdomadaire
	PSAR	-7,80 m	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
	PC	-8,10 m	prélèvements interdits

Mesures particulières au point de référence : Site hydrométrique de Venduvre du Poitou			
Prélèvements en rivières rattachés à l'indicateur de Venduvre du Poitou			
	Seuils	DEBIT	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 04/04/16 au 19/06/16	DSAP	0,25m3/s	50% de réduction du volume hebdomadaire pour (VHR en Vienne)
	DCP	0,15m3/s	prélèvements interdits
Gestion estivale Du 20/06/16 au 2/10/16	DSA	0,18m³/s	30% de réduction du volume hebdomadaire
	DSAR	0,15m3/s	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
	DC	0,05m3/s	prélèvements interdits

La gestion des prélèvements rattachés aux indicateurs de Puzé 1 et de Chabournay est couplée, la mesure la plus restrictive s'applique pour l'ensemble des prélèvements rattachés à ces deux indicateurs.

En application des dispositions 7E2 et 7E3 du SDAGE Loire Bretagne, les mesures de restriction ou de coupure sont également déclenchées sur l'ensemble du bassin du Clain et ses sous-bassins lorsque le débit du Clain (Poitiers) atteint le DSA, le DSAR ou le DC, fixés ci-dessus.

Bassin du CLAIN

Sous-bassin CLAIN AVAL

Périmètre concerné : Bassin hydrographique du Clain (partie aval) et ses affluents.

Communes concernées :

Prélèvements en rivière	Prélèvements en nappes		
Poitiers	Cagnoche	Sarzec	Vallée Moreau
ASLONNES DISSAY ITEUIL MARCAY NAINTRE ROCHES-PREMARIE-ANDILLE SAINT-BENOIT SMARVES VIVONNE	COULOMBIERS FONTAINE-LE-COMTE ITEUIL LIGUGE MARCAY VIVONNE	DISSAY LAVOUX LINIERS MIGNALOUX-BEAUVOIR MONTAMISE NAINTRE POITIERS SAINT-CYR SAINT-GEORGES-LES-BAILLARGEAUX SAINT-JULIEN-L'ARS SAVIGNY-LEVESCAULT SEVRES-ANXAUMONT	ASLONNES GIZAY NIEUIL-L'ESPOIR NOUAILLE-MAUPERTUIS ROCHES-PREMARIE-ANDILLE SMARVES VERNON

Prélèvements concernés : prélèvements en nappe rattachés aux indicateurs **Sarzec**, **Cagnoche** et **Vallée Moreau** et en rivière rattachés à l'indicateur de **Poitiers** précisé sur le registre d'autorisation individuelle.

MESURES GENERALES au point nodal : Cl du bassin du Clain à Poitiers		
SDAGE Loire-Bretagne		
DOE : Débit Objectif d'étiage : 3 m ³ /s		
NIVEAU D'ALERTE	DEBIT	DISPOSITIONS
DSA	3 m ³ /s	Déclenchement de mesures correctives**
Débit de crise	1,9 m ³ /s	Prélèvements interdits (en rivière) ou réduits (en nappes)**

Mesures générales au point nodal : Site hydrométrique de POITIERS sur le Clain			
Prélèvements de l'ensemble du bassin du Clain			
	Seuils	DEBIT	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 04/04/16 au 19/06/16	DSAP	5 m ³ /s	50% de réduction du volume hebdomadaire pour les prélèvements en rivière (VHR en Vienne)
	DCP	4 m ³ /s	50% de réduction du volume hebdomadaire pour les prélèvements en nappes et prélèvements interdits en rivière
Gestion estivale Du 20/06/16 au 3/10/16	DSA	3,3 m ³ /s	30% de réduction du volume hebdomadaire pour les prélèvements en rivière
	DSAR	3,2 m ³ /s	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne) pour les prélèvements en rivière
	DC	1,9 m ³ /s	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne) pour les prélèvements en nappes et prélèvements interdits en rivière

Arrêté-cadre Clain 2016 – 8

Mesures particulières au point de référence : Piézomètre de Cagnoche à Coulombiers			
Prélèvements en nappes rattachés à l'indicateur la Cagnoche			
	Seuils	NIVEAU	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 04/04/16 au 19/06/16	PSAP	-13,70 m	50% de réduction du volume hebdomadaire pour (VHR en Vienne)
	PCP	-14,70 m	prélèvements interdits
Gestion estivale Du 20/06/16 au 3/10/16	PSA	- 13,80 m	30% de réduction du volume hebdomadaire
	PSAR	-13,90 m	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
	PC	-14,90m	prélèvements interdits

Mesures particulières au point de référence : Piézomètre de Sarzec à Montamisé			
Prélèvements en nappes rattachés à Sarzec			
	Seuils	NIVEAU	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 04/04/16 au 19/06/16	PSAP	-16,90 m	50% de réduction du volume hebdomadaire pour (VHR en Vienne)
	PCP	-17,40 m	prélèvements interdits
Gestion estivale Du 20/06/16 au 3/10/16	PSA	-16,95 m	30% de réduction du volume hebdomadaire
	PSAR	-17 m	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
	PC	-17,50 m	prélèvements interdits

Mesures particulières au point de référence : Piézomètre de la Vallée Moreau aux Roches-Prémarie			
Prélèvements en nappes rattachés à la Vallée Moreau sauf ceux situés sur la commune des Roches Prémaries			
	Seuils	NIVEAU	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 04/04/16 au 19/06/16	PSAP	-24,30 m	50% de réduction du volume hebdomadaire pour (VHR en Vienne)
	PCP	-25,30 m	prélèvements interdits
Gestion estivale Du 20/06/16 au 3/10/16	PSA	-24,40 m	30% de réduction du volume hebdomadaire
	PSAR	-24,50 m	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
	PC	-25,50 m	prélèvements interdits

Mesures particulières au point de référence : débit du lavoir des Roches Prémaries donnant naissance au ruisseau des Dames			
Prélèvements en nappes rattachés à la Vallée Moreau et situés sur la commune des Roches Prémaries			
	Seuils	DEBIT	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 04/04/16 au 19/06/16	DSAP	15 l/s	50% de réduction du volume hebdomadaire pour (VHR en Vienne)
	DCP	10 l/s	prélèvements interdits
Gestion estivale Du 20/06/16 au 3/10/16	DSA	15 l/s	30% de réduction du volume hebdomadaire
	DSAR	15 l/s	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
	DC	10 l/s	prélèvements interdits

En application des dispositions 7E2 et 7E3 du SDAGE Loire Bretagne, les mesures de restriction ou de coupure sont également déclenchées sur l'ensemble du bassin du Clain et ses sous-bassins lorsque le débit du Clain (Poitiers) atteint le DSA, le DSAR ou le DC, fixés ci-dessus.

Arrêté-cadre Clain 2016 – 8

Bassin du CLAIN

nappes captives de l'INFRA-TOARCIEN

Périmètre concerné : Bassin hydrogéologique du Clain, nappe captive de l'infra-toarcien.

Communes concernées :

Bréjeuille_Infra	CAUNAY (79) CEAUX-EN-COUHE CLUSSAIS LA POMMERAIE (79)	MESSE (79) PAYRE ROM (79)
Choué	ANCHE CELLE-LEVESCAULT CLOUE COULOMBIERS	MARIGNY-CHEMEREAU VIVONNE VOULON LES FORGES (79)
Fontjaise	ASLONNES CHATEAU-LARCHER GIZAY	MARNAY ROCHES-PREMARIE-ANDILLE
Preille	BENASSAY LAVAUSSÉAU	MONTREUIL-BONNIN VASLES (79)
Raudière	AYRON CHALANDRAY LA FERRIERE-EN-PARTHENAY (79)	CHIRE-EN-MONTREUIL LATILLE ST MARTIN DU FOUILLOUX (79) VASLES (79)
Rouillé	BENASSAY JAZENEUIL	LUSIGNAN
Saizines	CHARROUX GENOUILLE LA CHAPELLE-BATON LIZANT	MAUPREVOIR PRESSAC SAVIGNE SURIN

Prélèvements concernés : Prélèvements en nappe captive de l'infra-toarcien (en Vienne). Les prélèvements de l'Infratoarcien en Deux-Sèvres sont rattachés à l'indicateur Poitiers.

MESURES GENERALES au point nodal : CI du bassin du Clain à Poitiers		
SDAGE Loire-Bretagne		
DOE : Débit Objectif d'étiage : 3 m ³ /s		
NIVEAU D'ALERTE	DEBIT	DISPOSITIONS
DSA	3 m ³ /s	Déclenchement de mesures correctives**
Débit de crise	1,9 m ³ /s	Prélèvements interdits (en rivière et en nappe d'accompagnement) ou réduits (en nappes)**

Arrêté-cadre Clain 2016 – 9

Mesures générales au point nodal : Site hydrométrique de POITIERS sur le Clain			
Les prélèvements du sous-bassin en Deux-Sèvres			
	Seuils	DEBIT	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 04/04/16 au 19/06/16	DSAP	5 m³/s	50% de réduction du volume hebdomadaire pour les prélèvements en rivière (VHR en Vienne)
	DCP	4 m³/s	50% de réduction du volume hebdomadaire pour les prélèvements en nappes et prélèvements interdits en rivière
Gestion estivale Du 20/06/16 au 3/10/16	DSA	3,3 m³/s	30% de réduction du volume hebdomadaire pour les prélèvements en rivière
	DSAR	3,2 m³/s	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne) pour les prélèvements en rivière
	DC	1,9 m³/s	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne) pour les prélèvements en nappes et prélèvements interdits en rivière

Mesures particulières au point de référence : Piézomètre de Bréjeuille infra			
Prélèvements en nappes rattachés à l'indicateur de Bréjeuille infra			
	Seuils	NIVEAU	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 04/04/16 au 19/06/16	PSAP	-21,82 m	50% de réduction du volume hebdomadaire pour (VHR en Vienne)
	PCP	-24,82 m	prélèvements interdits
Gestion estivale Du 20/06/16 au 3/10/16	PSA	- 21,9 m	30% de réduction du volume hebdomadaire
	PSAR	-22 m	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
	PC	-25 m	prélèvements interdits

Mesures particulières au point de référence : Piézomètre de Choué			
Prélèvements en nappes rattachés à l'indicateur de Choué			
	Seuils	NIVEAU	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 04/04/16 au 19/06/16	PSAP	-27,96 m	50% de réduction du volume hebdomadaire pour (VHR en Vienne)
	PCP	-30,96 m	prélèvements interdits
Gestion estivale Du 20/06/16 au 3/10/16	PSA	-27,98 m	30% de réduction du volume hebdomadaire
	PSAR	-28 m	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
	PC	-31 m	prélèvements interdits

Mesures particulières au point de référence : Piézomètre de Fontjoise			
Prélèvements en nappes rattachés à l'indicateur de Fontjoise			
	Seuils	NIVEAU	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 04/04/16 au 19/06/16	PSAP	-19,52 m	50% de réduction du volume hebdomadaire pour (VHR en Vienne)
	PCP	-21,52 m	prélèvements interdits
Gestion estivale Du 20/06/16 au 3/10/16	PSA	-19,90 m	30% de réduction du volume hebdomadaire
	PSAR	-20 m	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
	PC	-22 m	prélèvements interdits

Arrêté-cadre Clain 2016 – 9

Mesures particulières au point de référence : Piézomètre de La Preille			
Prélèvements en nappes rattachés à l'indicateur de La Preille			
	Seuils	NIVEAU	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 04/04/16 au 19/06/16	PSAP	-49,70 m	50% de réduction du volume hebdomadaire pour (VHR en Vienne)
	PCP	-52,70 m	prélèvements interdits
Gestion estivale Du 20/06/16 au 3/10/16	PSA	-49,90 m	30% de réduction du volume hebdomadaire
	PSAR	-50 m	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
	PC	-53 m	prélèvements interdits

Mesures particulières au point de référence : Piézomètre de La Raudière			
Prélèvements en nappes rattachés à l'indicateur de La Raudière			
	Seuils	NIVEAU	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 04/04/16 au 19/06/16	PSAP	-27,83 m	50% de réduction du volume hebdomadaire pour (VHR en Vienne)
	PCP	-30,83 m	prélèvements interdits
Gestion estivale Du 20/06/16 au 3/10/16	PSA	-27,90 m	30% de réduction du volume hebdomadaire
	PSAR	-28 m	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
	PC	-31 m	prélèvements interdits

Mesures particulières au point de référence : Piézomètre de Rouillé			
Prélèvements en nappes rattachés à l'indicateur de Rouillé			
	Seuils	NIVEAU	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 04/04/16 au 19/06/16	PSAP	-53,20 m	50% de réduction du volume hebdomadaire pour (VHR en Vienne)
	PCP	-56,20 m	prélèvements interdits
Gestion estivale Du 20/06/16 au 3/10/16	PSA	-53,90 m	30% de réduction du volume hebdomadaire
	PSAR	-54 m	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
	PC	-57 m	prélèvements interdits

Mesures particulières au point de référence : Piézomètre des Saizines			
Prélèvements en nappes rattachés à l'indicateur des Saizines			
	Seuils	NIVEAU	DISPOSITIONS
Gestion de printemps du 04/04/16 au 19/06/16	PSAP	-49,77 m	50% de réduction du volume hebdomadaire pour (VHR en Vienne)
	PCP	-54,77 m	prélèvements interdits
Gestion estivale Du 20/06/16 au 3/10/16	PSA	-49,90 m	30% de réduction du volume hebdomadaire
	PSAR	-50 m	50% de réduction du volume hebdomadaire (VHR en Vienne)
	PC	-55 m	prélèvements interdit

Direction départementale des territoires

86-2016-04-07-016

CP026-20160413131839



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Direction Départementale
des Territoires de la Vienne
Service de l'Economie Agricole
et du Développement Rural

ARRETE N° 2016/DDT/SEADR/

616

en date du 07 AVR. 2016

Autorisant M. Frédéric TRUDEAU à devenir associé exploitant
de la SCEA DE LA GRANDE DIME
et à exploiter 62,85 ha supplémentaires à Saix (86120), Epieds
(49260), Saint Laon (86200) et Morton (86120)
Siège social à Saix (86120),

La Préfète de la Vienne,
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code rural et de la Pêche Maritime (CDPM), articles L331-1 à L331-11, L312-1, L312-5, L312-6, L313-1, et R331-1 à R331-12

VU le décret n° 95-449 du 25 avril 1995 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA),

VU le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de la préfète de la Vienne - Mme Marie-Christine DOKHÉLAR,

VU l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SEADR/900 du 30 décembre 2013 établissant le schéma directeur des structures agricoles du département de la Vienne (SDDSA),

VU l'arrêté du Premier Ministre du 2 décembre 2014 nommant Jean-Jacques PAILHAS, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur départemental des territoires de la Vienne,

VU l'arrêté préfectoral n°2016-SG-SCAADE-015 du 04 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Jacques PAILHAS, Directeur Départemental des Territoires de la Vienne,

VU l'arrêté préfectoral N° 2016/DDT/SEADR/282 en date du 02 mars 2016 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture de la Vienne,

VU la décision n°2016-DDT- 3 en date du 13 janvier 2016 donnant délégation de signature aux agents de la Direction Départementale des Territoires de la Vienne,

VU les informations contenues dans la demande formulée par M. Frédéric TRUDEAU,

Après avoir examiné, la localisation des terres visées par la demande, la situation personnelle du demandeur et le nombre d'emplois éventuellement en cause,

Considérant qu'aucune demande concurrente n'a été déposée,

Considérant que la demande est conforme aux orientations du Schéma Directeur Départemental des Structures Agricoles,

Vu l'avis favorable de la DDT 49 reçu le 30/03/2016,

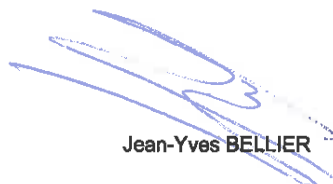
VU la proposition du Directeur Départemental des Territoires,

ARRETE :

ARTICLE 1 : L'autorisation sollicitée par M. Frédéric TRUDEAU pour devenir associé exploitant de la SCEA DE LA GRANDE DIME et pour exploiter 62,85 ha de terres supplémentaires à Saix (86120), Epieds (49260), Saint Laon (86200) et Morton (86120), est accordée.

ARTICLE 2 : Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, les maires de Saix (86120), Epieds (49260), Saint Laon (86200) et Morton (86120), dans la Vienne, le Directeur Départemental des Territoires, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté. Il sera en outre fait mention du présent arrêté au recueil des actes administratifs.

Pour la Préfète de la Vienne et par délégation
Pour le Directeur Départemental des Territoires
L'Adjoint au Chef du Service de l'Economie Agricole
et
du développement Rural



Jean-Yves BELLIER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

» par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'agriculture, de la pêche et des affaires rurales. L'absence de réponse dans un délai de 2 mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants,

» par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Poitiers.

Direction départementale des territoires

86-2016-04-04-008

CP030-20160404145122

Portant dérogation préfectorale à titre temporaire à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes pour les véhicules de plus de 7,5 tonnes de PTAC exploités par la Communauté de Communes du Mirebalais à MIREBEAU (86).



PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Direction Départementale des Territoires
de la Vienne
Service Prévention des Risques et d'Animation Territoriale
Cadre de Vie Sécurité Routière

DÉROGATION PREFECTORALE À TITRE TEMPORAIRE

**Portant dérogation préfectorale à titre temporaire à l'interdiction
de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes
pour les véhicules de plus de 7,5 tonnes de PTAC exploités par
la Communauté de Communes du Mirebalais à MIREBEAU (86).**

Préfète de La Vienne,
Chevalier de la Légion d'Honneur

Arrêté n° 2016 - DDT - 587

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2215-1 ;
Vu le Code de la route, notamment son article R. 411-18 ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;
Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements;
Vu l'arrêté interministériel du 2 mars 2015 relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes et notamment son article 5;
Vu l'arrêté n° 2016 SG-SCAADE 015 en date du 4 janvier 2016 donnant délégation de signature de madame la Préfète à Monsieur le Directeur Départemental des territoires de la Vienne par intérim;
Vu la décision n° 2016 - DDT - 3 en date du 13 janvier 2016, donnant délégation de signature aux agents de la Direction Départementale des Territoires ;
Vu la demande présentée le 30 mars 2016 par La Communauté de Communes du Mirebalais;
Considérant que la circulation des véhicules exploités par la Communauté de Communes du Mirebalais est destinée à contribuer à l'exécution de services publics ou de services d'urgence afin de répondre à des besoins collectifs immédiats et à la collecte des déchets ménagers
Sur proposition du directeur départemental des territoires;

ARRÊTE

Article premier

Les véhicules exploités par la Communauté de Communes du Mirebalais domiciliée à 5, Rue de l'Industrie, BP 22 à Mirebeau 86110, dont les caractéristiques figurent en annexe au présent arrêté, sont autorisés à circuler en dérogation aux articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 2 mars 2015 relatif aux interdictions de circulations générales et complémentaires des véhicules de transport de marchandises de plus de 7,5 tonnes de PTAC.

Article 2

Cette dérogation est accordée sur l'ensemble du réseau routier de la Communauté de Communes du Mirebalais, valable du 29 Avril 2016 au 28 Avril 2017.

Article 3

Le responsable du véhicule doit pouvoir justifier, en cas de contrôle auprès des agents de l'autorité compétente, de la conformité du transport effectué au regard des dispositions de la présente dérogation.

Une copie du présent arrêté et de son annexe, doit se trouver à bord du véhicule.

Article 4

Les autorités préfectorales compétentes, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au responsable légal de la de la Communauté de Communes du Mirebalais.

Fait à Poitiers, le 04/04/2016

**la préfète de la Vienne,
pour la préfète et par délégation,
le directeur départemental des territoires
pour le directeur départemental des territoires
La Responsable de Cadre de vie Sécurité Routière**

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Bonneuil', is written over a faint circular stamp.

Florence BONNEUIL

ANNEXE

À L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2016 - DDT - 587 du 4 Avril 2016

Article R. 411-18 du Code de la route – Article 5 de l'arrêté interministériel du 2 mars 2015

Dérogation préfectorale à titre temporaire aux interdictions de circulations générales et complémentaires prévues par les articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 2 mars 2015

VÉHICULES CONCERNÉS

TYPE	MARQUE	PTAC / PTR	N°IMMATRICULATION
G2529NLG39C	MERCEDES	26 000	BR 359 CX
22CVA5	RENAULT	26 130	CB 994 HF

ITINÉRAIRES CONCERNÉS

DÉPARTEMENT DE DÉPART (préciser à vide ou en charge)	DÉPARTEMENT DE CHARGEMENT	DÉPARTEMENT DE DÉCHARGEMENT	DÉPARTEMENT DE RETOUR (préciser à vide ou en charge)
Vienne Communauté de communes du Mirebalais	Vienne Communauté de communes du Mirebalais	Toutes interventions de ramassage de déchets collectifs sur la communauté de communes du Mirebalais	Vienne Communauté de communes du Mirebalais

**Dérogation préfectorale à titre temporaire valable :
du 29 avril 2016 au 28 avril 2017**

Une copie de l'arrêté préfectoral et son annexe doivent se trouver à bord du véhicule et pouvoir être présentés aux agents chargés du contrôle.

Direction départementale des territoires

86-2016-04-04-009

CP030-20160405103813

Portant dérogation à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes pour les véhicules de plus de 7,5 tonnes de PTAC exploités par la société des transports MAUFFREY PAYS DE LOIRE pour le compte de la Communauté d'agglomération du Pays Châtelleraudais à CHATELLERAULT (86).



PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Direction Départementale des Territoires
de la Vienne
Service Prévention des Risques et d'Animation Territoriale
Cadre de Vie Sécurité Routière

DÉROGATION PREFECTORALE À TITRE TEMPORAIRE

**Portant dérogation à l'interdiction de circulation des véhicules de transport
de marchandises à certaines périodes pour les véhicules de plus de 7,5 tonnes de PTAC
exploités par la société des transports MAUFFREY PAYS DE LOIRE pour le compte
de la Communauté d'agglomération du Pays Châtelleraudais à CHATELLERAULT (86).**

Préfète de La Vienne,
Chevalier de la Légion d'Honneur

Arrêté n° 2016 - DDT - 589

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2215-1 ;
Vu le Code de la route, notamment son article R. 411-18 ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;
Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
Vu l'arrêté interministériel du 2 mars 2015 relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes et notamment son article 5 - II paragraphe 3 ;
Vu l'arrêté n° 2016 SG-SCAADE 015 en date du 4 janvier 2016 donnant délégation de signature de madame la Préfète à Monsieur le Directeur Départemental des territoires de la Vienne par intérim ;
Vu la décision n° 2016 - DDT - 3 en date du 13 janvier 2016, donnant délégation de signature aux agents de la Direction Départementale des Territoires ;
Vu la demande présentée le 24 mars 2016 par la société des Transports MAUFFREY PAYS DE LOIRE ;
Vu l'accord favorable du département d'arrivée : INDRE et LOIRE (37)
Considérant que la circulation des véhicules exploités par la société des Transports MAUFFREY PAYS DE LOIRE pour le compte de la Communauté d'Agglomération du Pays Châtelleraudais est destinée à assurer le transport des déchets pour l'évacuation des déchetteries ;
Sur proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRÊTE

Article premier

Les véhicules exploités par la société des Transports MAUFFREY PAYS DE LOIRE domiciliée à 5, rue de l'europe, porte 3 à CHEMILLE 49 120, dont les caractéristiques figurent en annexe au présent arrêté, sont autorisés à circuler en dérogation à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mars 2015 relatif aux interdictions de circulation complémentaires des véhicules de transport de marchandises de plus de 7,5 tonnes de PTAC.

Article 2

Cette dérogation est accordée les samedis 23 et 30 juillet ainsi que les samedis 6,13 et 20 août 2016 pour le transport de déchets ménagers et déchets verts pour le compte de la Communauté d'agglomération du Pays Châtelleraudais :

1°) Quai de transfert de Châtellerault (86) sur la zone industrielle de Nonnes vers le site de la SITA à Sommières du Clain (86)

2°) Quai de transfert de Châtellerault (86) sur la zone industrielle de Nonnes vers le site de la SITA à Sonzay (37)

Article 3

Le responsable du véhicule doit pouvoir justifier, en cas de contrôle auprès des agents de l'autorité compétente, de la conformité du transport effectué au regard des dispositions de la présente dérogation.

Une copie du présent arrêté et de son annexe, doit se trouver à bord du véhicule.

Article 4

Les autorités préfectorales compétentes, sont chargées de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au responsable légal de la société des Transports MAUFFREY PAYS DE LOIRE.

Fait à Poitiers, le 04 avril 2016

**la préfète de la Vienne,
pour la préfète et par délégation,
le directeur départemental des territoires par intérim
pour le directeur départemental des territoires
La responsable de Cadre de Vie Sécurité Routière**

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Bonneuil', enclosed within a blue oval stamp.

Florence BONNEUIL

ANNEXE

À L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2016 - DDT – 587 en date du 04 avril 2016

Article R. 411-18 du Code de la route – Article 5 de l'arrêté interministériel du 2 mars 2015

Dérogation aux interdictions de circulations complémentaires prévues par l'article 2 de l'arrêté interministériel du 2 mars 2015

VÉHICULES CONCERNÉS

TYPE	MARQUE	PTAC	N°IMMATRICULATION
BA3CCA10AAES	IVECO	44 000	DC 208 HK
BA3CCA10AAES	IVECO	44 000	DA 717 KH
DSLCAEBS	LEGRAS	38 000	CA 874 HX
DSLCAEBS	LEGRAS	38 000	BZ 362 PD
DSLCAEBS	LEGRAS	38 000	BZ 215 PD
DSLCAEBS	LEGRAS	38 000	BN 285 FH
DSLCAEBS	LEGRAS	38 000	CC 803 KM
DSLCAEBS	LEGRAS	38 000	CA 874 HX

ITINÉRAIRES CONCERNÉS

DÉPARTEMENT DE DÉPART (préciser à vide ou en charge)	DÉPARTEMENT DE CHARGEMENT	DÉPARTEMENT DE DÉCHARGEMENT	DÉPARTEMENT DE RETOUR (préciser à vide ou en charge)
Vienne (86) Quai de transfert Châtelleraut sur la zone industrielle de Nonnes (86)	Vienne (86) Quai de transfert Châtelleraut sur la zone industrielle de Nonnes (86)	Vienne Site SITA Sommières du Clain (86) Indre et Loire Site SITA Sonzay (37)	Vienne (86) Quai de transfert Châtelleraut sur la zone industrielle de Nonnes (86)

Dérogation Préfectorale à titre temporaire valable :

les samedis 23 et 30 juillet ainsi que les samedis 6,13 et 20 août 2016

Une copie de l'arrêté préfectoral et son annexe doivent se trouver à bord du véhicule et
pouvoir être présentés aux agents chargés du contrôle.

Direction départementale des territoires

86-2016-04-12-001

CP030-20160412144841

*Autoroute A10 - Arrêté dérogatoire à l'arrêté permanent d'exploitation portant réglementation
d'exploitation sous chantier
Travaux de signalisation horizontale*

PRÉFÈTE DE LA VIENNE

*Direction départementale des
territoires de la Vienne*

*Service Prévention Risques et
d'Animation Territoriale
Cadre de Vie Sécurité Routière*

ARRETE N° 2016 DDT 623

Autoroute A10

Arrêté dérogatoire à l'arrêté permanent d'exploitation
portant réglementation d'exploitation sous chantier
Travaux de signalisation horizontale

Préfète de la Vienne
Chevalier de la légion d'honneur

- VU** le code de la route, notamment ses articles R 411-9, R 411-18, R 411-15, R 411-25, R411-26, R411-28, R412, R422 et R 424
- VU** le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU** l'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967, modifié par l'arrêté du 5 novembre 1992, et notamment la 8ème partie relative à la signalisation temporaire, approuvée par arrêté du 6 novembre 1992 ;
- VU** la circulaire n°96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantiers courants et en particulier son article 2.1 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2013 DDT 780 en date du 17 octobre 2013, portant réglementation de la police de circulation sur l'Autoroute A.10 l'Aquitaine dans la traversée du département de La Vienne ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 1998 portant réglementation de la circulation sous chantier sur l'Autoroute A.10 l'Aquitaine dans la traversée de La Vienne ;
- VU** l'arrêté n° 2016 SG-SCAADE 015 en date du 4 janvier 2016 donnant délégation de signature de madame la Préfète à Monsieur le Directeur Départemental des territoires de la Vienne ;
- VU** la décision n° 2016 - DDT - 3 en date du 13 janvier 2016, donnant délégation de signature aux agents de la Direction Départementale des Territoires ;
- VU** l'avis de la sous-direction de la gestion du réseau autoroutier concédé, Division des usagers et de l'exploitation en date du 4 avril 2016,

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des clients de l'autoroute ainsi que celle des agents de la Société Autoroutes du Sud de la France et de l'entreprise chargée de l'exécution des travaux de réfection de signalisation horizontale sur l'autoroute A10,

SUR, proposition du Directeur de la société concessionnaire,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

En raison des travaux d'entretien de la signalisation horizontale à réaliser pour la réfection des bandes de rive et médianes en simultanée sur l'autoroute A10, le camion d'application circulera sur la voie de droite à une vitesse d'environ 50 km/h.

Pour pallier au débordement du pistolet applicateur sur la voie de gauche, la largeur de la voie sera réduite au minimum à 3.20 m.

Une signalisation de chantier mobile par FLR sera mise en place conformément au schéma joint. Comme indiqué dans le schéma, un véhicule supplémentaire sera mis en place avec l'activation de chevrons sur la gauche pour inviter les usagers à se déporter sur la gauche.

ARTICLE 2 :

Ces travaux seront réalisés dans les deux sens de circulation, entre les PK 308,00 et 338,00 dans le courant des semaines 16 à 21, **soit entre le lundi 18 avril 2016 et le vendredi 27 mai 2016** (hors week-end).

ARTICLE 3 :

Dans le cas où le trafic poids-lourd serait supérieur à 500 véhicules par heure, le chantier ne sera pas mis en place.

ARTICLE 4 :

La signalisation sera mise en place et entretenue par la Société Autoroutes du Sud de la France conformément au livre I, 8ème partie traitant de la signalisation temporaire.

ARTICLE 5 :

L'information des clients sera donnée par les Panneaux à Messages Variables et Radio Vinci Autoroutes sur 107.7.

Les messages radio seront adaptés aux conditions de circulation rencontrées.

ARTICLE 5 :

Copie conforme du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne - 1, place Aristide BRIAND - 86021 POITIERS CEDEX ;

Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Vienne - 20, rue de la Providence - 86020 POITIERS CEDEX ;

Monsieur le Président du Conseil départemental de la Vienne, Direction des Routes – 1, avenue du Futuroscope Bâtiment Arobase 3 - Téléport 1 - 86360 Chasseneuil du Poitou;

Monsieur le Directeur ASF – District de Niort – Echangeur 33 – 79360 GRANZAY GRIPT

Monsieur le Commandant de l'Escadron Départemental la Sécurité Routière de la Vienne (EDSR) – Caserne du Sous Lieutenant Coustant - 8 rue Logerot BP 649 - 86023 POITIERS Cedex ;

Monsieur le Commandant de la C.R.S. N° 18 - 86000 POITIERS ;

Monsieur l'Inspecteur Départemental de Service Incendie et de Secours du Département de la Vienne - 22 rue de la Croix Blanche 86360 CHASSENEUIL DU POITOU ;

Monsieur le Chef de District de la DIRA -51 rue Bellevue CS4000 034-16710 St Yrieux / Charente.

CRICR de Bordeaux, Impasse de la Remonte, 33700, Mérignac

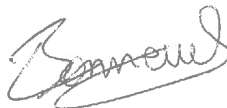
FNTR - 15, rue Norman Borlaug Centre Routier BP21 - 79260 LA CRECHE

OTRE - Les Pyramides Centre Routier- 79260 LA CRECHE

TLF OUEST - 10 rue de la rainière BP23939-Parc club Perray - 44339 NANTES CEDEX 3

Fait à POITIERS, le 12 avril 2016

Pour la Préfète du département de la Vienne
et par Délégation,
Pour le Directeur Départemental des territoires
La Responsable de Cadre de Vie Sécurité Routière



F. BONNEUIL

Direction départementale des territoires

86-2016-04-07-017

GAEC L'AGE BOURGET

Direction Départementale
des Territoires de la Vienne
Service de l'Economie Agricole
et du Développement Rural

ARRETE N° 2016/DDT/SEADR/ 617
en date du 07 AVR. 2016

Autorisant le GAEC L'AGE BOURGET (Mme Martine GUERRAUD, M. Mickaël GUERRAUD et M. Fabrice GUERRAUD)
à exploiter 275,11 ha à Lussac Les Châteaux (86320), Persac (86320), Sillars (86320) et Civaux (86320),
à titre temporaire jusqu'au 31 décembre 2016 sous condition de l'installation de M. Fabrice GUERRAUD avant cette même date
Siège social à Lussac Les Châteaux (86320),

La Préfète de la Vienne,
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code rural et de la Pêche Maritime (CDPM), articles L331-1 à L331-11, L312-1, L312-5, L312-6, L313-1, et R331-1 à R331-12

VU le décret n° 95-449 du 25 avril 1995 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA),

VU le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de la préfète de la Vienne - Mme Marie-Christine DOKHÉLAR,

VU l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SEADR/900 du 30 décembre 2013 établissant le schéma directeur des structures agricoles du département de la Vienne (SDDSA),

VU l'arrêté préfectoral n°2016-SG-SCAADE-015 du 04 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Jacques PAILHAS, Directeur Départemental des Territoires de la Vienne,

VU l'arrêté préfectoral N° 2016/DDT/SEADR/282 du 02 mars 2016 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture de la Vienne,

VU la décision n°2016-DDT- 3 en date du 13 janvier 2016 donnant délégation de signature aux agents de la Direction Départementale des Territoires de la Vienne,

VU les informations contenues dans la demande formulée par le GAEC L'AGE BOURGET (Mme Martine GUERRAUD, M. Mickaël GUERRAUD et M. Fabrice GUERRAUD), siège social à Lussac Les Châteaux (86320), qui porte sur 275,11 ha de terres, en vue de l'installation de M. Fabrice GUERRAUD,

Considérant, selon l'article 1er du schéma directeur des structures agricoles de la Vienne, que la politique des structures vise en premier lieu à favoriser les installations,

Considérant que la demande du GAEC L'AGE BOURGET concerne l'installation de M. Fabrice GUERRAUD,

Après avoir examiné, la localisation des terres visées par la demande, la situation personnelle du demandeur et le nombre d'emplois éventuellement en cause,

Considérant qu'aucune demande concurrente n'a été déposée,

Considérant que la demande est conforme aux orientations du Schéma Directeur Départemental des Structures Agricoles,

VU la proposition du Directeur Départemental des Territoires,

ARRETE :

ARTICLE 1 : L'autorisation sollicitée par le GAEC L'AGE BOURGET (Mme Martine GUERRAUD, M. Mickaël GUERRAUD et M. Fabrice GUERRAUD), siège social à Lussac Les Châteaux (86320), d'exploiter 275,11 ha de terres à Lussac Les Châteaux (86320), Persac (86320), Sillars (86320) et Civaux (86320), est accordée à titre temporaire jusqu'au 31 décembre 2016 sous condition de l'installation de M. Fabrice GUERRAUD avant cette même date.

ARTICLE 2 : Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, les maires de Lussac Les Châteaux (86320), Persac (86320), Sillars (86320) et Civaux (86320), dans la Vienne, le Directeur Départemental des Territoires, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté. Il sera en outre fait mention du présent arrêté au recueil des actes administratifs.

Pour la Préfète de la Vienne et par délégation
Pour le Directeur Départemental des Territoires
Le Chef du Service de l'Economie Agricole

Jean-Pierre PRADEL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

» par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'agriculture, de la pêche et des affaires rurales. L'absence de réponse dans un délai de 2 mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants,
» par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Poitiers.

PREFECTURE de la VIENNE

86-2016-04-13-009

AP 134 du 13 04 2016 propregeant la DUP de la ZAC de
la Marmoure à Naintré

Préfecture de la Vienne
Secrétariat Général
Direction des Relations avec les Collectivités Locales et des
Affaires Juridiques
Bureau de l'Utilité Publique
et des Procédures Environnementales
Affaire suivie par Catherine JACQUES
☐ : 05.49.55.71.23
☐ : 05.49.52.22.21
☐ : catherine.jacques@vienne.gouv.fr

ARRETE n° 2016-DRCLAJ/BUPPE-134

En date du 13 avril 2016

Prorogeant de cinq ans le délai fixé pour réaliser les travaux nécessaires à la réalisation de la ZAC de la Marmoure par la commune de Naintré sur le territoire communal et l'acquisition des terrains nécessaires à cet aménagement.

La préfète de la Vienne
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'expropriation ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 2015-SG-SCAADE-034 en date du 10 septembre 2015 donnant délégation de signature à M. Serge BIDEAU sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;

Vu l'arrêté n° 2016-SG-SCAADE-052 en date du 6 avril 2016 donnant délégation de signature à M. Stanislas ALFONSI sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de la Vienne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2011-DRCL/BE-137 en date du 11 mai 2011 déclarant d'utilité publique les travaux nécessaires à la réalisation de la ZAC de la Marmoure par la commune de Naintré sur le territoire communal et l'acquisition des terrains nécessaires à cet aménagement ;

VU la délibération du conseil municipal de Naintré en date du 17 mars 2016 ;

Vu la demande du maire de Naintré en date du 1^{er} avril 2016 ;

Considérant qu'un délai supplémentaire de cinq ans est nécessaire pour finaliser les travaux nécessaires à la réalisation de la ZAC de la Marmoure par la commune de Naintré sur le territoire communal et l'acquisition des terrains nécessaires à cet aménagement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne ;

ARRETE

Article 1^{er} :

Le délai de cinq ans accordé à la commune de Naintré, par arrêté préfectoral du 11 mai 2011 pour finaliser les travaux nécessaires à la réalisation de la ZAC de la Marmoure par la commune de Naintré est prorogé pour une durée de cinq ans.

Article 2 :

Le présent arrêté sera affiché en mairie de Naintré et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Vienne. Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication

Article 3 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, le maire de la commune de Naintré sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Poitiers, le 13 avril 2016

Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire Général absent,
Le Directeur de Cabinet,



Stanislas ALFONSI

PREFECTURE de la VIENNE

86-2016-04-11-002

APC modificatif de la CSS de SEI le Vigeant en date du 11
avril 2016



PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Préfecture de la Vienne
Secrétariat Général
Direction des Relations
avec les Collectivités Locales
et des Affaires Juridiques
Bureau de l'Utilité Publique
et des Procédures Environnementales

Arrêté n° 2016-DRCLAJ/BUPPE-130

en date du 11 avril 2016

modifiant l'arrêté du 3 mars 2015 portant création de la composition de la commission de suivi de site dans le cadre du fonctionnement d'un Centre d'Enfouissement Technique exploité par la société Séché Eco-Industries sur la commune du Vigeant

**La Préfète de la Vienne,
Chevalier de la Légion d'Honneur.**

VU le Code de l'Environnement, notamment ses articles L.125-2, L.125-2-1, L. 515-8 et R.125-8-1 à R.125-8-5 et D.125-29 à D.125-34 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement et notamment son article 247 ;

VU le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement des commissions administratives à caractère consultatif ;

VU le décret n°2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site modifiant le code de l'environnement (partie réglementaire) ;

VU l'arrêté n°2005-D2/B3-241 en date du 10 novembre 2005 autorisant la société Sud Vienne Ordures (SVO) à exploiter, sous certaines conditions, au lieu-dit « La Pierre Brune », commune du Vigeant, un centre de stockage de déchets ménagers et assimilés, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté n° 2016-SG-SCAADE-002 en date 1^{er} janvier 2016 donnant délégation de signature à M. Serge BIDEAU sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;

VU l'arrêté n° 2015-DRCLAJ/BUPPE-061 du 3 mars 2015 portant création de la commission de suivi de site dans le cadre du fonctionnement d'une Centre d'Enfouissement Technique exploité par la Société Vienne Ordures sur la commune du Vigeant ;

Vu l'arrêté n° 2015-DRCLAJ/BUPPE- 076 du 26 mars 2015 modifiant l'arrêté du 3 mars 2015 portant création de la composition de la commission de suivi de site dans le cadre du fonctionnement d'un Centre d'Enfouissement Technique exploité par la société Séché Eco-Industries sur la commune du Vigeant ;

VU le courrier du 1^{er} avril 2016 relatif au changement de présidence de la société Séché Eco-Industries ;

CONSIDERANT que de ce fait, il y a lieu de modifier le collège « exploitant » de la commission ;

CONSIDERANT les nuisances, dangers et inconvénients susceptibles d'être présentés par l'exploitation d'un entre d'Enfouissement Technique par la société Séché Eco-Industries et l'intérêt qu'il y a de mettre en place une commission de suivi de site en raison de son implantation sur la commune du Vigeant;

CONSIDERANT que les installations de la société Séché Eco-Industries figurent sur la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 du code de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne.

ARRETE

Article 1^{er} : l'article 4 de l'arrêté n° 2015-DRCLAJ/BUPPE-061 du 3 mars 2015 est modifié comme suit :

Collège " Exploitants " de l'installation classée pour laquelle la commission a été créée ou organismes professionnels la représentant :

- M. David FARREAUX, Responsable du site Séché Eco-industries,
- M. Patrice COUTURIER, Directeur Déchets non dangereux,
- **Mme Claire-Odile GANDIN, Responsable Santé, Sécurité et Environnement.**

Article 2 : les autres dispositions des arrêtés préfectoraux n° 2015-DRCLAJ/BUPPE-061 du 3 mars 2015 et n° 2015-DRCLAJ/BUPPE-076 du 26 mars 2015 restent et demeurent inchangées.

Article 3 : Recours

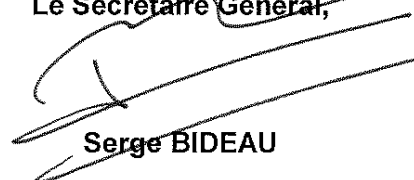
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne, et fera l'objet d'un affichage en mairie de la commune du Vigeant pendant un mois.

Article 10 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux membres de la commission de suivi de site.

Fait à Poitiers le, 11 avril 2016

**Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général,**



Serge BIDEAU

PREFECTURE de la VIENNE

86-2016-03-31-012

Arrêté 2016/CAB/112 du 31/03/2016 instituant un Comité
Opérationnel de lutte contre le Racisme et l'Antisémitisme
(CORA)



PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Cabinet de la Préfète
Sécurité-Ordre public

A R R Ê T É n° 2016 / CAB / 112
en date du 31 mars 2016

instituant un Comité Opérationnel de lutte contre le Racisme et l'Antisémitisme (CORA)

**La Préfète de la Vienne,
Chevalier de la Légion d'Honneur**

Vu le décret n°2006-665 du 7 juin 2006 (modifié), relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives ;

Vu le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu le plan gouvernemental de mobilisation contre le racisme et l'antisémitisme présenté par le Premier ministre le 17 avril 2015 ;

Vu le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de Madame Marie-Christine DOKHÉLAR, Préfète de la Vienne ;

Vu la circulaire du Ministre de l'Intérieur du 24 juillet 2015 relative à la mise en œuvre du plan national de lutte contre le racisme et l'antisémitisme ;

Vu la note de la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme visant la mise en place des comités opérationnels de lutte contre le racisme et l'antisémitisme en date du 19 octobre 2015 ;

Sur proposition de Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de cabinet de la Préfète de la Vienne ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er :

Il est institué dans le département de la Vienne un comité opérationnel de lutte contre le racisme et l'antisémitisme (CORA) concourant à la mise en œuvre de l'action du gouvernement en matière de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations.

ARTICLE 2 : Le comité exerce les attributions suivantes :

- veiller à l'application des instructions du gouvernement en matière de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et toutes les formes de discrimination ;
- définir les actions de prévention contre toutes les formes de racisme, d'antisémitisme et de discrimination ;
- arrêter un plan d'action adapté aux caractéristiques du département de la Vienne ;
- dresser un bilan annuel des actions mises en œuvre.

ARTICLE 3 : Le comité est présidé par la Préfète. Le Procureur de la République et le Président du Conseil départemental en sont les vice-présidents.

ARTICLE 4 : La composition du comité est fixé comme suit :

1) Services de l'État et organismes

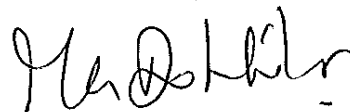
- Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Poitiers
- Madame la Rectrice de l'Académie de Poitiers
- Monsieur le Directeur académique des services de l'éducation nationale
- Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Châtelleraut
- Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Montmorillon
- Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique
- Monsieur le Général Commandant adjoint de la région de gendarmerie Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes, commandant le groupement de gendarmerie départemental de la Vienne
- Madame la Directrice départementale de la cohésion sociale
- Madame la Directrice de l'unité départementale de la Vienne de la DIRECCTE Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes
- Madame la Déléguée auprès de la Préfète pour les quartiers de la politique de la ville
- Madame la Déléguée départementale du défenseur des droits
- Monsieur le Directeur territorial de Pôle emploi

2) Collectivités locales

- Monsieur le Président du Conseil départemental de la Vienne
- Monsieur le Député-Maire de Poitiers, Président du Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance de Poitiers
- Monsieur le Maire de Châtelleraut, Président du Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance de Châtelleraut
- Monsieur le Président de l'Association départementale des maires de la Vienne.

ARTICLE 5 : Le Directeur de cabinet de la Préfète de la Vienne, le Procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Poitiers et le Président du Conseil départemental de la Vienne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont un exemplaire sera inséré au recueil des actes administratifs.

POITIERS, le 31 MAR. 2016



Marie-Christine DOKHÉLAR

PREFECTURE de la VIENNE

86-2016-03-16-011

**Arrêté 2016/CAB/85 du 16/03/2016 portant autorisation de
modifier un système de vidéo-protection Parking EFFIA- 2
boulevard Sadi Carnot- 86100 CHATELLERAULT**



PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Arrêté 2016/CAB/85 en date du 16/03/2016
portant autorisation de modifier un système de
vidéo-protection pour la société EFFIA
stationnement dans son parking situé 2 boulevard
Sadi carnot à CHATELLERAULT

Préfète de la Vienne
Chevalier de la Légion d'honneur,

VU le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L.223-1 à L.223-9,
L.251-1 à L.255-1 et L.613-13 ;

VU le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et
au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques
des systèmes de vidéo-protection et ses annexes techniques ;

Vu l'arrêté 2016 SG-SCAADE-003 du 01/01/2016 donnant délégation de
signature à Monsieur Stanislas ALFONSI, sous-préfet, directeur de cabinet de la Préfète de
la Vienne ;

VU la demande présentée par Monsieur Robin DEBOST, directeur régional
Ouest de EFFIA Stationnement 22 avenue Marcel Dassault 37200 TOURS, pour son parking
situé 2 boulevard Sadi Carnot à CHATELLERAULT ;

VU le récépissé en date du 19 février 2016 ;

VU l'avis favorable émis par la commission départementale chargée d'examiner
les dossiers de demande d'installation et de régularisation des dispositifs de vidéo-protection
lors de sa séance du 08 mars 2016 ;

VU l'avis favorable du représentant des services de Police lors de son audition
par la commission départementale chargée d'examiner les dossiers de demande
d'installation et de régularisation des dispositifs de vidéo-protection le 08 mars 2016 ;

SUR proposition du directeur de cabinet de la préfète de la Vienne ;

.../...

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Monsieur Robin DEBOST est autorisé à modifier le système de vidéo-protection précédemment autorisé sous le n° 2014/CAB/361 en date du 09 décembre 2014 sur le site de son parking sis 2 boulevard Sadi Carnot à CHATELLERAULT.

Ce dispositif est constitué t de 4 caméras extérieures.

Cette autorisation est délivrée jusqu'au 09 décembre 2019 à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitation du système s'effectue sous la responsabilité de Monsieur Robin DEBOST, directeur régional Ouest de EFFIA Stationnement 22 avenue Marcel Dassault 37200 TOURS pour son parking situé 2 boulevard Sadi Carnot à CHATELLERAULT.

ARTICLE 2 : la finalité du système de vidéo-protection est :

Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Autres (vols et vandalisme) ;

ARTICLE 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai de 30 jours.

Durant cette période, les enregistrements doivent être placés en lieu sûr dont l'accès est strictement limité aux personnes désignées pour leur exploitation.

Le titulaire de l'autorisation tient un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date et le mode de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Ce registre devra être présenté par le responsable du système à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du dispositif.

ARTICLE 4 : Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

-de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéo-protection ;

- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnant les références du Code de la sécurité intérieure et du décret susvisés, et les coordonnées du responsable de l'établissement auprès duquel s'exerce le droit d'accès.

ARTICLE 5 : Le responsable mentionné à l'article 1^{er} doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

ARTICLE 6 : Toute modification affectant l'activité de l'établissement ou le nom de son responsable ainsi que tout changement affectant le dispositif de vidéo-protection, la protection des images ou la configuration des lieux devront être déclarés à la préfecture dans les mêmes conditions que lors de la demande initiale.

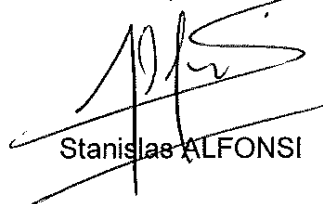
ARTICLE 7 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3 , L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du Code de la sécurité intérieure ou à celles résultant de l'article 18 du décret du 14 octobre 1996 susvisé ou encore, en cas de modification des conditions, au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

ARTICLE 8 : La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Elle peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de POITIERS dans un délai de 2 mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

ARTICLE 9 : Le sous-préfet, directeur de Cabinet de la préfète de la Vienne, ,le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont l'original sera adressé à Monsieur Robin DEBOST directeur régional Ouest de EFFIA Stationnement 22 avenue Marcel Dassault 37200 TOURS, pour son parking situé 2 boulevard Sadi Carnot à CHATELLERAULT et copie transmise au maire de CHATELLERAULT.

Poitiers, le 16 mars 2016,
Pour la préfète et par délégation,
Le sous-préfet, Directeur de Cabinet,



Stanislas ALFONSI

PREFECTURE de la VIENNE

86-2016-03-17-013

Arrêté 2016/CAB/87 du 17/03/2016 autorisant
l'installation d'un nouveau système de vidéo-protection
Direction départementale des Finances Publiques de la
Vienne- 1 avenue Treuille- 86100 CHATELLERAULT

PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Arrêté 2016/CAB/87 en date du 17/03/2016 autorisant l'installation d'un nouveau système de vidéo-protection sur le site de la Direction Départementale des Finances Publiques de la Vienne pour son agence sise 1 avenue Adrien Treuille 86000 CHATELLERAULT

Préfète de la Vienne,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.613-13;

Vu le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéo-protection et ses annexes techniques ;

Vu l'arrêté 2016 SG-SCAADE-003 du 01/01/2016 donnant délégation de signature à Monsieur Stanislas ALFONSI, sous-préfet, directeur de cabinet de la Préfète de la Vienne ;

Vu la demande présentée par Monsieur Philippe LE BRIS, administrateur des Finances Publiques, Direction Départementale des Finances Publiques de la Vienne, pour son agence sise 1 avenue Adrien Treuille à CHATELLERAULT ;

Vu le récépissé en date du 19 février 2016 ;

Vu l'avis favorable émis par la commission départementale chargée d'examiner les dossiers de demande d'installation et de régularisation des dispositifs de vidéo-protection lors de sa séance du 08 mars 2016 ;

Vu l'avis favorable du représentant des services de police lors de son audition par la commission départementale chargée d'examiner les dossiers de demande d'installation et de régularisation des dispositifs de vidéo-protection le 08 mars 2016 ;

Sur proposition du directeur de cabinet de la préfète de la Vienne ;

.../...

ARRÊTE

Article 1 : Monsieur Philippe LE BRIS, est autorisé à installer un système de vidéo-protection sur le site de son établissement sis 1 avenue Adrien Treuille à CHATELLERAULT.

Ce dispositif est constitué de 2 caméras intérieures.

Cette autorisation est délivrée pour cinq ans à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitation du système s'effectue sous la responsabilité de Monsieur Philippe LE BRIS, administrateur des Finances Publiques, Direction Départementale des Finances Publiques de la Vienne pour son agence sise 1 avenue Adrien Treuille à CHATELLERAULT.

Article 2 : La finalité du système de vidéo-protection est la suivante :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics ;

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de **20** jours.

Durant cette période, les enregistrements doivent être placés en lieu sûr dont l'accès est strictement limité aux personnes désignées pour leur exploitation.

Le titulaire de l'autorisation tient un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date et le mode de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Ce registre devra être présenté par le responsable du système à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du dispositif.

Article 4 : Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

-de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéo-protection ;

-à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnant les références du code de la sécurité intérieure et du décret susvisés et les coordonnées du responsable de l'établissement auprès duquel s'exerce le droit d'accès.

Article 5 : Le responsable mentionné à l'article 1^{er} doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : Toute modification affectant l'activité de l'établissement ou le nom de son responsable ainsi que tout changement affectant le dispositif de vidéo-protection, la protection des images ou la configuration des lieux devront être déclarés à la préfecture dans les mêmes conditions que lors de la demande initiale.

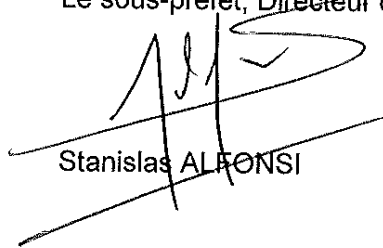
Article 7 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celles résultant de l'article 18 du décret du 14 octobre 1996 susvisé ou encore, en cas de modification des conditions, au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 : La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Elle peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de POITIERS dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 : Le sous-préfet, directeur de Cabinet de la préfète de la Vienne, le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont l'original sera adressé à Monsieur Philippe LE BRIS, administrateur des Finances Publiques, Direction Départementale des Finances Publiques de la Vienne, pour son agence sise 1 avenue Adrien Treuille à CHATELLERAULT et copie transmise au maire de CHATELLERAULT.

Poitiers, le 17 mars 2016,
Pour la préfète et par délégation,
Le sous-préfet, Directeur de Cabinet,



Stanislas ALFONSI

PREFECTURE de la VIENNE

86-2016-03-17-012

**Arrêté 2016/CAB/88 autorisant le renouvellement d'un
système de vidéo-protection Parfumerie MARIONNAUD
n°2527- 6 place Emile Zola- 86100 CHATELLERAULT**



PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Arrêté 2016/CAB/88 en date du 17 mars 2016
autorisant le renouvellement d'un système de
vidéo-protection pour la parfumerie
MARIONNAUD -6 place Zola
86100- CHATELLERAULT

Préfète de la Vienne,
Chevalier de la Légion d'honneur,

VU le Code de la sécurité intérieure, notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.613-13;

VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéo-protection et ses annexes techniques ;

VU l'arrêté 2016 SG-SCAADE-003 du 01/01/2016 donnant délégation de signature à Monsieur Stanislas ALFONSI, sous-préfet, directeur de cabinet de la Préfète de la Vienne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2010/CAB/181 en date du 10 novembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéo-protection ;

VU la demande présentée par Madame Angela ZABALETA, responsable sécurité & Process MARIONNAUD n°2527 pour sa parfumerie sise 6 place Zola à CHATELLERAULT ;

VU le récépissé en date du 19 février 2016 ;

VU l'avis favorable émis par la Commission Départementale chargée d'examiner les dossiers de demande d'installation et de régularisation des dispositifs de vidéo-protection lors de sa séance du 08 mars 2016 ;

VU l'avis favorable du représentant des services de police lors de son audition par la Commission départementale sus-citée lors de sa séance du 08 mars 2016.

SUR la proposition du directeur de cabinet de la préfète de la Vienne ;

A R R Ê T E

Article 1^{er} : Madame Angela ZABALETA est autorisée à renouveler un système de vidéo-protection sur le site de la parfumerie MARIONNAUD n°2527 sise 6 place ZOLA à CHATELLERAULT.

Ce dispositif est constitué de 6 caméras intérieures.

Cette autorisation est délivrée pour cinq ans à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitation du système s'effectue sous la responsabilité de Madame Angela ZABALETA, responsable sécurité & Process MARIONNAUD n° 2527 pour sa parfumerie sise 6 place Zola à CHATELLERAULT.

Article 2 : La finalité du système de vidéo-protection est la suivante :

Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue, Autres (Cambriolages):

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum **de 30 jours**.

Durant cette période, les enregistrements doivent être placés en lieu sûr dont l'accès est strictement limité aux personnes désignées pour leur exploitation.

Le titulaire de l'autorisation tient un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date et le mode de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Ce registre devra être présenté par le responsable du système à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du dispositif.

Article 4 : Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

-de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéo-protection ;

-à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnant les références du Code de la sécurité intérieure et les coordonnées du responsable de l'établissement auprès duquel s'exerce le droit d'accès .

Article 5 : Le responsable mentionné à l'article 1er doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : Toute modification affectant l'activité de l'établissement ou le nom de son responsable ainsi que tout changement affectant le dispositif de vidéo-protection, la protection des images ou la configuration des lieux devront être déclarés à la préfecture dans les mêmes conditions que lors de la demande initiale.

Article 7 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.253-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5, du Code de la sécurité intérieure ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Vienne.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 : Le sous-préfet, directeur de Cabinet de la préfète de la Vienne, le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont l'original sera adressé à Madame Angela ZABALETA, responsable sécurité & Process MARIONNAUD n° 2527 pour sa parfumerie sise 6 place Zola à CHATELLERAULT et copie transmise au maire de CHATELLERAULT.

Poitiers, le 17 mars 2016,
Pour la préfète et par délégation,
Le sous-préfet, Directeur de Cabinet,

Stanislas ALFONSI

PREFECTURE de la VIENNE

86-2016-03-17-011

Arrêté 2016/CAB/89 du 17/03/2016 autorisant
l'installation d'un nouveau système de vidéo-protection
CRÉDIT AGRICOLE TOURAIN -POITOU- 60 rue
Germaine, Tillion- 86440 MIGNÉ AUXANCES

PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Arrêté 2016/CAB/89 en date du 17/03/2016 autorisant l'installation d'un nouveau système de vidéo-protection sur le site du CRÉDIT AGRICOLE TOURAINE POITOU pour son agence bancaire sise 60 rue Germaine Tillion 86440 MIGNÉ AUXANCES

Préfète de la Vienne,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.613-13;

Vu le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéo-protection et ses annexes techniques ;

Vu l'arrêté 2016 SG-SCAADE-003 du 01/01/2016 donnant délégation de signature à Monsieur Stanislas ALFONSI, sous-préfet, directeur de cabinet de la Préfète de la Vienne ;

Vu la demande présentée par le Service Sécurité du CRÉDIT AGRICOLE de la TOURAINE et du POITOU 18 rue Salvador Allende 86000 POITIERS pour son agence sise 60 rue Germaine Tillion à MIGNÉ-AUXANCES ;

Vu le récépissé en date du 23 février 2016 ;

Vu l'avis favorable émis par la commission départementale chargée d'examiner les dossiers de demande d'installation et de régularisation des dispositifs de vidéo-protection lors de sa séance du 08 mars 2016 ;

Vu l'avis favorable du représentant des services de police lors de son audition par la commission départementale chargée d'examiner les dossiers de demande d'installation et de régularisation des dispositifs de vidéo-protection le 08 mars 2016 ;

Sur proposition du directeur de cabinet de la préfète de la Vienne ;

.../...

Place Aristide Briand – CS 30589 – 86021 POITIERS
Téléphone : 05 49 55 70 00 – Télécopie : 05 49 88 25 34 Serveur vocal : 05 49 55 70 70 – Internet : www.vienne.gouv.fr

ARRÊTE

Article 1 : Le Service Sécurité du CRÉDIT AGRICOLE de la TOURAINE et du POITOU 18 rue Salvador Allende 86000 POITIERS est autorisé à installer un système de vidéo-protection sur le site de son agence bancaire sise 60 rue Germaine Tillion à MIGNÉ-AUXANCES.

Ce dispositif est constitué de 4 caméras intérieures et 1 caméra extérieure.

Cette autorisation est délivrée pour cinq ans à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitation du système s'effectue sous la responsabilité du Service Sécurité du CRÉDIT AGRICOLE de la TOURAINE et du POITOU 18 rue Salvador Allende 86000 POITIERS pour son agence sise 60 rue Germaine Tillion à MIGNÉ-AUXANCES.

Article 2 : La finalité du système de vidéo-protection est la suivante :

Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens ;

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de **30** jours.

Durant cette période, les enregistrements doivent être placés en lieu sûr dont l'accès est strictement limité aux personnes désignées pour leur exploitation.

Le titulaire de l'autorisation tient un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date et le mode de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Ce registre devra être présenté par le responsable du système à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du dispositif.

Article 4 : Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

-de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéo-protection ;

-à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnant les références du code de la sécurité intérieure et du décret susvisés et les coordonnées du responsable de l'établissement auprès duquel s'exerce le droit d'accès.

Article 5 : Le responsable mentionné à l'article 1^{er} doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : Toute modification affectant l'activité de l'établissement ou le nom de son responsable ainsi que tout changement affectant le dispositif de vidéo-protection, la protection des images ou la configuration des lieux devront être déclarés à la préfecture dans les mêmes conditions que lors de la demande initiale.

Article 7 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celles résultant de l'article 18 du décret du 14 octobre 1996 susvisé ou encore, en cas de modification des conditions, au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 : La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Elle peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de POITIERS dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 : Le sous-préfet, directeur de Cabinet de la préfète de la Vienne, le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont l'original sera adressé au Service Sécurité du CRÉDIT AGRICOLE de la TOURAINE et du POITOU 18 rue Salvador Allende 86000 POITIERS pour son agence sise 60 rue Germaine Tillion à MIGNÉ-AUXANCES et copie transmise au maire de MIGNÉ-AUXANCES.

Poitiers, le 17 mars 2016,
Pour la préfète et par délégation,
Le sous-préfet, Directeur de Cabinet,



Stanislas ALFONSI

PREFECTURE de la VIENNE

86-2016-03-18-005

**Arrêté 2016/CAB/90 du 18/03/2016 auutorisant
l'installation d'un nouveau système de vidéo-protection
SAS LA PETITE FRANCE- 42 rue de Saumur- 86440
MIGNÉ AUXANCES**



PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Arrêté 2016/CAB/90 en date du 18/03/2016 autorisant
l'installation d'un nouveau système de vidéo-protection
sur le site de la SAS la petite France 42 rue de Saumur
86440 MIGNÉ AUXANCES

Préfète de la Vienne,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L.223-1 à L.223-9,
L.251-1 à L.255-1 et L.613-13;

Vu le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et
au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques
des systèmes de vidéo-protection et ses annexes techniques ;

Vu l'arrêté 2016 SG-SCAADE-003 du 01/01/2016 donnant délégation de
signature à Monsieur Stanislas ALFONSI, sous-préfet, directeur de cabinet de la Préfète de
la Vienne ;

Vu la demande présentée par Monsieur François LAFOND, gérant de la SAS la
petite France, 42 rue de Saumur à MIGNÉ-AUXANCES ;

Vu le récépissé en date du 24 février 2016 ;

Vu l'avis favorable émis par la commission départementale chargée d'examiner
les dossiers de demande d'installation et de régularisation des dispositifs de vidéo-protection
lors de sa séance du 08 mars 2016 ;

Vu l'avis favorable du représentant des services de police lors de son audition
par la commission départementale chargée d'examiner les dossiers de demande
d'installation et de régularisation des dispositifs de vidéo-protection le 08 mars 2016 ;

Sur proposition du directeur de cabinet de la préfète de la Vienne ;

.../...

ARRÊTE

Article 1 : Monsieur François LAFOND, gérant de la SAS la petite France, est autorisé à installer un système de vidéo-protection sur le site de son restaurant sis 42 rue de Saumur à MIGNE AUXANCES.

Ce dispositif est constitué de 1 caméra extérieure.

Cette autorisation est délivrée pour cinq ans à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitation du système s'effectue sous la responsabilité de Monsieur François LAFOND, gérant de la SAS la petite France 42 rue de Saumur à MIGNE AUXANCES.

Article 2 : La finalité du système de vidéo-protection est la suivante :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens ;

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 21 jours.

Durant cette période, les enregistrements doivent être placés en lieu sûr dont l'accès est strictement limité aux personnes désignées pour leur exploitation.

Le titulaire de l'autorisation tient un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date et le mode de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Ce registre devra être présenté par le responsable du système à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du dispositif.

Article 4 : Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

-de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéo-protection ;

-à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnant les références du code de la sécurité intérieure et du décret susvisés et les coordonnées du responsable de l'établissement auprès duquel s'exerce le droit d'accès.

Article 5 : Le responsable mentionné à l'article 1^{er} doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Place Aristide Briand – CS 30589 – 86021 POITIERS

Téléphone : 05 49 55 70 00 – Télécopie : 05 49 88 25 34 Serveur vocal : 05 49 55 70 70 – Internet : www.vienne.gouv.fr

Article 6 : Toute modification affectant l'activité de l'établissement ou le nom de son responsable ainsi que tout changement affectant le dispositif de vidéo-protection, la protection des images ou la configuration des lieux devront être déclarés à la préfecture dans les mêmes conditions que lors de la demande initiale.

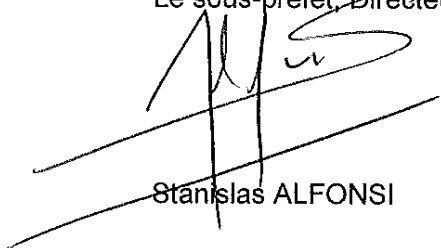
Article 7 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celles résultant de l'article 18 du décret du 14 octobre 1996 susvisé ou encore, en cas de modification des conditions, au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 : La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Elle peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de POITIERS dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 : Le sous-préfet, directeur de Cabinet de la préfète de la Vienne, le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont l'original sera adressé à Monsieur François LAFOND, gérant de la SAS la petite France, 42 rue de Saumur à MIGNÉ-AUXANCES et copie transmise au maire de MIGNÉ-AUXANCES.

Poitiers, le 18 mars 2016,
Pour la préfète et par délégation,
Le sous-préfet, Directeur de Cabinet,



Stanislas ALFONSI

PREFECTURE de la VIENNE

86-2016-03-18-004

Arrêté 2016/CAB/91 du 18/03/2016 autorisant
l'installation d'un nouveau système de vidéo-protection
INPOST FRANCE- 2 rue Lafayette- 86000 POITIERS

PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Arrêté 2016/CAB/91 en date du 18/03/2016 autorisant
l'installation d'un nouveau système de vidéo-protection
sur le site de INPOST France 2 rue Lafayette 86000
POITIERS

Préfète de la Vienne,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L.223-1 à L.223-9,
L.251-1 à L.255-1 et L.613-13;

Vu le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et
au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques
des systèmes de vidéo-protection et ses annexes techniques ;

Vu l'arrêté 2016 SG-SCAADE-003 du 01/01/2016 donnant délégation de
signature à Monsieur Stanislas ALFONSI, sous-préfet, directeur de cabinet de la Préfète de
la Vienne ;

Vu la demande présentée par Monsieur Olivier BINET, directeur général de
INPOST France, 4 rue d'Enghien 75010 PARIS pour son dépôt de colis sis 2 rue Lafayette à
POITIERS ;

Vu le récépissé en date du 17 décembre 2015 ;

Vu l'avis favorable émis par la commission départementale chargée d'examiner
les dossiers de demande d'installation et de régularisation des dispositifs de vidéo-protection
lors de sa séance du 08 mars 2016 ;

Vu l'avis favorable du représentant des services de police lors de son audition
par la commission départementale chargée d'examiner les dossiers de demande
d'installation et de régularisation des dispositifs de vidéo-protection le 08 mars 2016 ;

Sur proposition du directeur de cabinet de la préfète de la Vienne ;

.../...

ARRÊTE

Article 1 : Monsieur Olivier BINET, est autorisé à installer un système de vidéo-protection sur le site de son dépôt de colis sis 2 rue Lafayette à POITIERS.

Ce dispositif est constitué de 3 caméras extérieures.

Cette autorisation est délivrée pour cinq ans à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitation du système s'effectue sous la responsabilité de Monsieur Olivier BINET, directeur général de INPOST France, 4 rue d'Enghien 75010 PARIS pour son dépôt de colis sis 2 rue Lafayette à POITIERS.

Article 2 : La finalité du système de vidéo-protection est la suivante :

Prévention des atteintes aux biens, Prévention d'actes terroristes ;

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Durant cette période, les enregistrements doivent être placés en lieu sûr dont l'accès est strictement limité aux personnes désignées pour leur exploitation.

Le titulaire de l'autorisation tient un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date et le mode de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Ce registre devra être présenté par le responsable du système à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du dispositif.

Article 4 : Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

-de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéo-protection ;

-à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnant les références du code de la sécurité intérieure et du décret susvisés et les coordonnées du responsable de l'établissement auprès duquel s'exerce le droit d'accès.

Article 5 : Le responsable mentionné à l'article 1^{er} doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : Toute modification affectant l'activité de l'établissement ou le nom de son responsable ainsi que tout changement affectant le dispositif de vidéo-protection, la protection des images ou la configuration des lieux devront être déclarés à la préfecture dans les mêmes conditions que lors de la demande initiale.

Article 7 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celles résultant de l'article 18 du décret du 14 octobre 1996 susvisé ou encore, en cas de modification des conditions, au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 : La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Elle peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de POITIERS dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 : Le sous-préfet, directeur de Cabinet de la préfète de la Vienne, le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont l'original sera adressé à Monsieur Olivier BINET, directeur général de INPOST France, 4 rue d'Enghien 75010 PARIS pour son dépôt de colis sis 2 rue Lafayette à POITIERS et copie transmise au maire de POITIERS.

Poitiers, le 18 mars 2016,
Pour la préfète et par délégation,
Le sous-préfet, Directeur de Cabinet,



Stanislas ALFONSI

PREFECTURE de la VIENNE

86-2016-03-18-003

**Arrêté 2016/CAB/92 du 18/03/2016 autorisant le
renouvellement d'un système de vidéo-protection Société
Ancien établissement BRANGER- Rue des Landes- 86000
POITIERS**



PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Arrêté 2016/CAB/92 en date du 18 mars 2016
autorisant le renouvellement d'un système de
vidéo-protection pour la société ANCIEN
ETABLISSEMENT BRANGER situé rue des
Landes à POITIERS.

Préfète de la Vienne,
Chevalier de la Légion d'honneur,

VU le Code de la sécurité intérieure, notamment les articles L.223-1 à L.223-9,
L.251-1 à L.255-1 et L.613-13;

VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au
fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des
systèmes de vidéo-protection et ses annexes techniques ;

Vu l'arrêté 2016 SG-SCAADE-003 du 01/01/2016 donnant délégation de signature à
Monsieur Stanislas ALFONSI, sous-préfet, directeur de cabinet de la Préfète de la
Vienne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011/CAB/249 en date du 09 septembre 2011 portant
autorisation d'un système de vidéo-protection ;

VU la demande présentée par Monsieur José AFONSO, responsable de la société
ANCIEN ETABLISSEMENT BRANGER 11 route de Blois 41400 MONTHOU SUR CHER
pour sa succursale sise rue des Landes à POITIERS ;

VU le récépissé en date du 23 février 2016 ;

VU l'avis favorable émis par la Commission Départementale chargée d'examiner les
dossiers de demande d'installation et de régularisation des dispositifs de vidéo-protection
lors de sa séance du 08 mars 2016 ;

VU l'avis favorable du représentant des services de gendarmerie ou de police lors
de son audition par la Commission départementale sus-citée lors de sa séance du 08
mars 2016

SUR la proposition du directeur de cabinet de la préfète de la Vienne ;

.../...

A R R Ê T E

Article 1^{er} : Monsieur José AFONSO est autorisé à renouveler un système de vidéo-protection sur le site de la société ANCIEN ETABLISSEMENT BRANGER rue des Landes 86000 POITIERS.

Ce dispositif est constitué de 2 caméras intérieures et 5 caméras extérieures.

Cette autorisation est délivrée pour cinq ans à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitation du système s'effectue sous la responsabilité de Monsieur José AFONSO, responsable de la société ANCIEN ETABLISSEMENT BRANGER rue des Landes 86000 POITIERS.

Article 2 : La finalité du système de vidéo-protection est la suivante :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue:

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum **de 15 jours**.

Durant cette période, les enregistrements doivent être placés en lieu sûr dont l'accès est strictement limité aux personnes désignées pour leur exploitation.

Le titulaire de l'autorisation tient un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date et le mode de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Ce registre devra être présenté par le responsable du système à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du dispositif.

Article 4 : Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéo-protection ;

- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnant les références du Code de la sécurité intérieure et les coordonnées du responsable de l'établissement auprès duquel s'exerce le droit d'accès .

Article 5 : Le responsable mentionné à l'article 1er doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : Toute modification affectant l'activité de l'établissement ou le nom de son responsable ainsi que tout changement affectant le dispositif de vidéo-protection, la protection des images ou la configuration des lieux devront être déclarés à la préfecture dans les mêmes conditions que lors de la demande initiale.

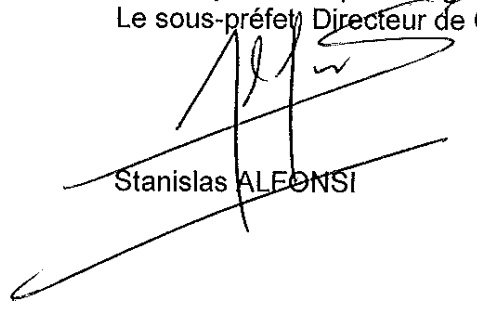
Article 7 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.253-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5, du Code de la sécurité intérieure ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Vienne.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 : Le sous-préfet, directeur de Cabinet de la préfète de la Vienne, le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont l'original sera adressé à Monsieur José AFONSO, responsable de la société ANCIEN ETABLISSEMENT BRANGER 11 route de Blois 41400 MONTHOU SUR CHER pour sa succursale sise rue des Landes à POITIERS et copie transmise au maire de POITIERS.

Poitiers, le 18 mars 2016,
Pour la préfète et par délégation,
Le sous-préfet, Directeur de Cabinet,



Stanislas ALEONSI

PREFECTURE de la VIENNE

86-2016-03-18-002

**Arrêté 2016/CAB/93 du 18/03/2016 autorisant le
renouvellement d'un système de vidéo-protection Finances
publiques de la Vienne- 15 rue de Slovénie- 86000
POITIERS**



PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Arrêté 2016/CAB/93 en date du 18 mars 2016
autorisant le renouvellement d'un système de
vidéo-protection pour la direction des Finances
Publiques de la Vienne sise 15 rue de Slovénie
86000 POITIERS

Préfète de la Vienne,
Chevalier de la Légion d'honneur,

VU le Code de la sécurité intérieure, notamment les articles L.223-1 à L.223-9,
L.251-1 à L.255-1 et L.613-13;

VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au
fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des
systèmes de vidéo-protection et ses annexes techniques ;

VU l'arrêté 2016 SG-SCAADE-003 du 01/01/2016 donnant délégation de signature à
Monsieur Stanislas ALFONSI, sous-préfet, directeur de cabinet de la Préfète de la Vienne
;

VU l'arrêté préfectoral n°2010/CAB/126 en date du 27 août 2010 du 27 octobre
2010 portant autorisation d'un système de vidéo-protection ;

VU la demande présentée par Monsieur Philippe LE BRIS, Directeur Régional des
Finances Publiques – Direction Départementale des Finances Publiques de la Vienne
pour son agence sise 15 rue de Slovénie à POITIERS ;

VU le récépissé en date du 23 février 2016

VU l'avis favorable émis par la Commission Départementale chargée d'examiner les
dossiers de demande d'installation et de régularisation des dispositifs de vidéo-protection
lors de sa séance du 08 mars 2016 ;

VU l'avis favorable du représentant des services de police lors de son audition par
la Commission départementale sus-citée lors de sa séance du 08 mars 2016 ;

SUR la proposition du directeur de cabinet de la préfète de la Vienne ;

.../...

A R R Ê T E

Article 1^{er} : Monsieur Philippe LE BRIS est autorisé à renouveler un système de vidéo-protection sur le site de la Direction Départementale des Finances Publiques de la Vienne 15 rue de Slovénie à POITIERS.

Ce dispositif est constitué de 4 caméras intérieures et 1 caméra extérieure.

Cette autorisation est délivrée pour cinq ans à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitation du système s'effectue sous la responsabilité de Monsieur Philippe LE BRIS, directeur régionale de la Direction Départementale des Finances Publiques de la Vienne pour son agence sise 15 rue de Slovénie à POITIERS.

Article 2 : La finalité du système de vidéo-protection est la suivante :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics:

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum **de 11 jours**.

Durant cette période, les enregistrements doivent être placés en lieu sûr dont l'accès est strictement limité aux personnes désignées pour leur exploitation.

Le titulaire de l'autorisation tient un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date et le mode de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Ce registre devra être présenté par le responsable du système à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du dispositif.

Article 4 : Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéo-protection ;

- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnant les références du Code de la sécurité intérieure et les coordonnées du responsable de l'établissement auprès duquel s'exerce le droit d'accès .

Article 5 : Le responsable mentionné à l'article 1er doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : Toute modification affectant l'activité de l'établissement ou le nom de son responsable ainsi que tout changement affectant le dispositif de vidéo-protection, la protection des images ou la configuration des lieux devront être déclarés à la préfecture dans les mêmes conditions que lors de la demande initiale.

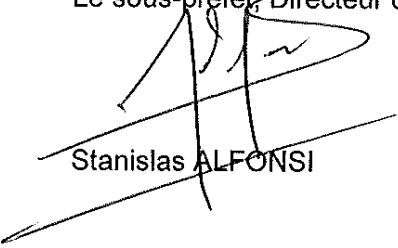
Article 7 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.253-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5, du Code de la sécurité intérieure ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Vienne.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 : Le sous-préfet, directeur de Cabinet de la préfète de la Vienne,, le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont l'original sera adressé à Philippe LE BRIS, Directeur Régional des Finances Publiques et copie transmise au maire de POITIERS.

Poitiers, le 18 mars 2016
Pour la préfète et par délégation,
Le sous-préfet, Directeur de Cabinet,



Stanislas ALFONSI

PREFECTURE de la VIENNE

86-2016-03-21-014

**Arrêté 2016/CAB/94 du 21/03/2016 portant autorisation de
modifier un système de vidéo-protection Parking EFFIA- 2
boulevard Pont Achard- 86000 POITIERS**



PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Arrêté 2016/CAB/94 en date du 21/03/2016 portant autorisation de modifier un système de vidéo-protection dans le parking EFFIA Stationnement 2 boulevard Pont Achard à POITIERS

Préfète de la Vienne,
Chevalier de la Légion d'honneur,

VU le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.613-13 ;

VU le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéo-protection et ses annexes techniques ;

Vu l'arrêté 2016 SG-SCAADE-003 du 01/01/2016 donnant délégation de signature à Monsieur Stanislas ALFONSI, sous-préfet, directeur de cabinet de la Préfète de la Vienne ;

VU la demande présentée par Monsieur Robin DEBOST, directeur régional Ouest EFFIA Stationnement 22 avenue Marcel Dassault 37200 TOURS pour son parking situé 2 boulevard Pont Achard à POITIERS ;

VU le récépissé en date du 23 février 2016 ;

VU l'avis favorable émis par la commission départementale chargée d'examiner les dossiers de demande d'installation et de régularisation des dispositifs de vidéo-protection lors de sa séance du 08 mars 2016 ;

VU l'avis favorable du représentant des services de Police lors de son audition par la commission départementale chargée d'examiner les dossiers de demande d'installation et de régularisation des dispositifs de vidéo-protection le 08 mars 2016 ;

SUR proposition du directeur de cabinet de la préfète de la Vienne ;

.../...

Place Aristide Briand – CS 30589 – 86021 POITIERS
Téléphone : 05 49 55 70 00 – Télécopie : 05 49 88 25 34 Serveur vocal : 05 49 55 70 70 – Internet : www.vienne.gouv.fr

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Monsieur Robin DEBOST est autorisé à modifier le système de vidéo-protection précédemment autorisé sous le n° 2014/CAB/375 sur le site de POITIERS.

Ce dispositif est constitué de 28 caméras extérieures.

Cette autorisation est délivrée jusqu'au 11 décembre 2019 à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitation du système s'effectue sous la responsabilité de Monsieur Robin DEBOST, directeur régional Ouest EFFIA Stationnement 22 avenue Marcel Dassault 37200 TOURS pour son parking situé 2 boulevard Pont Achard à POITIERS

ARTICLE 2 : la finalité du système de vidéosurveillance est :

Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Autres (vols et vandalisme) ;

ARTICLE 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai de 30 jours.

Durant cette période, les enregistrements doivent être placés en lieu sûr dont l'accès est strictement limité aux personnes désignées pour leur exploitation.

Le titulaire de l'autorisation tient un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date et le mode de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Ce registre devra être présenté par le responsable du système à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du dispositif.

ARTICLE 4 : Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

-de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéo-protection ;

- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnant les références du Code de la sécurité intérieure et du décret susvisés, et les coordonnées du responsable de l'établissement auprès duquel s'exerce le droit d'accès.

ARTICLE 5 : Le responsable mentionné à l'article 1^{er} doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

ARTICLE 6 : Toute modification affectant l'activité de l'établissement ou le nom de son responsable ainsi que tout changement affectant le dispositif de vidéo-protection, la protection des images ou la configuration des lieux devront être déclarés à la préfecture dans les mêmes conditions que lors de la demande initiale.

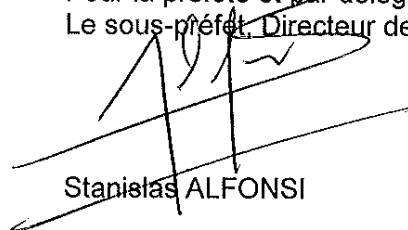
ARTICLE 7 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du Code de la sécurité intérieure ou à celles résultant de l'article 18 du décret du 14 octobre 1996 susvisé ou encore, en cas de modification des conditions, au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

ARTICLE 8 : La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Elle peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de POITIERS dans un délai de 2 mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

ARTICLE 9 : Le sous-préfet, directeur de Cabinet de la préfète de la Vienne, le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont l'original sera adressé à Monsieur Robin DEBOST directeur régional Ouest EFFIA Stationnement 22 avenue Marcel Dassault 37200 TOURS pour son parking situé 2 boulevard Pont Achard à POITIERS et copie transmise au maire de POITIERS.

Poitiers, le 21 mars 2016,
Pour la préfète et par délégation,
Le sous-préfet, Directeur de Cabinet,



Stanislas ALFONSI

PREFECTURE de la VIENNE

86-2016-03-21-013

Arrêté 2016/CAB/95 du 21/03/2016 autorisant
l'installation d'un nouveau système de vidéo-protection
SARL Sub Poitiers Demi-Lune- SUBWAY- 12 route de
Parthenay- 86000 POITIERS



PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Arrêté 2016/CAB/95 en date du 21/03/2016 autorisant
l'installation d'un nouveau système de vidéo-
protection sur le site de la SARL Sub Poitiers Demi-
Lune – SUBWAY 12 route de Parthenay 86000
POITIERS

Préfète de la Vienne,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L.223-1 à L.223-9,
L.251-1 à L.255-1 et L.613-13;

Vu le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et
au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques
des systèmes de vidéo-protection et ses annexes techniques ;

Vu l'arrêté 2016 SG-SCAADE-003 du 01/01/2016 donnant délégation de
signature à Monsieur Stanislas ALFONSI, sous-préfet, directeur de cabinet de la Préfète de
la Vienne ;

Vu la demande présentée par Monsieur Jean-Robert PENOT, gérant de la SARL
Sub Poitiers Demi Lune - SUBWAY, 12 route de Parthenay à POITIERS ;

Vu le récépissé en date du 23 février 2016 ;

Vu l'avis favorable émis par la commission départementale chargée d'examiner
les dossiers de demande d'installation et de régularisation des dispositifs de vidéo-protection
lors de sa séance du 08 mars 2016 ;

Vu l'avis favorable du représentant des services de police lors de son audition
par la commission départementale chargée d'examiner les dossiers de demande
d'installation et de régularisation des dispositifs de vidéo-protection le 08 mars 2016 ;

Sur proposition du directeur de cabinet de la préfète de la Vienne ;

.../...

ARRÊTE

Article 1 : Monsieur Jean-Robert PENOT, est autorisé à installer un système de vidéo-protection sur le site de son établissement sis 12 route de Parthenay à POITIERS.

Ce dispositif est constitué de 3 caméras intérieures.

Cette autorisation est délivrée pour cinq ans à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitation du système s'effectue sous la responsabilité de Monsieur Jean-Robert PENOT, SARL Sub Poitiers Demi-Lune - SUBWAY 12 route de Parthenay à POITIERS.

Article 2 : La finalité du système de vidéo-protection est la suivante :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens ;

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Durant cette période, les enregistrements doivent être placés en lieu sûr dont l'accès est strictement limité aux personnes désignées pour leur exploitation.

Le titulaire de l'autorisation tient un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date et le mode de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Ce registre devra être présenté par le responsable du système à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du dispositif.

Article 4 : Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

-de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéo-protection ;

-à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnant les références du code de la sécurité intérieure et du décret susvisés et les coordonnées du responsable de l'établissement auprès duquel s'exerce le droit d'accès.

Article 5 : Le responsable mentionné à l'article 1^{er} doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : Toute modification affectant l'activité de l'établissement ou le nom de son responsable ainsi que tout changement affectant le dispositif de vidéo-protection, la protection des images ou la configuration des lieux devront être déclarés à la préfecture dans les mêmes conditions que lors de la demande initiale.

Article 7 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celles résultant de l'article 18 du décret du 14 octobre 1996 susvisé ou encore, en cas de modification des conditions, au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 : La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Elle peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de POITIERS dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 : Le sous-préfet, directeur de Cabinet de la préfète de la Vienne, , le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont l'original sera adressé à Monsieur Jean-Robert PENOT, gérant de la SARL Sub Poitiers Demi Lune - SUBWAY, 12 route de Parthenay à POITIERS et copie transmise au maire de POITIERS.

Poitiers, le 21 mars 2016,
Pour la préfète et par délégation,
Le sous-préfet, Directeur de Cabinet,



Stanislas ALFONSI

PREFECTURE de la VIENNE

86-2016-03-21-012

**Arrêté 2016/CAB/96 du 21/03/2016 autorisant le
renouvellement d'un système de vidéo-protection
Parfumerie MARIONNAUD n°2525- 58 rue de la Marne-
86000 POITIERS**



PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Arrêté 2016/CAB/96 en date du 21 mars 2016 autorisant le renouvellement d'un système de vidéo-protection pour la parfumerie MARIONNAUD 58 rue de la Marne à POITIERS

Préfète de la Vienne,
Chevalier de la Légion d'honneur,

VU le Code de la sécurité intérieure, notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.613-13;

VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéo-protection et ses annexes techniques ;

Vu l'arrêté 2016 SG-SCAADE-003 du 01/01/2016 donnant délégation de signature à Monsieur Stanislas ALFONSI, sous-préfet, directeur de cabinet de la Préfète de la Vienne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011/CAB/307 en date du 24 novembre 2011 portant autorisation d'un système de vidéo-protection ;

VU la demande présentée par Madame Angela ZABALETA, responsable sécurité & Process MARIONNAUD n° 2525 pour sa parfumerie sise 58 rue de la Marne à POITIERS ;

VU le récépissé en date du 23 février 2016 ;

VU l'avis favorable émis par la Commission Départementale chargée d'examiner les dossiers de demande d'installation et de régularisation des dispositifs de vidéo-protection lors de sa séance du 08 mars 2016 ;

VU l'avis favorable du représentant des services de police lors de son audition par la Commission départementale sus-citée lors de sa séance du 08 mars 2016 ;

SUR la proposition du directeur de cabinet de la préfète de la Vienne ;

.../...

PREFECTURE de la VIENNE - Place Aristide Briand - B.P. 589 - 86021 POITIERS Cedex Tél. : 05.49.55.70.00 –
Télécopie : 05.49.88.25.34 – Serveur vocal : 05.49.55.70.70 – Internet : www.vienne.gouv.fr

A R R Ê T E

Article 1^{er} : Madame Angela ZABALETA est autorisée à renouveler un système de vidéo-protection sur le site de sa parfumerie MARIONNAUD n° 2525 sise 58 rue de la Marne 86000 POITIERS.

Ce dispositif est constitué de 5 caméras intérieures.

Cette autorisation est délivrée pour cinq ans à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitation du système s'effectue sous la responsabilité de Madame Angela ZABALETA, responsable sécurité & Process MARIONNAUD n° 2525 pour sa parfumerie sise 58 rue de la Marne à POITIERS.

Article 2 : La finalité du système de vidéo-protection est la suivante : Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue, Autres (Cambriolages):

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum **de 30 jours**.

Durant cette période, les enregistrements doivent être placés en lieu sûr dont l'accès est strictement limité aux personnes désignées pour leur exploitation.

Le titulaire de l'autorisation tient un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date et le mode de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Ce registre devra être présenté par le responsable du système à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du dispositif.

Article 4 : Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéo-protection ;
- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnant les références du Code de la sécurité intérieure et les coordonnées du responsable de l'établissement auprès duquel s'exerce le droit d'accès .

Article 5 : Le responsable mentionné à l'article 1er doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : Toute modification affectant l'activité de l'établissement ou le nom de son responsable ainsi que tout changement affectant le dispositif de vidéo-protection, la protection des images ou la configuration des lieux devront être déclarés à la préfecture dans les mêmes conditions que lors de la demande initiale.

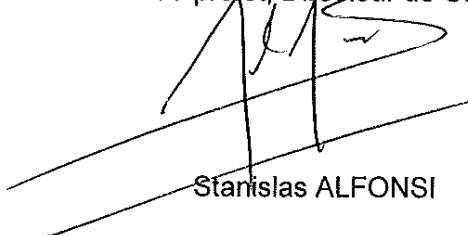
Article 7 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.253-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5, du Code de la sécurité intérieure ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Vienne.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 : Le sous-préfet, directeur de Cabinet de la préfète de la Vienne,, le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont l'original sera adressé à Madame Angela ZABALETA, responsable sécurité & Process MARIONNAUD n° 2525 pour sa parfumerie sise 58 rue de la Marne à POITIERS et copie transmise au maire de POITIERS.

Poitiers, le 21 mars 2016,
Pour la préfète et par délégation,
Le sous-préfet, Directeur de Cabinet,



Stanislas ALFONSI

PREFECTURE de la VIENNE

86-2016-03-21-011

**Arrêté 2016/CAB/97 du 21/03/2016 autorisant le
renouvellement d'un système de vidéo-protection
Parfumerie MARIONNAUD n°2511- Cc LECLERC- 93
route de Gencay- 86000 POITIERS**



PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Arrêté 2016/CAB/97 en date du 21 mars 2016
autorisant le renouvellement d'un système de
vidéo-protection pour la parfumerie
MARIONNAUD n° 2511 situé 93 route de
Gencay à POITIERS

Préfète de la Vienne,
Chevalier de la Légion d'honneur,

VU le Code de la sécurité intérieure, notamment les articles L.223-1 à L.223-9,
L.251-1 à L.255-1 et L.613-13;

VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au
fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des
systèmes de vidéo-protection et ses annexes techniques ;

Vu l'arrêté 2016 SG-SCAADE-003 du 01/01/2016 donnant délégation de signature à
Monsieur Stanislas ALFONSI, sous-préfet, directeur de cabinet de la Préfète de la
Vienne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2010/CAB/84 en date du 08 juin 2010 portant autorisation
d'un système de vidéo-protection ;

VU la demande présentée par Madame Angela ZABALETA, responsable Sécurité &
Process de MARIONNAUD n° 2511 pour sa parfumerie sise 93 route de Gencay à
POITIERS ;

VU le récépissé en date du 23 février 2016 ;

VU l'avis favorable émis par la Commission Départementale chargée d'examiner les
dossiers de demande d'installation et de régularisation des dispositifs de vidéo-protection
lors de sa séance du 08 mars 2016 ;

VU l'avis favorable du représentant des services de police lors de son audition par
la Commission départementale sus-citée lors de sa séance du 08 mars 2016

SUR la proposition du directeur de cabinet de la préfète de la Vienne ;

.../...

PREFECTURE de la VIENNE - Place Aristide Briand - B.P. 589 - 86021 POITIERS Cedex Tél. : 05.49.55.70.00 –
Télécopie : 05.49.88.25.34 – Serveur vocal : 05.49.55.70.70 – Internet : www.vienne.gouv.fr

A R R Ê T E

Article 1^{er} : Madame Angela ZABALETA est autorisée à renouveler un système de vidéo-protection sur le site de sa parfumerie MARIONNAUD n° 2511 sise 93 route de Gencay - c/c LECLERC à POITIERS.

Ce dispositif est constitué de 6 caméras intérieures

Cette autorisation est délivrée pour cinq ans à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitation du système s'effectue sous la responsabilité de Madame Angela ZABALETA, responsable sécurité & Process de MARIONNAUD n° 2511 93 route de Gencay c/c LECLERC 86000 POITIERS.

Article 2 : La finalité du système de vidéo-protection est la suivante :

Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue, Autres (Cambriolages):

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum **de 30 jours**.

Durant cette période, les enregistrements doivent être placés en lieu sûr dont l'accès est strictement limité aux personnes désignées pour leur exploitation.

Le titulaire de l'autorisation tient un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date et le mode de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Ce registre devra être présenté par le responsable du système à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du dispositif.

Article 4 : Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéo-protection ;
- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnant les références du Code de la sécurité intérieure et les coordonnées du responsable de l'établissement auprès duquel s'exerce le droit d'accès .

Article 5 : Le responsable mentionné à l'article 1er doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : Toute modification affectant l'activité de l'établissement ou le nom de son responsable ainsi que tout changement affectant le dispositif de vidéo-protection, la protection des images ou la configuration des lieux devront être déclarés à la préfecture dans les mêmes conditions que lors de la demande initiale.

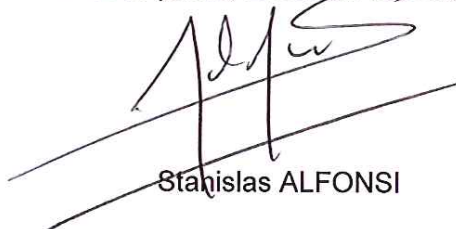
Article 7 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.253-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5, du Code de la sécurité intérieure ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Vienne.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 : Le sous-préfet, directeur de Cabinet de la préfète de la Vienne, le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont l'original sera adressé à Madame Angela ZABALETA, responsable Sécurité & Process de MARIONNAUD n° 2511 pour sa parfumerie sise 93 route de Gencay à POITIERS et copie transmise au maire de POITIERS.

Poitiers, le 21 mars 2016
Pour la préfète et par délégation,
Le sous-préfet, Directeur de Cabinet,



Stanislas ALFONSI

PREFECTURE de la VIENNE

86-2016-03-22-030

Arrêté 2016/CAB/98 du 22/03/2016 autorisant l'installation
d'un nouveau système de vidéo protection- ERTECO
FRANCE- CARREFOUR- 350 avenue Jacques Cœur-
ZAC du Patis- 86000 POITIERS



PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Arrêté 2016/CAB/98 en date du 22/03/2016
autorisant l'installation d'un nouveau système de
vidéo-protection sur le site de ERTECO FRANCE
(CARREFOUR) 350 avenue Jacques Cœur ZAC
du Patis 86000 POITIERS

Préfète de la Vienne,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L.223-1 à L.223-9,
L.251-1 à L.255-1 et L.613-13;

Vu le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et
au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques
des systèmes de vidéo-protection et ses annexes techniques ;

Vu l'arrêté 2016 SG-SCAADE-003 du 01/01/2016 donnant délégation de
signature à Monsieur Stanislas ALFONSI, sous-préfet, directeur de cabinet de la Préfète de
la Vienne ;

Vu la demande présentée par Monsieur Guillaume RIVIÈRE de la société
ERTECO France (CARREFOUR), situé 350 avenue Jacques Cœur ZAC du Patis à
POITIERS ;

Vu le récépissé en date du 23 février 2016 ;

Vu l'avis favorable émis par la commission départementale chargée d'examiner
les dossiers de demande d'installation et de régularisation des dispositifs de vidéo-protection
lors de sa séance du 08 mars 2016 ;

Vu l'avis favorable du représentant des services de police lors de son audition
par la commission départementale chargée d'examiner les dossiers de demande
d'installation et de régularisation des dispositifs de vidéo-protection le 08 mars 2016 ;

Sur proposition du directeur de cabinet de la préfète de la Vienne ;

.../...

ARRÊTE

Article 1 : Monsieur Guillaume RIVIERE, est autorisé à installer un système de vidéo-protection sur le site de son magasin d'alimentation sis 350 avenue Jacques Cœur ZAC du Patis à POITIERS.

Ce dispositif est constitué de **16** caméras intérieures .

Cette autorisation est délivrée pour cinq ans à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitation du système s'effectue sous la responsabilité de Monsieur Guillaume RIVIERE de la société ERTECO FRANCE (CARREFOUR) 350 avenue Jacques Coeur ZAC du Patis à POITIERS.

Article 2 : La finalité du système de vidéo-protection est la suivante :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue ;

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de **15** jours.

Durant cette période, les enregistrements doivent être placés en lieu sûr dont l'accès est strictement limité aux personnes désignées pour leur exploitation.

Le titulaire de l'autorisation tient un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date et le mode de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Ce registre devra être présenté par le responsable du système à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du dispositif.

Article 4 : Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

-de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéo-protection ;

-à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnant les références du code de la sécurité intérieure et du décret susvisés et les coordonnées du responsable de l'établissement auprès duquel s'exerce le droit d'accès.

Article 5 : Le responsable mentionné à l'article 1^{er} doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : Toute modification affectant l'activité de l'établissement ou le nom de son responsable ainsi que tout changement affectant le dispositif de vidéo-protection, la protection des images ou la configuration des lieux devront être déclarés à la préfecture dans les mêmes conditions que lors de la demande initiale.

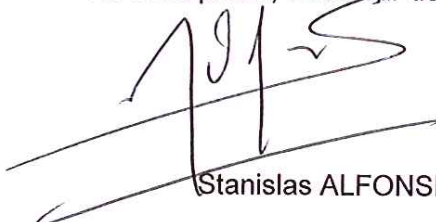
Article 7 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celles résultant de l'article 18 du décret du 14 octobre 1996 susvisé ou encore, en cas de modification des conditions, au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 : La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Elle peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de POITIERS dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 : Le sous-préfet, directeur de Cabinet de la préfète de la Vienne, le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont l'original sera adressé à Monsieur Guillaume RIVIERE, de la société ERTECO France (CARREFOUR), situé 350 avenue Jacques Cœur ZAC du Patis à POITIERS et copie transmise au maire de POITIERS.

Poitiers, le 16 mars 2016,
Pour la préfète et par délégation,
Le sous-préfet, Directeur de Cabinet,



Stanislas ALFONSI

PREFECTURE de la VIENNE

86-2016-03-22-029

Arrêté 2016/CAB/99 du 22/03/2016 autorisant
l'installation d'un nouveau système de vidéo-protection sur
le site de ALLIANCE ACCES- Mode prêt à porter-
PARFOIS- 250 avenue du 8 mai 1945- 86000 POITIERS



PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Arrêté 2016/CAB/99 en date du 22/03/2016 autorisant l'installation d'un nouveau système de vidéo-protection sur le site de ALLIANCE ACCES - accessoires de mode prêt à porter - PARFOIS - 250 avenue du 8 mai 1945 86000 POITIERS

Préfète de la Vienne,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.613-13;

Vu le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéo-protection et ses annexes techniques ;

Vu l'arrêté 2016 SG-SCAADE-003 du 01/01/2016 donnant délégation de signature à Monsieur Stanislas ALFONSI, sous-préfet, directeur de cabinet de la Préfète de la Vienne ;

Vu la demande présentée par Monsieur Jean-Baptiste ALICOT, gérant de ALLIANCE ACCES - accessoires de mode - prêt à porter – PARFOIS, 250 avenue du 8 mai 1945 à POITIERS ;

Vu le récépissé en date du 23 février 2016 ;

Vu l'avis favorable émis par la commission départementale chargée d'examiner les dossiers de demande d'installation et de régularisation des dispositifs de vidéo-protection lors de sa séance du 08 mars 2016 ;

Vu l'avis favorable du représentant des services de police lors de son audition par la commission départementale chargée d'examiner les dossiers de demande d'installation et de régularisation des dispositifs de vidéo-protection le 08 mars 2016 ;

Sur proposition du directeur de cabinet de la préfète de la Vienne ;

.../...

ARRÊTE

Article 1 : Monsieur Jean-Baptiste ALICOT, est autorisé à installer un système de vidéo-protection sur le site de son établissement ALLIANCE ACCES - PARFOIS sis 250 avenue du 8 mai 1945 à POITIERS.

Ce dispositif est constitué de 3 caméras intérieures.

Cette autorisation est délivrée pour cinq ans à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitation du système s'effectue sous la responsabilité de Monsieur Jean-Baptiste ALICOT, gérant de ALLIANCE ACCES - accessoires de mode - prêt à porter PARFOIS - 250 avenue du 8 mai 1945 à POITIERS.

Article 2 : La finalité du système de vidéo-protection est la suivante :

Sécurité des personnes, Lutte contre la démarque inconnue ;

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Durant cette période, les enregistrements doivent être placés en lieu sûr dont l'accès est strictement limité aux personnes désignées pour leur exploitation.

Le titulaire de l'autorisation tient un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date et le mode de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Ce registre devra être présenté par le responsable du système à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du dispositif.

Article 4 : Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

-de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéo-protection ;

-à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnant les références du code de la sécurité intérieure et du décret susvisés et les coordonnées du responsable de l'établissement auprès duquel s'exerce le droit d'accès.

Article 5 : Le responsable mentionné à l'article 1^{er} doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : Toute modification affectant l'activité de l'établissement ou le nom de son responsable ainsi que tout changement affectant le dispositif de vidéo-protection, la protection des images ou la configuration des lieux devront être déclarés à la préfecture dans les mêmes conditions que lors de la demande initiale.

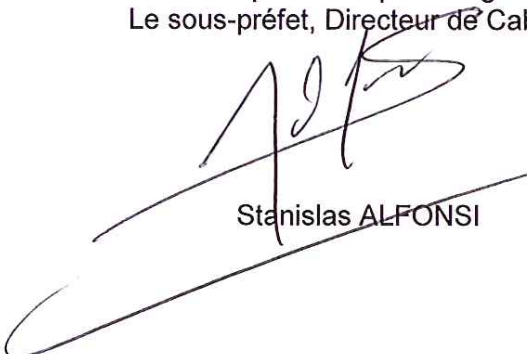
Article 7 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celles résultant de l'article 18 du décret du 14 octobre 1996 susvisé ou encore, en cas de modification des conditions, au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 : La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Elle peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de POITIERS dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication.

Article 9 : Le sous-préfet, directeur de Cabinet de la préfète de la Vienne, le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont l'original sera adressé à Monsieur Jean-Baptiste ALICOT, gérant de ALLIANCE ACCES - accessoires de mode - prêt à porter – PARFOIS, 250 avenue du 8 mai 1945 à POITIERS et copie transmise au maire de POITIERS.

Poitiers, le 22 mars 2016,
Pour la préfète et par délégation,
Le sous-préfet, Directeur de Cabinet,



Stanislas ALFONSI

PREFECTURE de la VIENNE

86-2016-04-14-003

Arrêté autorisant l'organisation d'une présentation
d'aéromodélisme le 17 avril 2016 sur la base
d'aéromodélisme de Rouillé



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFETE DE LA VIENNE

PREFECTURE DE LA VIENNE
Direction de la réglementation
et des libertés publiques
Bureau de la réglementation, des
élections et de l'état civil
Affaire suivie par mb

Arrêté n° 2016-DRLP/BREEC-062
En date du 14 AVR. 2016
autorisant l'organisation d'une présentation
d'aéromodélisme le 17 avril 2016 sur la base
d'aéromodélisme de Rouillé

**La préfète de la Vienne,
Chevalier de la Légion d'Honneur**

VU le code de l'aviation civile et notamment l'article R.133-3 ;

VU l'arrêté interministériel du 4 avril 1996 relatif aux manifestations aériennes,

VU l'arrêté ministériel du 21 mars 2007 relatif aux aéronefs non habités qui évoluent en vue directe de leurs opérateurs ;

VU l'arrêté préfectoral n° 89-D1/B4-751 du 13 septembre 1989 réglementant l'organisation et la sécurité des présentations publiques d'aéromodèles ;

VU l'arrêté n° 2016-SG-SCAADE-002 en date du 1^{er} janvier 2016, donnant délégation de signature à M. Serge BIDEAU, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Vienne,

VU la circulaire interministérielle du 23 novembre 1987 relative à la présentation publique d'aéromodèles.

VU la demande formulée par Monsieur Serge DELABARDE, Président du Cercle Modéliste Rullicois, tendant à obtenir l'autorisation d'organiser une présentation d'aéromodélisme le 17 avril 2016 ;

VU l'avis favorable de la mairie de Rouillé du 25 janvier 2016 ;

VU l'avis favorable du groupement de gendarmerie de la Vienne du 30 janvier 2016

VU l'avis favorable de l'aviation civile sud-ouest, division OPA, du 9 mars 2016 (annexe n°1) ;

VU l'avis favorable de la direction zonale sud-ouest- Direction Centrale de la Police aux Frontières - Brigade de Police aéronautique de Bordeaux du 11 avril 2016 (annexe n°2) ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture

Préfecture de la Vienne 7 Place Aristide Briand - CS 305896 86021 POITIERS CEDEX
Téléphone : 05 49 55 70 00 – Télécopie : 05 49 88 25 34 – Serveur vocal : 05 49 55 70 70 – www.vienne.gouv.fr

1

A R R E T E

ARTICLE 1er - M. Serge DELABARDE, Président du Cercle Modéliste Rullicois est autorisé à organiser une manifestation aérienne d'aéromodélisme le 17 avril 2016 sur la base d'aéromodélisme de ROUILLE.

Il devra apporter la preuve qu'il dispose des garanties lui permettant de faire face aux conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile et de celle de ses préposés.

ARTICLE 2 - Responsabilité

Directeur Sportif :

- **Monsieur Michel CAILLAUD (Tél : 06.74.59.47.50)**

Directeur des vols suppléant :

- **Monsieur Gilles BECHEPAY (Tél : 06.71.60.36.65)**

ARTICLE 3 - Cette manifestation devra se dérouler dans la stricte application de l'arrêté interministériel du 4 avril 1996 relatif aux manifestations aériennes (présentation exclusive d'aéromodèles de la catégorie A à propulsion électrique ou thermique) et de l'arrêté ministériel du 21 mars 2007 relatifs aux aéronefs non habités qui évoluent en vue directe de leurs opérateurs.

ARTICLE 4 - Prescriptions générales :

Pour la circonstance une zone publique et une zone réservée seront définies conformément au plan de l'organisateur.

La plate forme devra être située à l'écart de toute ligne de transport d'énergie électrique.

La zone publique, qui sera matérialisée par la mise en place de tous moyens appropriés (barrières), devra être située d'un seul côté de la zone réservée (piste et évolutions).

Toutes mesures de sécurité adéquates seront prises au niveau des voies de circulation avoisinantes (neutralisation, circulation, stationnement, etc...) du public, de l'habitat (emplacement de la plate-forme, circuits de vol, emplacement réservé au public, etc...).

Un service d'ordre et de sécurité suffisant sera mis en place pendant toute la durée de la manifestation pour maintenir les spectateurs en zone publique. L'accès à la zone réservée sera limité au seul personnel indispensable, sous l'autorité du directeur des vols ou de son suppléant.

Des moyens de secours adaptés et appropriés à l'importance de la manifestation, seront également prévus et un accès sera laissé libre en permanence à leur intention.

La plate forme sera équipée d'une manche à vent.

Pour le vol circulaire, le public devra être séparé de la zone d'évolution par un grillage d'une hauteur réglementaire.

Le directeur des vols devra s'opposer à l'exécution de toute manœuvre ainsi qu'à l'utilisation de tous dispositifs ou accessoires qu'il jugera dangereux. Il s'assurera pour le vol radiocommandé, d'une répartition judicieuse des fréquences afin de prévenir tous risques d'interférence entre aéromodèles.

1
2

Préfecture de la Vienne
7 Place Aristide Briand – CS 305896 86021 POITIERS CEDEX
Téléphone : 05 49 55 70 00 – Télécopie : 05 49 88 25 34 – Serveur vocal : 05 49 55 70 70 – www.vienne.gouv.fr

L'organisateur devra apporter la preuve qu'il dispose des garanties lui permettant de faire face aux conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile et celle de ses préposés.

ARTICLE 5 – Prescriptions particulières :

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan VIGIPIRATE renforcé, la plus grande vigilance s'impose et toutes les mesures appropriées devront être prises, en conformité avec la réglementation en vigueur, aux fins d'assurer les conditions de sûreté et de sécurité nécessaires au bon déroulement des activités aéronautiques envisagées (renseignements, vérifications, contrôles, signalement de tout comportement ou activité suspects, contrôle aléatoire des sacs...).

Les évolutions entreprises devront pouvoir être déterminées en fonction de la configuration du site et des obstacles éventuels, selon toutes mesures adaptées (signalisation, neutralisation si nécessaire.....), pour garantir les conditions de sécurité requises.

ARTICLE 6 - Tout incident ou accident sera signalé à la DZPAF zone sud-ouest (tél. 05.56.47.60.81 – fax 05.56.34.94.17).) et sous 48 heures à la Préfecture. En cas de besoin, il convient de prévenir également le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Vienne au numéro **18**.

ARTICLE 7 - Le secrétaire général de la préfecture, le maire de ROUILLE, le commissaire divisionnaire, DZPAF zone sud ouest, le chef de la délégation territoriale compétent, la directrice départementale de la cohésion sociale, le général commandant le groupement de gendarmerie de la Vienne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera adressé à Monsieur Serge DELABARDE.

**Pour le préfète et par délégation,
Le directeur de cabinet,**


Stanislas ALFONSI

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT DE L'ÉNERGIE ET DE LA MER

Direction générale de l'aviation civile

Direction générale de l'aviation civile

Direction de l'aviation civile sud-ouest

Direction de l'aviation civile sud-ouest

le 09/03/2016

division OPA

Division OPA

Blard le 09/03/2016

Préfecture de la VIENNE
Direction de la réglementation et des libertés
Place Aristide Briand

BP589

86021 POITIERS CEDEX

! Affaire suivie par : Alain Sonnino
alain.sonnino@aviation-civile.gouv.fr
Tél : 05 49 37 73 78 – Fax : 05 49 37 23 19

OBJET : MANIFESTATIONS d' Aeromodelisme à ROUILLE

Suite à la demande d'organisation de plusieurs manifestations aériennes à ROUILLE
présentée par Mr DELABARDE

Les 17 avril ,25 26 juin et 25 septembre 2016 en catégorie : vol circulaire
Et les 20 et 21 août 2016 en catégorie : vol radio commandé ,

J'ai l'honneur de vous confirmer que ces activités relèvent de l'arrêté du
4 AVRIL 1996 relatif aux manifestations aériennes et je vous informe de mon avis
favorable .

Ces manifestations pourront être classées en : faible importance

Présent
pour
l'avenir

Mr S DELABARDE

est agréé directeur des vols

www.developpement.durable.gouv.fr

Aérodrome de Poitiers—Blard
2, rue du Ss-lieutenant Collart
86580 Biard
Tél : 05 49 37 73 80



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR



DIRECTION GÉNÉRALE
DE LA POLICE NATIONALE

DIRECTION CENTRALE DE
LA POLICE AUX FRONTIÈRES

DIRECTION ZONALE
SUD-OUEST

BRIGADE DE POLICE
AÉRONAUTIQUE
DE BORDEAUX

N° 46/47/48/50
Affaire suivie par : BA/BD

Bordeaux, le 11 AVR. 2016

La commissaire divisionnaire
Directrice zonale de la Police
Aux Frontières du Sud-Ouest

à

Madame la préfète de la Vienne
Direction de la réglementation et des
libertés publiques
Section réglementation

Objet : Manifestation aérienne : aéromodélisme à Rouillé (stade d'aéromodèles) les 17 avril 2016, 25 et 26 juin 2016, 20 et 21 août 2016 et le 25 septembre 2016.
Référence : Arrêté du 4 avril 1996, relatif aux manifestations aériennes,
Arrêté du 25 février 2012 modifiant l'arrêté du 4 avril 1996 relatif aux manifestations aériennes et l'arrêté du 21 mars 2007 relatif aux aéronefs non habités qui évoluent en vue directe de leurs opérateurs.
Votre transmission en date du 28 janvier 2016.

Par transmission visée en référence, vous m'avez fait parvenir pour avis, la demande de manifestation aérienne d'aéromodélisme visée en objet.

Au vu du dossier et après visite des lieux par les fonctionnaires de mon service, j'émet, en ce qui me concerne, un avis favorable à la demande formulée, sous les réserves suivantes :

Prescriptions générales :

Autorisation préalable du propriétaire ou gestionnaire du terrain proposé et avis favorable du maire de la commune sur le territoire de laquelle est implanté ce terrain.

ADRESSE POSTALE : Brigade de Police Aéronautique Aéroport de Bordeaux-Mérignac cedex 71 - 33700 Mérignac - Tél. 05 56 47 60 81 - FAX 05 56 34 94 17
courriel : bpa-bordeaux@interieur.gouv.fr

Avis favorable du district aéronautique.

Stricte application de l'arrêté interministériel du 4 avril 1996 relatif aux manifestations aériennes, et de l'arrêté ministériel du 25 août 1986 relatif aux conditions d'emploi des aéronefs civils ne transportant aucune personne à bord ainsi que des arrêtés visés en référence.

Pour la circonstance, une zone publique et une zone réservée seront définies conformément au plan joint par l'organisateur.

La plate-forme devra être située à l'écart de toute ligne de transport d'énergie électrique.

La zone publique, qui sera matérialisée par la mise en place de tous moyens appropriés (barrières...), devra être située d'un seul côté de la zone réservée (piste et évolutions).

Toutes mesures de sécurité adéquates seront prises au niveau des voies de circulation avoisinantes (neutralisation, circulation, stationnement, etc...), du public, de l'habitat (emplacement de la plate-forme, circuits de vol, emplacement réservé au public, etc...)

Un service d'ordre suffisant sera mis en place pour maintenir les spectateurs en zone publique. L'accès à la zone réservée sera limité au seul personnel indispensable, sous l'autorité du directeur des vols ou de son suppléant.

Des moyens de secours adaptés et appropriés à l'importance de la manifestation, seront également prévus et un accès sera laissé libre en permanence à leur intention.

La plate-forme sera équipée d'une manche à vent.

Pour le vol circulaire, le public devra être séparé de la zone d'évolution par un grillage d'une hauteur réglementaire.

Le directeur des vols devra s'opposer à l'exécution de toute manœuvre ainsi qu'à l'utilisation de tous dispositifs ou accessoires qu'il jugera dangereux. Il s'assurera, pour le vol radiocommandé, d'une répartition judicieuse des fréquences afin de prévenir tous risques d'interférence entre aéronefs.

L'organisateur devra apporter la preuve qu'il dispose des garanties lui permettant de faire face aux conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile et de celle de ses préposés.

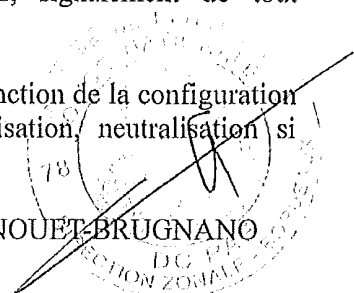
Prescriptions particulières :

Le survol du public sera interdit.

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan vigipirate renforcé, la plus grande vigilance s'impose et toutes les mesures appropriées devront être prises, en conformité avec la réglementation en vigueur, aux fins d'assurer les conditions de sûreté et de sécurité nécessaires au bon déroulement des activités aéronautiques envisagées (renseignements, vérifications, contrôles, signalement de tout comportement ou activité suspects, contrôle aléatoire des sacs...).

Les évolutions entreprises devront pouvoir être déterminées en fonction de la configuration du site et des obstacles éventuels, selon toutes mesures adaptées (signalisation, neutralisation si nécessaire...), pour garantir les conditions de sécurité requises.

Lydie ARAGNOUET-BRUGNANO



PREFECTURE de la VIENNE

86-2016-04-07-018

**Arrêté n°2016/CAB/118 du 07/04/2016 portant
désignation d'un responsable unique de sécurité (RUS)
Hôtel de Police- 38 rue de la Marne- 86000 POITIERS**



PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Préfecture de la Vienne
Cabinet de la Préfète
Bureau du Cabinet

ARRETE N° 2016/CAB/118
en date du 7 avril 2016
portant désignation d'un responsable unique de sécurité (RUS)
Hôtel de police, 38 rue de la Marne, 86000 POITIERS

La Préfète de la Vienne,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu les articles R.123-1 à R.123-55 du code de la construction et de l'habitation et plus particulièrement l'article R.123-21 relatif à la direction unique de sécurité;

VU l'arrêté du 28 février 1996 relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public relevant du ministère de l'intérieur ;

Sur proposition de Madame la Préfète déléguée pour la défense et la sécurité de la zone défense sud-ouest ;

A R R Ê T E

Article 1^{er} : M. Jean PROST, Directeur départemental de la sécurité publique de la Vienne est désigné responsable unique de sécurité (RUS) de l'hôtel de police de Poitiers. Le RUS, ou le suppléant qu'il désigne, est garant de la sécurité incendie tant dans les parties communes que les parties privatives de l'ensemble immobilier.

Article 2 : Le sous-préfet, directeur de cabinet de la préfecture de la Vienne, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'intéressé.

Fait à Poitiers, le 7 avril 2016

La Préfète,

Marie-Christine DOKHÉLAR

Transmis, le

Notifié, le

(Signature du RUS)

PREFECTURE de la VIENNE

86-2016-04-14-002

Arrêté portant autorisation d'une course cycliste intitulée
"20ème prix de la foire de Saint-Georges-les-Baillargeaux"



PRÉFÈTE DE LA VIENNE

PREFECTURE DE LA VIENNE
Direction de la réglementation
et des libertés Publiques
Bureau de la réglementation, des élections et de l'état civil
Affaire suivie par mb

Arrêté N° 2016-DRLP-BREEC- 063

en date du 14 AVR. 2016

**portant autorisation d'une course cycliste
intitulée « 20^{ème} Prix de la Foire de Saint-
Georges-les-Baillargeaux » et organisée 17
avril 2016**

**La préfète de la Vienne,
Chevalier de la Légion d'honneur**

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU les dispositions du code de la route et notamment ses articles R.411-29 à R.411.32 ;

VU le code du sport et notamment ses articles L 231-3 ; R 331-6 à R 331-17 et A 331.2 à A 331-32 ;

VU le décret n°92-757 du 3 août 1992, modifiant le code de la route et relatif à la sécurité des courses et épreuves sportives sur les voies ouvertes à la circulation ;

VU l'arrêté n° 2015-SG-SCAADE-002 du 1er janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Serge BIDEAU, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;

VU la demande formulée par Monsieur Jean-Marie BOUTIN, président de l'association « Cycle Poitevin », en vue d'être autorisé à organiser le 17 avril 2016, la course cycliste intitulée « 20^{ème} Prix de la Foire de Saint-Georges-les-Baillargeaux » ;

VU l'avis favorable de la fédération française de cyclisme du 22 janvier 2016 ;

VU l'avis favorable du groupement de gendarmerie de la Vienne du 22 février 2016 ;

VU l'arrêté n°70-16 du 23 février 2016 de la mairie de Saint-Georges-Les-Baillargeaux réglementant la circulation et le stationnement ;

VU l'arrêté n° 2016-A-DGAA-DR-SPF 070 du conseil départemental, direction des routes, du 21 mars 2016 réglementant la circulation sur les RD hors agglomérations empruntées par l'épreuve sur la commune de Saint-Georges-Les-Baillargeaux ;

VU l'annexe 1 relative à la liste des signaleurs agréés ;

VU l'annexe 2 relative au plan détaillé des voies et des parcours empruntés ;

Préfecture de la Vienne 7 place Aristide Briand -CS 30589 - 86021 POITIERS
Téléphone : 05 49 55 70 00 – Télécopie : 05 49 88 25 34 – Courriel : pref-courrier@vienne.gouv.fr
Jours et horaires d'ouverture consultables sur notre site Internet : www.vienne.gouv.fr

A R R E T E

ARTICLE 1 :

La manifestation sportive dénommée « 20^{ème} prix de la foire de Saint-Georges-les-Baillargeaux » est autorisée à se dérouler le 17 avril 2016 aux conditions déterminées ci-après :

- a) Les organisateurs et les participants sont tenus d'observer strictement les règlements fédéraux. Une mise en place effective des signaleurs avant le départ des participants devra être assurée.
- b) Le jet ou la distribution de tracts, journaux, prospectus ou produits quelconques par les concurrents, ou les voitures qui les accompagnent, est interdit ;
- c) La pose de flèches de direction, papillons, etc... sur les bornes kilométriques, poteaux indicateurs, panneaux de signalisation et parapets de ponts est interdite ; ces flèches et papillons peuvent être attachés sur les arbres, mais non cloués ni collés ;
- d) Pour le marquage provisoire des voies publiques (fléchage du parcours), seules devront être employées des peintures qui devront avoir disparu, soit naturellement, soit par les soins des organisateurs au plus tard 24 heures après le passage de la course ;
- e) Le service d'ordre et tous les frais de surveillance ou autres, occasionnés éventuellement par l'épreuve, seront à la charge des organisateurs.
- f) Chaque participant non licencié, lors de son inscription, devra présenter un certificat médical de non contre indication à la pratique sportive.
- g) Les signaleurs devront être équipés des effets indispensables (gilet, brassards, téléphone-radio) et que tous aient une parfaite connaissance des consignes de sécurité, notamment aux intersections. Ils devront être présents à chaque carrefour et ou chaque fois qu'une route départementale sera traversée par la course
- h) Les responsables prendront toutes les mesures nécessaires lors des franchissements des routes et carrefours dangereux.

ARTICLE 2:

Les signaleurs présentés par l'organisateur sont agréés, sous réserve qu'ils soient titulaires d'un permis de conduire valide le jour de l'épreuve. Il appartient à l'organisateur de s'assurer de la validité des permis de conduire précités. Ils devront impérativement assurer la sécurité de la circulation à tous les carrefours et endroits dangereux traversés par l'épreuve. Ils devront être munis d'effets indispensables (gilet, téléphone-radio) et qu'ils aient une parfaite connaissance des consignes de sécurité.

L'organisateur veillera à ce que les signaleurs soient placés avant le départ de la course. Une vigilance toute particulière sera nécessaire au passage de la RD4 et la RD 20.

Concernant la commune de Saint-Georges les Baillargeaux : La circulation à contre sens et le stationnement seront interdits à tous les véhicules de 13h30 à 17h30 pour le passage de la course le dimanche 17 avril 2016 dans les rues ci-dessous :

Rue du champ de foire, VC n°9, route du Dolmen, route des Grands Près, route de la Fontaine d'Aillé, VC n° 15, route de la Croix Girault, route de la Picardière (RD 85 A) et rond point de l'Europe.

La circulation et le stationnement seront interdits à tous les véhicules de 13h00 à 17h30 pour le passage de la course dans les rues suivantes : route du Peu (à partir du rond point de l'Europe en direction du bourg), avenue de la Libération.

Concernant la direction des routes du conseil départemental : Le 17 avril 2016, le stationnement de tout véhicule et la circulation à contresens seront interdits sur la RD 85 A du PR 0.335 au PR 2.495 .

La priorité de passage demandée par l'organisateur est accordée.

ARTICLE 3 :

Les voitures admises à accompagner la compétition doivent porter à l'avant et à l'arrière un macaron distinctif, délivré par les organisateurs et indiquant de manière apparente l'appellation de la manifestation, et devront respecter le code de la route.

ARTICLE 4 :

L'encadrement médical sera assuré par la présence d'une infirmière et de deux secouristes.

ARTICLE 5 :

Au lieu d'arrivée de la course, des cordes devront être tendues par les soins des organisateurs, de chaque côté de la route, sur une distance de 200 mètres (100 avant le point d'arrivée et 100 après). Il incombera aux organisateurs responsables de maintenir, avec l'aide de la force publique, la foule en dehors de la chaussée.

ARTICLE 6 :

Les organisateurs sont autorisés à utiliser une voiture munie d'un haut-parleur, uniquement pour assurer la sécurité des spectateurs et des concurrents et annoncer les différentes phases de la course. La diffusion de tout slogan à caractère publicitaire, commercial, politique ou confessionnel est strictement interdite.

Ils devront présenter un contrat d'assurance en cours de validité, en responsabilité couvrant leur responsabilité, celles de leurs préposés et des compétiteurs dans le cadre de la manifestation.

Les participants mineurs non accompagnés doivent présenter une autorisation parentale.

ARTICLE 7 :

L'organisateur devra impérativement se renseigner sur les conditions météorologiques, à la date et lieu de la manifestation, auprès notamment de Météo-France, via son serveur vocal (au 05-67-22-95-00) et son site Internet : <http://France.meteofrance.com>.

ARTICLE 8 :

L'épreuve sera interdite si l'organisateur ne se conforme pas aux prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 9 :

Le fait que l'organisateur ne respecte pas ou ne fait pas respecter les prescriptions figurant dans l'autorisation administrative qui a été délivrée, est puni d'une contravention de 5^{ème} classe (soit 1500 euros maximum).

Prefecture de la Vienne 7 place Aristide Briand -CS 30589 - 86021 POITIERS
Téléphone : 05 49 55 70 00 – Télécopie : 05 49 88 25 34 – Courriel : pref-courrier@vienne.gouv.fr
Jours et horaires d'ouverture consultables sur notre site Internet : www.vienne.gouv.fr

ARTICLE 10 :

La préfecture de la Vienne et la direction départementale de la cohésion sociale seront informées dans un délai de 24 heures après la fin des épreuves de tous accidents et incidents qui auraient pu survenir lors de la compétition.

ARTICLE 11 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, le conseil départemental de la Vienne, la directrice départementale de la cohésion sociale, le groupement de gendarmerie de la Vienne et le maire de la commune concernée sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera remise à l'organisateur.

**Pour la préfète et par délégation,
Le directeur de cabinet,**



Stanislas ALFONSI

Liste des signaleurs 2016

Nom	Prénom	N° de permis	Date de Naissance
1 BOILEAU	Alain	196184	25/06/1948
2 DESGRANGE	Jean pierre	200323	18/02/1952
3 DEBORT	Christian	771194111330	09/08/1957
4 MALLET	Michel	900386300724	18/12/1971
5 GUIBERT	Francis	840886310070	06/11/1954
6 PETITGAS	Thierry	830937200228	14/09/1965
7 TETE	Bernard	181377	27/05/1947
8 CROCHU	Patrick	780586300824	31/03/1960
9 BARON	Serge	196184	23/07/1951
10 SOUIL	Jean Michel	881286300040	17/11/1970
11 DUPEUX	Jean Claude	750786300563	23/04/1957
12 DARPEIX	Laurent	870245200747	20/05/1969
13 DIONNET	Pascal	830186300429	27/02/1967
14 DESBOURDELLI		14241587	28/05/1966
15 PASQUIER	Guy	136709	24/07/1963
16 DUPUIS	Brigitte	30005488	16/08/1982
17 ROBIN	Bernard	214131	15/02/1972
18 RIBE	Michel	184742	29/06/1950
19 BRUGIER	Vincent	880786300964	18/02/1970

- Annexe 2 -

DIMANCHE 17 AVRIL 2016

Saint Georges les Baillargeaux (86)

20^{ème} prix cycliste de la foire

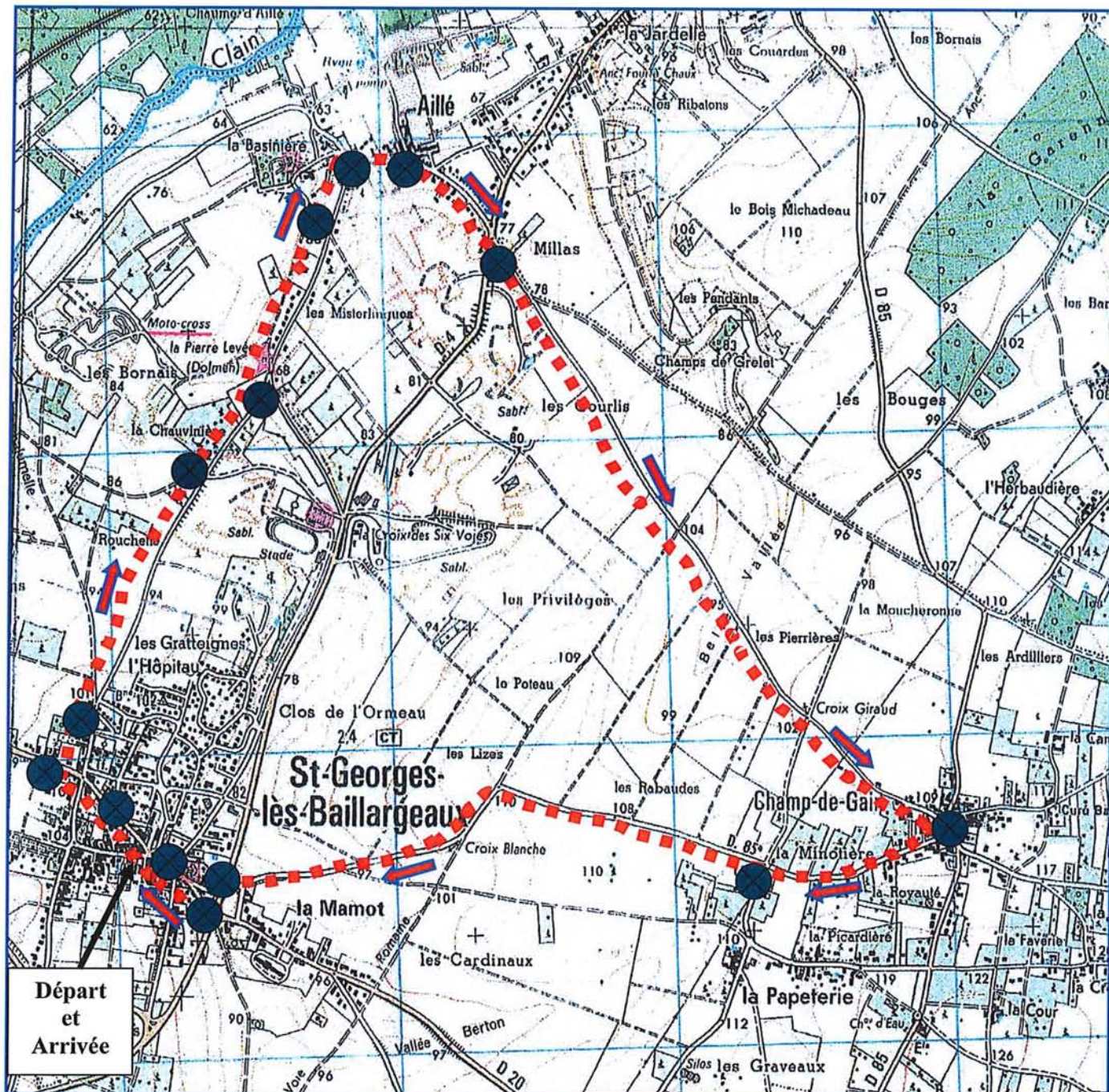
Circuit de 8,950 kms à parcourir 11 fois, soit 98.450 kms

Départ 14h30

avenue de la Libération à Saint Georges les Baillargeaux
(à hauteur de la mairie)



Points principaux tenus par des signaleurs



PREFECTURE de la VIENNE

86-2016-04-14-001

Arrêté portant autorisation d'une course pédestre intitulée
"15ème foulées de Nieuil l'Espoir" et organisée le 17 avril
2016



PRÉFÈTE DE LA VIENNE

PRÉFECTURE DE LA VIENNE
Direction de la réglementation
et des libertés publiques
Bureau de la réglementation, des élections
et de l'état civil
Affaire suivie par mb

Arrêté N° 2016-DRLP-BREEC- 064
en date du 14 AVR. 2016

portant autorisation d'une course pédestre
«15^{ème} Foulées de Nieuil l'Espoir» organisée
le 17 avril 2016

La préfète de la Vienne
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la route et notamment ses articles, R.411-29 à R.411-32 ;

VU le code du sport et notamment ses articles L.231-3 ; R331-6 à R 331-17 et A 331.2 à A 331-32 ;

VU l'arrêté n° 2016-SG-SCAADE-002 en date du 1^{ER} janvier 2016, donnant délégation de signature à Monsieur Serge BIDEAU, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;

VU la demande formulée par Monsieur Claudy PARADOT président de l'association "Vienne Biathlon", d'organiser une course pédestre intitulée « 15^{ème} Foulées de Nieuil l'Espoir » le 17 avril 2016 ;

VU l'avis favorable de la commission départementale des courses hors stade du 15 février 2016 ;

VU l'arrêté en date du 16 février 2016 de la mairie de Nieuil l'Espoir réglementant la circulation et le stationnement ;

VU l'avis de la direction des routes du conseil départemental de la Vienne –DAEE- du 19 février 2016 ;

VU l'avis favorable du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne du 19 février 2016 ;

VU l'annexe 1 (jointe au présente arrêté) relative à la liste des signaleurs agréés fournis par l'organisateur ;

VU l'annexe 2 (jointe au présent arrêté) du plan détaillé des voies et des parcours empruntés ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;

A R R E T E

ARTICLE 1er :

La manifestation sportive dénommée « 15^{ème} Foulées de Nieuil l'Espoir » est autorisée à se dérouler le 17 avril 2016 aux conditions déterminées ci-après :

- a) les organisateurs et les participants sont tenus d'observer strictement les règlements fédéraux et le code de la route. Une mise en place effective des signaleurs avant le départ des participants devra être assurée.
- b) le jet ou la distribution de tracts, journaux, prospectus ou produits quelconques par les concurrents, ou les voitures qui les accompagnent, est interdit ;
- c) la pose de flèches de direction, "papillons", etc... sur les bornes kilométriques, poteaux indicateurs, panneaux de signalisation et parapets de ponts est interdite ; ces flèches et papillons peuvent être attachés sur les arbres, mais non cloués ni collés ;
- d) concernant le fléchage du parcours sur la voie publique, seules devront être employées des marques de peintures qui devront avoir disparu, soit naturellement, soit par les soins des organisateurs au plus tard 24 heures après le passage de la course ;
- e) le service d'ordre et tous les frais de surveillance ou autres, occasionnés éventuellement par l'épreuve, seront à la charge des organisateurs ;
- f) chaque participant non licencié, lors de son inscription, devra présenter un certificat médical de non contre indication à la pratique sportive ;
- g) les signaleurs devront être équipés des effets indispensables (gilet, brassards, téléphone-radio) et que tous aient une parfaite connaissance des consignes de sécurité, notamment aux intersections. Ils devront être présents à chaque carrefour et ou chaque fois qu' une route départementale sera traversée par la course ;
- h) les responsables de l'événement prendront toutes les mesures pour assurer la sécurité des participants lors des franchissements des routes ou des carrefours dangereux.

Concernant la commune de Nieuil l'Espoir : La circulation sera réglementée dans la traversée du bourg le dimanche 17 avril 2016 de 8h30 à 12h00.

Le régime sollicité "Priorité de Passage" par l'organisateur est accordé.

ARTICLE 2:

Les signaleurs présentés par l'organisateur sont agréés, sous réserve qu'ils soient titulaires d'un permis de conduire valide le jour de l'épreuve. Il appartient à l'organisateur de s'assurer de la validité des permis de conduire précités. Ils devront impérativement assurer la sécurité de la circulation à tous les carrefours et endroits dangereux traversés par l'épreuve. Ils devront connaître parfaitement les consignes de sécurité.

ARTICLE 3 :

Les voitures admises à accompagner la compétition doivent porter à l'avant et à l'arrière un macaron distinctif, délivré par les organisateurs et indiquant de manière apparente l'appellation de la manifestation et devront respecter le code de la route.

ARTICLE 4 :

Au lieu d'arrivée de la course, des cordes devront être tendues par les soins des organisateurs, de chaque côté de la route, sur une distance de 200 mètres (100 avant le point d'arrivée et 100 après). Il incombera aux organisateurs responsables de maintenir, avec l'aide de la force publique, la foule en dehors de la chaussée.

ARTICLE 5 :

Les organisateurs sont autorisés à utiliser une voiture munie d'un haut-parleur, uniquement pour assurer la sécurité des spectateurs et des concurrents et annoncer les différentes phases de la course. La diffusion de tout slogan à caractère publicitaire, commercial, politique ou confessionnel est strictement interdite.

Ils devront présenter un contrat d'assurance en cours de validité, en responsabilité couvrant leur responsabilité, celles de leurs préposés et des compétiteurs dans le cadre de la manifestation.

Les participants mineurs non accompagnés doivent présenter une autorisation parentale.

ARTICLE 6 :

L'encadrement médical sera assuré par la présence du Comité de la Vienne de Sauvetage et de Secourisme comprenant 6 intervenants secouristes, et du docteur Pascale DEBENEST-VENIN.

ARTICLE 7 :

L'épreuve sera interdite si l'organisateur ne se conforme pas aux prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 8 :

La préfecture de la Vienne et la direction départementale de la cohésion sociale seront informées dans un délai de 24 heures après la fin des épreuves de tous accidents et incidents qui auraient pu survenir lors de la compétition.

ARTICLE 9 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, le président du conseil départemental de la Vienne, Direction de l'aménagement, de l'espace et de l'environnement, le général commandant le groupement de gendarmerie de la Vienne, le maire de la commune traversée sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera remise à l'organisateur.

**Pour la préfète et par délégation,
Le directeur de cabinet,**

Stanislas ALFONSI

- Annexe A -

NOM	PRENOM	N° de permis de conduire	Date et lieu de délivrance	Date et lieu de naissance
ANGILBERT	DOMINIQUE	860252100047	17/04/1986 à CHAUMONT (52)	12/01/68 CHAUMONT
ANGILBERT	FABIENNE	890779200351	05/06/1990 à NIORT	05/05/1971 à PARTHENAY
AUGEREAU	ERIC	77108600751	28/04/1980 à POITIERS	27/07/61 à LEZAY
BACHELIER	MYLENE	780103200268	22/03/1978 à MOULINS (ALLIER)	09/08/1959 à POITIERS
BADGI	LANDING	020186300196	17/07/2002 à POITIERS	30/06/1973 à SEDHIOU(SENEGAL)
BARRANGER	FREDERIC	143026386	05/12/1986 à POITIERS	11/06/1968 à POITIERS
BELLICAUD	BRIGITTE	780486300283	18/07/1978 à POITIERS	09/03/1958 à GENCAY
BELLICAUD	JACKY	216035	14/12/1971 à POITIERS	21/01/1953 à LHOMMAIZE
BELLICAULT	PHILIPPE	820294111261	05/07/1982 à POITIERS	31/10/1963 à CHAPELLE MOTHIMER
BERNARD	MONIQUE	760386300013	28/10/1976 à POITIERS	25/01/1950 à POITIERS
BERNARD	CHRISTIAN	910886310100	10/03/1962 à POITIERS	09/09/1943 à GIZAY
BIDAUD	MICHEL	810187200847	20/11/1980 à HAUTE VIENNE	31/10/1958 à Le DORAT 87
BOUCHET	BENOIT	920786300851	01/08/2012 à POITIERS	25/01/1974 à POITIERS
BOUTIN	DANIEL	76028600222	23/03/2011 à POITIERS	28/01/1958 à POITIERS
BRUN	MONIQUE	231599	12/12/1973 à POITIERS	09/06/1955 à POITIERS
BRUN	MICHEL	183838	05/07/1968 à POITIERS	14/04/1950 à ROCHES PREMARIÉ
BRUNEAU	SYLVAIN	030386300579	11/12/2007 à POITIERS	25/11/1985 à POITIERS
BUJON	YANNICK	750786300146	09/03/2012 à POITIERS	17/06/1957 à MAGNE
CLEMENT	LAURENT	931098100331	28/10/1993 à CAYENNE	24/08/1970 à CHATELLEEAULT
COMTE	JEROME	960886300412	13/03/2002 à POITIERS	10/11/1979 à POITIERS
COMTE	AMANDINE	950786300090	30/04/1997 à POITIERS	14/04/1979 à POITIERS
CORNU	JEAN	152914	04/02/1965 à POITIERS	01/02/1942 à LA POMERAIE SUR SEVRE
COTEREAU	CHRISTOPHE	871137201244	31/08/1988 à TOURS	22/06/1968 à BAUGE
CROS	BERNARD	810333211723	07/07/1981 à BORDEAUX	02/04/1963 à TALENCE
DAIGRE	JACKY	75097900566	21/07/1975 à PARTHENAY	16/06/1954 à LOUDUN
DAIGRE	FRANCOISE	761086301086	04/07/1977 à POITIERS	14/04/1958 à POITIERS
DARDILLAC	ANDRE	191691	30/05/1969 à POITIERS	23/01/1961 à AVALLE LIMOUZINE
DELAYRE	CHRISTINE	70773200033	29/03/2010 à ALBERTVILLE	09/06/1989 à PARIS
DEMARCONNAY	CEDRIC	991186300551	03/08/2004 à POITIERS	05/05/1983 à POITIERS
DESCHAMPS	PASCAL	243497	16/10/74 à ANGOULEME	29/02/1956 à GENCAY
DRIEUX	MICHEL	162783	15/03/1969 à LIMOGES	27/02/1950 à ARNAC la POSTE 87
DUPONT	BRUNO	810786300510	01/04/1988 à POITIERS	08/09/1963 à CHATELLERAULT
DUPUIS	GUY	168711	24/10/2011 à POITIERS	09/10/1947 à NIEUIL L'ESPOIR
DUPUIS	ARNAUD	900486300025	30/10/90 à POITIERS	12/07/1972 à POITIERS
DURAND	MARCEL	116618	20/10/1959 à POITIERS	13/03/1937 à POITIERS
DURAND	NICOLE	108314	30/07/1958 à MOUTERRE S BLOURDE	28/12/1937 à MOUTERRE S BLOURDE

FERRON	CEDRIC	940286300543	07/05/2013 à POITIERS	01/11/1977 à POITIERS
FORGEARD	CELINE	9301179200563	15/06/1993 à NIORT	25/08/1974 à BRESSUIRE
FUSEAU	BERNARD	770301	11/01/1967 à POITIERS	21/10/1949 à NUEIL LES AUBIERS 79
GARNIER	HENRI	112123	17/04/1959 à POITIERS	12/08/1937 à ST SAVIN
GERMANEAU	REMI	149991	13/10/1999 à POITIERS	17/12/1942 à CHAPELLE MORTHEMER
GERMANEAU	JACQUELINE	216774	31/01/1972 à POITIERS	08/12/1947 à VERRIERES
GIRARDIN	ALBERT	181315	16/03/1971 à POITIERS	06/07/1949 à POITIERS
GODET	OLIVIER	880986300651	29/11/1988 à POITIERS	08/06/1970 à POITIERS
GOUPIL	AURELIEN	9703386300642	15/03/1999 à POITIERS	05/03/1980 à MONTMORILLON
GRANSAGNE	LAURE	950986300684	15/12/1997 à POITIERS	23/10/1979 à POITIERS
GRIGNON	DAVID	951179200015	26/04/1996 à PARTHENAY	24/04/1978 PARTHENAY
GROLLEAU	RENE	100781	03/05/1957 à POITIERS	30/05/1988 à VERNON
GROLLEAU	J PIERRE	801186300625	27/02/1981 à POITIERS	10/09/1962 à CHAUVIGNY
GUILLLOT	BERNARD	202422	04/09/1970 à POITIERS	12/02/1949 à NOUAILLE MAUPERTUIS
JALLAIS	J PAUL	155786	06/08/2007 à POITIERS	04/08/1944 à POITIERS
JALLAIS	YANNICK	940786300289	à POITIERS	21/08/1976 à POITIERS
JOLLY	ADELIN	010286300560	25/10/2002 à POITIERS	11/10/1984 à POITIERS
JOLLY	JULIEN	001076302756	26/11/2003 à ROUEN	01/05/1981 à FECAMP 76
LAMBERT	NICOLAS	990279200328	18/06/1999 à NIORT	04/05/1981 à NIORT
LAVENAC	MARTINE	248.008	02/03/1976 à POITIERS	26/01/1957 à POITIERS
LAVENAC	FABIENNE	248.009	07/11/1975 à POITIERS	26/01/1957 à POITIERS
LE-GUERN	ANNE-MARIE	920745200734	12/02/1993 à ORLEANS	06/04/1971 à MONTARGIS
LUIS	ISABELLE	840486300233	12/09/1984 à POITIERS	11/11/1964 à POITIERS
MAINARD	CELINE	940679200295	12/01/1995 à NIORT	04/12/1976 à PARTENAY
MAITRE	ROLAND	201903	24/04/1970 à POITIERS	27/01/1949 à POITIERS
MAITRE	MAURICE	147716	09/09/1964 à POITIERS	06/03/1935 à LINIERS
MARTIN	MICHELE	225795	09/03/1976 à POITIERS	04/10/1954 à POITIERS
MARTIN	PATRICE	750786300462	01/04/1976 à POITIERS	15/06/1957 à POITIERS
MARTIN	ALAIN	751086301025	01/07/1976 à POITIERS	16/11/1954 à POITIERS
MAUDET	NICOLAS	870038600532	14/05/1987 à POITIERS	18/04/1969 à POITIERS
MONTA	PATRICK	245381	18/06/1975 à MONTMORILLON	17/11/1956 à SILLARD
MONTA	MARIE	810686300656	29/09/1981 à POITIERS	22/09/1962 à POITIERS
NIBAudeau	FREDERIC	8707863000443	16/11/1987 à POITIERS	01/11/1969 à POITIERS
PAINAULT	MARIE	248223	17/10/1975 à POITIERS	06/03/1954 à FLEURE
PARADOT	CLAUDE	761086300062	02/06/1977 à POITIERS	03/03/1958 à GENCAV
PELAT	J FRANCOIS	1990337257	15/06/1999 à POITIERS	25/03/1954 à St BARBANT 87
PELAT	JOELLE	750786300550	06/05/1976 à POITIERS	22/09/1955 à BELLAC

PUISAI	JEAN PIERRE	106521	19/12/2001 à POITIERS	20/07/1939 à POITIERS
REMBLIERE	CLAUDE	2275657386	16/11/2006 à POITIERS	04/12/1954 à VIGEANT
REMBLIERE	MICHELE	761086300651	12/11/1976 à POITIERS	30/10/1957 à GOUJEX
RENAUD	MAX	176958	26/11/1968 à POITIERS	10/06/1949 à MARNAY
RENAUD	NICOLAS	890886300088	22/01/1990 à POITIERS	13/12/1971 au KREMELIN BICETRE 94
SAUTOUR	HENRI	146431	20/07/1992 à POITIERS	22/03/1950 à ALLASSAC
SIRON	JEANNINE	760486300387	26/11/1976 à POITIERS	06/04/1941 à LES AUBIERS
SIRON	MICHEL	95905	21/02/1956 à POITIERS	24/04/1936 à LA FERRIERE AYROUX
TABUTEAU	JEAN CLAUDE	181379	07/05/1968 à POITIERS	23/11/1949 à PAIZAY LE SEC
TEXIER	CECILE	001286300049	09/07/2001 à POITIERS	18/02/1983 à POITIERS
TRANCHANT	THIERRY	830486300460	11/08/1983 à POITIERS	11/04/1965 à CHAUVIGNY
VIVION	PIERRETTE	751086301130	21/05/1976 à POITIERS	18/05/1941 à PRESSAC
GREMILLET	CAROLE	950686300414	30/04/1996 à POITIERS	01/01/1975 à POITIERS

